

LOIS ET RÈGLEMENTS
PARTIE 2
LAWS AND
REGULATIONS

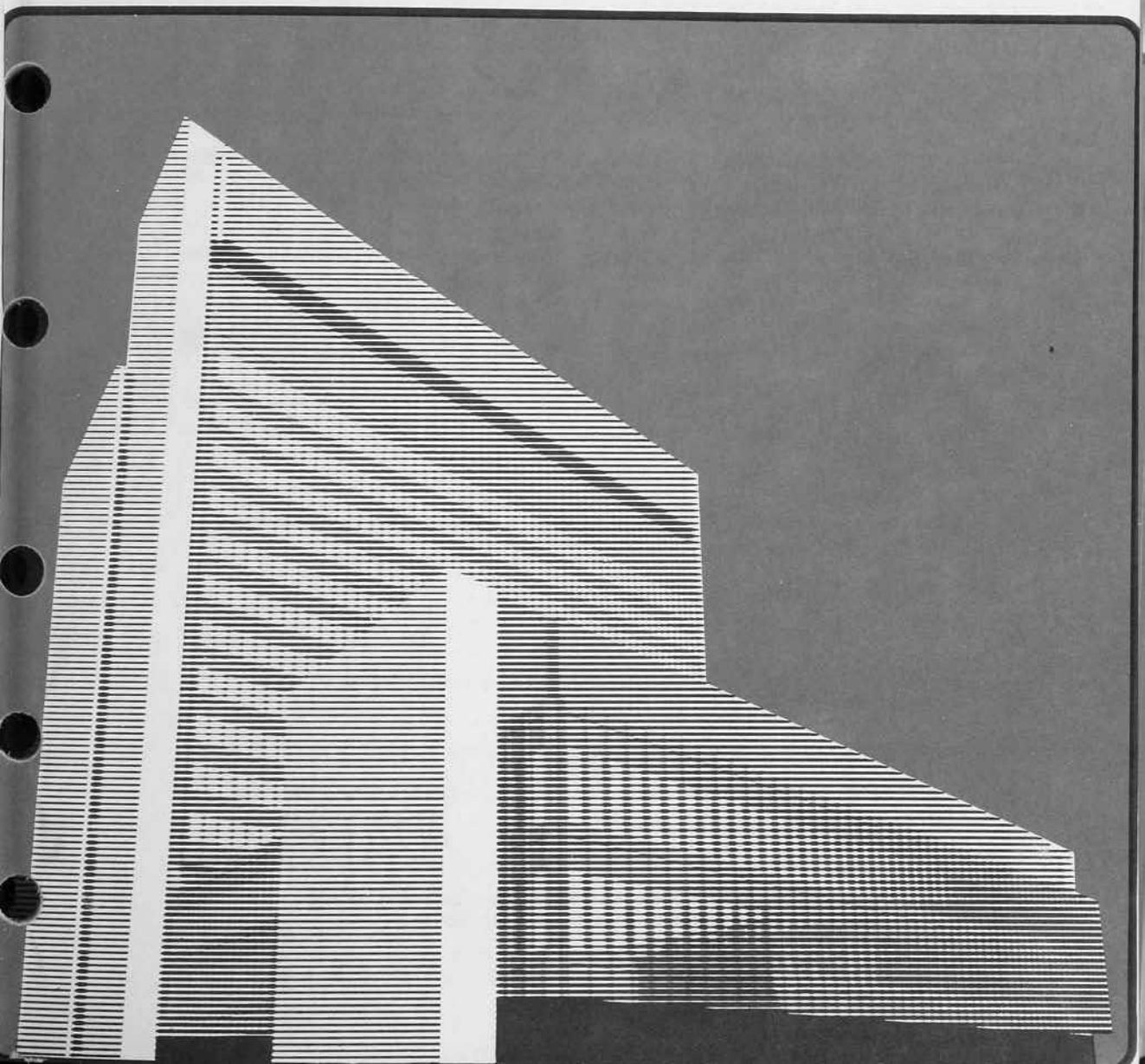
107^e ANNÉE
8 OCTOBRE 1975
NO 36



GAZETTE
OFFICIELLE
DU QUÉBEC

265104-4

OFFICIAL
GAZETTE



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:
Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

**l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1R 4Y7, P.Q.**

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tel.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:
Tel.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1R 4Y7, P.Q.**

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUÉBEC

QUÉBEC, 27 SEPTEMBRE 1975

QUÉBEC, 27 SEPTEMBER 1975

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

*Québec, 27 septembre 1975**Québec, 27 September 1975*

Aujourd'hui, à 0 heure quarante-trois minutes, il a plu à l'honorable Administrateur de la province de sanctionner le projet de loi suivant:

This day, at forty-three minutes past midnight, the Honourable the Administrator of the Province was pleased to sanction the following bill:

57 Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal.

57 An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission.

La sanction royale est prononcée sur ce projet de loi par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

To this bill the Royal Assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable Administrateur de la province sanctionne ce projet de loi. »

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator of the Province assents to this bill."

Loi

Act

Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal

Sanctionnée le 27 septembre 1975
(P.L. 57)

Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « Commission »: la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal;

b) « association »: une association de salariés, d'après la définition qu'en donne le Code du travail, accréditée pour représenter, auprès de la Commission,

1) tous les employés de l'entretien des véhicules, du génie et de l'entretien des propriétés, des achats et magasins;

2) tous les employés de bureau;

c) « salarié »: tout salarié, d'après la définition qu'en donne le Code du travail, employé par la Commission le 18 septembre 1975 à l'une ou l'autre des fonctions visées aux sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe b.

SECTION II

REPRISE DES SERVICES DE TRANSPORT

2. Tout salarié doit, à compter de 00.01 heure, le 29 septembre 1975, retourner au

An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission

Assented to 27th September 1975
(Bill 57)

An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

INTERPRETATION

1. In this act, unless the context requires a different meaning,

(a) "Commission" means the Montreal Urban Community Transit Commission;

(b) "association" means an association of employees as defined in the Labour Code certified to represent, before the Commission,

(1) all vehicle maintenance, engineering, property maintenance, purchase and stores employees;

(2) all office employees;

(c) "employee" means every employee, as defined in the Labour Code, who on 18 September 1975 is employed by the Commission in any of the capacities contemplated in subparagraphs 1 and 2 of paragraph b.

DIVISION II

RESUMPTION OF TRANSPORT SERVICES

2. Every employee must as of 00.01 Hours on 29 September 1975, return to

travail et remplir les devoirs de sa fonction.

3. La Commission doit, à compter du même moment, organiser la reprise de ses services et réintégrer dans leurs fonctions toutes les personnes visées à l'article 2.

Aucune mesure disciplinaire ne doit, en raison de la grève actuellement en cours ou d'actes posés pendant cette grève, être exercée par la Commission contre un salarié qui se conforme à l'article 2.

4. Les associations ainsi que toute union, fédération ou confédération à laquelle adhèrent les associations doivent prendre les moyens appropriés pour amener les membres des associations à se conformer à l'article 2.

work and perform the duties of his position.

3. The Commission must, as of the same time, arrange for the resumption of its services and reinstate in their positions all the persons contemplated in section 2.

No disciplinary measure shall be taken by the Commission, by reason of the current strike or of things done during such strike, against any person who complies with section 2.

4. The associations and every union, federation or confederation to which such associations belong shall take the appropriate steps to induce the members of the associations to comply with section 2.

SECTION III

CONDITIONS DE TRAVAIL PROVISOIRES

5. La dernière convention collective conclue entre la Commission et chacune des associations est en vigueur, nonobstant l'expiration du terme qui y était stipulé, jusqu'à ce qu'elle soit renouvelée ou remplacée par une nouvelle convention collective ou qu'une sentence arbitrale soit rendue conformément à la section IV; toutefois la convention ainsi prolongée est modifiée de façon à rendre applicables les ententes écrites qui sont intervenues entre les parties lors des négociations en vue du renouvellement ou du remplacement de cette convention ainsi que les dernières offres salariales faites par la Commission et qui apparaissent à l'annexe A de la présente loi.

La convention ainsi prolongée et modifiée constitue une convention collective conclue en vertu du Code du travail.

6. Tout litige relatif à l'application des ententes visées à l'article 5 est un grief au sens du Code du travail; nonobstant toute disposition inconciliable du Code du travail ou de la convention collective le cas échéant, ce grief est décidé par l'arbitre nommé en vertu de l'article 8; l'article 89 du Code du travail s'applique à cette décision.

DIVISION III

PROVISIONAL CONDITIONS OF EMPLOYMENT

5. The latest collective agreement between the Commission and each of the associations shall be in force, notwithstanding the expiration of the term stipulated therein, until renewed or replaced by a new collective agreement or until an arbitration award is rendered under Division IV; nevertheless the agreement so extended is amended so as to render applicable the written agreements made between the parties during the negotiations for the renewal or replacement of such agreement as well as the latest wage offers by the Commission, as set out in Schedule A to this act.

The agreement so extended and amended shall constitute a collective agreement made under the Labour Code.

6. Any litigation respecting the application of the agreements contemplated in section 5 is a grievance within the meaning of the Labour Code; notwithstanding any inconsistent provision of the Labour Code or of the collective agreement should the case arise, such grievance shall be decided by the arbitration officer appointed under section 8; section 89 of the Labour Code applies to such decision.

SECTION IV

DIVISION IV

RÈGLEMENT DU DIFFÉREND

SETTLEMENT OF THE DISPUTE

7. Le ministre du travail et de la main-d'œuvre doit, dans les quatre jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, charger un conciliateur de rencontrer les représentants de la Commission et de chacune des associations dont les membres se sont conformés à l'article 2, et de tenter d'effectuer un accord dans les quinze jours qui suivent sa nomination. Les négociations doivent alors commencer et se poursuivre avec diligence et bonne foi.

Le conciliateur doit, à l'expiration de son mandat, faire rapport au ministre sur l'état des négociations.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut alors, sur l'avis du ministre, prolonger le mandat du conciliateur d'une autre période de quinze jours; à l'expiration de ce mandat, le conciliateur doit de nouveau faire rapport au ministre sur l'état des négociations.

Les parties au différend ont l'obligation d'assister à toutes les réunions où le conciliateur les convoque.

8. Si l'intervention du conciliateur est infructueuse, le différend est soumis à un arbitre nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation conjointe des parties au différend.

À défaut par les parties de s'entendre sur le choix de l'arbitre dans les sept jours qui suivent la réception d'un avis du ministre du travail et de la main-d'œuvre les invitant à s'entendre sur ce choix, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme l'arbitre d'office.

9. L'arbitre est assisté, le cas échéant, dans l'exercice des devoirs de sa charge, par deux assesseurs dont l'un est désigné par la Commission et l'autre conjointement par les associations qui sont parties au différend.

10. L'arbitre peut siéger ou délibérer en l'absence des assesseurs ou de l'un d'entre eux.

7. Within four days after the coming into force of this act, the Minister of Labour and Manpower shall instruct a conciliation officer to meet the representatives of the Commission and of each of the associations the members whereof have complied with section 2, and to endeavour to effect an agreement within fifteen days after his appointment. Negotiations must then be begun and carried on diligently and in good faith.

Upon the expiration of his term, the conciliation officer shall report to the Minister on the state of the negotiations.

The Lieutenant-Governor in Council may then, upon the advice of the Minister, extend the term of the conciliation officer by another period of fifteen days; upon the expiration of such term, the conciliation officer shall again report to the Minister on the state of the negotiations.

The parties to the dispute must attend all meetings to which they are called by the conciliation officer.

8. If the intervention of the conciliation officer has been unsuccessful, the dispute shall be submitted to an arbitration officer appointed by the Lieutenant-Governor in Council upon the joint recommendation of the parties to the dispute.

If the parties do not agree as to the choice of the arbitration officer within seven days after receiving a notice from the Minister of Labour and Manpower asking them so to agree, the Lieutenant-Governor in Council shall appoint the arbitration officer *ex officio*.

9. The arbitration officer shall be assisted, if necessary, in the performance of his duties, by two assessors, one of whom shall be appointed by the Commission and the other jointly by the associations that are parties to the dispute.

10. The arbitration officer may sit or deliberate in the absence of the assessors or of one of them.

11. Les articles 69 à 81, 91 et 92 du Code du travail s'appliquent à l'arbitre et à sa sentence, *mutatis mutandis*.

11. Sections 69 to 81, 91 and 92 of the Labour Code apply to the arbitration officer and to his award, *mutatis mutandis*.

SECTION V

DIVISION V

INFRACTIONS ET PEINES

OFFENCES AND PENALTIES

12. Tout salarié qui contrevient à l'article 2 ou participe à une grève interdite, commet une infraction et est passible d'une amende de \$50 à \$250 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

12. Any employee who infringes section 2 or participates in a prohibited strike is guilty of an offence and liable to a fine of \$50 to \$250 for each day or part of a day during which the offence continues.

13. Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller de la Commission qui participe à un acte posé par la Commission contrairement à l'article 3 ou qui y acquiesce, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

13. Any officer, director, employee, agent or adviser of the Commission who participates in any act done by the Commission contrary to section 3 or acquiesces therein, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

14. Toute association ainsi que toute union, fédération ou confédération à laquelle adhère une association qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 2 ou à participer à une grève interdite ou qui contrevient à l'article 4, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention.

14. Every association and every union, federation or confederation to which any association belongs, which authorizes, encourages or incites a person to infringe section 2 or to participate in a prohibited strike or which infringes section 4, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the infringement continues.

Lorsqu'une de ces associations, unions, fédérations ou confédérations a commis une infraction prévue à l'alinéa précédent, chacun de ses dirigeants, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour l'infraction que l'association, l'union, la fédération ou la confédération ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Where any of such associations, unions, federations or confederations has been guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, each of its officers, directors, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence or who acquiesced therein is deemed a party to the offence and is liable to the fine provided for the offence whether or not the association, union, federation or confederation has been prosecuted or convicted.

15. Tout dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association, union, fédération ou confédération visée à l'article 14, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 2 ou à participer à une grève interdite, commet une infraction et

15. Every officer, director, employee, agent or adviser of an association, union, federation or confederation contemplated in section 14 who authorizes, encourages or incites a person to infringe section 2 or to participate in a prohibited strike, is guilty of an offence and liable to a fine of

est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure cette contravention.

L'association, l'union, la fédération ou la confédération visée à l'article 14, dont un dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue à l'alinéa précédent, est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue au même titre que cette personne.

16. Toute partie au différend qui fait défaut de se conformer à une obligation imposée par l'article 7 commet une infraction et est passible d'une amende de \$500 à \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

17. Les poursuites prévues aux articles précédents ne peuvent être intentées que par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cet effet.

18. Les peines prévues aux articles précédents sont imposées sur poursuite sommaire et la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique.

19. Le commissaire-enquêteur en chef nommé en vertu du Code du travail doit, à la demande du procureur général, révoquer l'accréditation accordée à toute association s'il est établi que moins de 70% des salariés à l'égard desquels cette association est accréditée se sont conformés à l'article 2.

20. Lorsque l'accréditation d'une association est révoquée en vertu de l'article 19, cette association ne peut plus être accréditée dans les douze mois qui suivent cette révocation.

Elle ne peut plus l'être non plus tant que les amendes imposées en vertu de la présente loi à cette association, à une union, fédération ou confédération à laquelle cette association adhère ou est affiliée ou à chacun de leurs dirigeants, administrateurs, employés, agents ou conseillers n'ont pas été entièrement payées.

Aucune autre association qui adhère ou est affiliée à une union, fédération ou con-

\$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the infringement continues.

Any association, union, federation or confederation contemplated in section 14 whereof an officer, director, employee, agent or adviser is guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, is a party to such offence and liable to the prescribed fine in the same manner as such person.

16. Any party to the dispute who fails to comply with an obligation imposed by section 7 is guilty of an offence and liable to a fine of \$500 to \$1,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

17. The proceedings contemplated in the preceding sections shall be instituted only by the Attorney-General or a person generally or specially authorized by him in writing for such purpose.

18. The penalties provided in the preceding sections shall be imposed upon summary proceeding and Part II of the Summary Convictions Act shall apply.

19. Upon the request of the Attorney-General, the chief investigation commissioner appointed under the Labour Code must cancel the certification granted to any association if it is established that less than 70% of the employees with respect to whom such association is certified have complied with section 2.

20. Where the certification of an association is cancelled under section 19, such association shall not thereafter be certified during the twelve months following such cancellation.

Nor shall it be certified as long as the fines imposed under this act upon such association, upon a union, federation or confederation to which such association belongs or is affiliated, or upon any of their officers, directors, employees, agents or advisers have not been fully paid.

No other association that belongs to or is affiliated with a union, federation or

fédération d'associations à laquelle adhérer ou était affiliée l'association dont l'accréditation a été ainsi révoquée, ne peut, au cours des douze mois suivant la révocation, être ou demeurer accréditée pour représenter des salariés qui étaient membres de l'association dont l'accréditation a été révoquée.

21. Lorsque l'accréditation d'une association est révoquée en vertu de la présente loi, les salariés qu'elle représente cessent d'être régis par toute convention collective alors en vigueur; de plus toute sentence arbitrale rendue en vertu du Code du travail à l'égard des salariés membres d'une association dont l'accréditation a été révoquée est sans effet.

22. La présente loi n'a pas pour effet de soustraire la Commission ni son personnel à l'application du Code du travail.

23. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

confederation of associations to which the association whose certification has been so cancelled belonged or was affiliated shall, during twelve months following the cancellation, be or remain certified to represent employees who were members of the association whose certification has been cancelled.

21. Where the certification of an association is cancelled under this act, the employees represented by such association shall cease to be governed by any collective agreement then in force; moreover, any arbitration award rendered under the Labour Code with respect to employees who are members of an association whose certification has been cancelled shall be without effect.

22. This act shall not have the effect of withdrawing the Commission or its personnel from the application of the Labour Code.

23. This act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE A

Dernières offres salariales faites par la Commission le 24 septembre 1975

1° Augmentation de 15% pour la période du 12 juillet 1975 au 11 mars 1976;

2° Augmentation de 5% pour la période du 12 mars 1976 au 11 novembre 1976;

3° Augmentation de 7% pour la période du 12 novembre 1976 au 11 juillet 1977.

SCHEDULE A

Latest wage offers made by the Commission on 24 September 1975

(1) An increase of 15% for the period from 12 July 1975 to 11 March 1976;

(2) An increase of 5% for the period from 12 March 1976 to 11 November 1976;

(3) An increase of 7% for the period from 12 November 1976 to 11 July 1977,

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

A.C. 4069-75, 10 septembre 1975
Règ. 75-470, 15 septembre 1975

LOI DE L'HÔTELLERIE
(S.R.Q., 1964, ch. 205)

Établissements hôteliers et restaurants.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement relatif aux établissements hôteliers et restaurants

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi de l'Hôtellerie, modifié par l'article 8 de la Loi modifiant la Loi de l'Hôtellerie (S.R.Q., 1964, ch. 205 et L.Q., 1969, ch. 59), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

a) déterminer les qualités requises de toute personne qui sollicite un permis, un renouvellement de permis ou un certificat en vertu de l'article 11, les conditions qu'elle doit remplir, les états financiers et autres documents qu'elle doit produire, les renseignements qu'elle doit fournir et les droits qu'elle doit verser;

b) subdiviser chacune des catégories d'établissements et définir à l'intérieur de ces catégories celles qui sont assujettis à l'application de la présente loi;

c) assurer la protection des voyageurs ainsi que la propreté et la bonne tenue des établissements;

d) déterminer le mode d'enregistrement des voyageurs dans les établissements hôteliers;

e) définir la publicité qui doit être faite au prix des chambres et des repas et défendre d'exiger un prix plus élevé que ceux ainsi publiés;

f) prohiber ou réglementer la sollicitation auprès des voyageurs;

g) établir des normes relatives à la construction, à l'agrandissement et à la réparation des établissements ainsi qu'à leur ameublement, entretien, chauffage, éclairage et aux services qu'ils doivent offrir aux voyageurs;

h) définir ce qui constitue un bureau d'information touristiques ou un kiosque de guides touristiques, en réglementer ou en prohiber l'usage avec ou sans exceptions;

i) déterminer, pour chacune des catégories d'établissements hôteliers établies conformément à l'article 2, le nombre minimum de chambres qui doivent être mises à la disposition des clients;

O.C. 4069-75, 10 September 1975
Reg. 75-470, 15 September 1975

HOTELS ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 205)

Hotel establishments and restaurants.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting hotel establishments and restaurants.

WHEREAS under section 12 of the Hotels Act, amended by section 8 of the Act to amend the Hotels Act (R.S.Q., 1964, ch. 205, am. by 1969, ch. 59), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

(a) to determine the qualifications required of any person who applies for a permit, a renewal of a permit or a certificate under section 11, the conditions with which he must comply, the financial statements and other documents which he must produce, the information which he must furnish and the duties which he must pay;

(b) to subdivide each class of establishments and define within such classes the subdivisions that are subject to the application of this act;

(c) to ensure the protection of travellers and the cleanliness and proper maintenance of establishments;

(d) to determine the method of registering travellers in hotel establishments;

(e) to define the publicity to be given to the price of rooms and meals and forbid the charging of prices higher than those so published;

(f) to prohibit or regulate the soliciting of travellers;

(g) to establish standards respecting the construction, enlarging and repairing of establishments, the furnishing, maintenance, heating and lighting thereof and the services they must make available to travellers;

(h) to define what constitutes a tourist information office or a tourist guides' kiosk and regulate or prohibit the use thereof with or without exceptions;

(i) to fix, for each class of hotel establishments determined in accordance with section 2, the minimum number of rooms which must be made available to customers;

j) déterminer, pour chacune des catégories d'établissement hôteliers et de restaurants établies conformément à l'article 2, des normes minimales relatives aux services qui doivent être offerts aux clients;

k) déterminer la forme des permis et des demandes de permis ainsi que la durée des permis;

m) fixer le montant maximum des sommes d'argent que l'exploitant d'un établissement hôtelier peut exiger d'un client à titre d'acompte ou de débit, en fonction de la durée de son séjour et du prix des services qui lui sont offerts, et déterminer les conditions auxquelles l'exploitant peut retenir ces sommes d'argent;

n) déterminer, pour les fins de calcul des frais de séjour d'un client dans toute catégorie d'établissement hôtelier établie conformément à l'article 2, l'heure avant laquelle tout client doit quitter l'établissement pour que des frais additionnels ne puissent lui être comptés, ainsi que les normes suivant lesquelles des frais additionnels peuvent lui être comptés s'il quitte l'établissement après l'heure indiquée.

ATTENDU QU'il y a lieu de refondre la réglementation concernant l'hôtellerie;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le règlement relatif à l'hôtellerie, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

QUE les arrêtés en conseil suivants: 480, du 11 mars 1965; 1665, du 25 août 1965; 474, du 22 mars 1966; 3485, du 17 septembre 1970; 682, du 24 février 1971; 2367, du 7 juillet 1971, concernant les règlements relatifs à l'hôtellerie, 479, du 1er mars 1967, concernant l'affichage du prix des repas à l'extérieur des restaurants et des salles à manger, et 1628, du 14 juin 1967, concernant les droits payables lors de la délivrance d'un permis de restaurant en vertu de la Loi de l'hôtellerie, soient abrogés.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Section I

APPLICATION

1. Le présent règlement, sauf dans les cas où il est stipulé qu'il concerne une nouvelle construction, s'applique à tous les établissements hôteliers ou restaurants.

Section II

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

2. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

2.1 «Personne»: une personne physique;

(j) to fix, for each class of hotel establishments and restaurants determined in accordance with section 2, minimum standards respecting the services which must be offered to customers;

(k) to determine the form of permits and of applications for permits, and the duration of permits;

(m) to fix the maximum sums of money which the operator of a hotel establishment may require of a customer as a payment on account or forfeit, according to the duration of his stay and the price of the services offered to him, and to determine the conditions under which the operator may retain such sums of money;

(n) to fix, for the purposes of computing the cost of a customer's stay in any class of hotel establishments determined in accordance with section 2, the hour before which a customer must leave the establishment so as not to be charged additional costs, and the standards whereby he may be charged additional costs if he leaves the establishment after the hour indicated.

WHEREAS it is expedient to revise the regulations respecting hotels;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Regulation respecting hotels, annexed to this Order in Council, be enacted and come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

THAT the following Orders in Council be revoked: 480 dated 11 March 1965; 1965 dated 25 August 1965; 474 dated 22 March 1966; 3485 dated 17 September 1970; 682 dated 24 February 1971; 2367 dated 7 July 1971 respecting the Regulations of the hotel trade, 479 dated 1 March 1967 respecting the posting of the price of meals outside restaurants and dining halls and 1628 dated 14 June 1967 respecting the duties payable for the issuance of a restaurant permit under the Hotels Act.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Division I

SCOPE

1. This Regulation, except where it is specified that a new construction is concerned, shall apply to all hotel establishments or restaurants.

Division II

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

2. In this Regulation, the following words and expressions mean:

2.1 "Person": a physical person;

2.2 «Client»: une personne qui:

2.2.1 Effectue la location d'une chambre en vue de loger dans l'établissement et comprend également la ou les personnes qui l'accompagnent ou

2.2.2 Commande, achète ou consomme de la nourriture ou des breuvages moyennant paiement;

2.3 «Exploitant»: une personne responsable de l'administration ou de la surveillance de l'établissement hôtelier ou du restaurant, soit pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société:

2.4 «Détenteur»: une personne qui détient à son nom le permis visé aux articles 3 et 4 de la Loi;

2.5 «Nouvelle construction»: s'entend de tout projet de nouvel immeuble, de partie d'immeuble ou d'agrandissement soumis, approuvé ou exécuté après l'entrée en vigueur du présent règlement;

2.6 «Chambre»: une pièce spécialement aménagée pour loger un ou plusieurs clients;

2.7 «Suite»: au moins deux (2) pièces communicantes dont une est spécialement aménagée pour servir de salon particulier et l'autre de chambre;

2.8 «Rez-au-chaussée»: l'aire complète du premier plancher situé au niveau, au-dessous ou au-dessus du niveau du terrain à l'entrée principale, le plafond du rez-au-chaussée devant être à plus de six (6) pieds au-dessus de même niveau de terrain lorsque le plancher du rez-au-chaussée est au-dessous du niveau du terrain;

2.9 «Séjour à forfait»: séjour en vertu duquel un prix invariable est fixé à l'avance pour plusieurs services déterminés dans une convention;

3. Les institutions de bien-être social, de charité ou d'éducation qui sont sous la juridiction d'un ministère provincial de même que les établissements non gouvernementaux de bien-être social, de charité ou d'éducation constituent des catégories non assujettis au présent règlement.

4. Les pourvoyeurs de chasse ou de pêche au sens de la Loi de la Conservation de la Faune (L.Q., 1969, ch. 58), les établissements exploités par une entreprise commerciale ou un service public à l'intention exclusive de ses employés de même que les clubs privés exploités à l'intention exclusive des membres et de leurs invités constituent des catégories non assujetties à l'application du présent règlement.

5. Les établissements visés aux articles 3 et 4 et où le service de l'alimentation est assuré par un exploitant opérant à son profit sont assujettis à la Loi et au présent règlement.

2.2 "Customer": a person who:

2.2.1 Rents a bedroom for the purpose of lodging in the establishment and also includes the person(s) accompanying him; or

2.2.2 Orders, purchases or consumes food or beverages for a consideration;

2.3 "Operator": a person responsible for the administration or supervision of the hotel establishment or restaurant, either on behalf of a corporation or of a partnership;

2.4 "Holder": a person who holds in his name the permit contemplated in sections 3 and 4 of the Act;

2.5 "New construction": any plan for a new immovable, part of an immovable or for enlargement submitted, approved or carried out after the coming into force of this Regulation;

2.6 "Bedroom": a room specially designed to lodge one or several customers;

2.7 "Suite": at least two (2) communicating rooms one of which is specially designed to serve as private living room and the other as bedroom;

2.8 "Main floor": the complete area of the first floor situated on, below or above ground level at the main entrance, the ceiling of the main floor being more than six (6) feet above the said ground level when the floor of the main floor is below ground level;

2.9 "Package stay": accommodation in respect of which a fixed price is determined in advance for several services determined in a contract.

3. Social welfare, charitable or educational institutions which are under the jurisdiction of a provincial department as well as non-governmental social welfare, charitable or educational establishments shall constitute classes not subject to this Regulation.

4. Hunting or fishing outfitters within the meaning of the Wildlife Conservation Act (1969, ch. 58), establishments operated by a business undertaking or a public service for the exclusive use of its employees as well as private clubs operated for the exclusive use of members and their guests shall constitute classes not subject to the application of this Regulation.

5. The establishments contemplated in sections 3 and 4 and where food service is provided by an operator operating for his own profit are subject to the Act and this Regulation.

Section III

**CERTIFICAT DE CONSTRUCTION,
D'AGRANDISSEMENT, DE RÉFECTION
OU DE TRANSFORMATION**

6. Pour obtenir le certificat obligatoire visé à l'article 11 de la Loi, le requérant doit en faire la demande au ministre accompagnée:

6.1 d'un certificat de localisation;

6.2 d'un certificat d'acceptation du projet par la corporation municipale concernée;

6.3 de l'autorisation du Directeur des services de protection de l'environnement prévue à l'article 32 de la Loi de la qualité de l'environnement, 1972, ch. 49;

6.4 d'un plan d'ensemble de l'établissement indiquant s'il y a lieu l'agencement des différentes bâtisses et leur orientation sur le terrain;

6.5 de six (6) copies de plans préalablement approuvés, en vertu de la Loi de la Sécurité dans les édifices publics du Québec et à l'échelle de $\frac{1}{8}$ " ou de $\frac{1}{4}$ " - 1'0" de chaque étage, du sous-sol ou de la cave et indiquant:

6.5.1 les élévations principales;

6.5.2 le nombre de pièces, leurs dimensions, leur destination;

6.5.3 l'emplacement des portes, de l'entrée principale et des fenêtres avec leurs dimensions et le sens de l'ouverture;

6.5.4 les corridors, les issues et leurs dimensions;

6.5.5 la composition et le fini des murs, des planchers et de l'insonorisation des chambres;

6.5.6 le nom et l'adresse du requérant et, s'il y a lieu, le nom et l'adresse de l'architecte ou de l'ingénieur;

7. Dans le cas de toute nouvelle bâtisse de trois (3) étages ou plus ayant plus de 6,000 pieds carrés d'aire brute, des plans d'architecte doivent accompagner la demande.

8. Dans les cas d'agrandissement, de réfection ou de transformation et selon la nature des travaux projetés, les documents énumérés à l'article 6 demeurent exigibles en tout ou en partie.

9. Outre les chambres, toutes les pièces d'un établissement doivent être identifiées de numéros correspondant aux plans déposés et approuvés par le ministre.

Division III

**CERTIFICATE OF CONSTRUCTION,
ENLARGEMENT, RESTORATION
OR REMODELLING**

6. In order to obtain the compulsory certificate contemplated in section 11 of the Act, the applicant must submit an application to the Minister together with:

6.1 a siting certificate;

6.2 a certificate of acceptance of the plan by the municipal corporation concerned;

6.3 the authorization of the Director of environment protection services prescribed in section 32 of the Environment Quality Act (1972, ch. 49);

6.4 an overall plan of the establishment indicating, where applicable, the lay-out of the various buildings and their orientation on the land;

6.5 six (6) copies of the plans previously approved under the Public Buildings Safety Act of Québec and on a scale of $\frac{1}{8}$ " or $\frac{1}{4}$ " — 1'0" for each floor, the basement or the cellar and indicating:

6.5.1 the main elevations;

6.5.2 the number of rooms, their size and intended use;

6.5.3 the location of doors, of the main entrance and of windows with their dimensions and the direction in which they open;

6.5.4 the corridors and exits and their dimensions;

6.5.5 the composition and finish of walls, floors and the soundproofing of bedrooms;

6.5.6 the name and address of the applicant and, where applicable, the name and address of the architect or engineer.

7. In the case of any new building with three (3) storeys or more having more than 6,000 square feet of gross area, the architect's plans must be sent with the application.

8. In cases of enlargement, restoration or remodelling and depending on the nature of the proposed works, all or part of the documents enumerated in section 6 may be demanded.

9. In addition to the bedrooms, every room in an establishment must be identified by numbers corresponding to the plans filed and approved by the Minister.

10. Les plans soumis doivent être approuvés avant le début des travaux et cette approbation est valide pour une période de douze (12) mois, à compter de la date de l'approbation.

Un dépôt équivalant au montant de base du permis doit accompagner la demande pour l'étude des plans. Ce montant est applicable au coût du premier permis d'exploitation, mais ne sera pas remboursé si le projet de construction n'est pas réalisé.

11. Une copie des plans approuvés doit être gardée sur les lieux à la disposition des inspecteurs.

Section IV

PERMIS

12. Une demande pour le permis visé aux articles 3 et 4 de la Loi, pour les fins d'exploitation d'un établissement hôtelier ou d'un restaurant doit être faite au ministre, la demande en sus des items énumérés à l'article 4 de la Loi, doit être accompagnée des documents suivants:

12.1 le texte de l'enseigne

12.2 l'autorisation écrite et la preuve de son mandat, si le requérant du permis agit pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société

12.3 dans le cas d'un établissement hôtelier, la déclaration du prix des chambres, dûment complétée

12.4 un jeu de photographies de grandeur minimum de cinq (5) pouces sur sept (7) pouces, illustrant chacune des élévations extérieures libres du bâtiment

13. Tout permis est délivré au nom d'une personne physique, pour son compte ou pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société à la condition que les droits en aient été acquittés et l'inspection prévue à l'art. 6 de la Loi ait été effectuée.

14. Le permis peut être renouvelé d'année en année à la condition que le détenteur se soit conformé à la Loi de l'Hôtellerie et aux règlements adoptés en vertu de cette Loi.

15. Les demandes de renouvellement de permis doivent être faites au ministre et être adressées avant le 10 janvier de chaque année au Service de l'Hôtellerie.

16. Les droits exigibles à l'occasion de la délivrance d'un permis sont:

16.1 pour les établissements hôteliers \$20.00 de base, plus \$2.00 par chambre destinée aux clients, avec un maximum de \$600.00;

10. The plans submitted must be approved before the commencement of works and this approval shall be valid for a period of twelve (12) months from the date of approval.

A deposit equivalent to the basic amount of the permit must be sent with the application for examination of the plans. This amount is applied to the cost of the first operating permit but will not be reimbursed if the construction plan is not carried out.

11. A copy of the approved plans must be kept on the premises at the disposal of inspectors.

Division IV

PERMITS

12. An application for the permit contemplated in sections 3 and 4 of the Act, for purposes of operating a hotel establishment or a restaurant must be made to the Minister; in addition to the items enumerated in section 4 of the Act, the application must be accompanied by the following documents:

12.1 the wording of the sign;

12.2 the written authorization and proof of his mandate, if the applicant for a permit acts on behalf of a corporation or a partnership;

12.3 in the case of a hotel establishment, the declaration of the price of the bedrooms, duly completed;

12.4 a set of photographs measuring at least five (5) inches by seven (7) inches, each illustrating the free exterior elevations of the building.

13. Every permit shall be issued in the name of a physical person on his own account or on behalf of a corporation or a partnership provided the duties have been paid and the inspection prescribed in section 6 of the Act has been carried out.

14. The permit may be renewed from year to year provided the holder has complied with the Hotels Act and the Regulations made under such Act.

15. Applications for the renewal of a permit must be made to the Minister and addressed to the Hotels Branch prior to 10 January each year.

16. The duties to be paid for the issuance of a permit are:

16.1 in the case of hotel establishments, a basic price of \$20, plus \$2 per bedroom intended for customers, with a maximum of \$600;

16.2 pour toutes les catégories de restaurant, \$30.00 de base pour un établissement sans place assise, et, \$30.00 de base pour un établissement avec place assise plus \$1.00 par groupe ou partie de vingt (20) places assises.

Les droits sont payables par chèque visé ou mandat-poste, à l'ordre du Ministre des Finances.

17. Les droits que confère un permis ne peuvent être valablement transférés à une autre personne, sauf dans les cas de décès ou de faillite du détenteur du permis. Dans ces derniers cas, une demande de permis doit être faite au ministre et la demande doit être accompagnée des documents prévus à l'art. 12.

18. Si une demande de changement de détenteur, agissant pour le compte d'une compagnie ou d'une société, est faite au ministre par résolution, ce changement est accepté moyennant le versement de droits de \$10.00 et à la condition expresse que l'établissement pour lequel le permis ayant été délivré ne soit pas considéré par le ministre comme ayant été vendu.

19. Le ministre émettra un permis d'exploitation avant l'inspection de l'établissement dont les travaux ont été effectués selon des plans confectionnés par des architectes ou des ingénieurs et approuvés par le ministre, pourvu que la demande s'accompagne d'un certificat des architectes ou ingénieurs attestant que les travaux ont été exécutés conformément aux plans approuvés.

Section V

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS

20. Le permis d'établissement hôtelier peut être émis à cinq (5) catégories d'établissements qui louent des facilités d'hébergement sur une base quotidienne ou hebdomadaire.

21. Fait partie de la catégorie A-1, l'établissement hôtelier dont les services principaux d'hébergement et de restauration sont groupés dans un même bâtiment ou en des bâtiments constituant un ensemble hôtelier comprenant et offrant obligatoirement, selon le cas, les pièces et services suivants:

21.1 un minimum de six (6) chambres à coucher destinées aux clients dont toutes les chambres sont munies d'une salle de bain particulière;

21.2 une salle d'entrée destinée exclusivement à l'accueil et à l'enregistrement des clients;

21.3 un cabinet de toilette public pour chaque sexe;

21.4 un vestiaire;

21.5 une ou des salles à manger pouvant recevoir en même temps autant de personnes que l'établissement contient de

16.2 for all classes of restaurants, a basic price of \$30 for an establishment without seating facilities and a basic price of \$30 for an establishment with seating facilities plus \$1 per group or section of twenty (20) seats.

The duties shall be paid by certified cheque or money order payable to the Minister of Finance.

17. The rights conferred by a permit may not be validly transferred to another person except in the case of death or bankruptcy of the permit holder. In the latter cases, an application for a permit must be made to the Minister and the application must be accompanied by the documents prescribed in section 12.

18. Where an application for a change of permit holder, acting on behalf of a company or a partnership, is made to the Minister by resolution, this change is accepted against payment of a \$10 duty and on the express condition that the establishment for which the permit was issued be not considered by the Minister as having been sold.

19. The Minister shall issue an operating permit prior to the inspection of the establishment in respect of which works have been carried out according to plans drafted by architects or engineers and approved by the Minister, provided the application is accompanied by a certificate of the architects or engineers attesting that the works were carried out in accordance with the approved plans.

Division V

CLASSES OF ESTABLISHMENTS

20. The hotel permit may be issued to five (5) classes of establishments that rent lodging facilities on a daily or weekly basis.

21. Class A-1 comprises hotel establishments in which the main lodging and restaurant services are located in the same building or in buildings constituting a hotel unit compulsorily including and offering, as the case may be, the following rooms and services:

21.1 a minimum of six (6) bedrooms intended for customers, each having a private bathroom;

21.2 a lobby intended exclusively for the reception and registration of customers;

21.3 a public lavatory for each sex;

21.4 a cloakroom;

21.5 one or several dining rooms capable of receiving at the same time as many persons as there are bedrooms

chambres, dans le cas des établissements de moins de cent (100) chambres, ou un nombre de personnes égal à la moitié des chambres, dans le cas des établissements de cent (100) chambres et plus, la capacité de la ou des salles à manger, ne pouvant être inférieure à cent (100) personnes dans le cas de ces derniers établissements.

21.6 une cuisine avec compartiment à vidanges;

21.7 une lingerie de service et un placard de rangement;

21.8 un service de buanderie et de pressage à la disposition des clients;

21.9 le service de téléphone dans toutes les chambres;

21.10 dans le cas des municipalités n'ayant pas de règlements régissant le stationnement en fonction des édifices publics, tout nouvel immeuble construit pour des fins d'hôtellerie doit compter des espaces de stationnement en quantité supérieure au tiers du nombre des chambres à coucher à moins qu'un parc de stationnement pouvant y suppléer soit accessible dans un rayon inférieur à 1,500 pieds.

22. Fait partie de la catégorie A-2, l'établissement hôtelier existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui rencontrent les normes exigées à la catégorie A-1, sauf en ce qui a trait à l'équipement des salles de bains, mais il doit alors se trouver dans chaque chambre un lavabo avec eau courante et, à chaque étage, une salle de bains complète pour chaque sexe, lorsqu'il y a six (6) chambres ou moins, et une salle de bains complète additionnelle pour chaque sexe pour chaque groupe additionnel de six (6) chambres.

23. Fait partie de la catégorie B-1, l'établissement hôtelier qui ne peut offrir tous les services et les aménagements fournis par ceux de la catégorie A, dont les services principaux sont groupés dans un même bâtiment ou en des bâtiments constituant un ensemble hôtelier qui comprend ou offre obligatoirement les pièces et services suivants:

23.1 un minimum de six (6) chambres à coucher destinées aux clients dont toutes les chambres sont munies d'une salle de bains particulière;

23.2 une salle d'entrée destinée exclusivement à l'accueil et à l'enregistrement des clients;

23.3 un cabinet de toilette public pour chaque sexe;

23.4 un vestiaire;

23.5 une lingerie de service et un placard de rangement;

24. Fait partie de la catégorie B-2, l'établissement hôtelier existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui rencontrent les normes exigées à la catégorie B-1, sauf en ce qui a trait à l'équipement des salles de bains, mais il doit alors se trouver dans chaque chambre un lavabo avec eau courante

in the establishment in the case of establishments having less than one hundred (100) bedrooms, or a number of persons equal to one-half of the bedrooms in the case of establishments having one hundred (100) bedrooms or more, but in the latter case, the capacity of the dining room(s) must not be less than one hundred (100) persons;

21.6 a kitchen with a refuse compartment;

21.7 a linen service and storage cupboard;

21.8 a laundry and dry cleaning service at the disposal of customers;

21.9 telephone service in each bedroom;

21.10 in the case of municipalities that do not have by-laws governing parking with respect to public buildings, every new immovable built for hotel purposes must have a number of parking spaces exceeding one third the number of bedrooms unless a parking lot which may be used in lieu thereof is located within a radius of less than 1,500 feet.

22. Class A-2 comprises hotel establishments existing prior to the coming into force of this Regulation and which meet the standards required in Class A-1, except with respect to bathroom facilities; however in such case, each bedroom must be equipped with a wash-basin with running water and complete bathrooms for each sex on each floor where there are six (6) bedrooms or less, and one additional complete bathroom for each sex for each additional group of six (6) bedrooms.

23. Class B-1 comprises hotel establishments which cannot offer all the services and facilities provided by those in class A, whose main services are located in the same building or in buildings constituting a hotel unit and compulsorily including or offering the following rooms and services:

23.1 at least six (6) bedrooms intended for customers, each having a private bathroom;

23.2 a lobby intended exclusively for the reception and registration of customers;

23.3 a public lavatory for each sex;

23.4 a cloakroom;

23.5 a linen service and storage cupboard;

24. Class B-2 comprises hotel establishments existing prior to the coming into force of this Regulation and which meet the standards required in Class B-1, except with respect to bathroom facilities; however in such case, each bedroom must be equipped with a wash-basin with running

et à chaque étage, une salle de bains complète pour chaque sexe, lorsqu'il y a six (6) chambres ou moins, et une salle de bains complète additionnelle pour chaque sexe pour chaque groupe additionnel de six (6) chambres.

25. Fait partie de la catégorie C, l'établissement hôtelier existant et qui ne peut répondre aux exigences des catégories A ou B, mais qui remplissent les conditions suivantes:

25.1 un minimum de six (6) chambres destinées aux clients;

25.2 une pièce d'entrée destinée à l'accueil et à l'enregistrement des clients;

25.3 une salle de bains complète pour chaque sexe à chaque étage ou par groupe de six (6) chambres.

26. Les établissements hôteliers composés exclusivement de pavillons séparés (cabines), non admissibles à la catégorie B et contenant un minimum de six (6) unités d'hébergement dotées chacune d'un cabinet de toilette sont admis à la catégorie C sans être assujettis aux exigences à l'article 25.

27. Les établissements des catégories B ou C qui offrent la restauration en plus du logement doivent être pourvus d'une cuisine et d'une salle à manger pouvant recevoir au moins six (6) personnes à la fois.

28. Seuls les établissements faisant partie des catégories A-1 ou A-2 peuvent utiliser l'appellation « Hôtel », ou insérer cette appellation dans leur nom ou dans leur publicité. Les établissements déjà existants ont un délai de 24 mois, à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, pour se conformer à cette exigence.

29. Seuls les établissements détenant un permis des catégories A ou B offrant quotidiennement les trois (3) repas peuvent utiliser l'appellation « Auberge » dans leur nom ou leur publicité.

30. Seuls les établissements des catégories A ou B qui sont constitués d'au moins six (6) chambres indépendantes et contiguës auxquelles les clients peuvent accéder de l'extérieur depuis un espace de stationnement peuvent utiliser l'appellation « Motel » dans leur nom ou leur publicité.

31. Le permis « RESTAURANT » peut être délivré par le ministre à cinq (5) catégories d'établissements qui, moyennant paiement, servent de la nourriture pour consommation sur place.

32. Fait partie de la catégorie R-1, l'établissement qui offre à heures fixes le service de salle à manger avec des repas cuisinés sur place, dont les services principaux sont groupés dans un même immeuble, aménagé avec l'approbation du ministre et qui comprend:

water and a complete bathroom for each sex on each floor where there are six (6) bedrooms or less, and an additional complete bathroom for each sex for each additional group of six (6) bedrooms.

25. Class C comprises existing hotel establishments that cannot meet the requirements of Class A or B but which meet the following requirements:

25.1 at least six (6) bedrooms intended for customers:

25.2 a lobby intended for the reception and registration of customers;

25.3 a complete bathroom for each sex on each floor or per group of six (6) bedrooms.

26. Hotel establishments consisting solely of separate units (cabins) that are not eligible for Class B and that have at least six (6) accommodation units each having a bathroom are eligible for Class C without being subject to the requirements of section 25.

27. Class B or C establishments that offer restaurant facilities in addition to lodging must be provided with a kitchen and a dining room capable of receiving at least six (6) persons at the same time.

28. Only establishments in Class A-1 or A-2 may use the designation "Hotel" or insert this designation in their name or their publicity. Existing establishments shall have a period of 24 months from the coming into force of this Regulation to comply with this requirement.

29. Only establishments holding a Class A or B permit offering three (3) meals daily may use the designation "Inn" in their name or their publicity.

30. Only Class A or B establishments having at least six (6) separate and contiguous bedrooms to which customers may have access from a parking space outside may use the designation "Motel" in their name or their publicity.

31. The "RESTAURANT" permit may be issued by the Minister to five (5) classes of establishments which, for a consideration, serve food for consumption on the premises.

32. Class R-1 comprises establishments offering dining room service at fixed hours with meals cooked on the premises and whose main services are located in the same immovable, the lay-out of which was approved by the Minister and including:

- 32.1** un espace à l'entrée destiné exclusivement à l'accueil;
- 32.2** un vestiaire;
- 32.3** une ou des salles à manger utilisées à des fins de restauration et à la condition que le service s'effectue uniquement à des tables;
- 32.4** au moins un cabinet de toilette public pour chaque sexe;
- 32.5** une cuisine;
- 32.6** un compartiment à ordures;
- 32.7** un système d'approvisionnement d'eau potable et système de disposition des eaux usées.
- 33.** Font partie de la catégorie R-2, les établissements qui ne peuvent offrir tous les services et aménagements de la catégorie R-1, mais qui offrent des repas pour consommation sur place, dont tous les services principaux sont groupés dans un même immeuble dont l'aménagement a été approuvé par le ministre et qui comprend:
- 33.1** un espace à l'entrée;
- 33.2** des crochets à vêtements;
- 33.3** une ou des salles utilisées à des fins de restauration et à la condition que le service et les places aux tables constituent au moins 75% de la capacité du restaurant;
- 33.4** au moins un cabinet de toilette public pour chaque sexe;
- 33.5** une cuisine si la nourriture est cuisinée sur place ou l'équipement nécessaire au conditionnement des aliments offerts;
- 33.6** un compartiment à vidanges ou des poubelles;
- 33.7** un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées;
- 34.** Font partie de la catégorie R-3, les établissements qui ne peuvent offrir tous les services et aménagements des catégories R-1 et R-2, mais qui offrent des aliments pour consommation sur place, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, dont les services principaux sont groupés dans un même local aménagé avec l'approbation du ministre et comprenant:
- 34.1** une cuisine si la nourriture est cuisinée sur place ou l'équipement nécessaire au conditionnement des aliments offerts;
- 34.2** dans les établissements existants, un cabinet de toilette accessible durant les heures d'exploitation dans un rayon d'au plus cent (100) pieds;
- 32.1** an area at the entrance intended exclusively for reception;
- 32.2** a cloakroom;
- 32.3** one or several dining rooms used for restaurant purposes and in which service is provided solely at the tables;
- 32.4** at least one public lavatory for each sex;
- 32.5** a kitchen;
- 32.6** a refuse compartment;
- 32.7** a drinking water supply system and a waste water drainage system.
- 33.** Class R-2 comprises establishments that cannot offer all the services and facilities of Class R-1 but which offer meals for consumption on the premises and whose main services are located in the same immovable the lay-out of which was approved by the Minister and including:
- 33.1** an area at the entrance;
- 33.2** coat hangers;
- 33.3** one or several rooms used for restaurant purposes and in which service and seats at the tables constitute at least 75% of the restaurant's capacity;
- 33.4** at least one public lavatory for each sex;
- 33.5** a kitchen if the food is cooked on the premises or the necessary equipment for processing the food served;
- 33.6** a refuse compartment or refuse bins;
- 33.7** a drinking water supply system and a waste water drainage system.
- 34.** Class R-3 comprises establishments that cannot offer all the services and facilities of Classes R-1 and R-2 but which offer food for consumption on the premises either inside or outside and whose main services are located in the same premises the lay-out of which was approved by the Minister and including:
- 34.1** a kitchen if the food is cooked on the premises or the necessary equipment for processing the food served;
- 34.2** in existing establishments, a lavatory accessible during business hours within a radius of not more than one hundred (100) feet;

34.3 dans toute nouvelle construction, au moins un cabinet de toilette public dans l'établissement;

34.4 des poubelles pour l'usage de la clientèle qui mange à l'extérieur;

34.5 un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

35. Font partie de la catégorie R-4, les établissements qui servent occasionnellement des aliments non préparés sur place, ou encore ceux dont le service des aliments ne constitue pas la principale source de leur chiffre d'affaires.

36. Fait partie de la catégorie R-5, les établissements ambulants, c'est-à-dire les véhicules offrant des aliments et qui se déplacent pour servir soit de la clientèle itinérante, soit une clientèle occasionnelle à la faveur d'événements particuliers, mais aux conditions suivantes:

36.1 que les règlements municipaux en permettent l'existence;

36.2 qu'ils s'approvisionnent de l'eau nécessaire à leur commerce auprès d'un aqueduc municipal ou auprès d'un établissement dont la qualité de l'eau a été reconnue en vertu de la Loi de la qualité de l'environnement;

36.3 qu'ils soient équipés d'un réfrigérateur;

36.4 qu'ils ne servent pas d'aliments autrement que dans des contenants et avec des ustensiles qui sont jetés après usage;

37. Seuls les établissements faisant partie des catégories R-1 et R-2 peuvent utiliser ou insérer dans leur nom ou leur publicité l'appellation «Salle à manger».

38. Seuls les établissements faisant partie des catégories R-1 et R-2 peuvent utiliser l'appellation «Restaurant» ou insérer cette appellation dans leur nom ou leur publicité. Les établissements déjà existants ont un délai de 24 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour se conformer à cette exigence.

Section VI

NORMES DE CONSTRUCTION, D'AMÉNAGEMENT ET DE SERVICES

39. L'établissement doit être situé sur un terrain sec et bien drainé.

40. Le papier-brique et autre matériaux de même nature sont prohibés pour les revêtements extérieurs.

41. Les commerces secondaires détachés du bâtiment principal sont prohibés devant la façade du bâtiment principal.

34.3 in any new construction, at least one public lavatory in the establishment;

34.4 refuse bins for use by the customers eating outside;

34.5 a drinking water supply system and a waste water drainage system.

35. Class R-4 comprises establishments that occasionally serve food not prepared on the premises, or those whose food service does not constitute the main source of their turnover.

36. Class R-5 comprises itinerant establishments, that is vehicles offering food and that move about to cater to either an itinerant clientele or to a clientele gathered for a special event, but on the following conditions:

36.1 that municipal by-laws permit their existence;

36.2 that they have a water supply sufficient for their business connected with a municipal waterworks or with an establishment the quality of whose water has been recognized under the Environment Quality Act;

36.3 that they be equipped with a refrigerator;

36.4 that they not serve food otherwise than in containers with disposable utensils.

37. Only establishments in Classes R-1 and R-2 may use or insert in their name or their publicity the designation "Dining room".

38. Only establishments in Classes R-1 and R-2 may use the designation "Restaurant" or insert this designation in their name or their publicity. Existing establishments shall have a time limit of 24 months from the coming into force of this Regulation to comply with this requirement.

Division VI

STANDARDS OF CONSTRUCTION, LAY-OUT AND SERVICES

39. The establishment must be situated on dry and well-drained ground.

40. Brick sheets and other material of the same nature are prohibited for use as outside coverings.

41. No ancillary businesses separate from the main building shall be set up in front of the facade of the main building.

- 42.** Si des marches, un perron ou les deux donnent accès à l'entrée, ils doivent être surplombés d'une toiture ou marquise.
- 43.** Toute nouvelle construction de plus de deux étages doit être d'une construction incombustible au sens des règlements relatifs à la sécurité dans les édifices publics.
- 44.** Les voies d'accès et de circulation pour véhicules doivent avoir une largeur carrossable de dix-huit (18) pieds au minimum afin de permettre à deux (2) véhicules d'y circuler en sens inverse, à moins que ces voies d'accès ne soient à sens unique, leur largeur minimum devant être alors de neuf (9) pieds.
- 45.** Dans toute nouvelle construction, les aires habitables doivent avoir huit (8) pieds de hauteur au minimum, du plancher au plafond.
- 46.** Toute nouvelle construction de plus de deux (2) étages doit être pourvue d'un ascenseur à l'intention de la clientèle, d'une capacité d'au moins quatre (4) personnes.
- 47.** Dans toute nouvelle construction, des rampes d'accès pour chaises roulantes doivent être prévues à l'entrée principale et, dans l'établissement, à tout endroit public autrement inaccessible à des chaises roulantes.
- 48.** Les trottoirs doivent être d'une largeur minimum de trente-six (36) pouces.
- 49.** Les espaces de stationnement doivent être d'une largeur minimum de dix (10) pieds et d'une longueur minimum de vingt (20) pieds chacun.
- 50.** Les accès, trottoirs, voies de circulation et espaces de stationnement doivent être recouverts d'un matériau de finition tel que gravier fin, pierre concassée, alphalte, béton ou bois.
- 51.** Dans toute nouvelle construction, les corridors doivent avoir une largeur minimum de cinq (5) pieds.
- 52.** Un éclairage doit être prévu pour les voies d'accès, les espaces de stationnement et les trottoirs.
- 53.** Dans toute nouvelle construction, les planchers destinés à des lavages à grande eau et ceux des pièces où des liquides risquent de se répandre par suite du travail qu'on y poursuit doivent être constitués de terrazzo, de carreaux de céramique ou autre matériau de même nature ils doivent être munis d'un drain avec trappe et les revêtements de tapis sont alors interdits.
- 42.** If steps, a porch or both give access to the entrance, they must have a roof or awning.
- 43.** Every new construction of more than two storeys must be constructed of fireproof material within the meaning of the regulations respecting safety in public buildings.
- 44.** Access and traffic lanes for vehicles must be at least eighteen (18) feet wide to permit two (2) vehicles to circulate in opposite directions, except in the case of one-way lanes whose width must be nine (9) feet.
- 45.** In every new construction, the living areas must be at least eight (8) feet high from floor to ceiling.
- 46.** Every new construction of more than two (2) storeys must have an elevator for use by the clientele having a capacity of at least four (4) persons.
- 47.** In every new construction, access ramps for wheelchairs must be provided at the main entrance and in every public place in the establishment that would otherwise be inaccessible for wheelchairs.
- 48.** Sidewalks must be at least thirty-six (36) inches wide.
- 49.** Each parking space must be at least ten (10) feet wide and twenty (20) feet long.
- 50.** Approaches, sidewalks, traffic lanes and parking spaces must be coated with a finish such as fine gravel, crushed stone, asphalt, concrete or wood.
- 51.** In every new construction, the corridors must be at least five (5) feet wide.
- 52.** Lighting must be provided for access lanes, parking spaces and sidewalks.
- 53.** In every new construction, floors intended for swilling and floors on which liquids may be spilt as a result of work carried out therein must be made of terrazzo, ceramic tiles or other material of the same nature and must be equipped with a drain having a trap, and carpeting is then prohibited.

FENÊTRES

54. La surface vitrée des fenêtres pour les chambres à coucher doit être d'au moins dix (10) pour cent de la surface du plancher et chaque chambre à coucher doit être munie d'au moins une fenêtre dont le bas ne doit pas être à plus de trois (3) pieds du plancher.

55. Les châssis mobiles des fenêtres doivent être en bon état d'entretien s'ils servent de ventilation naturelle et permettre une aire de ventilation de cinq (5) pour cent de la surface vitrée de la pièce ventilée et d'une surface minimum de 48 pouces carrés.

56. Les fenêtres des chambres à coucher doivent être munies de stores ou de rideaux opaques.

57. Les fenêtres des cabinets de toilette ou des salles de bains doivent être de verre translucide ou garnies de stores ou de rideaux opaques.

58. Toutes les vitres et les garnitures des fenêtres d'un établissement doivent être tenues propres, les vitres brisées doivent être remplacées sans délai.

SALLES D'ENTRÉE

59. Dans toute nouvelle construction, la salle d'entrée destinée à l'accueil et à l'enregistrement des clients doit avoir une aire minimale de:

120 pieds carrés pour les établissements de dix (10) chambres ou moins

240 pieds carrés pour les établissements de 11 à 25 chambres

800 pieds carrés pour les établissements de 26 à 50 chambres

1200 pieds carrés pour les établissements de 51 chambres et plus.

La surface de plancher prise pour l'escalier doit être ajoutée à ces superficies lorsqu'un escalier a son point de départ dans la pièce d'entrée.

60. Dans toute salle d'entrée, le mobilier doit être en bon état d'entretien et comprendre un comptoir d'enregistrement, un téléphone à la disposition des clients, des chaises ou fauteuils, des cendriers et une horloge en état de fonctionnement.

61. Tout vestiaire doit être muni de cintres ou crochets à vêtements.

RESTAURANTS ET SALLES À MANGER

62. Tout restaurant ou salle à manger doit pouvoir accueillir en même temps au moins dix (10) personnes assises et doit

WINDOWS

54. The glass surface of windows for bedrooms must represent at least ten (10) per cent of the floor area and each bedroom must have at least one window whose base must not be more than three (3) feet from the floor.

55. Window sashes must be in good operating order if they are used for natural ventilation and permit a ventilation area of five (5) per cent of the glass surface of the ventilated room and a minimum surface of 48 square inches.

56. Bedroom windows must have blinds or opaque curtains.

57. Lavatory or bathroom windows must be of translucent glass or have blinds or opaque curtains.

58. All windows and window furnishings of an establishment must be kept clean and broken windows must be replaced without delay.

LOBBIES

59. In every new construction, the lobby intended for the reception and registration of customers must have an area of at least:

120 square feet in the case of establishments having ten (10) bedrooms or less

240 square feet in the case of establishments having between 11 and 25 bedrooms

800 square feet in the case of establishments having between 26 and 50 bedrooms

1200 square feet in the case of establishments having 51 bedrooms and over.

The floor area occupied by the stairway must be added to these surface areas when a stairway has its point of departure in the lobby.

60. In every lobby, the furniture must be in a good state of maintenance and there must be a registration counter, a telephone at the disposal of customers, chairs or armchairs, ash trays and a clock in good operating order.

61. Every cloakroom must have coat hangers or hooks.

RESTAURANTS AND DINING-ROOMS

62. Every restaurant or dining-room must have a seating capacity of at least ten (10) persons and must have a mini-

avoir une superficie minimum de cent quarante-quatre (144) pieds carrés. L'espace minimum par personne dans les restaurants, les salles à manger, les salles de réceptions ou de banquets doit être de douze (12) pieds carrés.

63. L'espace à tout comptoir de restaurant doit être du moins de vingt-quatre (24) pouces de largeur par client.

64. L'équipement d'une salle à manger ou d'un restaurant doit au moins comprendre: tables, chaises, tables à desservir, armoires pour verrerie, vaisselle, ustensiles de tables, nappes ou napperons et serviettes aux tables.

65. Toute table destinée à la consommation de nourriture dans une salle à manger ou dans un restaurant doit avoir une superficie minimum de quatre (4) pieds carrés dont aucun côté ne peut être inférieur à vingt-quatre (24) pouces; les tables de configuration autre mais de même superficie sont permises.

66. Toute salle à manger ou restaurant est prohibée au sous-sol, à moins de posséder un système de ventilation conforme au code national du bâtiment, et au moins une sortie sécuritaire vers l'extérieur.

67. Chaque table de salle à manger ou de restaurant doit être recouverte d'une nappe ou de napperons; chaque client doit pouvoir disposer d'une serviette individuelle. Cette disposition s'applique aussi à chaque place de comptoir de restaurant.

68. On ne doit pas laisser à l'usage des clients de verres, de vaisselle ou d'ustensiles de table fêlés ou ébréchés. Les ustensiles de table doivent être argentés ou en acier inoxydable. Les planches de bois pour le service des mets sont interdites.

69. Il est du devoir de l'exploitant ou détenteur de permis de retirer du service, à la demande de l'inspecteur, tout couvert, assiette, soucoupe, plat, tasse ou verre, lorsqu'il constate qu'ils sont fissurés, craquelés, ébréchés, fêlés ou dépolis. Dans le cas de nappes ou napperons souillés, l'inspecteur doit en exiger le remplacement immédiat.

70. Les établissements visés par le présent règlement et vendant les mets préparés pour consommation à l'extérieur doivent recourir à des contenants et des ustensiles qui ne doivent servir qu'une fois.

71. Toute salle à manger d'hôtel doit servir les clients au moins pendant un minimum de deux heures dans le cas de chacune des trois périodes suivantes:

Pour le déjeuner, de 7 heures à 10 heures

Pour le dîner, de midi à 15 heures

Pour le souper, de 18 heures à 21 heures.

minimum floor area of one hundred and forty-four (144) square feet. The minimum space for each person in restaurants, dining-rooms, reception or banquet halls must be twelve (12) square feet.

63. The space for each customer at restaurant counters must be at least twenty-four (24) inches wide.

64. The equipment of a dining-room or restaurant must include at least: tables, chairs, service trolleys, glassware cupboards, dishes, table utensils, tablecloths or place mats and table napkins.

65. Every table intended for the consumption of food in a dining-room or restaurant must have an area of at least four (4) square feet, no side of which shall be less than twenty-four (24) inches; other shapes of tables which have the same area shall be permitted.

66. Every dining-room or restaurant shall be prohibited in a basement, unless it has a ventilation system in accordance with the national building code, and at least one emergency exit to the outdoors.

67. Every table in a dining-room or restaurant must be covered with a tablecloth or place mats; one individual napkin must be made available to each customer. This provision also applies to each place at a restaurant counter.

68. Cracked or chipped glasses, dishes or table utensils must not be used by the customers. Table utensils must be in silver or stainless steel. It is prohibited to serve meals on wooden boards.

69. It is the operator's or permit holder's responsibility to withdraw from service, at the inspector's request, any cover, plate, saucer, dish, cup or glass, where he discovers that they are cracked, nicked, chipped or dull. In the case of soiled tablecloths or place mats, the inspector must require their immediate replacement.

70. The establishments contemplated in this Regulation which sell take-out food must use disposable containers and utensils.

71. Every dining-room in a hotel must serve the customers for at least two hours during each of the following three periods:

In the case of breakfast, from 7 o'clock to 10 o'clock a.m.

In the case of lunch, from noon to 3 o'clock p.m.

In the case of dinner, from 6 o'clock to 9 o'clock p.m.

- 72.** Si l'établissement possède plusieurs salles à manger, au moins, l'une d'elles doit être ouverte pendant les périodes mentionnées ci-haut.
- 72.** Where the establishment has several dining-rooms, at least one of them must be open during the periods indicated above.
- 73.** Lorsqu'un client arrive dans une salle à manger avant l'heure limite prévue pour chaque repas, on doit le servir jusqu'à la fin de son repas pendant au moins une heure.
- 73.** Where a customer arrives at a dining-room before the latest hour provided for each meal, he must be served until the end of his meal for at least one hour.
- 74.** Dans les nouvelles constructions, toute cuisine doit avoir une superficie minimum de cent (100) pieds carrés et au moins égale au quart de la superficie de la ou des salles à manger de l'établissement qu'elle dessert; le fini des murs doit être lavable et inaltérable. Les revêtements doivent avoir des joints fermés et scellés.
- 74.** In new constructions, every kitchen must have a floor area of at least one hundred (100) square feet and at least equal to one-quarter of the area of the dining-room(s) of the establishment which it serves; the wall covering must be washable and undeteriorating. The coating material must have closed and sealed joints.
- 75.** Aucune cuisine n'est tolérée dans un sous-sol à moins d'être munie d'un système de ventilation conforme au code national du bâtiment, et d'au moins une sortie sécuritaire vers l'extérieur.
- 75.** No kitchen shall be allowed in a basement unless it is equipped with a ventilation system in accordance with the national building code, and at least one emergency exit to the outdoors.
- 76.** Toutes les surfaces utilisées dans les cuisines pour déposer, préparer, servir ou étaler des aliments ou des boissons ou placer des ustensiles, des appareils, de la vaisselle ou des ustensiles de table doivent être absolument lisses et imperméables.
- 76.** All the surfaces used in the kitchens to deposit, prepare, serve or display food or beverages or to place utensils, appliances, dishes or table utensils must be completely smooth and impervious.
- 77.** Les lavabos et les éviers de cuisine et de buanderie doivent être en acier inoxydable, en fonte ou acier émaillé.
- 77.** The wash basins, kitchen and laundry sinks must be in stainless steel, cast iron or enameled steel.
- 78.** Les produits laitiers et les poissons doivent être réfrigérés séparément des autres produits comestibles.
- 78.** Dairy products and fish must be refrigerated separately from other edible products.
- 79.** Le personnel préposé au service doit être vêtu d'un costume propre et le personnel préposé à la préparation des aliments doit également être vêtu d'un costume propre et porter un filet ou autre coiffure couvrant et retenant toute la chevelure.
- 79.** The staff in charge of the service must wear a clean uniform and the staff in charge of food preparation must also wear a clean uniform and a net or other headgear to cover and hold the hair.
- 80.** Toute personne effectuant le service aux tables ou préposée soit à la préparation, soit à la manipulation des aliments ou préposée à toute tâche à la cuisine ou au lavage de la vaisselle doit présenter sans délai, sur demande de l'inspecteur, un certificat médical récent d'un mois.
- 80.** Every person who waits on table or who is in charge either of the preparation or handling of food or in charge of any other kitchen task or of the washing of dishes must submit without delay, upon the inspector's request, a medical certificate dated within one month.
- 81.** Il est interdit à ceux qui préparent ou qui manipulent des aliments ou des ustensiles de faire usage du tabac, sous toutes ses formes.
- 81.** Those who prepare or handle food or utensils must not use tobacco in any manner whatsoever.
- 82.** Tous les préposés à la préparation et à la manipulation d'aliments doivent se servir de linges propres et éviter que les linges ayant servi au nettoyage viennent en contact avec les aliments.
- 82.** All persons in charge of the preparation and handling of food must use clean cloths and make sure that the cloths used for cleaning are not in contact with the food.
- 83.** Les dispositifs collecteurs de graisses des cuisines doivent être vidés et nettoyés de façon à être continuellement libre de toute saleté.
- 83.** The kitchen fat collecting appliances must be emptied and cleaned in order to be free of dirt at all times.

DÉPÔTS À ORDURES ET POUBELLES

84. Lorsque le volume quotidien de déchets organiques d'un établissement est supérieur à vingt (20) pieds cubes, le dépôt à ordures doit être équipé d'un compartiment réfrigéré si l'enlèvement des ordures ne se fait pas au moins deux fois par semaine.

85. Les poubelles doivent être lavées et désinfectées après chaque usage, ne pas dégager d'odeurs et, en tout temps, être fermées d'un couvercle étanche.

CABINET DE TOILETTE PUBLIC

86. Aucun cabinet de toilette public ne doit s'ouvrir directement sur une cuisine ou un garde-manger.

87. Les cabinets de toilette publics doivent être réservés à des personnes d'un même sexe, posséder des accès différents selon qu'elles sont pour hommes ou pour dames et être conçues de façon que les urinoirs et les cuvettes ne soient pas visibles de l'extérieur.

88. Dans le cas où ils sont attenants à une salle à manger ou à toute salle publique, les cabinets de toilette doivent être accessibles par un vestibule de pas moins de trente-six (36) pouces sur trente-six (36) pouces, fait de murs pleins du plancher au plafond ou faux plafond. Cette dernière disposition n'est pas exigée dans le cas des établissements existants si la construction d'un vestibule exige des travaux de réaménagement entraînant des déboursés supérieurs au coût du vestibule proprement dit; ce vestibule doit être muni d'une porte et de ventilation mécanique.

89. Dans le cas des cabinets de toilette mentionnés à l'article 88, les normes minimales suivantes s'appliquent quand il s'agit de nouvelles constructions ou de travaux de réaménagement:

89.1 dans le cas des restaurants, des salles à manger et des bars-salons, pour chaque sexe, une cuvette par groupe ou portion de groupe de trente-cinq (35) personnes.

89.2 dans le cas des salles de banquets et de réceptions, pour chaque sexe, une cuvette par groupe ou portion de groupe de soixante et quinze (75) personnes.

89.3 dans les cabinets de toilette pour hommes, des urinoirs peuvent remplacer les cuvettes dans une proportion des deux tiers ($\frac{2}{3}$) au maximum.

89.4 un lavabo par groupe de deux (2) cuvettes ou urinoirs.

90. Si des cuvettes sont installées dans une même salle, chaque cuvette doit être emmurée dans un espace minimum de trente-six (36) pouces par quarante-huit (48) pouces, sur une hauteur minimum de cinq pieds et dix pouces (5'10").

REFUSE BINS AND GARBAGE CANS

84. Where the daily volume of organic waste of an establishment is greater than twenty (20) cubic feet, the refuse bins must be equipped with a refrigerated compartment if the garbage is not collected at least twice a week.

85. Garbage cans must be washed and disinfected after every use, must not emit odours and must at all times be covered with an impervious lid.

PUBLIC LAVATORIES

86. No public lavatory shall give direct access to a kitchen or pantry.

87. Public lavatories must be for the use of persons of the same sex, must have different entrances according to whether they are for men or women and be designed so that the urinals and toilets cannot be seen from outside.

88. Where they are adjacent to a dining-room or any public hall, the lavatories must be accessible through a vestibule of not less than thirty-six (36) inches by thirty-six (36) inches, entirely walled-in from floor to ceiling or false ceiling. This latter provision shall not be required with respect to existing establishments where the construction of a vestibule requires rearrangement work entailing expenses higher than the cost of the vestibule itself; the vestibule must be equipped with a door and have mechanical ventilation.

89. With respect to the lavatories referred to in section 88, the following minimum standards shall apply in the case of new constructions or rearrangement work:

89.1 in the case of restaurants, dining-rooms and cocktail lounges, for each sex, one toilet for each group or part of a group of thirty-five (35) persons.

89.2 in the case of banquet and reception halls, for each sex, one toilet for each group or part of a group of seventy-five (75) persons

89.3 in the case of men's lavatories, urinals may replace the toilets in a ratio of not more than two-thirds ($\frac{2}{3}$).

89.4 one washbasin for each group of two (2) toilets or urinals.

90. Where toilets are installed in the same room, each toilet must be walled in within a minimum space of thirty-six (36) inches by forty-eight (48) inches, over a minimum height of five feet ten inches (5'10"). Such enclosure must

Cet enclos doit être muni d'une porte de vingt-huit (28) pouces de largeur avec loquet. Les murs fermant cet espace peuvent être placés à une hauteur maximale de douze (12) pouces du sol.

91. Dans les nouveaux établissements où il n'est pas possible de munir les cabinets de toilette d'une fenêtre de ventilation, on doit installer un système de ventilation mécanique.

92. Chaque cabinet de toilette public doit comprendre au moins l'équipement suivant:

- une cuvette munie d'un siège et un lavabo
- une corbeille à rebuts
- une tablette
- un miroir
- un distributeur de savon liquide ou en poudre
- du papier de toilette
- un séchoir électrique ou essuie-mains, soit en papier, soit en tissu dans des appareils à rouleau continu.

ENTRETIEN DES CABINETS DE TOILETTE

93. Les lavabos, les cuvettes et les urinoirs doivent être lavés, désinfectés de façon à être constamment propres.

94. Tout cabinet de toilette doit être constamment pourvu de serviettes, de papier de toilette et de savon liquide ou en poudre.

95. L'accès au cabinet de toilette public doit être gratuit et dans le cas où il y a des cabines payantes, au moins une cabine doit être d'accès gratuit.

CHAMBRES À COUCHER

96. Dans toute nouvelle construction, les chambres à coucher destinées aux clients doivent être insonorisées de façon à permettre une perte maximum de son de 45 décibels.

97. Dans toute nouvelle construction, des portes insonorisées, d'une largeur minimum de trente-deux (32) pouces, sont requises pour les chambres à coucher et doivent être munies d'une serrure de type commercial s'ouvrant de l'extérieur au moyen d'une clef qui ne peut ouvrir la porte d'autres chambres, et, du côté intérieur, d'un verrou et d'une solide chaîne de sécurité; toutes les portes des chambres à coucher doivent être numérotées consécutivement sur chaque étage.

98. La porte de chaque chambre à coucher doit s'ouvrir sur un corridor intérieur, sauf dans le cas d'un motel ou de pavillons, de cabines ou de chalets.

99. Dans toute nouvelle construction, chaque chambre doit avoir des dimensions minimales suivantes, la salle de bains non incluse, et ne mesurant pas moins de huit (8) pieds de largeur;

be equipped with a door twenty-eight (28) inches wide with a latch. The walls enclosing such space shall be placed at a maximum height of twelve (12) inches from the floor.

91. In new establishments where it is not possible to equip the lavatories with a ventilation window, a mechanical ventilation system must be installed.

92. Every public lavatory must include at least the following equipment:

- a toilet equipped with a seat and a washbasin;
- a waste-paper basket
- a shelf
- a mirror
- a liquid or powder soap dispenser
- toilet paper
- an electric dryer or hand towel, either in paper or cloth in a continuous roll apparatus.

MAINTENANCE OF LAVATORIES

93. Washbasins, toilets and urinals must be washed and disinfected in order to be constantly clean.

94. Every lavatory must be constantly provided with towels, toilet paper and liquid or powdered soap.

95. Access to the public lavatory must be free of charge and where there are paying cubicles, at least one cubicle must be free of charge.

BEDROOMS

96. In every new construction, bedrooms intended for customers must be sound-proof in order to permit a sound loss of not more than 45 decibels.

97. In every new construction, sound-proof doors, at least thirty-two (32) inches wide, shall be required for the bedrooms and such doors must be equipped with a commercial type lock opening from the outside by means of a key which cannot be used to open the doors of other rooms and, on the inside, with a bolt and a solid safety chain; all bedroom doors must be numbered consecutively on every floor.

98. The door of every bedroom must give access to an inside corridor, except in the case of motels or lodges, cabins or cottages.

99. In every new construction, every bedroom must have at least the following dimensions, bathroom not included, and shall not be less than eight (8) feet wide;

- 120 pieds carrés pour un lit simple ou double
- 140 pieds carrés pour 2 lits simples
- 160 pieds carrés pour 1 lit double et 1 lit simple
- 180 pieds carrés pour 2 lits doubles
- 200 pieds carrés pour 3 lits doubles
- 240 pieds carrés pour 4 lits simples

100. Dans les établissements existants, la superficie des chambres ne peut être modifiée de façon à la réduire, sauf pour l'installation de facilités sanitaires, mais alors, la nouvelle superficie ne doit pas être inférieure à quatre-vingts (80) pieds carrés, mesurer moins de huit (8) pieds de largeur et doit pouvoir accommoder au moins un lit simple.

101. Les chambres communicantes doivent être séparées au moyen de deux (2) portes insonorisées faisant double porte, chacune d'elles munie du côté intérieur d'un verrou ou d'une serrure.

102. Aucune chambre à coucher destinée aux clients ne doit être située dans la cave ou le sous-sol d'un établissement.

103. Aucune chambre à coucher destinée aux clients n'est permise dans une pièce ou un bâtiment utilisé comme cuisine, remise, garage, boutique, magasin ou grenier.

104. Aucune chambre à coucher destinée aux clients ne doit s'ouvrir directement sur une cuisine ou un garde-manger.

105. Chaque chambre doit comprendre, au minimum, le mobilier suivant en bon état d'entretien:

- un lit ou divan-lit avec sommier et matelas
- une table de chevet avec lampe
- un bureau avec tiroir
- un miroir
- une table avec lampe
- une chaise
- un fauteuil
- des cendriers
- une penderie ou des crochets avec cintres
- une corbeille à rebuts.

106. Les lits superposés sont interdits dans les chambres à coucher destinées aux clients.

107. Chaque lit doit comporter au moins deux (2) draps, une couverture, un couvre-lit, un oreiller avec une taie par lit simple, deux (2) oreillers avec taies par lit double et, disponibles sur demande en tout temps, une couverture et des oreillers supplémentaires avec taies.

- 120 square feet for a single or double bed
- 140 square feet for 2 single beds
- 160 square feet for 1 double bed and 1 single bed
- 180 square feet for 2 double beds
- 200 square feet for 3 double beds
- 240 square feet for 4 double beds

100. In existing establishments, the floor area of the bedrooms shall not be modified so as to reduce it, except for the installation of sanitary facilities, but then, the new floor area shall not be less than eighty (80) square feet, measure less than eight (8) feet in width and must be capable of accommodating at least one single bed.

101. Communicating rooms must be separated by means of two (2) sound-proof doors which make a double door, each of which shall be equipped on the inside with a bolt or lock.

102. No bedroom intended for customers shall be situated in the cellar or basement of an establishment.

103. No bedroom intended for customers shall be permitted in a room or building used as a kitchen, shed, garage, workshop, store or attic.

104. No bedroom intended for customers must give direct access to a kitchen or pantry.

105. Every bedroom must include at least the following furniture in good condition:

- a bed or hide-a-bed with a box spring and mattress
- a bedside table with a lamp
- a bureau with drawers
- a mirror
- a table with a lamp
- a chair
- an armchair
- ashtrays
- a wardrobe or hooks with hangers
- a waste-paper basket

106. Bunkbeds shall be prohibited in bedrooms intended for customers.

107. Every bed must include at least two (2) sheets, one blanket, one bedspread, one pillow with a pillowcase for each single bed, two (2) pillows with pillowcases for each double bed and, available at all times upon request, one additional blanket and pillows with pillowcases.

108. On doit mettre à la disposition de chaque client dans sa chambre ou sa salle de bains, au moins une serviette de bain, une serviette à mains, une débarbouillette et du savon.

109. Chaque chambre ou salle de bains particulière doit être pourvue d'une descente de bain.

110. Les matelas, sommiers et couvre-lits doivent être en bon état d'entretien et sans tache. Les matelas doivent être recouverts d'une housse.

111. Les draps, les serviettes et les taies d'oreillers ayant servi doivent être remplacés chaque jour et lavés.

112. toute cuisinette intégrée à une chambre à coucher doit être pourvue au moins des appareils ou accessoires suivants en bon état d'entretien et de bon fonctionnement: rond de cuisson, évier, réfrigérateur, vaisselle, ustensiles de cuisine et de table, verres pour chacun des occupants.

SALLES DE BAINS

113. Dans toute nouvelle construction, les salles de bains doivent avoir une superficie minimum de quarante (40) pieds carrés, d'une largeur de pas moins de huit (8) pieds; un fini mural imperméable doit être posé jusqu'à une hauteur de six (6) pieds au-dessus du plancher dans les cabines de douches et de quatre (4) pieds au-dessus du bord de la baignoire.

114. Le mobilier et l'équipement d'une salle de bains doit comprendre:

- une baignoire avec douche et munie d'un dispositif sécuritaire pour prévenir les chutes
- une cuvette munie d'un siège
- un lavabo avec robinet mélangeur
- un miroir avec tablette
- une tablette ou un support à serviettes
- un distributeur de papier de toilette
- un porte-savon
- une corbeille à rebuts
- un système de ventilation mécanique en l'absence d'une fenêtre qui s'ouvre.

115. Les baignoires et les cuvettes doivent avoir un fini d'émail ou de porcelaine ou de toute substance dont la surface est vitrifiée.

116. Les robinets de douche doivent s'ouvrir dans le sens contraire des aiguilles d'une horloge, à moins qu'il s'agisse de robinets mélangeurs thermostatiques.

117. Dans toute nouvelle construction, les portes de salles de bains doivent être d'une largeur minimum de vingt-huit (28) pouces.

108. Every customer must have at his disposal in his room or bathroom at least one bath towel, one hand towel, one face cloth and soap.

109. Every bedroom or private bathroom must be equipped with a bath mat.

110. Mattresses, box springs and bedspreads must be spotless and kept in good condition. The mattresses must have a protective cover.

111. Sheets, towels and pillowcases which have been used must be replaced and washed every day.

112. Every kitchenette attached to a bedroom must at least be provided with the following appliances or accessories in good condition and operating order: hot plate, sink, refrigerator, dishes, kitchen and table utensils and glasses for each occupant.

BATHROOMS

113. In every new construction, the bathrooms must have a floor area of at least forty (40) square feet, and be not less than eight (8) feet wide; an impervious wall covering must be installed up to a height of six (6) feet above the floor in shower cubicles and four (4) feet above the edge of the bathtub.

114. The furniture and equipment of a bathroom must include:

- a bathtub with shower, equipped with a safety device to prevent falls.
- a toilet equipped with a seat
- a wash basin with mixing-tap
- a mirror with shelf
- a toilet paper dispenser
- a soap dish
- a waste-paper basket
- where there is no opening window, a mechanical ventilation system.

115. Bathtubs and toilets must be of enamel or porcelain finish or any other substance whose surface is glazed.

116. Shower taps must open counterclockwise, unless they are thermostatic mixing taps.

117. In every new construction, the bathroom doors must be at least twenty-eight (28) inches wide.

ENTRETIEN DES SALLES DE BAINS

118. Les lavabos, les cuvettes, les baignoires et les douches doivent être lavés et désinfectés au moins une fois par jour de location et après le départ des clients.

119. Chaque salle de bains doit être constamment pourvue d'une quantité suffisante de serviettes, de papier toilette et de savon enveloppé, de même que de verres stérilisés.

120. Tout savon ayant servi à une personne ne doit pas servir aux autres personnes.

LITERIE ET LINGERIE

121. Tout établissement hôtelier doit posséder au moins un placard pour le rangement exclusif du linge propre et des articles de toilette destinés aux chambres, aux salles de bains, à la salle à manger et aux restaurants.

122. Tout établissement doit posséder au moins un placard de rangement pour la lingerie destinée au lavage, les rebuts provenant des chambres et les articles d'entretien.

123. Les matelas doivent être de mêmes dimensions que les sommiers.

124. Les articles suivants doivent avoir les dimensions minimales indiquées ci-après:

	<i>Pour lit simple</i>	<i>Pour lit double</i>
Draps	100 x 72 pouces	100 x 81 pouces
Couvertures de laine	90 x 60 pouces	90 x 72 pouces
Couvre-lit	94 x 60 pouces	94 x 76 pouces
Taies d'oreillers	42 x 33 pouces	42 x 33 pouces

Dans le cas des draps recouvrant les matelas, les dimensions mentionnées ci-dessus ne s'appliquent pas s'il s'agit de draps-housses.

Serviettes de bains	22 x 44 pouces
Serviettes à mains	16 x 27 pouces
Débarbouillettes	12 x 12 pouces
Descentes de bains	20 x 30 pouces

125. Les réserves totales minimum requises sont les suivantes:

125.1 pour les draps et les taies d'oreillers, trois (3) fois la quantité nécessaire à chacun des lits de l'établissement hôtelier;

125.2 pour les débarbouillettes, les serviettes de bain, les serviettes à mains et les essuie-mains, trois (3) fois la quantité requise à chaque salle de bains ou chaque chambre de l'établissement hôtelier;

125.3 pour les descentes de bain, deux (2) fois la quantité requise à chaque salle de bains ou à chaque chambre de l'établissement hôtelier;

MAINTENANCE OF BATHROOMS

118. Wash basins, toilets, bathtubs and showers must be washed and disinfected at least once each day of rental and after the departure of the customers.

119. Every bathroom must be constantly provided with a sufficient quantity of towels, toilet paper, wrapped soap and sterilized glasses.

120. Soap which has been used by a person shall not be left for the use of other persons.

BED LINEN AND LINEN

121. Every hotel establishment must have at least one wall cupboard for the exclusive storage of clean linen and toilet requisites intended for the bedrooms, bathrooms, dining-rooms and restaurants.

122. Every establishment must have at least one storage cupboard for the bed linen intended for laundry, the waste collected from the bedrooms and the maintenance items.

123. Mattresses must be of the same size as the box spring.

124. The following items must have the following minimum sizes:

	<i>For a single bed</i>	<i>For a double bed</i>
Sheets	100 x 72 inches	100 x 81 inches
Woolen blankets	90 x 60 inches	90 x 72 inches
Bedsread	94 x 60 inches	94 x 76 inches
Pillowcases	42 x 33 inches	42 x 33 inches

In the case of sheets covering the mattresses, the sizes mentioned above do not apply to fitted sheets.

Bath towels	24 x 44 inches
Hand towels	16 x 27 inches
Face cloths	12 x 12 inches
Bath mats	20 x 30 inches

125. The total minimum reserves required are the following:

125.1 in the case of sheets and pillow cases, three (3) times the quantity required for each bed in the hotel establishment;

125.2 in the case of face cloths, bath towels and hand towels, three (3) times the quantity required for each bathroom or bedroom in the hotel establishment;

125.3 in the case of bath mats, twice the quantity required for each bathroom or bedroom in the hotel establishment.

Section VII

LOCATION DES CHAMBRES

126. Tout détenteur d'un permis d'établissement hôtelier doit:

126.1 Avant le 1er novembre de chaque année, déclarer au ministre, le prix minimum et maximum qui sera en vigueur dans l'établissement à compter du 1er mai suivant.

126.2 Avant le 1er mars de chaque année, compléter une déclaration détaillée du prix qui sera en vigueur pour chaque chambre à compter du 1er mai suivant. Cette dernière déclaration devra respecter les prix minimum et maximum déclarés au paragraphe 126.1 et devra faire mention, le cas échéant, des repas compris dans le prix indiqué et de toutes variations saisonnières en spécifiant les dates.

126.3 Chaque page de ces deux (2) déclarations doit être signée par le détenteur du permis.

126.4 Le prix minimum pouvant être annoncé doit être:

- a) le prix d'au moins dix pour cent des chambres, cette proportion ne pouvant représenter moins de trois (3) chambres ou
- b) le prix qui se situe le plus près de la moyenne obtenue en additionnant le prix de chacune des chambres et en divisant le total obtenu par le nombre des chambres.

127. Les tarifs visés aux articles 126.1, 126.2, 126.3 sont en vigueur pendant une année à compter du 1er mai. Ils ne peuvent être modifiés au cours de l'année, sauf dans les cas suivants:

127.1 hausse de taxes municipales ou scolaires

127.2 majoration du salaire minimum exigé par la loi

127.3 entrée en vigueur d'une nouvelle convention collective majorant les salaires des employés

127.4 augmentation du coût du combustible

127.5 augmentation du coût de l'électricité

127.6 dépenses en immobilisation aux fins de la classification

128. Ces modifications n'entreront en vigueur qu'après avoir été déposées et vérifiées par le ministre. Cependant, toute demande de majoration des tarifs dans les cas mentionnés aux sous-article 127.1, 127.2, 127.3, 127.4 et 127.5 ne sera considérée que si elle s'appuie sur des déboursés additionnels résultant de hausses entrées en vigueur après le 1er mars et non prévisibles à la date à laquelle la déclaration de prix avait été complétée; de plus ces hausses de prix devront

Division VII

RENTAL OF ROOMS

126. Every holder of a hotel establishment permit must:

126.1 Before 1 November each year, declare to the Minister the minimum and maximum price which will be in force in the establishment effective from the following 1 May.

126.2 Before 1 March each year, complete a detailed declaration stating the price which will be in force for each bedroom effective from the following 1 May. Such declaration must comply with the minimum and maximum prices declared in subsection 126.1 and shall specify, where applicable, which meals are included in the rate indicated and any seasonal variation, specifying the dates thereof.

126.3 Each page of these two (2) declarations must be signed by the permit holder.

126.4 The minimum price which may be advertised shall be:

- (a) the price of at least ten per cent of the bedrooms; such ratio should not represent less than three (3) bedrooms or
- (b) the price which is the closest to the average obtained by adding the price of each bedroom and by dividing the total obtained by the number of bedrooms.

127. The tariffs contemplated in sections 126.1, 126.2 and 126.3 shall be in force for one year with effect from 1 May. They shall not be changed during the year except in the following cases:

127.1 rise of school or municipal taxes

127.2 increase in the minimum wage required by law

127.3 coming into force of a new collective labour agreement increasing the wages of employees

127.4 increase in the cost of fuel

127.5 increase in the cost of electricity

127.6 capital expenditures for classification purposes.

128. Such modifications shall come into force only following their filing with and verification by the Minister. However, every application for an increase in tariff in the cases referred to in subsections 127.1, 127.2, 127.3, 127.4 and 127.5 shall be considered only if it is based upon additional expenditures resulting from increases which came into force after 1 March and which were not foreseeable at the date on which the declaration of prices was

être proportionnelles à l'augmentation invoquée pour effectuer le changement.

129. Si le détenteur d'un permis omet de faire adéquate-ment la déclaration visée aux sous-articles 126.1 et 126.2, les taux approuvés à compter du 1er mai seront ceux qui étaient en vigueur jusqu'à cette date.

130. Les prix déclarés sont inscrits sur des cartes, fournies par le ministre à l'établissement et doivent être affichés bien à la vue à raison d'une par chambre, conformément au numéro de la chambre qui y apparaît; ces cartes ne peuvent en aucun cas être modifiées.

131. Il est défendu d'exiger ou d'accepter un prix plus élevé que celui qui est déclaré en vertu des articles 126 et 127 et affiché en vertu de l'article 130 du présent règlement et ceci impose à l'exploitant l'obligation de restituer toute somme perçue en trop.

132. Il est défendu d'afficher à l'extérieur de son établissement un prix inférieur au prix minimum déclaré au ministre.

133. Si un exploitant exige le paiement du prix de location de la chambre au moment de l'enregistrement, il doit permettre que la chambre soit visitée, et si le client refuse d'occuper la chambre ou toute autre chambre pouvant lui être offerte, l'exploitant doit immédiatement rembourser le plein montant déjà exigé et versé.

134. La durée maximum de la journée de location d'une chambre est de vingt-quatre (24) heures consécutives, mais l'exploitant peut fixer l'heure de départ à son gré, pourvu qu'elle ne soit pas établie plus tôt qu'à douze (12) heures.

Section VIII

TENUE DES REGISTRES

135. Tout détenteur d'un permis d'établissement hôtelier doit tenir un registre ou fichier pré-numéroté consécutivement dans lequel:

135.1 chaque client doit inscrire lisiblement, sans blanc ni rature, son nom, son adresse et, s'il y a lieu, le numéro d'enregistrement du véhicule-automobile qu'il conduit ainsi que le nom de la province ou de l'état qui a émis cet enregistrement.

135.2 le détenteur du permis ou le préposé à l'accueil de l'établissement doit inscrire le numéro et le taux de la chambre occupée par le client, le nombre des autres personnes qui occupent la même chambre et la date et l'heure d'arrivée et de départ; dans tous les cas le client doit être informé avant la location, du prix qu'il aura à payer.

completed; such price increases must, in addition, be in proportion to the increase on which the modification is based.

129. Where the permit holder omits to make the declaration contemplated in subsections 126.1 and 126.2 in the appropriate manner, the rates approved effective from 1 May shall be those in force until that date.

130. The prices declared shall be entered on cards supplied to the establishment by the Minister and must be posted conspicuously on the basis of one per bedroom in accordance with the room number entered thereon; such cards shall, under no circumstance, be modified.

131. It is prohibited to charge or accept a price higher than that declared under sections 126 and 127 and posted up pursuant to section 130 of this Regulation and the operator shall be bound thereby to reimburse any overpaid amount.

132. It is prohibited to post up outside his establishment a price lower than the minimum price declared to the Minister.

133. Where an operator charges the price of the rental rate for a bedroom upon registration, he must allow the customer to see the room, and should the customer refuse to occupy the bedroom or any other room that may be offered to him, the operator must thereupon reimburse the full amount already charged and paid.

134. The maximum duration of the rental day of a bedroom is twenty-four (24) consecutive hours, but the operator may fix the time of departure as he chooses, provided it is not earlier than 12 o'clock noon.

Division VIII

KEEPING OF REGISTERS

135. Every holder of a hotel establishment permit must keep a register of a consecutively pre-numbered card-index in which:

135.1 every customer must enter legibly, without blanks or erasures, his name, address and where applicable, the registration number of the motor vehicle which he operates together with the name of the province or state which issued such registration.

135.2 The permit holder or desk clerk of the establishment must enter the number and rate of the bedroom occupied by the customer, the number of other persons who occupy the same bedroom and the date and time of arrival and departure; in all cases the customer must be notified prior to the rental of the rate he will have to pay.

136. Le registre ou fichier mentionné à l'article 135 ne devra en aucun cas être détruit si, pour une raison ou une autre, l'enregistrement doit être annulé.

137. Le détenteur du permis ou le préposé à l'accueil ne doit pas sciemment inscrire ou permettre d'inscrire de faux renseignements au registre.

138. Tout exploitant doit produire une facture détaillée au moins en deux (2) copies pour le séjour du ou des clients, remettre l'original au client et conserver une copie en vue de toute inspection ou vérification par un inspecteur dûment autorisé par le ministre.

139. Le détenteur du permis doit conserver ce registre ou ce fichier pendant une période d'au moins deux (2) ans et le mettre à la disposition de l'inspecteur visé à l'article 7 de la Loi, lorsqu'il en fait la demande. Tout acquéreur d'un établissement existant doit exiger ce registre ou fichier et en assurer la continuité.

140. Un registre officiel des objets déclarés perdus, retrouvés ou non, doit être tenu, comportant la description de l'objet, le nom de la personne qui l'a perdu ou trouvé, la date et l'endroit où on l'a présumément perdu ou trouvé.

Section IX

AFFICHAGE DES MENUS

141. Tout détenteur d'un permis visé à l'article 31 doit afficher, près de chaque porte d'entrée, les prix des repas ou des portions de repas, de façon que ces prix soient lisibles de l'extérieur.

142. Tout détenteur d'un permis d'établissement hôtelier doit afficher à l'extérieur de chacune des portes d'entrée de chaque salle à manger les prix des repas ou des portions de repas.

143. Les menus des repas dans les salles à manger et les restaurants doivent comprendre au moins:

143.1 Pour le repas du matin: fruit ou jus, choix de céréales avec lait ou crème, choix de deux (2) plats principaux de viande ou d'œufs, marmelade, gelée, pain et beurre, café, thé, lait.

143.2 Pour le repas du midi ou du soir: un choix de deux (2) jus, un choix de deux (2) soupes, un choix de trois (3) plats principaux de viande, de poissons ou d'œufs, deux (2) légumes, pain et beurre, deux (2) desserts, thé, café, lait.

Les condiments nécessaires à chaque repas, sel, poivre, sucre, moutarde, marinades et sauce, doivent être fournis sur demande.

136. The register or card-index referred to in section 135 shall in no case be destroyed if, for one reason or another, the registration is cancelled.

137. The permit holder or the desk clerk of the establishment shall not knowingly enter or permit the entering of false information in the register.

138. Every operator must submit a detailed invoice that must at least be in duplicate for the stay of the customer (s), remit the original to the customer and retain a copy for the purposes of any inspection or verification by an inspector duly authorized by the Minister.

139. The permit holder must retain that register or card-index for a period of at least two (2) years and make it available to the inspector contemplated in section 7 of the Act, where he so requests. The acquirer of an existing establishment must require such register or card-index and ensure the continuance thereof.

140. An official register of objects declared lost, whether found or no, must be kept, and must include the description of the object, the name of the person who lost or found it, the date and place where it was presumed lost or found.

Division IX

POSTING UP OF MENUS

141. Every holder of a permit contemplated in section 31 must post up, near each entrance door, the price of meals or portions of meals, so that such prices be legible from the outside.

142. Every holder of a hotel establishment permit must post up outside each entrance door of every dining-room the prices of meals or portions of meals.

143. The menus of the meals in the dining-rooms and restaurants must include at least:

143.1 In the case of the morning meal: fruit or juice, choice of cereals with milk or cream, choice of two (2) main courses which include meat or eggs, marmalade, jelly, bread and butter, coffee, tea, milk.

143.2 In the case of the noon or evening meal: a choice of two (2) juices, a choice of two (2) soups, a choice of three (3) main courses which include meat, fish or eggs, two (2) vegetables, bread and butter, two (2) desserts, tea, coffee, milk.

The condiments required for each meal, salt, pepper, sugar, mustard, pickles and sauce, must be supplied upon request.

144. Nul exploitant ou détenteur de permis ne doit exiger un prix plus élevé que le prix affiché en vertu des articles 141 et 142.

Section X

ENSEIGNES, ÉCRITAUX PUBLICITÉ ET SOLLICITATION

145. Tout établissement doit être pourvu à l'extérieur d'une enseigne portant l'appellation appropriée prévue aux articles 28, 29, 30, 37, 38.

146. Lorsque apposées à toute bâtisse, les enseignes doivent être érigées à au moins dix (10) pieds du sol et ne jamais obstruer une fenêtre même partiellement.

147. Seuls peuvent figurer sur les enseignes le nom et la destination de l'établissement, l'appellation autorisée selon la catégorie et le symbole de la classification officielle prévu à la section V; cependant, les enseignes peuvent comporter un espace pour la mention des réunions, des activités qui ont lieu dans l'établissement ou tous autres divers services offerts.

148. Toutes les salles à manger, les salles publiques, les issues d'urgence et les cabinets de toilette doivent être identifiées de même que les ascenseurs.

149. Nulle publicité, annonce, enseigne ou sollicitation relative à un établissement hôtelier ou à un restaurant ne doit contenir de renseignements inexacts, de fausses représentations ou des informations à l'encontre du présent règlement.

150. Toute publicité ou sollicitation relative aux prix de location des chambres ou au prix des repas doit stipuler ce que ces prix comprennent, de même que la nature et le coût de tout service additionnel.

151. Lorsqu'un dépôt de garantie ou des arrhes sont demandés ou exigés de tout client éventuel, la publicité, sollicitation ou correspondance doit mentionner les conditions de remboursement ou de non remboursement de ces dépôts ou arrhes.

152. Nul établissement ne peut commenter dans sa publicité la classification qui lui aura été assignée. Seules pourront être annoncées la catégorisation et la classification officielle prévue à la section V.

Section XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

153. L'exploitant doit maintenir sur les lieux d'un établissement hôtelier ou d'un restaurant, en tout temps durant

144. No operator or permit holder must charge a price higher than that posted up pursuant to sections 141 and 142.

Division X

SIGNS, PLACARDS PUBLICITY AND SOLICITING

145. Every establishment must be provided with an outdoor sign bearing the appropriate designation set forth in sections 28, 29, 30, 37 and 38.

146. When affixed to any building, the signs must be erected at not less than ten (10) feet from the ground and must never obstruct a window, even partially.

147. Only the name and purpose of the establishment, the designation authorized in accordance with the class and the official classification symbol prescribed in Division V may appear on the signs; however, the signs may have a space on which meetings, activities which are held in the establishment or any other miscellaneous services offered, are indicated.

148. Every dining-room, public hall, emergency exit, lavatory and elevator must be identified.

149. No publicity, advertising, sign or soliciting in respect of a hotel establishment or restaurant shall contain inaccurate information, false representations or information contrary to this Regulation.

150. All publicity or soliciting in respect of the price of rental of bedrooms or the price of meals must stipulate what is included in such prices as well as the nature and cost of every additional service.

151. Where the deposit of a guarantee or a down payment is requested from or charged a prospective customer, the publicity, soliciting or correspondence must indicate the conditions for reimbursement or non-reimbursement of such deposit or down payment.

152. No establishment shall indicate in its publicity the classification which has been assigned thereto. Only the categorization and official classification prescribed in Division V may be advertised.

Division XI

GENERAL PROVISIONS

153. The operator must keep on the premises of a hotel establishment or restaurant, at all times during business

les heures d'exploitation, au moins un employé adulte aux fins de surveillance et d'exploitation de l'établissement.

154. L'entrée principale et les issues d'urgence doivent être bien dégagées et toutes ces portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur.

155. Les plafonds, les murs, les tentures et les tapis doivent être tenus en bon état d'entretien et propres.

156. Les vitres de toute fenêtre doivent être gardées propres.

157. Le degré minimum de chaleur requis, en toute temps de l'année, doit être de vingt (20) degrés C, dans toutes les parties de l'établissement fréquentées par la clientèle.

158. Les systèmes d'eau potable chaude et froide doivent alimenter en tout temps les établissements hôteliers et restaurants. La température de l'eau chaude doit être d'au moins soixante (60) degrés C.

159. Aucune pièce servant à la consommation ou à la distribution de boissons alcooliques ne doit servir de passage pour atteindre une salle à manger ou tout autre endroit public, en excluant toutefois les sorties d'urgence.

160. Tout établissement doit être pourvu d'une trousse de premiers soins et l'exploitant doit en plus pouvoir fournir rapidement les renseignements nécessaires afin de mander un médecin ou une ambulance, de même que la police, si nécessaire.

161. Il est interdit d'exiger du client ou de porter à son compte tout montant ayant trait à des services que le client pourrait ne pas utiliser, si le coût de tels services n'est pas prévu par contrat ou porté au préalable à l'attention du client; dans le cas des repas où les frais de services, ou tous autres frais additionnels sont obligatoires une note apparaîtra à cette fin sur le menu. Dans tous les cas, de tels renseignements doivent être inclus dans la publicité.

162. Il est interdit à un exploitant ou détenteur de permis de tolérer dans un établissement hôtelier ou un restaurant, la présence d'animaux domestiques, à l'exception des chiens-guide pour les personnes aveugles.

163. Le ministre peut refuser, suspendre ou annuler le permis à toute personne déclarée coupable d'infraction à la Loi de la Sécurité dans les édifices publics (L.Q., 1964, chap. 161), à la Loi de la qualité de l'environnement (L.Q., 1972, chap. 49), et à la Loi de la protection du consommateur (L.Q., 1971, chap. 74).

hours, at least one adult employee for the purposes of supervising and operating the establishment.

154. The main entrance and emergency exits must be completely cleared and all such doors must open toward the outside.

155. The ceilings, walls, curtains and rugs must be kept in a good condition and clean.

156. All window panes must be kept clean.

157. The minimum degree of heat required at all times throughout the year must be twenty (20) degrees C in all parts of the establishment used by the customers.

158. Hotel establishments and restaurants must be supplied at all times with hot and cold potable water systems. The temperature of the hot water must be at least sixty (60) degrees C.

159. No room used for the consumption or distribution of alcoholic beverages shall be used as a hallway giving access to a dining-room or any other public place, with the exception, however, of emergency exits.

160. Every establishment must be provided with a first-aid kit and the operator must, in addition, be able to furnish quickly the information necessary in order to send for a physician or ambulance, as well as the police, where necessary.

161. It is prohibited to require from or charge a customer any amount relating to services which the customer may not use, where the cost of such services is not prescribed by contract or previously indicated to the customer; in the case of meals where service charges or any other additional charges are obligatory a note to that effect is to be included on the menu. In all cases, such information must be included in the publicity.

162. An operator or permit holder shall not tolerate in a hotel establishment or restaurant the presence of pets, with the exception of guide dogs for blind persons.

163. The Minister may refuse, suspend or cancel the permit of any person convicted of an offence against the Public Buildings Safety Act (R.S.Q., 1964, ch. 149), the Environment Quality Act (1972, ch. 49), and the Consumer Protection Act (1971, ch. 74).

164. Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle* à l'exception des articles 10, 16 et 18 qui entreront en vigueur à compter du 1^{er} mai 1976.

862-o

164. This Regulation shall come into force upon its publication in the *Official Gazette* with the exception of section 10 to 16 and 18 which shall come into force from 1 May 1976.

862-o



A.C. 4170-75, 17 septembre 1975
Règ. 75-484, 19 septembre 1975

LOI DES TERRES ET FORÊTS
 (S.R., 1964, ch. 92)

Protection des forêts contre le feu

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement de la protection des forêts contre le feu.

ATTENDU QUE les règlements concernant la protection des forêts contre le feu ont été adoptés en vertu de différents arrêtés en conseil depuis 1945;

ATTENDU QU'un bon nombre des dispositions sur la protection des forêts contre le feu contenues dans la Loi des terres et forêts (S.R.Q., 1964, ch. 92), ont été modifiées, remplacées ou abrogées par la Loi modifiant la Loi des terres et forêts (1974, ch. 28);

ATTENDU QU'une révision des règlements de la protection des forêts contre le feu s'impose pour tenir compte de cette nouvelle législation et des besoins actuels en matière de protection;

VU les articles 4, 6 et 160 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q., 1964, ch. 92);

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des terres et forêts:

QUE le Règlement de la protection des forêts contre le feu annexé au présent arrêté en conseil soit adopté en remplacement des règlements actuels;

QUE le présent arrêté en conseil et le Règlement de la protection des forêts contre le feu qui y est annexé entrent en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* et que les arrêtés en conseil 2587 du 6 juillet 1945, 1217 du 15 décembre 1954, 1218 du 15 décembre 1954, 1227 du 15 décembre 1954 et 2190 du 13 juin 1973 soient abrogés à compter du jour de cette publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
 GUY COULOMBE.

**Règlement concernant la protection
 des forêts contre le feu**

Section I

DÉFINITION

I. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient:

- a) «Loi»: la Loi des Terres et Forêts, (S.R.Q., 1964, ch. 92).
 b) «Ministre»: le ministre des Terres et Forêts.

O.C. 4170-75, 17 September 1975
Reg. 75-484, 19 September 1975

LANDS AND FORESTS ACT
 (R.S.Q., 1964, ch. 92)

Protection of forests against fire

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the protection of forests against fire.

WHEREAS the Regulations respecting the protection of forests against fire have been enacted under various Orders in Council since 1945;

WHEREAS many of the provisions respecting the protection of forests against fire contained in the Lands and Forests Act (R.S.Q., 1964, ch. 92) have been amended, replaced or revoked by the Act to amend the Lands and Forests Act (1974, ch. 28);

WHEREAS a revision of the Regulations respecting the protection of forests against fire is necessary to take into account this new legislation and the actual needs as regards protection;

CONSIDERING sections 4, 6 and 160 of the Lands and Forests Act (R.S.Q., 1964, ch. 92);

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT the Regulation respecting the protection of forests against fire, annexed to this Order in Council, be enacted to replace the present Regulations;

THAT this Order in Council and the Regulation respecting the protection of forests against fire which is annexed hereto come into force on the day of their publication in the *Québec Official Gazette* and that Orders in Council 2587 dated 6 July 1945, 1217 dated 15 December 1954, 1218 dated 15 December 1954, 1227 dated 15 December 1954 and 2190 dated 13 June 1973 be revoked effective upon the day of this publication.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation respecting the protection
 of forests against fire**

Division I

DEFINITION

I. In this Regulation, the following words mean:

- (a) «Act»: the Lands and Forests Act (R.S.Q., 1964, ch. 92).
 (b) «Minister»: the Minister of Lands and Forests.

Section II**DÉCOUVERTE D'UN FEU**

2. Toute personne qui découvre un feu de forêt ou un feu susceptible de mettre la forêt en péril, en avise sans délai le garde-feu ou le ministère des Terres et Forêts.

Section III**BRÛLAGE EN FORÊT
OU À PROXIMITÉ**

3. Le permis en vertu de l'article 124 de la Loi est émis gratuitement et n'est valide que pour la période de temps qui y est indiquée.

4. En forêt ou à proximité, sauf pour le brûlage de bleuétières ou de bâtisses désaffectées, les matières destinées au brûlage doivent être empilées en tas ou en rangées n'excédant pas 2.50 mètres (8 pieds approximativement) de hauteur. Il doit exister entre la forêt et les matières destinées au brûlage, une bande de terrain où les matières combustibles auront été enlevées sur une largeur d'au moins 5 fois la hauteur des empilements ou des matières destinées au brûlage.

5. Le détenteur du permis doit avoir à la portée de la main l'équipement et le personnel exigés par le garde-feu conformément à l'article 125 de la Loi, pour assurer en tout temps le contrôle du feu et son extinction.

6. L'extinction du feu doit être complétée avant minuit le jour d'expiration indiqué sur le permis; le lendemain matin, avant dix heures, le détenteur doit inspecter les lieux pour s'assurer qu'il ne reste aucun foyer d'incendie.

Section IV**BRÛLAGE DES BLEUETIÈRES**

7. Tout brûlage dans une bleuétière, en forêt ou à proximité, doit être autorisé par un permis émis en vertu de l'article 124 de la Loi, aux conditions énoncées dans la section III et doit être exécuté sous la surveillance d'un garde-feu.

8. Pour fins de brûlage, une bleuétière doit être divisée en secteurs. Ces secteurs doivent être séparés les uns des autres par des coupe-feu dégagés jusqu'au sol minéral sur une largeur minimale de 3.05 mètres (10 pieds approximativement).

9. Pour protéger la forêt avoisinante, un coupe-feu dégagé jusqu'au sol minéral, sur une largeur minimale de 4.50 mètres (15 pieds approximativement), doit être construit tout autour de la bleuétière.

Division II**FIRE DISCOVERY**

2. Every person who discovers a forest fire or a fire likely to endanger the forest shall immediately notify the fire-ranger or the Department of Lands and Forests.

Division III**BURNING IN FOREST
OR NEARBY**

3. The permit under section 124 of the Act is issued free of charge and is valid for the period of time indicated therein only.

4. In the forest or near it, except for the burning of blueberry patches or abandoned buildings, the material to be burned must be piled in heaps or rows of not more than 2.50 metres (about 8 feet) in height. There must be, between the forest and the material to be burned, a strip of land on which combustible materials shall have been removed over a width of at least 5 times the height of the piles or materials to be burned.

5. The permit holder must have at hand the equipment and personnel required by the fire-ranger in accordance with section 125 of the Act to ensure the control of the fire and its extinguishing at all times.

6. The extinguishing of the fire must be completed before midnight on the day of expiry indicated on the permit; the next morning, before ten o'clock, the holder must inspect the spot to ensure that no seat of a fire remains.

Division IV**BURNING OF BLUEBERRY PATCHES**

7. All burning in a blueberry patch, in a forest or near it must be authorized by a permit issued under section 124 of the Act under the conditions mentioned in Division III and must be carried out under the supervision of a fire-ranger.

8. For burning purposes, a blueberry patch must be divided into sectors. These sectors must be separated one from the other by firebreaks cleared to the mineral soil over a minimal width of 3.05 metres (about 10 feet).

9. To protect the neighbouring forest, firebreaks cleared to the mineral soil over a minimal width of 4.50 metres (about 15 feet), must be erected around the blueberry patch.

Section V

DÉPOTOIRS EN FORÊT
OU À PROXIMITÉ

10. Un certificat de conformité est émis par le garde-feu, après une inspection des lieux, pour un dépotoir en forêt ou à proximité qui répond aux exigences de l'article 128 de la Loi et de la présente section.

11. Pour obtenir un certificat de conformité, le propriétaire ou l'opérateur d'un dépotoir doit:

- a) aménager une zone nettoyée jusqu'au sol minéral, autour du dépotoir, dont la largeur doit correspondre à $\frac{1}{100}$ du périmètre de ce dépotoir, mais qui ne doit jamais être moindre que 15.25 mètres (50 pieds approximativement); et
- b) ériger une barrière non combustible ou un remblai sur la totalité du périmètre intérieur de la zone nettoyée, de nature à éviter l'éparpillement des déchets. Cette barrière ou ce remblai doit avoir une hauteur minimale de 2.50 mètres (8 pieds approximativement).

12. Lorsqu'un certificat de conformité est en vigueur, le brûlage des déchets d'un dépotoir en forêt ou à proximité peut être effectué après avis au garde-feu et en autant que les conditions climatiques ne constituent pas un danger de propagation du feu à la forêt.

13. Le certificat de conformité peut être révoqué en tout temps par le garde-feu si son détenteur cesse de se conformer à l'article 11.

14. En l'absence d'un certificat de conformité, le brûlage des déchets ne peut être effectué qu'après avoir obtenu du garde-feu un permis d'incinération. Ce permis est valide pour la période qui y est indiquée. Il doit être renouvelé pour chaque incinération, tant et aussi longtemps qu'un certificat de conformité n'a pas été obtenu.

15. Le propriétaire ou l'opérateur doit installer le long du chemin d'accès et à l'entrée du dépotoir des affiches rappelant au public l'interdiction d'y mettre le feu et l'incitant à la prudence.

16. Tout propriétaire, exploitant ou occupant d'un terrain servant de dépotoir et devenu dangereux pour la forêt, par suite d'accumulation ou de mauvaises dispositions des déchets, doit procéder à l'enfouissement de ces déchets.

17. L'opération d'un dépotoir en forêt ou à proximité, même si aucun brûlage n'y est prévu, est interdite lorsque le propriétaire ou l'opérateur du dépotoir ne se conforme pas à la Loi et au présent règlement.

Division V

DUMPS IN THE FOREST
OR NEARBY

10. A certificate of conformity shall be issued by the fire-ranger, following inspection of the spot, for a dump in the forest or near it which meets the requirements of section 128 of the Act and this Division.

11. To obtain a certificate of conformity, the owner or operator of a dump must:

- a) prepare a zone cleared to the mineral soil, around the dump, whose width must be $\frac{1}{100}$ of the perimeter of such dump, but which must never be less than 15.25 metres (about 50 feet); and
- b) erect a non combustible barrier or backfilling on the totality of the interior perimeter of the zone cleared, so as to avoid the scattering of waste. This barrier or backfilling must have a minimal height of 2.50 metres (about 8 feet).

12. Where a certificate of conformity is in force, the burning of the waste of a dump in a forest or near it may be carried out following notice given to the fire-ranger and as long as prevailing weather conditions do not present any danger of the spreading of fire to the forest.

13. The certificate of conformity may be revoked at all times by the fire-ranger if its holder ceases to comply with section 11.

14. In the absence of a certificate of conformity, the burning of waste may be carried out only after an incineration permit has been obtained from the fire-ranger. This permit shall be valid for the period indicated therein. It must be renewed for each incineration for as long as a certificate of conformity has not been obtained.

15. The owner or operator must install signs prohibiting the setting of fires by public and urging them to act prudently along the access road and entry to the dump.

16. Every owner, operator or occupant of a piece of land used as a dump and which is endangering the forest, as a result of accumulation or the bad disposal of waste, must proceed to the burying of such waste.

17. The operating of a dump in a forest or near it, even if no burning has been provided for, is prohibited where the owner or operator of the dump does not comply with the Act and this Regulation.

18. Le garde-feu peut ordonner à tout propriétaire ou opérateur d'un dépotoir l'extinction immédiate d'un feu devenu dangereux pour la forêt.

18. The fire-ranger may order any owner or operator of a dump to immediately extinguish a fire which is endangering the forest.

Section VI

LE PLAN D'ORGANISATION

19. Le plan d'organisation prévu à l'article 129 de la Loi doit être préparé par l'organisme de protection et être soumis au ministre pour approbation avant le 1er avril de chaque année.

19. The organization plan prescribed in section 129 of the Act must be prepared by the protection agency and submitted to the Minister for approval before 1 April each year.

20. Ce plan d'organisation doit comprendre:

- a) un organigramme donnant le nom de la personne pour chaque poste de responsabilité;
- b) une liste des membres protégés par l'organisme de protection des forêts et le statut de chacun;
- c) une ou des cartes illustrant les routes de détection aérienne ainsi que la répartition des effectifs et des équipements;
- d) un exposé décrivant les moyens qui seront utilisés pour la prévention et la suppression des incendies forestiers à l'intérieur du territoire;
- e) un plan d'urgence établi en vue de fournir du secours à d'autres régions menacées de sinistre;
- f) une copie du budget d'opération.

20. The organization plan must include:

- (a) a chart giving the name of the person for each office of responsibility;
- (b) a list of the members protected by the forest protection agency and the status of each;
- (c) one or several maps illustrating the aerial detection routes as well as the distribution of personnel and equipment;
- (d) a statement describing the methods which will be used for the prevention and suppression of forest fires within the territory;
- (e) an emergency plan established for the purpose of providing aid to other regions which might be subject to fire;
- (f) a copy of the operating budget;

Section VII

MACHINES MOTORISÉES ET MÉCANISÉES

21. Toute machine motorisée ou mécanisée utilisée pour le travail ou la récréation en forêt doit être munie d'un extincteur en bon état de fonctionnement.

21. Every motorized or mechanized machine used for work or recreation in a forest must be provided with extinguishers in proper operating condition.

22. Toute cloison protectrice installée sous une machine doit avoir une ouverture d'au moins 2.55 centimètres (1 pouce approximativement) de diamètre au point le plus bas, afin de permettre le drainage de l'huile ou autre matières combustibles qui pourraient s'y accumuler.

22. Every protective partition installed under a machine must have an opening of at least 2.55 centimetres (about 1 inch) in diameter at the lowest point, in order to permit the drainage of the oil or other combustible materials which could accumulate thereunder.

23. Tout opérateur de machines motorisées ou mécanisées doit nettoyer la machine qu'il opère de toute accumulation de débris ou saletés pouvant favoriser l'éclosion d'un feu.

23. Every motorized or mechanized machine operator must remove any accumulation of debris or dirt from the machine he operates which could lead to the eruption of a fire.

24. Le tuyau d'échappement de tout moteur doit être muni d'un silencieux à parois pare-étincelles et doit être en bon état de fonctionnement.

24. The exhaust pipe of any motor must be provided with a fire guard muffler and must be in good operating condition.

Division VI

ORGANIZATION PLAN

Division VII

MOTORIZED AND MECHANIZED MACHINES

25. Tous les contenants de carburant doivent être étanches. Le transfert de carburant doit se faire à partir d'un contenant par un ajustage de sécurité fixé au contenant.

26. Il est interdit de fumer dans un rayon de 30.50 mètres (100 pieds approximativement) d'un lieu d'entreposage ou de manutention de carburant.

27. Le propriétaire ou l'opérateur d'une machine travaillant en forêt doit en permettre l'inspection par le garde-feu.

28. Un garde-feu peut interdire l'opération d'une machine qui n'est pas conforme aux exigences de la présente section ou qui représente un risque imminent d'incendie forestier.

Section VIII

BÂTIMENTS OU ÉTABLISSEMENTS EN FORÊT OU À PROXIMITÉ

29. Tout bâtiment ou établissement en forêt ou à proximité pourvu d'un poêle à bois ou à charbon, d'un foyer intérieur ou extérieur, doit avoir une cheminée ou un tuyau muni, dans chaque cas, d'un pare-étincelles fait de matière métallique dont les ouvertures n'ont pas plus de 0.95 centimètre ($\frac{3}{8}$ de pouce approximativement). Ce pare-étincelles doit être maintenu en bonne condition.

30. Les cheminées doivent être nettoyées au moins annuellement et aussi souvent que l'accumulation de suie représente un danger d'incendie.

31. Toute végétation se trouvant dans un rayon de 3.05 mètres (10 pieds approximativement) de l'ouverture d'une cheminée doit être enlevée.

32. Les cendres doivent être déposées dans un contenant métallique et préalablement mouillées avant de les placer dans une fosse, en un endroit débarrassé de toute matière inflammable dans un rayon de 3.05 mètres (10 pieds approximativement).

33. Tout bâtiment ou établissement isolé en forêt doit être équipé d'au moins 1 pelle ronde, 1 hache, 1 pique-pioche, 1 chaudière et 1 contenant à eau en toile ou 1 réservoir métallique muni d'un gicleur (pompe à main) pour combattre tout début d'incendie.

34. La gasoline, l'huile de charbon, l'huile à chauffage, le gaz propane et tout autre produit inflammable de même matière doivent être remisés à l'extérieur des bâtiments dans des contenants hermétiques.

35. Les alentours d'un bâtiment doivent être dégagés de toute végétation sèche et bois mort sur une distance égale à la

25. All fuel containers must be impervious. The transfer of fuel must be made from a container by a safety adjutage fixed to the container.

26. Smoking is prohibited within a radius of 30.50 metres (about 100 feet) from the warehousing or handling of a fuel location.

27. The owner or operator of a machine working in a forest must allow the inspection thereof by the fire-ranger.

28. A fire-ranger may prohibit the operation of a machine which does not comply with the requirements of this Division or which constitutes an imminent risk of forest fire.

Division VIII

BUILDINGS OR ESTABLISHMENTS IN A FOREST OR NEARBY

29. Every building or establishment in a forest or near it which has a wood or coal stove or an interior or exterior fire place, must have a chimney or pipe which contains, in each case, a fire guard made of a metallic material whose openings are of not more than 0.95 centimetre (about $\frac{3}{8}$ of an inch). This fire guard must be kept in good condition.

30. The chimneys must be cleaned at least once a year and as often as the accumulation of soot represents a danger of fire.

31. All vegetation within a radius of 3.05 metres (about 10 feet) from the opening of a chimney must be removed.

32. The ashes must be deposited in a metallic container dampened beforehand before placing them in a pit, at a place rid of any inflammable material within a radius of 3.05 metres (about 10 feet).

33. Every isolated building or establishment in a forest must be equipped with at least 1 round shovel, 1 axe, 1 pickaxe, 1 pail and 1 canvas water container and 1 metal reservoir provided with a nozzle (hand pump) to fight any start of a fire.

34. Gasoline, coal oil, heating oil, propane gas and any other inflammable product of the same type must be kept outside the buildings in air-tight containers.

35. The vicinity of a building must be rid of any dry vegetation and dead wood over a distance equal to the

plus longue dimension du bâtiment pour empêcher la propagation du feu à la forêt, mais qui doit être d'au moins 6.10 mètres (20 pieds approximativement).

longest dimension of the building to prevent the spreading of the fire to the forest, but which must be at least 6.10 metres (about 20 feet).

Section IX

TRAVAUX EN FORÊT OU À PROXIMITÉ

36. Toute personne doit aviser le ministre des Terres et Forêts ou l'organisme local de protection des forêts de son intention d'effectuer ou de faire exécuter des travaux, de quelque nature qu'ils soient, en forêt ou à proximité, sauf s'il s'agit d'exploitations forestières.

37. Cet avis doit être donné au moins 30 jours à l'avance et spécifier la nature et l'envergure des travaux, l'endroit où ils seront exécutés et la date de leur mise à exécution.

38. La protection des forêts contre le feu à l'égard de ces travaux est assumée par l'organisme local de protection des forêts. Lorsque des effectifs et des équipements additionnels sont nécessaires pour les fins de protection, les frais encourus doivent être acquittés par la personne exécutant ou faisant exécuter les travaux.

39. Dans le cas visé à l'article 38, les salaires des employés et les dépenses encourus pour assurer une surveillance des travaux au point de vue de la protection des forêts, sont payés directement par l'organisme local de protection des forêts et lui sont remboursés par la personne pour le compte de laquelle ces travaux sont exécutés.

40. Avant que les travaux puissent être entrepris, l'organisme local de protection des forêts doit préparer, en consultant la personne exécutant ou faisant exécuter les travaux, un plan spécial d'organisation du personnel et de l'équipement requis pour la prévention, la découverte et le combat des incendies forestiers. Ce plan doit être soumis pour approbation au ministre. L'autorisation d'exécuter les travaux est accordée par le ministre s'il approuve le plan. Il peut également autoriser l'exécution des travaux sans qu'un plan spécial d'organisation ne soit nécessaire si la nature, la période et l'envergure des travaux ne justifient pas un tel plan.

41. Cette autorisation peut être révoquée durant l'exécution des travaux si la personne exécutant ou faisant exécuter les travaux néglige ou refuse de se conformer à la Loi et au règlement relatifs à la protection des forêts contre le feu, ainsi qu'au plan d'organisation.

42. Tout le matériel de prévention et de lutte contre le feu prévu au plan spécial d'organisation doit être fourni par la personne pour le compte de laquelle les travaux sont exécutés.

Division IX

WORK IN THE FOREST OR NEARBY

36. Every person must notify the Minister of Lands and Forests or the local forest protection agency of his intention to carry out or cause works of any nature whatsoever to be carried out, in the forest or near it, except in the case of forest operations.

37. This notice must be given at least 30 days in advance and must specify the nature and extent of the work, the place where it shall be carried out and the date of its carrying out.

38. The protection of forests against fire with respect to such work shall be assumed by the local forest protection agency. Where additional personnel and equipment is necessary for protection purposes, the costs incurred must be paid by the person carrying out or causing the work to be carried out.

39. In the case contemplated in section 38, the salaries of employees and the expenses incurred to ensure the supervision of the work for the protection of forests shall be paid directly by the local forest protection agency and shall be reimbursed by the person for whom such work is carried out.

40. Before the work may be undertaken, the local forest protection agency must prepare, while consulting the person carrying out or causing the work to be carried out, a special organization plan of the personnel and equipment required for the prevention, discovery and fighting of forest fires. This plan must be submitted for approval to the Minister. The authorization to carry out the work shall be granted by the Minister if he approves the plan. He may also authorise the carrying out of the work without necessitating a special organization plan if the nature, period and scope of the work does not justify such plan.

41. This authorization may be revoked during the carrying out of the work if the person carrying it out or causing it to be carried out neglects or refuses to comply with the Act and Regulation respecting the protection of forests against fire, as well as with the organization plan.

42. All the material to prevent and fight fire prescribed in the special organization plan must be provided by the person for whom the work shall be carried out. In default of

tés. Au cas de défaut de cette personne de livrer ce matériel dans les délais prévus au plan spécial d'organisation, l'organisme local de protection des forêts peut se procurer lui-même ce matériel à l'acquit de cette personne qui doit lui rembourser le prix d'acquisition. L'organisme local de protection des forêts a pleine autorité quant à l'entretien, l'utilisation et la localisation de ce matériel selon les besoins de la protection contre le feu.

43. La personne exécutant ou faisant exécuter des travaux doit faire disparaître les débris forestiers ou autres résultant de ses opérations, ainsi que tous les camps et bâtisses qui ne servent plus à l'exécution des travaux, soit par enfouissement, soit en les transportant à l'extérieur de la forêt, soit en les brûlant. Le brûlage est permis en respectant les prescriptions de la section III.

Section X

SCIERIE EN FORÊT OU À PROXIMITÉ

44. Un certificat de conformité est requis pour l'opération d'une scierie en forêt ou à proximité. Il est émis au propriétaire de la scierie par l'organisme local de protection des forêts lorsqu'une inspection des lieux a été faite par un représentant de cet organisme et que la scierie est conforme à la Loi et au règlement relatifs à la protection des forêts contre le feu. Ce certificat est gratuit et valide jusqu'à une nouvelle inspection par l'organisme local de protection des forêts. Il doit être affiché dans la scierie à un endroit bien en vue. Le certificat peut être annulé par un simple avis au propriétaire de la scierie.

45. Toute scierie en forêt ou à proximité doit être établie dans un endroit où le sol est de nature minérale. Un débarras, libre de toute matière inflammable, doit être effectué et maintenu en bonne condition autour de la scierie, de ses dépendances, des empilements de bois et des amoncellements de déchets sur une distance d'au moins 30.50 mètres (100 pieds approximativement) de la forêt.

46. La scierie et ses dépendances doivent être pourvues d'appareils et dispositifs ayant la propriété d'empêcher l'échappement du feu et des étincelles.

47. La scierie doit être pourvue en tout temps d'extincteurs et d'équipements en bon état de fonctionnement placés à des endroits permettant de combattre efficacement un feu à la scierie et à ses dépendances de même qu'un début de feu de forêt.

48. Entre le 1er avril et le 15 novembre de chaque année, le brûlage du bran de scie, de dosses et autres rebuts de scierie ne peut être effectué que dans un brûleur à parois métalliques avec cheminée munie d'un pare-étincelles en bonne condition dont les ouvertures ne doivent pas avoir plus de 1.30 centimètre (1/2 pouce approximativement).

such person to deliver the said material within the time periods prescribed in the special organization plan, the local forest protection agency shall obtain the material itself on behalf of such person who must reimburse the purchase price to it. The local forest protection agency shall have full authority as to the maintenance, used and localization of the said material according to the needs of fire prevention.

43. The person who carries out or causes the work to be carried out must remove all traces of the forest debris or other debris resulting from such operations, as well as all camps and buildings which are no longer used to carry out the work, either by burying, transporting outside the forest or burning. Burning is permitted in respecting the prescriptions of Division III.

Division X

SAWMILL IN FOREST OR NEARBY

44. A certificate of conformity is required to operate a sawmill in a forest or near it. It shall be issued to the owner of the sawmill by the local forest protection agency where an inspection of the spot has been made by a representative of such agency and the sawmill complies with the Act and the Regulation respecting the protection of forests against fire. This certificate is free of charge and valid until a new inspection by the local forest protection agency. It must be posted in a sawmill in a conspicuous place. The certificate may be annulled by mere notice to the owner of the sawmill.

45. Every sawmill in a forest or near it must be established in a place where the soil is of a mineral nature. A glory hole, free of any inflammable matter, must be dug and maintained in good condition around the sawmill, its dependencies, pilings of wood and accumulations of waste over a distance of at least 30.50 metres (about 100 feet) from the forest.

46. The sawmill and its dependencies must be provided with appliances and apparatus having the property of preventing the escape of fire and sparks.

47. The sawmill must be provided with extinguishers and equipment in proper operating condition at all times placed at locations allowing efficient firefighting at the sawmill and its dependencies as well as at the source of a forest fire.

48. Between 1 April and 15 November of each year, the burning of sawdust, flitches and other sawmill refuse may be carried out only in a metallic wall burner with a chimney provided with a fire guard in good condition whose openings must not be of more than 1.30 centimetres (about 1/2 inch).

49. Un brûlage contrôlé des déchets de la scierie peut être effectué à ciel ouvert après le 15 novembre, en autant que le feu soit complètement éteint avant le 1er avril de l'année suivante, date à laquelle l'organisme local de protection des forêts peut éteindre le feu aux frais du propriétaire de la scierie.

50. Entre le 1er avril et le 15 novembre de chaque année, lorsqu'on ne dispose pas du bran de scie, des dosses et autres rebuts de scierie au fur et à mesure, ces matières doivent être empilées en tas ou rangées pour être ensuite éliminées par brûlage après le 15 novembre suivant les prescriptions de l'article 49.

51. Lorsqu'une scierie est définitivement fermée, démolie ou abandonnée, le propriétaire est tenu de nettoyer les lieux de tous les déchets et rebuts, même s'ils ont été remisés en dehors du site de la scierie. L'organisme local de protection des forêts peut faire exécuter ces travaux aux frais du propriétaire qui néglige ou refuse de le faire.

52. Toute infraction aux dispositions de la présente section entraîne la révocation du certificat de conformité.

861-o

49. Controlled burning of sawmill waste may be carried out in the open air after 15 November, as long as the fire is completely extinguished before 1 April of the following year, the date on which the local fire protection agency may extinguish the fire at the expense of the sawmill owner.

50. Between 1 April and 15 November of each year, when there is no disposal of saw dust, fitches and other sawmill refuse, these materials must be piled in stacks or rows to be then eliminated by burning after 15 November according to the prescriptions of section 49.

51. Where a sawmill has been definitely closed, demolished or abandoned, the owner shall be responsible for the clearing of the spot of all waste and refuse, even if it is put away outside the side of the sawmill. The local forest protection agency may cause this work to be carried out at the expense of the owner who neglects or refuses to do so.

52. Any contravention of the provisions of this Division shall entail the revocation of the certificate of conformity.

861-o

A.C. 4198-75, 17 septembre 1975
Règ. 75-485, 19 septembre 1975

LOI DES TRANSPORTS
(1972, ch. 55)

**Règles de pratique et de régie interne de la Commission
des transports du Québec — Modifications**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement 2C modifiant le règlement 2
(1975) sur les règles de pratique et de régie interne de la
Commission des transports du Québec.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *e* de l'article 5 de la
Loi des transports, le lieutenant-gouverneur en conseil peut,
par règlement, édicter les règles de pratique et de régie
interne de la Commission des transports du Québec après
consultation de celle-ci;

ATTENDU QUE les règles de pratique en vigueur fixent un
délai d'avis de la tenue de toute audience publique et qu'il y
aurait lieu, pour accélérer les procédures, de permettre à
toutes les parties intéressées dans une instance de consentir à
abrégé ledit délai ou même à y renoncer;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire, suite aux retards
survenus dans le renouvellement des immatriculations en
1975 et dans le paiement des droits de renouvellement des
permis de prolonger la période de renouvellement desdits
permis et de paiement desdits droits;

ATTENDU QU'il y a lieu d'ajouter aux règles de pratique
actuelles de nouvelles dispositions visant le renouvellement
des reconnaissances d'associations de transporteurs, les au-
torisations que doit donner la Commission dans le cadre des
articles 36 et 39 de la Loi des transports et des articles 13 à
13-K de l'Ordonnance générale sur le camionnage de même
que la procédure relative aux demandes de permis saisonnier
et à la délivrance de permis d'urgence dans les cas visés à
l'article 33 de la Loi des transports;

ATTENDU QUE des changements doivent être apportés
pour simplifier la procédure applicable aux demandes de
modifications d'horaires et de parcours pour le transport de
personnes par autobus;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer des droits différents pour
la délivrance de permis de camionnage en vrac, autres que les
permis de catégorie «extraprovinciale»;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du
ministre des transports:

QUE le Règlement 2C modifiant le Règlement 2 (1975)
sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission
des transports du Québec, annexé au présent arrêté en
conseil, soit adopté;

O.C. 4198-75, 17 September 1975
Reg. 75-485, 19 September 1975

TRANSPORT ACT
(1972, ch. 55)

**Rules of practice and rules for the internal management
of the Québec Transport Commission — Amendments**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 2C amending Regulation 2 (1975)
respecting the rules of practice and rules for the internal
management of the Québec Transport Commission.

WHEREAS under subparagraph *e* of section 5 of the Trans-
port Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by
regulation, make the rules of practice and the rules for the
internal management of the Québec Transport Commis-
sion, after consulting it;

WHEREAS the rules of practice in force fix a time limit
for notification of the holding of any public hearing and it
would be advantageous, in order to accelerate proceedings,
to permit all the interested parties in a suit to agree to short-
en or to renounce to the said time limit;

WHEREAS it has become necessary, due to a delay in the
renewal of 1975 registrations and in the payment of the
duties for the renewal of permits, to extend the time limit
for renewing the said permits and paying the said duties;

WHEREAS it is expedient to add to the present rules of
practice new provisions regarding the renewal of the re-
cognition of carrier associations, the authorizations that the
Commission must give within the framework of sections 36
and 39 of the Transport Act and sections 13 to 13-K of the
General Order on Trucking as well as the procedure relat-
ing to applications for seasonal permits and the issuance of
emergency permits in the cases contemplated in section 33
of the Transport Act;

WHEREAS changes must be made to simplify the proce-
dure governing applications for changes of schedules and
routes for the transport of persons by bus;

WHEREAS it is expedient to fix the various duties for the
issuance of bulk trucking permits other than permits of the
«extraprovincial» category;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of
the Minister of Transport:

THAT Regulation 2C amending Regulation 2 (1975)
respecting the rules of practice and rules for the internal
management of the Québec Transport Commission, annexed
to this Order in Council, be enacted;

Qu'il entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

THAT it come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement 2C modifiant le règlement 2 (1975) sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission des transports du Québec

Regulation 2C amending Regulation 2 (1975) respecting the rules of practice and rules for the internal management of the Québec Transport Commission

2C.1 Le Règlement 2 (1975) sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission des transports du Québec, adopté par l'arrêté en conseil 721-75 du 19 février 1975 et modifié par les Règlements 2A et 2B respectivement adoptés par les arrêtés en conseil 1000-75 du 12 mars 1975 et 2164-75 du 22 mai 1975, est de nouveau modifié en remplaçant l'article 2.6 par le suivant:

«**2.6** Si le moyen d'exercer un droit n'a pas été prévu au présent règlement, il peut être suppléé par toute procédure non incompatible avec les présentes règles de pratique ou avec quelque autre disposition de la Loi ou du présent règlement. Tout délai prescrit par le présent règlement ne peut être abrégé et nul ne peut y renoncer; toutefois, les délais visés au dernier alinéa de l'article 2.23 et à l'article 2.57 peuvent être abrégés avec le consentement écrit de toutes les parties intéressées qui peuvent également y renoncer de la même manière.»

2C.1 Regulation 2 (1975) respecting the rules of practice and rules for the internal management of the Québec Transport Commission made under Order in Council 721-75 dated 19 February 1975 and amended by Regulations 2A and 2B made respectively under Orders in Council 1000-75 dated 12 March 1975 and 2164-75 dated 22 May 1975 is further amended by replacing section 2.6 by the following:

“**2.6** If the means of exercising a right has not been provided in this Regulation, it may be compensated for by any proceeding not inconsistent with these rules of practice or with any other provision of the Act or this Regulation. No time limit prescribed by this Regulation may be shortened and no person may renounce thereto; however, the times limits contemplated in the last paragraph of section 2.23 and in section 2.57 may be shortened with the written consent of all the interested parties who may also renounce thereto in the same manner.”

2C.2 Ledit règlement est modifié en ajoutant, après l'article 2.48.4, le suivant:

«**2.48.5.1** Tout permis qui, pour l'année 1974, expirait le dernier jour de février ou le dernier jour de mars, expire le dernier jour d'avril 1975; il peut, dans le cadre de l'article 2.48.1, être renouvelé sur paiement des droits.»

2) Les permis renouvelés au cours de l'année 1975 ne le sont que jusqu'au dernier jour de mars 1976 ou à toute autre date déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

3) L'article 2.48.1 s'applique *mutatis mutandis* à une reconnaissance effectuée par la Commission dans le cadre des paragraphes *g* ou *i* de l'article 29 de la Loi des transports.»

2C.3 L'article 2.58.1 dudit règlement est remplacé par le suivant:

«**2.58.1** La Commission ne peut statuer qu'une décision relative à une modification de tarif, d'horaire ou de parcours devient exécutoire à une date qu'elle détermine, conformément à l'article 20 de la Loi des transports, que pour répondre à une situation d'urgence.»

2C.2 The said Regulation is amended by adding after section 2.48.4 the following:

“**2.48.5 (1)** Every permit that expired, for the 1974 year, on the last day of February or the last day of March shall expire on the last day of April 1975; it may, within the framework of section 2.48.1, be renewed upon payment of the duties.

(2) Permits renewed during the 1975 year are renewed only up to the last day of March 1976 or any other date determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

(3) Section 2.48.1 shall apply *mutatis mutandis* to a recognition made by the Commission within the framework of subparagraphs *g* or *i* of section 29 of the Transport Act.”

2C.3 Section 2.58.1 of the said Regulation is replaced by the following:

“**2.58.1** The Commission may prescribe that a decision relating to a change of tariff, schedule or route will become executory on a date which it determines, in accordance with section 20 of the Transport Act, to meet urgent cases only.”

2C.4 Ledit règlement est en outre modifié en ajoutant, immédiatement après l'article 2.59 ce qui suit:

«Section IA

2.59.1. Les articles 2.73 et 2.74 s'appliquent *mutatis mutandis* aux autorisations visées aux articles 36 et 39 de la Loi des transports (1972, ch. 55).

Section IB

LES ORDONNANCES GÉNÉRALES DE LA
RÉGIE DES TRANSPORTS

2.59.2. La Commission peut délivrer un permis autorisant expressément un détenteur de permis de transport par véhicule de livraison, délivré en vertu de l'Ordonnance générale sur le camionnage, à louer, à court terme, à des expéditeurs, des véhicules de livraison sans chauffeur aux conditions prescrites par les paragraphes a à e de l'article 13aa de ladite ordonnance.

2.59.3. La Commission peut délivrer un permis autorisant spécifiquement un détenteur de permis délivré en vertu de l'Ordonnance générale sur le camionnage à transporter des marchandises dans des remorques ou autres véhicules qui ne sont pas immatriculés en son nom, conformément à l'article 13-B de ladite ordonnance.

2.59.4. La Commission peut délivrer un permis à un roulier détenteur d'un permis délivré en vertu de l'Ordonnance générale sur le camionnage, l'autorisant à prendre à louage à long terme (pour un an ou plus) des véhicules et les utiliser pour donner le service autorisé par son permis aux conditions prescrites par l'article 13-F de ladite ordonnance.

2.59.5. La Commission peut, en cas d'urgence, délivrer un permis à un roulier détenteur d'un permis délivré en vertu de l'Ordonnance générale sur le camionnage, l'autorisant à prendre à louage à court terme (moins d'un an) des véhicules et les utiliser pour donner le service autorisé par son permis aux conditions prescrites par le second alinéa de l'article 13-FF de ladite ordonnance.

2.59.6. La Commission peut délivrer un permis autorisant un détenteur de permis délivré en vertu de l'Ordonnance générale sur le camionnage à louer des véhicules d'un détenteur de permis de location aux conditions prescrites à l'article 13-G de ladite ordonnance.

2.59.7. La Commission peut délivrer un permis, à un détenteur de permis de camionnage délivré en vertu de l'Ordonnance générale sur le camionnage, l'autorisant à louer à court terme (moins d'un an) des remorques ou des semi-remorques à un autre détenteur de permis de camionnage aux conditions prescrites par l'article 13-H de ladite ordonnance et ce dernier peut obtenir un permis l'autorisant à utiliser

2C.4 The said Regulation is further amended by adding immediately after section 2.59 the following:

“Division IA

2.59.1 Sections 2.73 and 2.74 shall apply *mutatis mutandis* to the authorizations contemplated in sections 36 and 39 of the Transport Act (1972, ch. 55).

Division IB

GENERAL ORDERS OF THE
TRANSPORTATION BOARD

2.59.2 The Commission may issue a permit specifically authorizing the holder of a permit for transport by delivery vehicle, issued pursuant to the General Order on Trucking to lease to shippers, on a short term basis, delivery vehicles without a driver on the conditions prescribed in paragraphs a to e of section 13aa of the said Order.

2.59.3 The Commission may issue a permit specifically authorizing the holder of a permit issued pursuant to the General Order on Trucking to transport merchandise in trailers or other vehicles not registered in his name, in accordance with section 13-B of the said Order.

2.59.4 The Commission may issue a permit to a carrier who is the holder of a permit issued pursuant to the General Order on Trucking, authorizing him to hire vehicles on a long term basis (for one year or more) and to use them to provide the service authorized by his permit, on the conditions prescribed by section 13-F of the said Order.

2.59.5 The Commission may, in case of emergency, issue a permit to a carrier who is the holder of a permit issued pursuant to the General Order on Trucking, authorizing him to hire vehicles on a short term basis (less than one year) and to use them to provide the service authorized by his permit, on the conditions prescribed by the second paragraph of section 13-FF of the said Order.

2.59.6 The Commission may issue a permit authorizing the holder of a permit issued pursuant to the General Order on Trucking to lease vehicles of the holder of a leasing permit, on the conditions prescribed in section 13-G of the said Order.

2.59.7 The Commission may issue a permit to the holder of a trucking permit issued pursuant to the General Order on Trucking authorizing him to lease trailers or semi-trailers on a short term basis (less than one year) to another holder of a trucking permit on the conditions prescribed by section 13-H of the said Order, and the latter may obtain a permit authorizing him to use the said trailers and semi-trailers in

lesdites remorques et semi-remorques dans l'exploitation de son service, aux conditions prescrites par cet article 13-H.

2.59.8. Tout permis délivré en vertu des articles 2.59.2 à 2.59.7 est réputé une autorisation au sens de l'Ordonnance générale sur le camionnage.

2.59.9. La Commission peut délivrer un permis à un détenteur de permis, délivré en vertu de l'Ordonnance générale sur le transport de passagers et de marchandises par eau, l'autorisant à conclure toute entente ou contrat avec un autre voiturier par eau pour effectuer le transport de passagers ou de marchandises par eau.

2.59.10. Les articles 2.73.1 et 2.74 s'appliquent *mutatis mutandis* aux demandes de permis visées aux articles 2.59.4, 2.59.5 ou 2.59.7.»

2C.5 Ledit règlement est modifié en ajoutant, immédiatement après l'article 2.71, le suivant:

«**2.71.1.** Nonobstant l'article 2.71, lorsque la demande de modification ne se rapporte qu'à un changement d'horaire ou de parcours, la Commission peut, pour répondre à une situation d'urgence, entendre cette demande, sans être astreinte à l'observance des articles 2.13 à 2.15, lorsque le requérant:

- a) a affiché, pendant une période de 10 jours consécutifs, dans tous ses autobus, à un endroit bien en vue sur une surface d'au moins 18 pouces par 12 pouces, un avis de la date de la présentation de cette demande à la Commission, indiquant de plus que tout intéressé peut y faire opposition dans les 10 jours qui suivent la présentation de la demande; et
- b) a fourni la preuve de cet affichage au moyen d'un exemplaire de l'affiche qu'il a installée dans ses autobus.»

2C.6 Ledit règlement est de plus modifié en ajoutant, immédiatement après l'article 2.72.6, ce qui suit:

«Section 3C

LES DEMANDES RELATIVES AUX PERMIS SAISONNIERS

2.72.7. Les articles 2.72 et 2.74 s'appliquent *mutatis mutandis* aux demandes d'un permis saisonnier prescrit par le Règlement 19 sur le transport saisonnier de personnes adopté par l'arrêté en conseil 1286-74 du 3 avril 1974.

Section 3D

LES DEMANDES DE SUPPRESSION TOTALE DE SERVICE

2.72.8. Le détenteur d'un permis peut demander sans frais ni cautionnement à la Commission l'autorisation de supprimer totalement les services de transport que son permis

the operation of his service, on the conditions prescribed by the said section 13-H.

2.59.8 Every permit issued under sections 2.59.2 to 2.59.7 shall be considered an authorization within the meaning of the General Order on Trucking.

2.59.9 The Commission may issue a permit to the holder of a permit issued pursuant to the General Order on the transport of passengers and merchandise by water, authorizing him to make any agreement or contract with a carrier by water to effect the transport of passengers or merchandise by water.

2.59.10 Sections 2.73.1 and 2.74 shall apply *mutatis mutandis* to permit applications contemplated in sections 2.59.4, 2.59.5 or 2.59.7."

2C.5 The said Regulation is amended by adding immediately after section 2.71 the following:

"**2.71.1** Notwithstanding section 2.71, when the application for a change relates only to a change in schedule or line, the Commission may, to meet an urgent case, hear the application without being subject to compliance with sections 2.13 to 2.15, where the applicant:

- (a) posted, for a period of 10 consecutive days, in all his buses, in a conspicuous place and on a surface of at least 18 inches by 12 inches, a notice of the date of filing of such application with the Commission indicating, moreover, that every interested person may object thereto within 10 days following the date of the filing of the application; and
- (b) furnished proof of such posting by means of a copy of the notice which he posted up in his buses."

2C.6 The said Regulation is further amended by adding immediately after section 2.72.6 the following:

"Division 3C

APPLICATIONS RELATIVE TO SEASONAL PERMITS

2.72.7 Sections 2.72 and 2.74 shall apply *mutatis mutandis* to applications for a seasonal permit prescribed by Regulation 19 respecting the seasonal transport of persons made under Order in Council 1286-74 dated 3 April 1974.

Division 3D

APPLICATIONS FOR TOTAL CANCELLATION OF SERVICE

2.72.8 A permit holder may apply to the Commission free of charge and without being required to furnish a security for authorization to totally cancel the transport services

l'autorise à fournir. Sous réserve de l'article 2.72.9, aucun droit n'est prescrit pour la délivrance d'une autorisation visée à l'article 38 de la Loi des transports (1972, ch. 55).

2.72.9.1 Le détenteur d'un permis peut, en versant le cautionnement et les droits prescrits, demander à la Commission de supprimer totalement les services de transport que son permis l'autorise à fournir en utilisant la procédure visée à l'article 2.74; dans ce cas, les articles 2.16, 2.20 et 2.23 ne s'appliquent pas à cette demande.

2) Aucun détenteur d'un permis de transport en commun par autobus ne peut introduire une demande visée au paragraphe 1 en utilisant la procédure visée à l'article 2.74.»

2C.7 L'article 2.75 dudit règlement est modifié en ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

«(4) La procédure prévue au paragraphe 1 s'applique *mutatis mutandis* à toute autre demande concernant une modification d'horaire ou de parcours de transport de personnes par autobus pourvu que cette demande ne se rapporte pas à une diminution ou une discontinuation totale ou partielle du service de transport de personnes par autobus fourni par le requérant.»

2C.8 L'article 1 de l'annexe «A» dudit règlement est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

«(d) de camionnage en vrac, autre qu'un permis de camionnage en vrac de catégorie «extraprovinciale»:

— Pour l'unité tracteur de
 2 essieux \$ 50
 3 essieux 100
 plus de 3 essieux 200
 — Pour l'unité remorque, s'il en est, les droits prévus au paragraphe b.»

859-o

that his permit authorizes him to provide. Subject to section 2.72.9, no duty is prescribed for the issuance of an authorization contemplated in section 38 of the Transport Act (1972, ch. 55).

2.72.9 (1) A permit holder may, by paying the security and the prescribed duties, apply to the Commission for total cancellation of the transport services that his permit authorizes him to provide by following the procedure contemplated in section 2.74; in such case, sections 2.16, 2.20 and 2.23 shall not apply to this application.

(2) No holder of a permit for public transport by bus may submit an application contemplated in subsection 1 by following the procedure contemplated in section 2.74.”

2C.7 Section 2.75 of the said Regulation is amended by adding at the end the following subsection:

“(4) The procedure prescribed in subsection 1 shall apply *mutatis mutandis* to every application relating to a change in schedule or line for the transport of persons by bus provided such application does not relate to a total or partial reduction or cessation of a service for the transport of persons by provided by the applicant.”

2C.8 Section 1 of Schedule “A” to the said Regulation is amended by adding the following paragraph:

“(d) for bulk trucking, other than a bulk trucking permit of the “extra-provincial” class:

— Per tractor unit of
 2 axles \$ 50
 3 axles 100
 more than 3 axles 200
 — Per trailer unit, if any, the duties prescribed in paragraph b.”

859-o



Règ. 75-490, 24 septembre 1975

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ
DES PRODUITS AGRICOLES
(1974, ch. 36)

**Plan conjoint des producteurs d'œufs de consommation
du Québec — Modification**

Modification au règlement concernant la contribution pour
l'administration du plan conjoint.

Prenez avis que lors de son assemblée du 10 septembre
1975, et en vertu des dispositions de la Loi sur la mise en
marché des produits agricoles, la Régie des marchés agri-
coles du Québec a approuvé le règlement qui suit et en a
ordonné la présente publication pour qu'il entre en vigueur
dès cette date.

Régie des marchés agricoles du Québec

Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

**Règlement modifiant le Règlement numéro
3B publié dans la *Gazette officielle*
du Québec le 27 février 1974**

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi
sur la mise en marché des produits agricoles (1974, ch. 36),
et du plan conjoint qu'elle administre, la Fédération des
producteurs d'œufs de consommation du Québec décrète
ce qui suit:

Article 1

L'article 5 du règlement concernant la contribution pour
l'administration du plan conjoint est modifié en remplaçant
dans cet article le chiffre 18 par le chiffre 19.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

Montréal, ce 4 septembre 1975.

858-o

Reg. 75-490, 24 September 1975

FARM PRODUCTS
MARKETING ACT
(1974, ch. 36)

**Québec Consumer-egg Producers'
Joint Plan — Amendment**

Amendment to the Regulation respecting contributions for
the administration of the joint plan.

Notice is given that at its meeting held on 10 September
1975, and pursuant to the provisions of the Farm Products
Marketing Act, The Québec Agricultural Marketing Board
approved the following Regulation and ordered the publi-
cation thereof so that it will come into force upon that date.

Québec Agricultural Marketing Board

GILLES LE BLANC, *Advocate,*
Secretary.

**Regulation amending Regulation 3B
published in the *Québec Official Gazette*
of 27 February 1974**

Pursuant to the powers conferred thereupon by the Farm
Products Marketing Act (1974, ch. 36), and the joint plan
it administers, the *Fédération des producteurs d'œufs de
consommation du Québec* decrees as follows:

Section 1

Section 5 of the Regulation respecting contributions for
the administration of the joint plan is amended by replacing
in that section the figure 18 by the figure 19.

Section 2

This Regulation shall come into force in accordance with
the Act.

Montreal, September 4, 1975.

858-o



A.C. 4263-75, 24 septembre 1975
Règ. 75-491, 26 septembre 1975

LOI DES PRÊTS ET BOURSES
AUX ÉTUDIANTS
(1966/67, ch. 70)

**Règlements des prêts et bourses aux étudiants —
Modification**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un Règlement modifiant les Règlements des
prêts et bourses aux étudiants.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éduca-
tion:

1° QUE le Règlement, ci-annexé, modifiant les Règle-
ments des prêts et bourses aux étudiants soit adopté;

2° QUE les arrêtés en conseil 2919 du 6 septembre 1968,
2198 du 23 juillet 1969 et 1349-75 du 2 avril 1975 ainsi que
l'article 1 de l'arrêté en conseil 2726 du 15 juillet 1970,
l'article 1 de l'arrêté en conseil 2672 du 28 juillet 1971,
l'article 1 de l'arrêté en conseil 2110-72 du 19 juillet 1972,
l'article 1 de l'arrêté en conseil 2495-73 du 4 juillet 1973,
l'article 1 de l'arrêté en conseil 2582-74 du 17 juillet 1974 et
l'article 1 de l'arrêté en conseil 3661-74 du 16 octobre 1974
soient abrogés;

3° QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le 1er
octobre 1975 et soit publié dans la *Gazette officielle du*
Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

**Règlement modifiant les Règlements
des prêts et bourses aux étudiants**

1. Les Règlements des prêts et bourses aux étudiants, édic-
tés par l'arrêté en conseil 2388 du 12 décembre 1966 et
modifiés par les arrêtés en conseil 2918 du 6 septembre 1968,
2453 du 20 août 1969, 2725 du 15 juillet 1970, 1708-72 du
14 juin 1972, 1728-73 du 10 mai 1973, 2663-73 du 18 juillet
1973, 1951-74 du 29 mai 1974, 3660-74 du 16 octobre 1974,
29-75 du 8 janvier 1975 et 1585-75 du 23 avril 1975, sont de
nouveau modifiés en remplaçant le premier alinéa de l'article
26 par le suivant:

«26. Le taux d'intérêt payable par le gouvernement à une
institution de crédit sur les prêts consentis aux étudiants varie

O.C. 4263-75, 24 September 1975
Reg. 75-491, 26 September 1975

STUDENTS LOANS AND
SCHOLARSHIPS ACT
(1966-67, ch. 70)

**Regulations governing student loans and
scholarships—Amendment**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation amending the Regulation
governing student loans and scholarships.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister
of Education:

1° THAT the Regulation annexed hereto amending the
Regulation governing student loans and scholarships be
enacted;

2° THAT Orders in Council 2919 dated 6 September
1968, 2198 dated 23 July 1969 and 1349-75 dated 2 April
1975 as well as section 1 of Order in Council 2726 dated
15 July 1970, section 1 of Order in Council 2672 dated
28 July 1971, section 1 of Order in Council 2110-72 dated
19 July 1972, section 1 of Order in Council 2495-73 dated
4 July 1973, section 1 of Order in Council 2582-74 dated
17 July 1974 and section 1 of Order in Council 3661-74
dated 16 October 1974 be revoked;

3° THAT this Order in Council come into force on 1
October 1975 and be published in the *Québec Official*
Gazette.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation amending the Regulation
governing student loans and scholarships**

1. The Regulation governing student loans and scholar-
ships made under Order in Council 2388 dated 12 Decem-
ber 1966 and amended by Orders in Council 2918 dated
6 September 1968, 2453 dated 20 August 1969, 2725
dated 15 July 1970, 1708-72 dated 14 June 1972, 1728-73
dated 10 May 1973, 2663-73 dated 18 July 1973, 1951-74
dated 29 May 1974, 3660-74 dated 16 October 1974, 29-75
dated 8 January 1975 and 1585-75 dated 23 April 1975
are further amended by replacing the first paragraph of
section 26 by the following:

“26. The rate of interest payable by the Government to
a credit institution on loans granted to students shall vary

à tous les trois mois et est fixé de la façon suivante: pour chacun des trimestres débutant le premier jour des mois de juillet, octobre, janvier et avril, il est égal à la moyenne, arrondie au huitième de un pour cent le plus près, des taux de rendement hebdomadaires tels qu'enregistrés le mercredi des obligations du gouvernement du Canada dont l'échéance est de cinq à dix ans, pour les quatre premières semaines des huit semaines précédant le début du trimestre, à laquelle on ajoute un pour cent.»

866-o

every three months and is determined in the following manner: for each of the sessions commencing on the first day of the months of July, October, January and April, it shall be equal to the average of the weekly yield rates as registered on Wednesdays, rounded off to the nearest one-eighth of one per cent, of bonds of the Government of Canada of five to ten years maturity, for the first four weeks of the eight weeks preceding the commencement of the session, to which shall be added one per cent."

866-o

A.C. 4269-75, 24 septembre 1975
Règ. 75-492, 26 septembre 1975

LOI DU CRÉDIT AUX PÊCHERIES MARITIMES
(S.R.Q., 1964, ch. 210)

**Prêts pour la construction, l'achat, la répartition
ou le réaménagement de bateau et d'équipement
de pêche commerciale.**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les prêts pour la construction, l'achat, la
réparation ou le réaménagement de bateaux et d'équipe-
ment de pêche commerciale.

ATTENDU QUE le ministre de l'Industrie et du Commerce
est autorisé, en vertu de la Loi du Crédit aux pêcheries
maritimes (S.R.Q., 1964, ch. 210), à consentir des prêts
pour l'achat, la construction, la réparation ou le réamenagé-
ment de bateaux et d'équipement de pêche commerciale aux
conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en
conseil;

ATTENDU QUE la pêche commerciale constitue une indus-
trie importante dans l'Est de la province de Québec;

ATTENDU QUE la distribution de la ressource se modifie
rapidement;

ATTENDU QU'il importe de favoriser une diversification
de l'effort de pêche en tenant compte des résultats de l'explo-
ration de nouveaux bancs de pêche et de l'évaluation des
stocks existants;

ATTENDU QU'il y a lieu de réviser périodiquement les
normes d'admissibilité aux prêts pouvant être consentis aux
pêcheurs, producteurs ou armateurs de pêche, qui désirent
acquérir des bateaux de pêche tout en offrant les garanties de
rentabilité requises par le ministre de l'Industrie et du
Commerce;

EN CONSÉQUENCE, il est recommandé sur la proposition
du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE le Règlement modifiant l'Arrêté en Conseil 2361-72
du 9 août 1972, concernant les prêts pour la construction,
l'achat, la réparation ou le réaménagement de bateaux et
d'équipement de pêche commerciale, dont le texte est annexé
à la présente recommandation, soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 4269-75, 24 September 1975
Reg. 75-492, 26 September 1975

MARITIME FISHERIES CREDIT ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 210)

**Loans for the construction, purchase,
repair or refitting of commercial
fishing-boats and fishing equipment**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING loans for the construction, purchase, repair or
refitting of commercial fishing-boats and fishing equip-
ment.

WHEREAS the Minister of Industry and Commerce is
authorized, under the Maritime Fisheries Credit Act
(R.S.Q., 1964, ch. 210), to grant loans for the purchase,
construction, repair or refitting of commercial fishing-boats
and fishing equipment upon the conditions determined by
the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS commercial fishing is an important industry in
the eastern part of the Province of Québec;

WHEREAS the distribution of the resource is rapidly un-
dergoing change;

WHEREAS, considering the results of the exploration of
new fishing banks and the assessment of existing stocks, it
is important to promote a diversification of fishing opera-
tions;

WHEREAS it is expedient to review periodically the stan-
dards governing eligibility for the loans which may be
granted to fishermen, producers or boat-owners and out-
fitters, who wish to acquire fishing-boats through guar-
antees of profitability required by the Minister of Industry
and Commerce;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of
the Minister of Industry and Commerce:

THAT the Regulation amending Order in Council
2361-72 dated 9 August 1972, respecting loans for the
construction, purchase, repair or refitting of commercial
fishing-boats and fishing equipment, a copy of which is
annexed hereto, be enacted.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement modifiant l'Arrêté en Conseil concernant les prêts pour la construction, l'achat, la réparation ou le réaménagement de bateaux et d'équipement de pêche commerciale

Partie I

1. L'article 1.1.2 de l'Arrêté en Conseil 2361-72 du 9 août 1972 est modifié en insérant dans la deuxième ligne, après le mot « déterminé », le mot « jugé » et dans la troisième ligne, après le mot « déterminé », le mot « jugé ».

2. Cet Arrêté en Conseil est modifié en ajoutant après l'article 1.1.3 l'article suivant:

«**1.1.3A** Armateur de pêche: toute société accréditée qui possède et exploite un ou des bateaux de pêche d'un genre approuvé, qui a son siège social au Québec et qui vend toutes ses captures à un commerçant ou à un producteur agréé du Québec».

3. L'article 1.1.10 est modifié en remplaçant la deuxième phrase par la suivante:

«La durée maximum d'une campagne de pêche correspond à une année de calendrier, au cours de laquelle un bénéficiaire réalise les normes prescrites de professionnalisation, de qualification». Toutefois, la période minimum de pêche au homard correspond à celle déterminée par la loi.

4. Cet Arrêté en Conseil est modifié en ajoutant après l'article 1.1.11 l'article suivant:

«**1.1.11A** Commerçant agréé: tout individu ou société accréditée qui vend du poisson débarqué au Québec et qui, à l'exception de l'Office Canadien du Poisson Salé, à son siège social au Québec».

5. L'article 1.1.16 est modifié en remplaçant dans la première ligne, après «fleuve Saint-Laurent», les mots suivants: «s'étendant des limites du Golfe Saint-Laurent à une ligne tirée de Tadoussac à l'Isle Verte» par les mots suivants: «sujette au jeu des marées et située à l'est du Pont des Trois-Rivières».

6. L'article 1.2.2 est modifié en insérant dans la deuxième ligne, après le mot «réparation», les mots: «ou de réaménagement».

7. L'article 1.2.5 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne les mots: «dispositions du C.T. 58548 du 1er septembre 1971» par les mots suivants: «exigences du Conseil du Trésor».

Regulation amending the Order in Council respecting loans for the construction, purchase, repair or refitting of commercial fishing-boats and fishing equipment

Part I

1. Section 1.1.2 of Order in Council 2361-72 dated 9 August 1972 is amended by inserting in the second line after the word "determined" the word "deemed" and by replacing in the fourth line the words "or determined" by the words "determined or deemed".

2. The said Order in Council is amended by adding after section 1.1.3 the following section:

«**1.1.3A** Boat-owner and outfitter: any accredited partnership that owns and operates one or several fishing-boats of an approved type, whose head office is in the province of Québec and which sells all its catches to a dealer or licensed producer in the Province of Québec».

3. Section 1.1.10 is amended by replacing the second sentence by the following:

"The maximum length of a fishing season is one calendar year, during which a beneficiary must attain the prescribed professionalization and qualification standards." However, the minimum period for lobster fishing shall be that determined by law.

4. The said Order in Council is amended by adding after section 1.1.11 the following section:

«**1.1.11A** Licensed dealer: any individual or accredited partnership that sells fish unloaded in the Province of Québec and, with the exception of the Canadian Saltfish Corporation, whose head office is in the Province of Québec».

5. Section 1.1.16 is amended by replacing in the second and third lines after "St. Lawrence River" the following words: "extending from the limits of the Gulf of St. Lawrence to a line drawn from Tadoussac to Isle Verte" by the following: "subject to the turning of the tide and situated easterly of the Trois-Rivières Bridge."

6. Section 1.2.2 is amended by replacing in the second line the words "or repair" by the words: " , repair or refitting".

7. Section 1.2.5 is amended by replacing in the third line the words "T.B. 58548 dated 1 September, 1971" by the following words: "the requirements of the Treasury Board".

8. L'article 1.2.6 est modifié en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot «justificatives», les mots suivants: «démontrer le bien-fondé de sa demande».

9. Cet Arrêté en Conseil est modifié en ajoutant après l'article 1.2.6 les articles suivants:

«**1.2.7** Si le bénéficiaire d'un prêt cesse ses activités de pêche commerciale ou abandonne son statut de pêcheur professionnel ou de producteur agréé ou d'armateur de pêche accrédité, quel que soit le motif, avant le complet remboursement de tout prêt obtenu au terme de ce règlement, le ministre peut reprendre le bateau en question au titre de détenteur d'une hypothèque maritime en défaut conformément à l'article 51 de l'Acte de la marine marchande du Canada, sauf si ce bénéficiaire rembourse immédiatement le solde du montant dû sur ce prêt».

«**1.2.8** Le ministre n'offre de prêt qu'à un demandeur, ou catégorie de demandeurs, qui:

- 1) opère dans un centre de pêche agréé; ou
- 2) n'opère pas dans un centre de pêche agréé mais qui établit:
 - i) qu'il ne peut opérer dans un centre de pêche agréé d'une façon rentable; et
 - ii) qu'il ne lui est pas interdit d'opérer hors d'un centre de pêche agréé».

«**1.2.9** Le propriétaire de bateau doit vendre son poisson dans les havres ou usines situés au Québec ou convenus expressément avec le ministre, sauf:

- 1) s'il y a cas de force majeure au terme de la Loi de la marine marchande du Canada; ou
- 2) si les usines de transformation de poisson situées au Québec ne peuvent effectivement acheter ou recevoir ce poisson».

10. Cet Arrêté en Conseil est modifié en ajoutant dans le titre de la Partie II après le mot «équipement», les mots «et d'engins de pêche».

11. L'article 2.1.1 est modifié en ajoutant dans la troisième ligne, après les mots «producteurs agréés», les mots suivants: «ou à des armateurs de pêche accrédités».

12. L'article 2.2.1 est modifié en ajoutant dans la troisième ligne, après le mot «équipement», les mots suivants: «et engins de pêche».

13. L'article 2.3.2 est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne, après le mot «pêche», les mots: «le candidat doit répondre aux normes de qualification décrites à l'Annexe A, s'il est pêcheur, ou à l'Annexe B, s'il est producteur agréé», par les mots suivants: «le demandeur doit répondre aux normes de qualification énoncées au présent règlement».

8. Section 1.2.6 is amended by adding in the second line after the word "vouchers", the following words: "and substantiate his application".

9. The said Order in Council is amended by adding after section 1.2.6 the following sections:

"**1.2.7** Where the beneficiary of a loan ceases his commercial fishing activities or renounces his status of professional fisherman, of licensed producer or of accredited boat-owner and outfitter, for any reason whatsoever, before he has completely repaid every loan obtained pursuant to this Regulation, the Minister may take possession of the boat in question in his right of holder of a maritime mortgage in default in accordance with section 51 of the Canada Shipping Act, unless such beneficiary reimburses immediately the balance of the amount owed on that loan".

"**1.2.8** The Minister shall only offer a loan to an applicant or class of applicant that:

- (1) operates in a licensed fishing centre; or
- (2) does not operate in a licensed fishing centre but proves that:
 - (i) he cannot profitably operate in a licensed fishing centre; and
 - (ii) he is not forbidden to operate outside a license fishing centre".

"**1.2.9** The fishing-boat owner must sell his fish in harbours or factories situated in the province of Québec or expressly agreed upon with the Minister unless:

- (1) there is a case of force majeure within the meaning of the Canada Shipping Act; or
- (2) the fish processing factories situated in the province of Québec cannot actually purchase or receive such fish."

10. The said Order in Council is amended by adding in the title of Part II after word "equipment" the following words: "and fishing gear".

11. Section 2.1.1 is amended by adding in the third line after the words "licensed producers" the following words: "or accredited boat-owners and outfitters".

12. Section 2.2.1 is amended by adding in the third line after the word "equipment" the following words: "and fishing gear".

13. Section 2.3.2 is amended by replacing in the second line, after the word "loan" the words: "the applicant must meet the qualification standards described in Schedule A, if he is a fisherman, and those of Schedule B, if he is a licensed producer", by the following words: "the applicant must meet the qualification standards stipulated in this Regulation".

14. L'article 2.3.3 est modifié en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot «expérience», les mots suivants: «et de besoins».

15. L'article 2.4.2 est modifié en enlevant dans la quatrième ligne les mots suivants: «soixante-quinze pour cent (75%)».

16. L'article 2.5.4 est modifié en ajoutant le paragraphe suivant: «Toutefois, le Ministre peut prescrire des montants annuels déterminés comme unique mode de remboursement annuel, sans obligation de retenue à la source, quand:

- 1) le bénéficiaire d'un prêt est en même temps le propriétaire du bateau et l'acheteur du poisson ou un producteur;
- 2) le bénéficiaire d'un prêt fait la vente au détail ou le colportage du poisson capturé;
- 3) il n'y a pas d'inspecteur résidant dans le district en cause pour effectuer un contrôle efficace; ou
- 4) il y a lieu de favoriser la réussite de certaines expériences en vue du développement d'une méthode de pêche nouvelle ou améliorée.

L'établissement de tels montants annuels tient compte des données statistiques concernant les activités de bateaux de pêche de même catégorie».

17. L'article 3.3.1 est modifié en enlevant dans la septième ligne les mots suivants: «soixante-quinze pour cent (75%)».

18. Cet Arrêté en Conseil est modifié en ajoutant après l'article 3.4.3 l'article suivant:

«**3.4.4** Le Ministre peut prescrire un montant fixe annuel additionnel à celui prévu à l'article 2.5.4 aux lieu et place de ladite retenue additionnelle de (6%) sous réserve des conditions prévues à l'article 2.5.4».

19. Le paragraphe 2 de l'article 4.3.1 est modifié en ajoutant dans la première ligne, après le mot «réparations», les mots: «ou de réaménagement».

20. L'article 4.3.1 est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

«5 Rembourser la totalité du solde sur tout prêt dû au Ministre en rapport avec ce bateau».

21. L'article 4.4.3 est modifié en ajoutant dans la première ligne, après le mot «Ministre», les mots: «ou de transfert agréé de ce bateau à un pêcheur accepté ou à un producteur agréé ou à un armateur de pêche accrédité».

14. Section 2.3.3 is amended by replacing in the second line the words "and experience" by the words "experience and needs".

15. Section 2.4.2 is amended by deleting in the fourth line the words "seventy-five per cent (75%) of".

16. Section 2.5.4 is amended by adding the following paragraph: "However, the Minister may prescribe annual amounts determined as sole method of annual reimbursement, without obligation of deduction at source, where:

- (1) the beneficiary of a loan is both the owner of the boat and the purchaser of the fish or a producer;
- (2) the beneficiary of a loan retails or peddles caught fish;
- (3) there is no inspector residing in the district in question to effect an efficient control; or
- (4) it is expedient to promote the success of certain experiences in order to develop a new or better fishing method.

In determining such annual amounts, the statistical data relating to fishing boat activities of the same category shall be taken into account".

17. Section 3.3.1 is amended by deleting in the seventh line the following words: "seventy-five per cent (75%) of".

18. The said Order in Council is amended by adding after section 3.4.3 the following section:

"**3.4.4** The Minister may prescribe a fixed annual amount in addition to that prescribed in section 2.5.4 in lieu and place of the said additional deduction of 6% subject to the conditions prescribed in section 2.5.4".

19. Paragraph 2 of section 4.3.1 is amended by adding in the second line after the words "approval" the words: "or to refit the boat".

20. Section 4.3.1 is amended by adding the following paragraph:

"5) To completely repay the balance on any loan owed to the Minister in respect of that boat".

21. Section 4.4.3 is amended by adding in the second line after the word "Minister", the words "or in the case of an approved transfer of that boat to an accepted fisherman, to a licensed producer or to an accredited boat-owner and outfitter".

22. Le paragraphe I de l'article 4.4.4 est modifié en enlevant dans la première ligne les mots suivants: «soixante-quinze pour cent (75%)».

23. L'article 4.4.5 est modifié en enlevant dans la deuxième ligne les mots suivants: «soixante-quinze pour cent (75%)».

868-o

22. Paragraph 1 of section 4.4.4 is amended by deleting in the first line the following words: "seventy-five per cent (75%) of".

23. Section 4.4.5 is amended by deleting in the first and second lines the following words "seventy-five per cent (75%) of".

868-o



A.C. 4274-75, 24 septembre 1975
Règ. 75-493, 26 septembre 1975

LOI DU MÉRITE FORESTIER
(S.R.Q., 1964, ch. 99)

Règlement de l'Ordre et du concours du mérite forestier

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement de l'Ordre et du concours du mérite forestier.

ATTENDU QUE le concours de l'Ordre du mérite forestier couvre actuellement une région différente à chaque année sur une base de rotation et que la présente période de rotation aura été complétée avec l'année civile 1975;

ATTENDU QUE la tenue de ce concours annuellement à l'échelle de la province permettrait la participation d'un plus grand nombre de concurrents;

ATTENDU QUE le choix d'un thème annuel pour ce concours favoriserait la poursuite des objectifs de la politique forestière du ministère des terres et forêts;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier la répartition, le nombre et la valeur des prix attribués en vertu de ce concours afin d'accroître l'intérêt des propriétaires forestiers;

VU l'article 7 de la Loi du mérite forestier (S.R.Q. 1964, ch. 99);

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des terres et forêts:

QUE le règlement de l'Ordre et du concours du mérite forestier annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE le présent arrêté en conseil et le règlement de l'Ordre et du concours du mérite forestier qui y est annexé soient publiés dans la *Gazette officielle du Québec* et entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1976;

QUE les arrêtés en conseil 1599 du 19 septembre 1962, 74 du 16 janvier 1963, 4026 du 27 décembre 1972 et 1470 du 11 avril 1975 soient abrogés à compter du 31 décembre 1975.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de l'Ordre et du concours du mérite forestier

Section I

DÉFINITIONS

I. Dans les présents règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

O.C. 4274-75, 24 September 1975
Reg. 75-493, 26 September 1975

FORESTRY MERIT ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 99)

Regulation respecting the Order and competition of Forestry Merit

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the Order and competition of Forestry Merit.

WHEREAS the competition of the Order of Forestry Merit presently applies to a different region each year on a rotating basis and whereas the present period of rotation will terminate with the end of the 1975 calendar year;

WHEREAS the holding of such competition annually on a province-wide basis would permit a greater number of competitors to participate;

WHEREAS the choice of an annual theme for the competition would promote the pursuit of the objectives of the forest policy of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS it is expedient to change the distribution, number and value of the prizes awarded in virtue of such competition so as to heighten the interest of forest owners;

CONSIDERING section 7 of the Forestry Merit Act (R.S.Q., 1964, ch. 99);

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT the Regulation respecting the Order and competition of Forestry Merit, annexed to this Order in Council, be enacted;

THAT this Order in Council and the Regulation respecting the Order and competition of Forestry Merit annexed thereto be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on 1 January 1976;

THAT Orders in Council 1599 dated 19 September 1962, 74 dated 16 January 1963, 4026 dated 27 December 1972 and 1470 dated 11 April 1975 be revoked effective from 31 December 1975.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the Order and competition of Forestry Merit

Division I

DEFINITIONS

I. In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- a) «concours»: concours du mérite forestier tel que prévu au Chap. 99, S.R.Q. 1964 et qui est tenu dans la province de Québec du 1er janvier au 31 décembre de chaque année en fonction d'un thème;
- b) «thème»: sujet choisi pour chaque année dans le but de mettre en évidence un des aspects de l'aménagement forestier, du reboisement ou de la gestion forestière;
- c) «concurrent»: personne inscrite au concours;
- d) «ministre»: le ministre des terres et forêts.
- (a) "competition": competition of forestry merit as prescribed in Chapter 99, R.S.Q., 1964, and which is held in the Province of Québec between 1 January and 31 December each year in relation to a theme;
- (b) "theme": subject chosen each year for the purpose of focussing attention on a particular aspect of forest apportionment, reforestation or forest management;
- (c) "competitor": a person entered in the competition;
- (d) "Minister": the Minister of Lands and Forests.

Section II

CONDITIONS D'ADMISSION AU CONCOURS DU MÉRITE FORESTIER

2. Sont admissibles au concours les personnes qui ont leur principale résidence ou leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui y possèdent en pleine propriété ou y détiennent sous billet de location des terrains forestiers d'une étendue totale d'au plus 2,000 acres (809.4 ha) et dont au moins 25 acres (10.1 ha) se rapportent au thème.

3. Les superficies ayant été aménagées grâce à une aide financière gouvernementale accordée par l'intermédiaire d'un organisme de gestion en commun des forêts privées ne peuvent être incluses dans le concours.

4. Le concurrent doit inscrire l'ensemble de son domaine forestier se rapportant au thème à l'exception des parties non admissibles au concours.

5. Les concurrents doivent s'inscrire en utilisant la formule officielle faisant partie du présent règlement comme Annexe «A» et faire parvenir leur inscription avant le 1er avril à un bureau régional du ministère des Terres et Forêts.

Section III

CLASSIFICATION DES CONCURRENTS

6. Des juges sont nommés pour chacune des régions administratives du ministère des Terres et Forêts; ils doivent visiter toutes les propriétés forestières inscrites au concours et situées dans la région pour laquelle ils sont nommés. Avant le 15 juillet, ils doivent remettre au ministre un rapport des travaux de chacun des concurrents inscrits, avec mention des 12 concurrents paraissant les plus méritants.

7. Des juges sont nommés pour toute la province et doivent visiter les propriétés forestières des concurrents faisant l'objet de la mention spéciale de l'article 6. Ils peuvent également visiter les propriétés forestières des autres concurrents s'ils le jugent à propos.

Division II

ELIGIBILITY REQUIREMENTS FOR COMPETITION OF FORESTRY MERIT

2. Every person having his principal residence or principal place of business in the Province of Québec and who holds in full ownership or under location ticket forest land containing a total of not more than 2,000 acres (809.4 ha), at least 25 acres (10.1 ha) of which relate to the theme, shall be eligible for the competition.

3. Areas developed owing to financial aid from the Government granted through the intermediary of a body for the joint management of private forests may not be included in the competition.

4. The competitor must enter the entire area of his forest that relates to the theme, with the exception of those parts not eligible for the competition.

5. Competitors shall enter the competition by completing the official entry form in Schedule "A" annexed to this Regulation, which must be forwarded to a regional office of the Department of Lands and Forests prior to 1 April.

Division III

CLASSIFICATION OF COMPETITORS

6. Judges are appointed for each administrative region of the Department of Lands and Forests; they must inspect all the forest holdings entered in the competition and situated in the region for which they are appointed. They must submit to the Minister, before 15 July, a report on the work of each competitor entered, with mention of the 12 most deserving competitors.

7. Judges are appointed for the entire Province and must inspect the forest holdings of the competitors who are the object of the special mention in section 6. They may also inspect the forest holdings of the other competitors if they so deem appropriate.

8. Pour l'attribution des points, les juges doivent tenir compte du mérite du concurrent en considérant la qualité et la quantité des travaux exécutés et chercher jusqu'à quel point il peut servir d'exemple et de modèle à l'égard du thème annuel.

9. Les juges mentionnés à l'article 7 présentent au ministre, avant le 31 décembre, un rapport sur les concurrents dont ils ont visité les propriétés, ainsi qu'une liste établissant au niveau provincial l'ordre de mérite des lauréats.

Section IV

TITRES, DÉCORATIONS, DIPLOMES ET PRIX

10. Le grand officier reçoit une médaille d'or et le diplôme de très grand mérite exceptionnel.

11. Le ministre accorde aux lauréats du concours, les titres, diplômes, décorations et prix suivants:

- a) Le concurrent se classant premier, reçoit une médaille d'or, un diplôme et un prix de \$2,000.
- b) Le concurrent se classant deuxième, reçoit la médaille d'argent, un diplôme et un prix de \$1,500.
- c) Le concurrent se classant troisième, reçoit la médaille de bronze, un diplôme et un prix de \$1,000.
- d) Les concurrents se classant de la quatrième à la douzième position, reçoivent, en plus du diplôme, respectivement et dans l'ordre les prix suivants:
 - 4ième: \$900;
 - 5ième: 850;
 - 6ième: 800;
 - 7ième: 750;
 - 8ième: 700;
 - 9ième: 650;
 - 10ième: 600;
 - 11ième: 550;
 - 12ième: 500;

De plus, pour des travaux jugés exceptionnels, le titre de commandeur accompagné du diplôme de très grand mérite, celui d'officier accompagné du diplôme de grand mérite et le titre de chevalier accompagné du diplôme de mérite peuvent être respectivement accordés par le ministre aux lauréats des premier, deuxième et troisième prix. Le diplôme et la médaille doivent porter la mention du titre accordé.

12. Le ministre invite les lauréats à venir recevoir leurs prix et décorations au lieu et à la date qu'il aura choisis.

8. In awarding points, the judges must take into account the competitors's merit on the basis of the quality and volume of work carried out and determine to what extent he may serve as an example and model in relation to the annual theme.

9. The judges referred to in section 7 shall submit to the Minister, before 31 December, a report on the competitors whose holdings they have inspected, as well as a list establishing the order of merit of the winners on a province-wide level.

Division IV

TITLES, DECORATIONS, DIPLOMAS AND PRIZES

10. The Grand Officer shall receive a gold medal and the diploma of highly distinguished merit.

11. The Minister shall grant to the winners of the competition the following titles, diplomas, decorations and prizes:

- (a) The competitor classed first receives a gold medal, a diploma and a prize of \$2,000.
- (b) The competitor classed second receives a silver medal, a diploma and a prize of \$1,500.
- (c) The competitor classed third receives a bronze medal, a diploma and a prize of \$1,000.
- (d) Competitors classed between the fourth and twelfth positions inclusive receive, in addition to the diploma, respectively and in order the following prizes:
 - 4th: \$900;
 - 5th: 850;
 - 6th: 800;
 - 7th: 750;
 - 8th: 700;
 - 9th: 650;
 - 10th: 600;
 - 11th: 550;
 - 12th: 500;

In addition, for work adjudged to be exceptional, the Minister may award the title of commander accompanied by the diploma of distinguished merit, that of officer accompanied by the diploma of great merit and the title of knight accompanied by the diploma of merit to winners of the first, second and third prizes respectively. The diploma and the medal must bear mention of the title awarded.

12. The Minister shall convene the winners to receive their prizes and decorations at the place and on the date determined by him.

Section V

DESCRIPTION DES MÉDAILLES
ET DIPLÔMES

13. La médaille d'or a un diamètre de deux (2) pouces et porte à l'avert une fleur de lys avec l'inscription «QUÉBEC» et en haut de la médaille, l'inscription «ORDRE-DU MÉRITE FORESTIER». Au revers, apparaît au centre le cas échéant l'inscription: GRAND OFFICIER ou COMMANDEUR ou PREMIER sous laquelle l'année est gravée et en haut de la médaille, l'inscription: MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS. La médaille est suspendue à un ruban moiré de couleur verte, rayé au tiers de lisérés jaunes et au centre d'un liséré rouge.

14. La médaille d'argent a le même diamètre et porte les mêmes inscriptions que la médaille d'or sauf que sur le côté revers, l'inscription au centre change pour celle de: OFFICIER ou DEUXIÈME selon le cas. Le ruban est identique à celui de la médaille d'or.

15. La médaille de bronze a le même diamètre et porte les mêmes inscriptions que la médaille d'or sauf que sur le côté revers, l'inscription au centre change pour celle de: CHEVALIER ou TROISIÈME selon le cas. Le ruban est identique à celui de la médaille d'or.

16. Le diplôme porte les inscriptions suivantes: Ordre du mérite forestier, le thème, le nom du lauréat, la mention du mérite ou le rang, le titre correspondant au mérite, la date et la signature du Lieutenant-Gouverneur et du ministre. La fleur de lys avec l'inscription Québec apparaissant également sur le diplôme.

Section VI

PROCLAMATION DU THÈME ANNUEL

17. Le thème du concours annuel est annoncé par le ministre avant le 30 novembre 1975 pour le concours de 1976, et avant le 30 juin précédant chaque concours subséquent.

Division V

DESCRIPTION OF MEDALS
AND DIPLOMAS

13. The gold medal is two (2) inches in diameter and consists, on the obverse, of a fleur de lys bearing the inscription "QUEBEC" with the words "ORDRE DU MÉRITE FORESTIER" inscribed above it. The reverse of the medal bears, in the middle, the inscription GRAND OFFICIER or COMMANDEUR or PREMIER, as the case may be, with the date engraved below and the words "MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS" inscribed on the top part. The medal is suspended from a green moiré ribbon, having yellow hatching on each side and red hatching at the centre.

14. The silver medal is of the same diameter and bears the same inscriptions as the gold medal except that, on the reverse side, the inscription in the middle is replaced by OFFICIER or DEUXIÈME, as the case may be. The ribbon is identical to that used for the gold medal.

15. The bronze medal is of the same diameter and bears the same inscriptions as the gold medal except that, on the reverse side, the inscription in the middle is replaced by CHEVALIER or TROISIÈME, as the case may be. The ribbon is identical to that used for the gold medal.

16. The diploma shall bear the following inscriptions: *Ordre du mérite forestier*, the theme, the winners's name, the mention of merit or rank, the title corresponding to merit, the date and signature of the Lieutenant-Governor and of the Minister. The fleur de lys bearing the inscription "Québec" shall also appear on the diploma.

Division VI

PROCLAMATION OF ANNUAL THEME

17. The theme of the annual competition shall be made public by the Minister before 30 November 1975 for the 1976 competition, and before 30 June preceding each subsequent competition.

ANNEXE «A»

Ministère des Terres et Forêts
 Direction générale de l'utilisation des bois
 Service de l'aide à la forêt privée

CONCOURS PROVINCIAL DE L'ORDRE DU MÉRITE FORESTIER
 FORMULE D'INSCRIPTION

Toute personne désirant participer au concours doit compléter cette formule d'inscription et la retourner *avant le 1er avril* au bureau régional du Ministère des Terres et Forêts qui est responsable du secteur dans lequel est situé votre boisé.

NOM PRÉNOM ÂGE

ADRESSE POSTALE

NO DE TÉLÉPHONE:

Avez-vous déjà participé au concours?

OUI

NON

Si oui, en quelle (s) année (s)?

année (s):

Dans la province de Québec:

1) votre propriété couvre une superficie totale de acres (y compris les champs, les bois, les plantations, etc. . .);

2) la partie boisée couvre une superficie totale de acres;

3) la partie boisée est constituée du (des) secteur (s) suivant (s):

TERRE À BOIS

PLANTATION

ÉRABLIÈRE

ARBRES DE NOËL

AUTRE (S):

4) la partie boisée de votre propriété qui est admissible au concours de l'année qui a comme thème couvre une superficie totale de acres;

5) faire la liste, si c'est possible, des lots sur lesquels sont situés tous vos boisés en faisant mention, dans l'espace approprié, si vous avez reçu ou non une (des) subvention (s) pour exécuter vos travaux:

TRAVAUX		LOT	RANG	CANTON	NOMBRE D'ACRES BOISÉES	ANNÉE DE	
SUBVEN- TIONNÉS	NON SUB- VENTIONNÉS					L'ACQUI- SITION	LA SUB- VENTION
.....
.....
.....
.....

Signée à le 19

Signature du concurrent

SCHEDULE "A"

Department of Lands and Forests
Forest management branch
Private forests aid service

**PROVINCIAL COMPETITION OF THE ORDER OF FORESTRY MERIT
 ENTRY FORM**

Every person wishing to participate in the competition must complete this entry form and return it *before 1 April* to the regional office of the Department of Lands and Forests responsible for the sector in which your woodland is situated.

NAME GIVEN NAME AGE

POSTAL ADDRESS

TELEPHONE NO.

Have you ever participated in the competition? YES NO
 If yes, in what year (s)? year (s):

In the Province of Québec:

- (1) your holding covers a total area of acres (including fields, woodlands, plantations, etc. . .);
- (2) the wooded section covers a total area of acres;
- (3) the wooded section comprises the following sector (s):
 TIMBERLAND PLANTATION MAPLE GROVE CHRISTMAS TREES
 OTHER (S):
- (4) the wooded section of your holding that is eligible for the competition whose theme is
 covers a total area of acres; (year)
- (5) make a list, if possible, of the lots on which all your woods are situated indicating, in the appropriate space, whether or not your have received a subsidy(ies) to carry out your work:

WORK		LOT	RANGE	TOWNSHIP	NUMBER OF WOODED ACRES	YEAR OF	
SUBSI- DIZED	NON SUBSI- DIZED					ACQUI- SITION	SUB- SIDY
.....
.....
.....
.....

Signed at on 19

Signature of competitor

A.C. 4282-75, le 24 septembre 1975
Règ. 75-494, le 26 septembre 1975

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL
POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES
AU COURS DE PÉRIODES CRITIQUES
(1972, ch. 39)

Crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par les tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE le Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté;

QUE ce Règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*, et

QU'il entre en vigueur le 15 octobre 1975, après cette publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée

Section I

INTERPRÉTATION

1. Définitions: Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

- a) «Loi»: la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (1972, ch. 39);
- b) «Office»: l'Office du crédit agricole du Québec;

O.C. 4282-75, 24 September 1975
Reg. 75-494, 26 September 1975

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS
DURING CRITICAL PERIODS
(1972, ch. 39)

Special credit to agricultural producers in the designated area who suffered losses from tornadoes or a landslide in 1975.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation concerning special credit to agricultural producers in the designated area who suffered losses from tornadoes or a landslide in 1975.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT the Regulation concerning special credit to agricultural producers in the designated area who suffered losses from tornadoes or a landslide in 1975, annexed to this Order in Council, be enacted;

THAT this Regulation be published in the *Québec official Gazette* and come into force on 15 October 1975, after such publication.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning special credit to agricultural producer in the designated area who suffered losses from tornadoes or a landslide in 1975

Division I

INTERPRETATION

1. Definitions: In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean or designate:

- (a) "Act": the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods (1972, ch. 39);
- (b) "Bureau": the Québec Farm Credit Bureau;

- c) «certificat»: document émis par l'Office en vertu de l'article 2 de la Loi et conforme à l'article 4 du présent règlement;
- d) «ferme»: tout immeuble exploité pour fins d'agriculture telle que définie au paragraphe a de l'article 1 de la Loi;
- e) «emprunteur»: un producteur qui a contracté un emprunt;
- f) «période critique»: la période du 15 octobre au 31 décembre 1975;
- g) «région désignée»: les municipalités des paroisses de Saint-Bonaventure, Saint-David et Saint-Joachim-de-Courval dans le comté municipal d'Yamaska; les municipalités du village de Saint-Ambroise et de la paroisse de Shipshaw dans le comté municipal de Chicoutimi; la municipalité de Chambord dans le comté municipal de Lac Saint-Jean-ouest; les municipalités de Métabetchouan, Hébertville, Saint-Bruno, canton Bourget, du village d'Hébertville-Station et des paroisses de Saint-Gédéon et Larouche dans le comté municipal de Lac Saint-Jean-est; les municipalités des paroisses de Saint-Rémi et Saint-Michel dans le comté municipal de Napierville; la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore dans le comté municipal de Laprairie; la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare dans le comté municipal de Joliette.
- (c) "certificate": the document issued by the Bureau pursuant to section 2 of the Act and in conformity with section 4 of this Regulation;
- (d) "farm": any immovable operated for agricultural purposes as defined in paragraph a of section 1 of the Act;
- (e) "borrower": a producer who has contracted a loan;
- (f) "critical period": the period from October 15th to December 31st 1975;
- (g) "designated area": the municipalities of the parishes of Saint-Bonaventure, Saint-David and Saint-Joachim-de-Courval in the municipal county of Yamaska; the municipalities of the village of Saint-Ambroise and of the parish of Shipshaw in the municipal county of Chicoutimi; the municipality of Chambord in the municipal county of Lake St. John West; the municipalities of Métabetchouan, Hébertville, Saint-Bruno, Bourget Township, and of the village of Hébertville-Station and of the parishes of Saint-Gédéon and Larouche in the municipal county of Lake St. John East; the municipalities of the parishes of Saint-Rémi and Saint-Michel in the municipal county of Napierville; the municipality of the parish of Saint-Isidore in the municipal county of Laprairie; the municipality of the parish of Saint-Ambroise de Kildare in the municipal county of Joliette.

Toutes autres expressions et tous mots déjà définis à l'article 1 de la Loi, lorsqu'ils sont employés dans ce règlement, ont les mêmes significations et désignent les mêmes choses qu'audit article 1.

All other words and expressions already defined in section 1 of the Act, when used in this Regulation, shall have the same meaning and purport as in the said section 1.

2. Précisions de certaines expressions de la Loi: Les expressions suivantes employées dans les articles 1 et 2 de la Loi signifient, pour fins d'application du règlement:

2. Explanation of certain expressions in the Act: The following expressions used in sections 1 and 2 of the Act mean, for the purposes of applying the Regulation:

- a) «personne directement engagée à son propre compte»: une personne propriétaire ou locataire d'une ferme, dont 51% ou plus du revenu brut provient de l'agriculture et qui, soit par elle-même, soit par les membres de sa famille ou par ses employés, s'adonne à l'exploitation de cette ferme; l'occupant d'une ferme en vertu d'un billet de location ou en vertu d'une convention de vente consentie à un ancien combattant sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (S.R.C., 1970, ch. V-4) est considéré comme propriétaire pour les fins de la présente définition;
- b) «producteur qui en a besoin»: personne qui, à cause des tornades ou d'un glissement de terrain survenus au cours de l'année 1975, a subi des dommages à son terrain ou à ses bâtisses de ferme ou des pertes d'animaux, de récoltes, d'instruments aratoires, d'équipement de ferme ou de production laitière et qui démontre à l'Office qu'elle
- (a) "person directly engaged in his own behalf": a person who owns or rents a farm and 51% or more of whose income is derived from agriculture and who, either by himself or assisted by his family or by means of his employees, devotes himself to the operation of the said farm; the occupant of a farm under a location ticket or under a contract of sale made with a veteran under the Veterans' Land Act (R.S.C., 1970, ch. V-4) shall be deemed an owner for the purposes of this definition;
- (b) "producer in need of a loan": a person who, because of tornadoes or a landslide in 1975, sustained damage to his land or farm buildings or losses of livestock, crops, agricultural implements, farm equipment or milk production and who proves to the Bureau that he has not received insurance compensation for the damage or

n'a pas reçu d'indemnités d'assurance relativement aux dommages ou pertes ainsi subis ou que celles reçues ou à recevoir ne seront pas suffisantes pour lui permettre de défrayer les dépenses jugées essentielles à la poursuite des activités inhérentes à son exploitation;

- c) «tornades»: la tornade survenue le 24 juillet 1975 à Saint-Bonaventure, Saint-David et Saint-Joachim-de-Courval dans le comté municipal d'Yamaska; la tornade survenue le 23 juin 1975 dans toute la partie de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean comprise dans la région désignée; la tornade survenue le 31 mai 1975 à Saint-Rémi et Saint-Michel dans le comté municipal de Napierville et à Saint-Isidore dans le comté municipal de Laprairie;
- d) «glissement de terrain»: le glissement de terrain survenu le 19 avril 1975 à Saint-Ambroise de Kildare dans le comté municipal de Joliette.

Section II

AUTORISATION PRÉALABLE ET ÉMISSION DE CERTIFICATS

3. Autorisation préalable et demande de certificats:

- 1) Un producteur qui désire obtenir un emprunt doit obtenir l'autorisation préalable de l'Office au moyen d'un certificat.
- 2) À cette fin, ce producteur doit remettre à l'Office une demande conforme à la formule (4) CS-1.
- 3) Sur réception de cette demande, l'Office, pour déterminer s'il doit y satisfaire ou non, peut effectuer une enquête et, à cette fin, procéder par son représentant à une visite de l'exploitation et requérir du producteur tous renseignements et documents nécessaires.

4. **Émission du certificat:** Si l'examen de la demande produite conformément à l'article 3 démontre qu'un producteur a besoin d'un emprunt, l'Office peut émettre en faveur de ce dernier un certificat conforme à la formule (4) CS-2.

Section III

DATES LIMITES POUR CONTRACTER UN EMPRUNT ET EN DÉBOURSER LE PRODUIT ET FINS AUXQUELLES IL DOIT SERVIR

5. **Dates limites pour contracter un emprunt et en déboursier le produit:** Tout emprunt doit être contracté avant l'expiration du trentième jour suivant la date de la fin de la période critique. Le déboursement du produit de tout emprunt doit être fait avant l'expiration du soixantième jour suivant la date de la fin de la période critique, sauf quant à la

losses so sustained or that such as he has received or is to receive will not be sufficient to allow him to meet the expenses considered necessary to the pursuit of the activities inherent in his operation;

- e) "tornadoes": the tornado of July 24th 1975 at Saint-Bonaventure, Saint-David and Saint-Joachim-de-Courval in the municipal county of Yamaska; the tornado of June 23rd 1975 in all that part of the Saguenay-Lake St. John region included in the designated area; the tornado of May 31st 1975 at Saint-Rémi and Saint-Michel in the municipal county of Napierville and at Saint-Isidore in the municipal county of Laprairie;
- d) "landslide": the landslide of April 19th 1975 at Saint-Ambroise de Kildare in the municipal county of Joliette.

Division II

PRIOR AUTHORIZATION AND ISSUE OF CERTIFICATES

3. Prior authorization and application for certificates:

- 1) A producer who wishes to obtain a loan must get prior authorization from the Bureau in the form of a certificate.
- 2) For this purpose, the producer must submit an application to the Bureau as in form (4) CS-1.
- 3) Upon receiving such application, the Bureau may, for the purpose of deciding whether or not to grant a certificate, carry out any inquiry and, for such purpose, send a representative to visit the farm and may require from the producer all necessary information and documents.

4. **Issue of the certificate:** If examination of the application made in accordance with section 3 confirms that a producer is in need of a loan, the Bureau may issue him a certificate as in form (4) CS-2.

Division III

TIME LIMIT ON THE CONTRACTING AND DISBURSEMENT OF LOANS AND THE PURPOSES FOR WHICH LOANS SHALL BE USED

5. **Time limit on the contracting and disbursement of loans:** All loans must be contracted before the close of the thirtieth day following the date on which the critical period ends. Disbursement of all loans must be made before the close of the sixtieth day following the date on which the critical period ends, except for such part of the loan as

partie de ce produit qui est affectée à la construction de bâtisses de ferme, auquel cas cette partie doit être déboursée avant l'expiration du dernier jour du sixième mois suivant la date de la fin de ladite période.

6. Fins auxquelles doit servir l'emprunt: Le produit de tout emprunt doit permettre au producteur de:

- a) acquitter toutes dépenses nécessaires pour remplacer ou réparer les biens immobiliers ou mobiliers ayant fait l'objet des dommages ou des pertes visés au paragraphe *b* de l'article 2 lorsqu'il doit supporter ces dépenses de ses propres deniers faute d'indemnités d'assurance ou parce que celles-ci sont insuffisantes;
- b) rembourser les sommes empruntées pour les fins visées au paragraphe *a* ou avancées par le producteur, de ses propres deniers, pour les mêmes fins.

Section IV

MONTANT DE L'EMPRUNT, MODALITÉS DE DÉBOURSEMENT ET DE REMBOURSEMENT

7. Montant: Le montant maximum que peut emprunter un producteur ne peut excéder le montant prévu au certificat sans jamais dépasser toutefois la limite maximale de \$15,000.

Un même emprunteur peut obtenir plus d'un emprunt à la condition que le total dû en principal ne dépasse jamais le maximum déterminé conformément à l'alinéa précédent.

8. Modalité de déboursement: Lorsque le produit de l'emprunt doit servir à payer des créanciers du producteur mentionnés sur le certificat, le prêteur doit effectuer le déboursement de ce produit à l'ordre conjoint du producteur et de chaque créancier, suivant le montant payable à chacun.

9. Durée et modalités de remboursement: La durée d'un emprunt ne peut excéder 15 ans de la date à laquelle il est contracté.

Le principal de tout emprunt doit être remboursé par versements égaux et consécutifs qui peuvent être, selon que convenu entre l'emprunteur et le prêteur, mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels. L'emprunteur n'est pas tenu d'effectuer un remboursement de principal durant la période critique et les 6 mois qui la suivent.

10. Révision des termes de l'emprunt:

- 1) Lorsqu'un emprunteur se déclare incapable de remplir ses obligations à échéance, le prêteur peut conclure avec lui de nouvelles conventions pour faciliter le remboursement de l'emprunt contracté. Dans ce cas, mais sous réserve du paragraphe 2, le délai accordé ne doit pas prolonger la durée de l'emprunt au-delà du terme fixé par l'article 9 et le prêteur doit en aviser l'Office par lettre recommandée transmise par la poste dans un délai d'un mois;

is allocated for the construction of farm buildings, in which case such part must be disbursed before the close of the last day of the sixth month following the date on which the said period ends.

6. Purposes for which loans shall be used: The proceeds of any loan shall be used by the producer:

- (a) to meet any expenses required to repair immovable or moveable property which sustained the damage or losses contemplated in paragraph *b* of section 2 if he has to meet the said expenses out of his own pocket in the absence of insurance compensation or because such compensation is insufficient;
- (b) to repay sums borrowed for purposes mentioned in paragraph *a* or to recover an outlay which he has made out of his own pocket for such purposes.

Division IV

AMOUNT OF THE LOAN AND HOW IT IS TO BE DISBURSED AND REPAID

7. Amount: The maximum amount which a producer may borrow shall never exceed the amount stipulated on the certificate nor the maximum of \$15,000.

A borrower may obtain more than one loan on condition that his total indebtedness as regards the principal sum(s) due never exceeds the maximum as determined in accordance with the preceding paragraph.

8. Terms of disbursement: When the proceeds of the loan are to be used to pay the producer's creditors mentioned on the certificate, the lender shall disburse them to the joint order of the producer and of each creditor, in accordance with the amount due to each creditor.

9. Period and terms of repayment: The duration of a loan may not exceed 15 years from the date on which it was contracted.

The principal of every loan shall be repaid in equal and consecutive instalments which may be, as agreed upon between the lender and the borrower, monthly, quarterly, semi-annual or annual. A borrower shall not be obliged to repay any part of the principal during the critical period and the six months following it.

10. Extension of the repayment period:

- (1) If a borrower declares that he is unable to meet his obligations on time, the lender may draw up a new agreement to help him repay the loan. In such a case, subject to subsection 2, the extension granted shall not prolong the term of the loan beyond the limit set in section 9, and the lender must notify the Bureau of the extension by registered letter within a month of granting it.

2) Lorsqu'à l'expiration du terme prévu à l'article 9, un emprunteur n'a pas acquitté en entier ses obligations, le prêteur peut lui accorder un terme pour l'acquittement du solde du prêt et continue de bénéficier de la garantie du gouvernement, mais il doit en notifier l'Office par lettre recommandée transmise par la poste dans un délai d'un mois.

11. Remboursement par anticipation: Dans les 10 jours suivant un remboursement total ou partiel d'un emprunt effectué durant la période critique ou au cours des 6 mois suivant la fin de ladite période, le prêteur doit en aviser l'Office par lettre ordinaire.

Section V

TAUX D'INTÉRÊT ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

12. Taux d'intérêt: Le taux annuel d'intérêt payable à un prêteur sur un emprunt ne peut excéder, au moment où cet emprunt est contracté et, lorsque les parties en conviennent ainsi, en tout temps de sa durée par la suite, le taux de base majoré de un pour cent (1%) l'an.

Pour les fins du présent article, le « taux de base » signifie: le taux de base, également appelé « taux préférentiel », qui est appliqué par la majorité des banques à charte faisant affaires dans la province de Québec. Lorsque le taux de base d'une telle banque, en vigueur à son siège social, est différent du taux de base tel que défini au présent alinéa, c'est le taux de base de cette banque qui s'applique pour elle.

Dans les 15 jours suivant tout changement du taux de base tel que défini au deuxième alinéa, l'Office en avise chaque banque, à son siège social ou à sa principale place d'affaires dans la province de Québec, et il en avise aussi chaque Fédération de caisses qui compte au moins un prêteur dans ses caisses affiliées ainsi que chaque caisse d'établissement qui a consenti un ou des prêts en vertu de la Loi et du présent règlement. Cet avis fait état de la modification du taux de base et de la date d'entrée en vigueur de cette modification.

Dans les cas de prêts assortis d'une assurance sur la vie de l'emprunteur ou d'une assurance-invalidité, le prêteur pourra exiger un supplément n'excédant par 1% l'an sur le principal impayé d'un emprunt si le prêteur paie la prime de ces deux sortes d'assurance ou de l'une d'elles seulement.

Nuls honoraires, frais de service, d'administration, de commission ou de rétribution de quelque sorte autres que l'intérêt simple ne sont payables au prêteur relativement à un prêt tant que l'emprunteur n'est pas en défaut. Tout procédé visant à augmenter indirectement le taux d'intérêt est interdit.

(2) If, upon expiry of the term prescribed in section 9, a borrower has not discharged his obligations in full, the lender may grant him an extension to repay the balance of the loan and will continue to benefit from the government's guarantee, but he must notify the Bureau of the extension by registered letter within a month of granting it.

11. Repayment in advance: Within the ten days following the total or partial repayment of a loan contracted during the critical period or during the six months following the end of the said period, the lender shall inform the Bureau thereof by ordinary mail.

Division V

RATE AND PAYMENT OF INTEREST

12. Rate of interest: The rate of interest payable to a lender on a loan may not exceed, at the time the loan is contracted, nor, if the parties so agree, at any time thereafter during the term of the loan, the prime rate plus 1% per annum.

For the purposes of this section, "prime rate" means the prime rate, also called the "preferred rate", applied by the majority of chartered banks doing business in the Province of Québec. If the prime rate which a bank has in force at its head office differs from the prime rate as defined in this paragraph, the said bank's prime rate is the one which shall apply to that bank.

Within the 15 days following any change in the prime rate as defined in the second paragraph, the Bureau shall notify each bank thereof at its head office or principal place of business in the Province of Québec and it shall also notify each Federation of credit unions which has at least one lender amongst its affiliated credit unions and each "caisse d'établissement" which has granted one or more loans under the Act and this Regulation. Such notification shall state the change in the prime rate and the date of its coming into effect.

In the case of loans with which are conjointly issued life or invalidity insurance policies on the borrower, the lender may charge additional interest not exceeding 1% per annum on the unpaid principal of a loan if he pays the premium of one or both of these two kinds of insurance.

No fees, service or administration charges, commission or remuneration of any kind other than simple interest shall be payable to the lender for a loan as long as the borrower is not in default. Any procedure intended to indirectly increase the interest rate is prohibited.

13. Paiement des intérêts:

- 1) Par l'emprunteur: Sauf durant la période critique et les six mois suivants la fin de cette période, l'emprunteur doit payer au prêteur l'intérêt sur un emprunt en même temps que les remboursements de principal établis en conformité de l'article 9.
- 2) Par le gouvernement: En vertu de l'article 8 de la Loi, l'intérêt sur le montant déboursé de tout emprunt sera payable en entier par le gouvernement jusqu'à l'expiration du dernier jour du sixième mois suivant la date de la fin de la période critique et versé au prêteur dans les 30 jours suivant le dernier du troisième mois consécutif à la date de l'emprunt et à la fin de chaque période de trois mois par la suite.

À compter du premier jour suivant l'expiration des six mois suivant la fin de la période critique, la partie d'intérêt payable par le gouvernement sur tout emprunt est de 5% l'an et est versé à l'emprunteur à tous les 6 mois; cependant, elle n'est payée qu'en autant que l'emprunteur a acquitté lui-même les versements échus d'intérêt et de principal et qu'il continue de remplir les conditions requises pour bénéficier de la Loi.

Aucun remboursement n'est fait à l'égard d'intérêts sur les arriérés.

Section VI**DOCUMENT CONSTATANT UN EMPRUNT**

14. Preuve d'un emprunt: Tout emprunt contracté par un producteur doit faire l'objet d'un billet conforme à la formule (4) CS-3 ou (4) CS-3A, d'une reconnaissance de dette conforme à la formule (4) CS-4 ou (4) CS-4A ou d'un acte de prêt.

Section VII**GARANTIES QUI PEUVENT ÊTRE EXIGÉES
DU PRODUCTEUR**

15. Garantie des prêts: Pour garantir le remboursement d'un emprunt, l'Office peut exiger que le producteur fournisse au prêteur des garanties mobilières, immobilières ou sous forme de cautionnement d'un tiers.

Section VIII**PRODUCTION DE DOCUMENTS****16. Documents à produire:**

- 1) Par le producteur: Outre la demande de certificat dûment complétée et conforme à la formule (4) CS-1, l'Office et le prêteur peuvent requérir du producteur, avant et après un emprunt, tous documents permettant de s'assurer que

13. Payment of interest:

- (1) By the borrower: Except during the critical period and the six months following the end thereof, the borrower must pay the lender interest on the loan at the same time as he makes the repayments of principal in accordance with section 9.
- (2) By the government: In accordance with section 8 of the Act, the interest on the disbursed amount of every loan shall be entirely payable by the government until the end of the last day of the sixth month following the date on which the critical period ends and such interest shall be paid to the lender within the 30 days following the last day of the third month after the date of the loan and, subsequently, at the end of each period of three months.

Starting on the first day after the six months following the end of the critical period, the portion of interest payable by the government on every loan shall be 5% per annum and it shall be paid to the borrower every 6 months; however, it shall only be paid if the borrower is not in arrears with his own instalments of interest and principal and continues to satisfy the conditions necessary to benefit from the Act.

No payments shall be made with respect to interest on arrears.

Division VI**DOCUMENT CONFIRMING A LOAN**

14. Proof of loan: Every loan made to a lender must be receipted by a note in accordance with form (4) CS-3 or (4) CS-3A, or an acknowledgement of debt in accordance with form (4) CS-4 or (4) CS-4A or a deed of loan.

Division VII**SECURITY WHICH MAY BE REQUIRED
OF THE PRODUCER**

15. Security for loans: To ensure the repayment of a loan, the Bureau may require the producer to furnish the lender with movable or immovable securities or security furnished in the form of a suretyship by a third party.

Division VIII**DOCUMENTS TO BE FURNISHED****16. Documents to be furnished:**

- (1) By the producer: In addition to the application for a certificate duly completed as in form (4) CS-1, the Bureau and the lender may, before and after the granting of the loan, require from the producer any document

ce producteur remplit ou continue de remplir les dispositions de la Loi et du règlement et exiger la production de tous états de comptes, factures, contrats de vente ou de location et autres pièces justificatives se rapportant aux opérations et dépenses du producteur et aux dettes à payer à même le produit de l'emprunt et démontrant que les dépenses reliées aux fins de l'emprunt ont été effectuées par le producteur entre la date de la tornade ou du glissement de terrain, selon le cas, et le sixième jour suivant la date d'expiration de la période critique ou, s'il s'agit de dépenses reliées à la construction de bâtisses de ferme, le dernier jour du sixième mois suivant cette date.

- 2) Par le prêteur: Outre les documents requis par les articles 10, 11, 19, 20 et 21, selon le cas, le prêteur doit produire à l'Office les documents suivants:
- a) un avis conforme à la formule (4) CS-5, dans les 10 jours suivant le déboursement du prêt;
 - b) la formule (4) CS-6, dès qu'un prêt est remboursé en entier.

Après l'expiration du sixième mois suivant la fin de la période critique, l'Office fait parvenir à chaque prêteur deux fois par année, un état de chaque prêt consenti par ce prêteur indiquant entre autres le montant d'intérêt susceptible d'être remboursé à l'emprunteur. Cet état doit être vérifié, complété, corrigé s'il y a lieu, daté et signé par le prêteur et réexpédié à l'Office dans les 30 jours suivant sa réception.

Section IX

DÉFAUT DE L'EMPRUNTEUR, RÉCLAMATION ET PAIEMENT DES PERTES

17. Procédure en cas de défaut: Lorsqu'un emprunteur est en défaut à l'égard d'un versement et que le solde du prêt devient exigible, le prêteur peut prendre les moyens légaux qu'il juge opportuns en vue:

- a) d'effectuer le recouvrement du prêt;
- b) d'obtenir toute garantie supplémentaire;
- c) de réaliser sa garantie; ou
- d) d'en venir à un compromis avec un tiers ou de lui faire quelque concession;

le tout sans préjudice au droit du prêteur à la garantie prévue à l'article 6 de la Loi.

18. Conditions de réclamation: Une réclamation pour perte subie par un prêteur en conséquence d'un prêt garanti en vertu de la Loi peut être présentée à l'Office pourvu:

as proof that he has complied or continues to comply with the provisions of the Act and the Regulation, and require all statements of accounts, invoices, sale or rental contracts and other supporting documents connected with the producer's operations and expenses and the debts payable out of the proceeds of the loan and showing that the expenses for which the loan was obtained were incurred by the producer between the date of the tornado or landslide, as the case may be, and the sixtieth day following the end of the critical period or, in the case of expenses connected with the erection of farm buildings, the last day of the sixth month following the said date.

- (2) By the lender: In addition to the documents required by sections 10, 11, 19, 20 and 21, as the case may be, the lender must furnish the Bureau with the following:
- (a) a notice as in form (4) CS-5 within 10 days of disbursement of the loan;
 - (b) form (4) CS-6 as soon as the loan has been fully repaid.

After the expiry of the sixth month following the end of the critical period, the Bureau shall forward to each lender twice a year a statement of each loan granted by such lender showing, *inter alia*, the amount of interest that is repayable to the borrower. This statement shall be verified, completed and corrected if necessary, dated and signed by the lender and returned to the Bureau within 30 days of its receipt.

Division IX

DEFAULT OF REPAYMENT BY THE BORROWER, CLAIMS AND PAYMENT OF LOSSES

17. Procedure in case of default: If a borrower is in default of an instalment payment and the balance of a loan becomes payable, the lender may take the legal measures he deems necessary to:

- (a) recover payment of the loan;
- (b) obtain any additional security;
- (c) realize on his security; or
- (d) come to an arrangement with or make a concession to a third party;

the whole without prejudice to the lender's entitlement to the guarantee provided for in section 6 of the Act.

18. Conditions of claims: A claim for loss suffered by a lender pursuant to a loan guaranteed under the Act may be submitted to the Bureau provided that:

- a) que le prêteur ait réalisé sa garantie, à moins que lui-même et l'Office constatent que celle-ci n'est pas avantageusement réalisable; et
- b) que le prêteur ait pris tous autres moyens légaux de recouvrement.

19. Formule de réclamation: Toute réclamation présentée par un prêteur en vertu de l'article 18 doit être expédiée ou remise à l'Office au moyen de la formule (4) CS-7.

20. Approbation des réclamations et paiement des pertes:

- 1) L'Office doit, dans les 60 jours qui suivent la réception d'une réclamation, en approuver le paiement et l'effectuer dans le plus bref délai, pourvu que le prêt et la réclamation aient été effectués en conformité de la Loi et du règlement.
- 2) Le paiement d'une perte subie par le prêteur et la réclamation présentée par lui pour ce paiement doivent comprendre:
- a) le montant impayé du prêt;
- b) l'intérêt couru mais non perçu jusqu'à la date où le paiement de la réclamation est approuvé;
- c) tous frais taxés ou taxables non recouverts ainsi que tous déboursés non recouverts relatifs ou accessoires à toutes procédures judiciaires ou autres se rapportant au prêt; et
- d) les honoraires, dépens et déboursés judiciaires, taxables ou non, que le prêteur a réellement effectués et dont il n'a pas été remboursé, qu'il y ait eu litige ou non, en recouvrant ou en tentant de recouvrer le prêt en souffrance ou en protégeant les droits du gouvernement, mais seulement dans la mesure du montant que permettent les tarifs établis.
- 3) Lors du paiement d'une perte relative à un prêt garanti par la Loi, le prêteur doit émettre un reçu selon la formule (4) CS-8 et l'expédier à l'Office avec le billet ou la reconnaissance de dette signé par l'emprunteur, ce billet devant être endossé par le prêteur au gouvernement, sans recours, et cette reconnaissance de dette devant être remise au gouvernement. Le prêteur doit alors transporter au gouvernement, aux frais de ce dernier, toute garantie détenue pour le paiement du prêt.

Section X
GÉNÉRALITÉS

21. Rapports à l'Office: Lorsqu'un prêteur découvre qu'un emprunt a été contracté à la suite d'une fausse déclaration faite sciemment par l'emprunteur ou par une autre per-

- (a) the lender has realized on his security, unless he and the Bureau find that such realization could not be profitable; and
- (b) the lender has used all other legal means of recovery.

19. Claim form: Any claim submitted by a lender under section 18 must be sent or delivered to the Bureau in form (4) CS-7.

20. Approval of claims and payment of losses:

- (1) The Bureau shall, within 60 days of receiving the claim, approve and effect payment thereof as soon as possible provided that the loan and claim have been made in accordance with the Act and the Regulation.
- (2) The lender's claim for compensation for a loss and the payment of such compensation shall include:
- (a) the unpaid balance of the loan;
- (b) the interest accrued but not collected up to the date when payment of the claim is approved;
- (c) all charges taxed or taxable which have not been recovered and any expenditures which have not been recovered relating to or connected with any judicial or other procedures concerning the loan; and
- (d) judicial fees, costs and disbursements, taxable or not, that the lender has actually paid and for which he has not been reimbursed, whether or not an action has been begun to recover or attempt to recover the overdue loan or to protect the government's rights, but only up to the amount permitted by the established tariffs.
- (3) At the time of payment of a loss resulting from a loan guaranteed by the Act, the lender shall issue a receipt in form (4) CS-8 and send it to the Bureau with the note or acknowledgement of debt signed by the borrower, the said note being endorsed by the lender to the government, without recourse, and the said acknowledgement of debt being delivered to the government. The lender must, in that case, transfer to the government, at the latter's expense, all guarantees held as security for the loan.

Division X
GENERAL

21. Reports to the Bureau: If a lender finds that a loan has been obtained on the strength of an intentionally false declaration by the borrower or by another person, or that

sonne, ou qu'un emprunteur a affecté tout ou partie du produit d'un prêt à des fins autres que celles pour lesquelles il a été obtenu, a cessé de remplir les conditions requises pour bénéficier de la Loi ou s'est départi des biens constituant la garantie, le prêteur doit, en plus des autres obligations prévues dans la Loi et au règlement, en faire rapport immédiatement à l'Office.

22. Conditions du bail: Lorsque l'emprunteur est locataire d'une ferme, son bail doit être constaté par écrit et dûment enregistré; le laps de temps à courir, compte tenu de la période de renouvellement qui peut y être stipulée, doit être au moins égal à la durée du prêt. Une copie du bail portant le certificat d'enregistrement doit être produite au prêteur qui la retient pour la durée du prêt.

23. Formules officielles: Les formules (4) CS-1 à (4) CS-8 mentionnées dans le présent règlement en constituent des annexes.

a borrower has used all or part of the proceeds of a loan for purposes other than those for which it was obtained or has ceased to satisfy the conditions necessary to benefit from the Act or has parted with the pledged property, the lender must, in addition to fulfilling the other obligations provided for in the Act and the Regulation, report such infringement or default immediately to the Bureau.

22. Terms of lease: If the borrower is the lessee of a farm, his lease must be in writing and duly registered; the unelapsed term of the lease plus the length of any renewal period therein stipulated shall be at least equal to the duration of the loan. A copy of the lease together with the registration certificate shall be deposited with the lender, who will retain it for the duration of the loan.

23. Official forms: Forms (4) CS-1 to (4) CS-8 mentioned in this Regulation constitute appendices thereto.

L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC

(4) CS-1

A REMPLIR EN DUPLICATA
ET REMETTRE À:

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC
SERVICE DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
945 RUE TURNBULL
QUÉBEC

RÉSERVÉ

NO DU DOSSIER: _____

NO ASSURANCE SOCIALE _____

LOI FAVORISANT UN CREDIT SPECIAL
POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PERIODES CRITIQUES
Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs
agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou
par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la
région désignée

DEMANDE POUR L'OBTENTION D'UN CERTIFICAT

(1) REQUÉRANT

(NOM, PRÉNOMS OU RAISON SOCIALE, SELON LE CAS)

(ADRESSE POSTALE: PAROISSE, RANG OU ROUTE RURALE, COMTÉ)

MARIÉ: OUI NON SI OUI, NOM DE L'ÉPOUSE: _____

JE SUIS ACTIONNAIRE D'UNE CORPORATION: OUI NON SI OUI, NOM DE LA CORPORATION: _____

JE SUIS SOCIÉTAIRE D'UNE SOCIÉTÉ: OUI NON SI OUI, RAISON SOCIALE DE CETTE SOCIÉTÉ: _____

- (2) A) MONTANT DES PERTES OU DES DOMMAGES SUBIS PAR LE REQUÉRANT À SON EXPLOITATION AGRICOLE ET VISÉS AU PARAGRAPHE B DE L'ARTICLE 2 DU RÈGLEMENT \$
- B) MOINS: MONTANT D'INDEMNITÉ D'ASSURANCE REÇU \$
- MONTANT D'INDEMNITÉ D'ASSURANCE À RECEVOIR \$
- C) MONTANT DE LA PERTE NETTE \$
- D) DATE DU DÉSASTRE:1975.

- (3) DEMANDE POUR L'OBTENTION D'UN CERTIFICAT:
- JE DÉSIRE BÉNÉFICIER DES AVANTAGES DE LA LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL AUX PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PÉRIODES CRITIQUES ET DU RÈGLEMENT CONCERNANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AYANT SUBI DES DOMMAGES CAUSÉS PAR DES TORNADES OU PAR UN GLISSEMENT DE TERRAIN AU COURS DE L'ANNÉE 1975 DANS LA RÉGION DÉSIGNÉE ET NOTAMMENT OBTENIR UN CERTIFICAT M'AUTORISANT À CONTRACTER UN EMPRUNT EN VERTU DE LA DITE LOI POUR UN MONTANT DE: \$

- (4) DÉCLARATION:
- JE DÉCLARE QUE 51% OU PLUS DE MON REVENU PROVIENT DE L'AGRICULTURE ET QUE JE SUIS UN PRODUCTEUR AU SENS DE LADITE LOI ET DUDIT RÈGLEMENT.

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

(4) CS-1

TO BE COMPLETED IN DUPLICATE
AND SENT TO:
THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU
FARM IMPROVEMENT SERVICE
945, TURNBULL
QUÉBEC 4, QUÉ.
GIR 2X6

RESERVED

FILE NUMBER:

SOCIAL INSURANCE NUMBER

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

APPLICATION FOR CERTIFICATE

(1) APPLICANT

(SURNAME, CHRISTIAN NAMES OR FIRM NAME, AS THE CASE MAY BE)

(POSTAL ADDRESS: PARISH, RANGE OR RURAL ROUTE, AND COUNTY)

MARRIED: YES NO IF YES, GIVE NAME OF SPOUSE: _____I AM A SHAREHOLDER IN A CORPORATION: YES NO IF YES, GIVE NAME OF CORPORATION: _____I AM A MEMBER OF PARTNERSHIP: YES NO IF YES, GIVE NAME OF PARTNERSHIP: _____

- (2) A) AMOUNT OF LOSSES OR DAMAGE SUSTAINED BY THE APPLICANT'S AGRICULTURAL ENTERPRISE,
SEE PARAGRAPH b OF SECTION 2 OF THE REGULATION \$
- B) LESS: AMOUNT OF INSURANCE COMPENSATION RECEIVED \$
- AMOUNT OF INSURANCE COMPENSATION TO BE RECEIVED \$
- C) NET LOSS \$
- D) DATE OF DISASTER: 1975.

(3) APPLICATION FOR CERTIFICATE:

I WISH TO TAKE ADVANTAGE OF THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRODUCERS
DURING CRITICAL PERIODS AND OF THE REGULATION CONCERNING SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRO-
DUCERS IN THE DESIGNATED AREA WHO SUFFERED LOSSES FROM TORNADOES OR A LANDSLIDE IN 1975 AND,
SPECIFICALLY, TO OBTAIN A CERTIFICATE AUTHORIZING ME TO CONTRACT A LOAN UNDER THE SAID ACT
IN THE AMOUNT OF:

\$

(4) DECLARATION:

I HEREBY DECLARE THAT 51% OR MORE OF MY INCOME IS DERIVED FROM AGRICULTURE AND THAT I AM A PRODUCER WITHIN
THE MEANING OF THE SAID ACT AND REGULATION.

- 2 -

(5) ENGAGEMENT ET AUTORISATION:

JE M'ENGAGE À FOURNIR TOUS LES RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS QUE POURRA REQUÉRIR L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC POUR LES FINS D'ÉMISSION DU CERTIFICAT ET D'OBTENTION D'UN EMPRUNT PAR LA SUITE, ET J'AUTORISE LEDIT OFFICE À COMMUNIQUER AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE AINSI QU'À MON PRÊTEUR ÉVENTUEL TOUS RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS QU'ILS POURRAIENT REQUÉRIR. CE PRÊTEUR SERA PROBABLEMENT:

.....
(NOM DU PRÊTEUR ÉVENTUEL)

.....
(ADRESSE)

J'AUTORISE ÉGALEMENT MON PRÊTEUR À FOURNIR AUDIT OFFICE TOUS RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS QUE CE DERNIER PEUT REQUÉRIR AUX MÊMES FINS.

SI UN PRÊT M'EST CONSENTI EN VERTU DE LA LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PÉRIODES CRITIQUES:

- A) JE M'ENGAGE À UTILISER LE PRODUIT DU PRÊT EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI SERONT INDIQUÉES SUR LE CERTIFICAT;
- B) JE M'ENGAGE À MAINTENIR MON STATUT DE PRODUCTEUR CONFORMÉMENT À LADITE LOI JUSQU'AU REMBOURSEMENT TOTAL DU PRÊT ET À RESPECTER TOUTES LES CONDITIONS DE LADITE LOI ET DUDIT RÈGLEMENT; ADVENANT UN CHANGEMENT DE MON STATUT, J'EN AVISERAI IMMÉDIATEMENT MON PRÊTEUR;
- C) JE M'ENGAGE À FOURNIR AU PRÊTEUR LES GARANTIES QUI SERONT PRÉVUES SUR LE CERTIFICAT, LE CAS ÉCHÉANT, ET À CETTE FIN, JE NOMME PAR LES PRÉSENTES COMME MON MANDATAIRE LA PERSONNE QUI FAIT ACTUELLEMENT FONCTION DE GÉRANT DE MON PRÊTEUR ÉVENTUEL POUR DONNER À CE DERNIER EN MON NOM TELLES GARANTIES ET POUR SIGNER OU ENDOSSER ET REMETTRE TOUS ACTES OU DOCUMENTS S'Y RATTACHANT;
- D) JE M'ENGAGE À NE PAS GREVER, ALIÉNER OU DIMINUER DE QUELQUE FAÇON, SANS L'ASSENTIMENT ÉCRIT DU PRÊTEUR, LES ANIMAUX, L'ÉQUIPEMENT OU LA MACHINERIE DONNÉS EN GARANTIE DU PRÊT ET CE, JUSQU'AU REMBOURSEMENT TOTAL DU PRÊT OBTENU EN VERTU DE LADITE LOI;
- E) J'AUTORISE ÉGALEMENT LE PRÊTEUR, SI UNE GARANTIE HYPOTHÉCAIRE OU UN NANTISSEMENT EST EXIGÉ, À FAIRE LES RECHERCHES REQUISES, L'INSCRIPTION OU L'ENREGISTREMENT APPROPRIÉ ET À VÉRIFIER À SA SATISFACTION LA VALEUR DES TITRES ET LA SITUATION HYPOTHÉCAIRE DE LA GARANTIE IMMOBILIÈRE AINSI QUE LES CHARGES GREVANT LES BIENS MOBILIERS FAISANT L'OBJET DE LA GARANTIE MOBILIÈRE, SELON LE CAS, ET JE M'ENGAGE À LUI EN REMBOURSER LES FRAIS;
- F) J'AUTORISE LE PRÊTEUR, EN CAS DE DÉFAUT DE REMBOURSEMENT DE CE PRÊT, À VENDRE OU À FAIRE VENDRE PUBLIQUEMENT OU PRIVÉMENT TOUTE GARANTIE DONNÉE ET TOUS BIENS SUR LESQUELS ELLE PORTE, LE PRODUIT DE CHAQUE VENTE MOINS LES FRAIS QUI EN RÉSULTENT DEVAIT ÊTRE AFFECTÉ À MA DETTE SANS QUE MA RESPONSABILITÉ POUR LE SOLDE N'EN SOIT AUCUNEMENT DIMINUÉE;
- G) J'AUTORISE LEDIT OFFICE AINSI QUE MON PRÊTEUR ÉVENTUEL À EFFECTUER TOUTE ENQUÊTE Y COMPRIS LA VISITE DE MON EXPLOITATION POUR TOUTES FINS QUE DE DROIT EN RAPPORT AVEC LE CERTIFICAT QUI POURRA ÊTRE ÉMIS EN MA FAVEUR OU EN RAPPORT AVEC L'EMPRUNT QUI POURRA M'ÊTRE CONSENTI.

(6) DÉCLARATION SOLENNELLE

JE SOUSSIGNÉ, DÉCLARE SOLENNELLEMENT QUE LES AFFIRMATIONS FAITES PAR MOI DANS LA PRÉSENTE DEMANDE POUR L'OBTENTION D'UN CERTIFICAT SONT, AU MEILLEUR DE MA CONNAISSANCE, EXACTES ET VÉRIDIQUES EN TOUT POINT.

JE FAIS CETTE DÉCLARATION SOLENNELLE, LA CROYANT CONSCIENCIEUSEMENT VRAIE ET SACHANT QU'ELLE A LA MÊME FORCE ET LE MÊME EFFET QUE SI ELLE ÉTAIT FAITE SOUS SERMENT, AUX TERMES DE LA LOI SUR LA PREUVE AU CANADA.

DÉCLARÉ DEVANT MOI:

À

LE JOUR DE 19

.....
(REQUÉRANT)

.....
(PERSONNE AUTORISÉE À FAIRE PRÊTER SERMENT)

(5) UNDERTAKING AND AUTHORIZATION:

I HEREBY UNDERTAKE TO SUPPLY THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU WITH ALL INFORMATION AND DOCUMENTS IT MAY REQUIRE FOR THE ISSUE OF THE CERTIFICATE AND THE SUBSEQUENT OBTAINING OF A LOAN AND I AUTHORIZE THE SAID BUREAU TO PROVIDE THE DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND MY CONTINGENT LENDER WITH ALL INFORMATION AND DOCUMENTS THEY MAY REQUIRE. THE LENDER WILL PROBABLY BE:

.....
(CONTINGENT LENDER)
.....

.....
(ADDRESS)
.....

I ALSO AUTHORIZE MY LENDER TO PROVIDE THE SAID BUREAU WITH ALL INFORMATION AND DOCUMENTS IT MAY REQUIRE FOR THE SAME PURPOSES.

IF I AM GRANTED A LOAN UNDER THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS:

- A) I UNDERTAKE TO USE THE PROCEEDS OF THE LOAN EXCLUSIVELY FOR THE PURPOSES SPECIFIED IN THE CERTIFICATE;
- B) I UNDERTAKE TO RETAIN MY STATUS OF PRODUCER IN ACCORDANCE WITH THE SAID ACT UNTIL THE LOAN HAS BEEN FULLY REPAYED AND TO COMPLY WITH ALL THE CONDITIONS OF THE SAID ACT AND REGULATION; SHOULD MY STATUS CHANGE, I SHALL NOTIFY MY LENDER IMMEDIATELY THEREOF;
- C) I UNDERTAKE TO FURNISH THE LENDER WITH THE SECURITIES STIPULATED IN THE CERTIFICATE, SHOULD IT SO HAPPEN, AND FOR THIS PURPOSE I HEREBY APPOINT AS MY PROXY THE PERSON NOW ACTING AS MANAGER TO MY CONTINGENT LENDER TO FURNISH THE SAID LENDER WITH SUCH SECURITIES IN MY NAME AND TO SIGN OR ENDORSE AND HAND OVER ALL DEEDS OR DOCUMENTS CONNECTED THEREWITH;
- D) I UNDERTAKE NOT TO ENCUMBER, ALIENATE OR DIMINISH IN ANY MANNER WHATSOEVER, WITHOUT THE WRITTEN CONSENT OF THE LENDER, THE LIVESTOCK, MACHINERY OR EQUIPMENT CONSTITUTING SECURITY FOR THE LOAN UNTIL THE LOAN OBTAINED UNDER THE SAID ACT HAS BEEN REPAYED IN FULL;
- E) I ALSO AUTHORIZE THE LENDER, IF SECURITY BY HYPOTHEC OR PLEDGE IS REQUIRED, TO MAKE THE NECESSARY SEARCHES AND PERTINENT ENTRIES OR RECORDS AND TO VERIFY TO HIS SATISFACTION THE VALIDITY OF DEEDS AND TITLES AND THE HYPOTHECARY STANDING OF THE IMMOVABLE SECURITIES AND ALSO THE CHARGES ENCUMBERING THE OBJECTS PLEDGED AS MOVABLE SECURITY, AS THE CASE MAY BE, AND I UNDERTAKE TO REIMBURSE HIM ALL EXPENSES THEREBY INCURRED;
- F) I AUTHORIZE THE LENDER, IN CASE OF DEFAULT IN REPAYMENT OF THE LOAN, TO PUBLICLY OR PRIVATELY SELL ANY SECURITY FURNISHED AND THE PROPERTY RELATING THERETO, THE PROCEEDS OF EACH SUCH SALE LESS THE EXPENSES THEREBY INCURRED TO BE CHARGED TO MY DEBT WITHOUT ANY DECREASE IN MY RESPONSIBILITY FOR THE BALANCE;
- G) I AUTHORIZE THE SAID BUREAU AND ALSO MY CONTINGENT LENDER TO CONDUCT ANY INQUIRY, INCLUDING A VISIT TO MY ENTERPRISE FOR ALL AUTHORIZED PURPOSES CONNECTED WITH THE CERTIFICATE WHICH MAY BE ISSUED IN MY FAVOUR OR WITH THE LOAN WHICH MAY BE GRANTED TO ME.

(6) SOLEMN DECLARATION

I, THE UNDERSIGNED, SOLEMNLY DECLARE THAT ALL THE STATEMENTS MADE BY ME IN THIS APPLICATION FOR A CERTIFICATE ARE, TO THE BEST OF MY KNOWLEDGE AND BELIEF, TRUE AND ACCURATE.

I MAKE THIS SOLEMN DECLARATION BELIEVING IT TO BE TRUE AND KNOWING THAT IT IS OF THE SAME FORCE AND EFFECT AS IF MADE UNDER OATH AND IN CONFORMITY WITH THE CANADA EVIDENCE ACT.

DECLARED BEFORE ME:

AT

THIS DAY OF 19

.....
(APPLICANT)

.....
(PERSON AUTHORIZED TO TAKE OATHS)

L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC

(4) CS-2

LOI FAVORISANT UN CREDIT SPECIAL
 POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PERIODES CRITIQUES

Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée

CERTIFICAT AUTORISANT A CONTRACTER UN EMPRUNT

No du dossier: No du certificat:

L'Office du crédit agricole du Québec autorise

..... ci-après appelé "le producteur"
 (NOM, PRÉNOMS OU RAISON SOCIALE)

.....
 (ADRESSE OU SIÈGE SOCIAL)

à contracter un emprunt pour un montant maximum de

.....dollars (\$))

sous le régime de la Loi favorisant un crédit spécial aux producteurs agricoles au cours de périodes critiques (L.Q., 1972, ch. 39) et du règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée, pour une durée maximale de
 de la date à laquelle il sera contracté. (ANNÉE OU MOIS)

Le produit de l'emprunt devra être utilisé comme suit:

- a) pour payer aux créanciers ci-après nommés les montants indiqués en regard des noms de chacun en acquittement des dépenses effectuées ou des emprunts contractés pour les fins prévues à l'article 6 dudit règlement: (Le déboursement devra être fait au moyen de chèques à l'ordre conjoint du producteur et de chaque créancier)

NOMS ET ADRESSES DES CREANCIERS

MONTANT

Sous-total à reporter: \$

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

(4) CS-2

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

CERTIFICATE AUTHORIZING THE CONTRACTING OF A LOAN

File number: Certificate number:

The Québec Farm Credit Bureau hereby authorizes

....., hereinafter called "the producer"
(NAME AND CHRISTIAN NAMES, OR FIRM NAME)

.....
(PRODUCER'S ADDRESS OR PLACE OF BUSINESS)

to contract a loan not exceeding

..... dollars (\$)

under the Act to promote special credit to agricultural producers during critical
periods (S.Q., 1972, ch. 39) and the regulation concerning special credit to a-
gricultural producers in the designated area who suffered losses from tornadoes
and a landslide in 1975, for a maximum period of counting
from the date on which it is contracted. (MONTHS OR YEARS)

The proceeds of the loan are to be used as follows:

- a) to pay, to the creditors hereinafter named, the sums appearing opposite their
names, in payment for the expenses incurred or the loans contracted for the
purposes specified in section 6 of the said regulation: (Disbursement of the
proceeds of the loan must be made by means of cheques jointly payable to the
producer and each creditor)

NAMES AND ADDRESS OF CREDITORS AMOUNT

Sub-total to be carried _____
over to next page : \$

- 2 -

	Sous-total reporté:	3
b)	pour acquitter toutes autres dépenses reliées aux fins prévues au paragraphe a de l'article 6 du règlement:..	3
c)	pour rembourser au producteur les sommes avancées de ses propres deniers pour les fins visées au paragraphe a de l'article 6 du règlement:	3
	Total:	<u>3</u>

Le détenteur du présent certificat devra fournir au prêteur pour assurer le remboursement dudit emprunt les garanties suivantes (dans le cas où aucune garantie n'est exigée, indiquer "aucune"):

En foi de quoi, le présent certificat est émis sous le sceau de l'Office du crédit agricole du Québec, à, ce

..... 19

L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC

Par:

(Sceau)

N.B.: Aucun emprunt ne peut être contracté en vertu du présent certificat après le 30 janvier 1976.
Ce certificat ne peut être transféré.

- 2 -

Sub-total carried over
from preceding page : \$

- b) to pay other expenses connected with the purposes mentioned in paragraph a of section 6 of the regulation:... \$
- c) to allow the producer to make good the sums paid out of his own pocket for the purposes mentioned in paragraph a of section 6 of the regulation: \$

Total: \$

In order to guarantee the lender that the said loan will be repaid, the holder of this certificate must provide him with the following securities (if no security is required, write "none"):

In witness thereof, this certificate is issued under the seal of the Québec Farm Credit Bureau at, this
.....19

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

Per:

(Seal)

N.B.: No loan may be contracted by virtue of this certificate after January 30th 1976.
This certificate is not transferable.

Gouvernement du Québec

(4) CS-3

LOI FAVORISANT UN CREDIT SPECIAL POUR LES PRODUCTEURS
AGRICILES AU COURS DE PERIODES CRITIQUES

REGLEMENT CONCERNANT UN CREDIT SPECIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICILES
AYANT SUBI DES DOMMAGES CAUSES PAR DES TORNADES OU PAR UN GLISSEMENT
DE TERRAIN AU COURS DE L'ANNEE 1975 DANS LA REGION DESIGNEE

BILLET

§ Demande no 19

Pour valeur reçue, je promets de payer à l'ordre de (nom de la Banque)
à sa succursale de
la somme de dollars
(ci-après appelée le "principal"), par versements (mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels) égaux et consécutifs de dollars (\$)
chacun. Je promets de payer le premier de ces versements le * jour d
. 19, et les autres régulièrement par la suite jusqu'au jour d
. 19, à laquelle date le principal et l'intérêt couru alors impayés deviendront exigibles et payables. Je promets en outre de payer régulièrement, en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés, avant comme après échéance, l'intérêt au taux de ** % par an, courant à compter du ***
jour d 19 sur le principal impayé.

Les paiements partiels seront d'abord imputés à l'intérêt couru.

Si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible à la discrétion de la Banque. Au cas où le soussigné négligerait de faire l'un quelconque des paiements ci-dessus prévus, le soussigné promet de payer l'intérêt au taux ci-dessus stipulé sur le montant arriéré du principal depuis la date du défaut jusqu'au paiement.

.
.

* Quelle que soit la date du déboursement d'un prêt, le 1er versement ne peut être fixé avant le 1er juillet 1976, sans préjudice toutefois au droit de l'emprunteur d'effectuer tout versement de principal par anticipation.

** Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base de la Banque, à son siège social, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Banque ne pourra exiger que le taux de base majoré de 1%, conformément à l'article 12 du règlement mentionné en titre.

*** Ne jamais indiquer ici une date antérieure au 1er juillet 1976, car les intérêts produits avant cette date par le principal impayé sont entièrement payables par le gouvernement en vertu de la Loi et du règlement mentionnés en titre.

Government of Québec

(4) CS-3

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

NOTE

§ Application No 19

For value received, I promise to pay to the order of (name of bank)
at its branch,
the sum of dollars
(hereinafter called "the principal"), in equal and consecutive (monthly, quarterly, semi-annual, annual) instalments
of dollars (\$)
each. I promise to pay the first of these instalments on the * day of
. 19, and the others regularly thereafter until the day of
. 19, on which date the unpaid balance of the principal and accrued interest shall become due and payable.
I also promise to pay regularly, at the same time as the above-mentioned instalments, whether before or after the date
due, interest on the unrepaid principal at the rate of **% per annum, the said interest to run from the ***
. day of 19

The partial payments shall be applied first against the accrued interest.

If any instalment of principal or accrued interest remains unpaid after the date on which it falls due, the whole of
the principal and accrued interest shall forthwith become due at the option of the bank. In the event
that the undersigned fails to make any of the payments stipulated above, he hereby promises to pay interest at the
aforesaid rate on the arrears of principal, from the date of such default until payment.

.
.

* Regardless of the date on which a loan is disbursed, the date set for repayment of the first instalment may not be
before July 1st 1976, without prejudice however to the borrower's right to repay any instalment of the principal
in advance.

** Enter here a rate of interest not exceeding the bank's prime rate at its head office plus 1%. If a higher rate
is entered, the bank may not charge more than its prime rate plus 1%, as required by section 12 of the regulation
mentioned at the head of this form.

*** Do not enter here any date prior to July 1st 1976 because all interest earned before that date by the unrepaid
principal is payable by the government under the above-mentioned Act and regulation.

Gouvernement du Québec

(4) CS-3A

LOI FAVORISANT UN CREDIT SPECIAL POUR LES PRODUCTEURS
AGRICILES AU COURS DE PERIODES CRITIQUESREGLEMENT CONCERNANT UN CREDIT SPECIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICILES
AYANT SUBI DES DOMMAGES CAUSES PAR DES TORNADES OU PAR UN GLISSEMENT
DE TERRAIN AU COURS DE L'ANNEE 1975 DANS LA REGION DESIGNEE

BILLET

§ Demande no 19

Pour valeur reçue, je promets de payer à l'ordre de "(Nom de la Banque)"
à sa succursale de
la somme de dollars
(ci-après appelée le "principal"), par versements ^(mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels) égaux et consécutifs de dollars (\$))
chacun. Je promets de payer le premier de ces versements le * jour d
..... 19, et les autres régulièrement par la suite jusqu'au jour d
..... 19, à laquelle date le principal et l'intérêt couru alors impayés deviendront exigibles et payables.
Je promets en outre de payer régulièrement, en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés, avant
comme après échéance, l'intérêt au taux de ** % par an, courant à compter du ***
jour d 19 sur le principal impayé, lequel taux devant être modi-
fié lorsque et à chaque fois que changera le taux de base de la Banque, à son siège social, pour s'ajuster automati-
quement à ce taux de base, majoré de 1% l'an.

Les paiements partiels seront d'abord imputés à l'intérêt couru.

Si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible à la discrétion de la Banque. Au cas où le soussigné négligerait de faire l'un quelconque des paiements ci-dessus prévus, le soussigné promet de payer l'intérêt au taux ci-dessus stipulé sur le montant arriéré du principal depuis la date du défaut jusqu'au paiement.

* Quelle que soit la date du déboursement d'un prêt, le 1er versement ne peut être fixé avant le 1er juillet 1976, sans préjudice toutefois au droit de l'emprunteur d'effectuer tout versement de principal par anticipation.

** Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base de la Banque, à son siège social, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Banque ne pourra exiger que son taux de base majoré de 1%, conformément à l'article 12 du règlement mentionné en titre.

*** Ne jamais indiquer ici une date antérieure au 1er juillet 1976, car les intérêts produits avant cette date par le principal impayé sont entièrement payables par le gouvernement en vertu de la Loi et du règlement mentionnés en titre.

Government of Québec

(4) CS-3A

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

NOTE

§ Application No 19

For value received, I promise to pay to the order of (name of bank)
at its branch,
the sum of dollars
(hereinafter called "the principal"), in equal and consecutive (monthly, quarterly, semi-annual, annual) instalments
of dollars (\$)
each. I promise to pay the first of these instalments on the day of
. 19, and the others regularly thereafter until the day of
. 19, on which date the unpaid balance of the principal and accrued interest shall become due and payable.

I also promise to pay regularly, at the same time as the above-mentioned instalments, whether before or after the date
due, interest on the unrepaid principal at the rate of **% per annum, the said interest to run from the ***
. day of 19 and the rate thereof to be
changed when and each time the bank's prime rate at its head office changes so that it will automatically remain equal
to the said prime rate plus 1% per annum.

The partial payments shall be applied first against the accrued interest.

If any instalment of principal or accrued interest remains unpaid after the date on which it falls due, the whole of
the principal and accrued interest shall forthwith become due at the option of the bank. In the event
that the undersigned fails to make any of the payments stipulated above, he hereby promises to pay interest at the
aforesaid rate on the arrears of principal, from the date of such default until payment.

.
.

* Regardless of the date on which a loan is disbursed, the date set for repayment of the first instalment may not be
before July 1st 1976, without prejudice however to the borrower's right to repay any instalment of the principal
in advance.

** Enter here a rate of interest not exceeding the bank's prime rate at its head office plus 1%. If a higher rate
is entered, the bank may not charge more than its prime rate plus 1%, as required by section 12 of the regulation
mentioned at the head of this form.

*** Do not enter here any date prior to July 1st 1976 because all interest earned before that date by the unrepaid
principal is payable by the government under the above-mentioned Act and regulation.

Gouvernement du Québec

(4) CS-4

LOI FAVORISANT UN CREDIT SPECIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PERIODES CRITIQUES

REGLEMENT CONCERNANT UN CREDIT SPECIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AYANT SUBI DES DOMMAGES CAUSES PAR DES TORNADES OU PAR UN GLISSEMENT DE TERRAIN AU COURS DE L'ANNEE 1975 DANS LA REGION DESIGNEE

RECONNAISSANCE DE DETTE

\$

Demande no

[]

Date d'échéance

[] [] []
jr ms an

Folio de l'emprunteur

[]

No du prêt

[]

..... 19

Je, soussigné, reconnais avoir emprunté et reçu de la CAISSE

la somme de dollars

et m'engage à lui rembourser cette somme, à son siège social, dans un délai de ... (ans ou mois) ... par

versements (mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels) égaux et consécutifs de

dollars (\$) chacun, le premier de ces versements devenant dû le " 19

Je m'engage en outre à payer régulièrement en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés et avant comme après échéance, l'intérêt au taux de ** l'an, courant à compter du *** jour d 19 ... sur le principal impayé de la susdite somme.

Je m'engage aussi à payer régulièrement en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés et avant comme après échéance, un supplément d'intérêt au taux de (maximum: 1%) l'an sur ce principal impayé en considération du fait que le prêt faisant l'objet de la présente reconnaissance de dette est assorti d'une assurance sur ma vie ainsi que d'une assurance-invalidité en ma faveur.
(rayez ces derniers mots, s'il n'y a pas d'assurance-invalidité).

Je reconnais que si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Caisse. Dans un tel cas, ladite Caisse peut, en tout temps et sans avis, compenser avec ma dette toute somme qui est susceptible de m'être due à titre de capital social, de dépôt à l'épargne, d'intérêt ou de toute autre manière.

.....
.....

* Quelle que soit la date du déboursement d'un prêt, le 1er versement ne peut être fixé avant le 1er juillet 1976, sans préjudice toutefois au droit de l'emprunteur d'effectuer tout versement de principal par anticipation.

** Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base défini à l'article 12 du règlement mentionné en titre, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Caisse ne pourra exiger que le taux de base majoré de 1%, conformément à cet article du règlement.

*** Ne jamais indiquer ici une date antérieure au 1er juillet 1976, car les intérêts produits avant cette date par le principal impayé sont entièrement payables par le gouvernement en vertu de la Loi et du règlement mentionnés en titre.

Government of Québec

(4) CS-4

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

ACKNOWLEDGEMENT OF DEBT

\$

Application number

Date of maturity day mo. yr.

Folio of borrower

Loan No.

..... 19

I, the undersigned, acknowledge having borrowed and received from the CAISSE of
.....
the sum of dollars
and I hereby bind myself to repay that sum to it at its head office within a delay of (years or months)
in equal and consecutive (monthly, quarterly, semi-annual or annual) instalments of
..... dollars (\$) each, the first of such
instalments to fall due on the * 19

I also promise to pay regularly, at the same time as the instalments of principal hereinabove mentioned, interest
on the unpaid principal at the rate (whether before or after the date when the instalment falls due) of** % per
annum, the said interest to run from the *** day of 19

I also promise to pay regularly, at the same time as the above-mentioned instalments of principal, whether before
or after the date of falling due, additional interest at the rate of (maximum: 1%) per annum on the unrepaid principal in
consideration of the fact that the loan covered by this acknowledgement of debt is accompanied by life insurance or
disability insurance in my favour.
(strike out the words "or disability insurance" if there is none).

I agree that if any instalment of the principal or accrued interest remains unpaid after the due date, the whole
of the principal and accrued interest shall become immediately due and payable at the discretion of the Caisse. In
such a case, the said Caisse may at any time and without notice compensate with my debt any sum that may be payable to
me as capital, savings deposit, interest or in any other way.

.....
.....

* Regardless of the date on which a loan is disbursed, the date set for repayment of the first instalment may not be
before July 1st 1976, without prejudice however to the borrower's right to repay any instalment of the principal
in advance.
** Enter here a rate of interest not exceeding the prime rate as defined in section 12 of the regulation mentioned at
the head of this form, plus 1%. If a higher rate is entered, the credit union may not charge more than the prime
rate plus 1%, as required by the said section.
*** Do not enter here any date prior to July 1st 1976 because all interest earned before that date by the unrepaid
principal is payable by the government under the above-mentioned Act and regulation.

Gouvernement du Québec

(4) CS-4A

LOI FAVORISANT UN CREDIT SPECIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PERIODES CRITIQUES

REGLEMENT CONCERNANT UN CREDIT SPECIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AYANT SUBI DES DOMMAGES CAUSES PAR DES TORNADES OU PAR UN GLISSEMENT DE TERRAIN AU COURS DE L'ANNEE 1975 DANS LA REGION DESIGNEE

RECONNAISSANCE DE DETTE

\$ Demande no

Date d'échéance Folio de l'emprunteur No du prêt

..... 19

Je, soussigné, reconnais avoir emprunté et reçu de la CAISSE

 la somme de dollars
 et m'engage à lui rembourser cette somme, à son siège social, dans un délai de ... (ans ou mois) ... par
 versements (mésuélés, trimesestriels, semi-annuels ou annuels) égaux et consécutifs de
 dollars (¢) chacun, le premier de ces
 versements devant être de 19

Je m'engage en outre à payer régulièrement en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés
 et avant comme après échéance, l'intérêt au taux de ** 1'an, courant à compter du ***
 jour d 19 sur le principal impayé de la susdite somme, lequel taux devant être
 modifié lorsque et à chaque fois que le taux de base de la majorité des banques à charte faisant affaires dans la
 province de Québec changera, pour s'ajuster automatiquement à ce taux de base, majoré de 1% 1'an.

Je m'engage aussi à payer régulièrement en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés
 et avant comme après échéance, un supplément d'intérêt au taux de (maximum: 1%) 1'an sur ce principal impayé en consi-
 dération du fait que le prêt faisant l'objet de la présente reconnaissance de dette est assorti d'une assurance sur
 na vie ainsi que d'une assurance-invalidité en ma faveur.
 (rayez ces derniers mots, s'il n'y a pas d'assurance-invalidité).

Je reconnais que si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'é-
 chéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion
 de la Caisse. Dans un tel cas, ladite Caisse peut, en tout temps et sans avis, compenser avec ma dette toute somme
 qui est susceptible de m'être due à titre de capital social, de dépôt à l'épargne, d'intérêt ou de toute autre ma-
 nière.

* Quelle que soit la date du déboursement d'un prêt, le 1er versement ne peut être fixé avant le 1er juillet 1976,
 sans préjudice toutefois au droit de l'emprunteur d'effectuer tout versement de principal par anticipation.

** Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base défini à l'article 12 du règlement mentionné en titre, ma-
 joré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Caisse ne pourra exiger que le taux de base majoré de 1%, con-
 formément à cet article du règlement.

*** Ne jamais indiquer ici une date antérieure au 1er juillet 1976, car les intérêts produits avant cette date par
 le principal impayé sont entièrement payables par le gouvernement en vertu de la Loi et du règlement mentionnés
 en titre.

Government of Québec

(4) CS-4A

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

ACKNOWLEDGEMENT OF DEBT

\$

Application number

Date of maturity
day mth. yr.

Folio of borrower

Loan No.

..... 19

I, the undersigned, acknowledge having borrowed and received from the CAISSE of

..... the sum of dollars

and I hereby bind myself to repay that sum to it at its head office within a delay of (years or months)

in equal and consecutive (monthly, quarterly, semi-annual or annual) instalments of dollars (\$) each, the first of such instalments to fall due on the * 19

I also undertake to pay regularly, at the same time as the above-mentioned instalments of principal, whether before or after the date of falling due, interest at the rate of ** % per annum on the unrepaid principal of the aforesaid sum, the said interest to run from *** day of 19 and the rate thereof to change whenever and each time the prime rate of the majority of chartered banks doing business in the Province of Québec changes so that it will automatically remain equal to the said basic rate plus 1% per annum.

I also promise to pay regularly, at the same time as the above-mentioned instalments of principal, whether before or after the date of falling due, additional interest at the rate of (maximum: 1%) % per annum on the unrepaid principal in consideration of the fact that the loan covered by this acknowledgement of debt is accompanied by life insurance or disability insurance in my favour. (strike out the words "or disability insurance" if there is none).

I agree that if any instalment of the principal or accrued interest remains unpaid after the due date, the whole of the principal and accrued interest shall become immediately due and payable at the discretion of the Caisse. In such a case, the said Caisse may at any time and without notice compensate with my debt any sum that may be payable to me as capital, savings deposit, interest or in any other way.

.....
.....

* Regardless of the date on which a loan is disbursed, the date set for repayment of the first instalment may not be before July 1st 1976, without prejudice however to the borrower's right to repay any instalment of the principal in advance.

** Enter here a rate of interest not exceeding the prime rate as defined in section 12 of the regulation mentioned at the head of this form, plus 1%. If a higher rate is entered, the credit union may not charge more than the prime rate plus 1%, as required by the said section.

*** Do not enter here any date prior to July 1st 1976 because all interest earned before that date by the unrepaid principal is payable by the government under the above-mentioned Act and regulation.

ADRESSER À:

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC
 SERVICE DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
 945, TURNBULL,
 QUÉBEC 4, QUÉ.
 GIR 2X6

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(4) CS-5

LOI FAVORISANT UN CREDIT SPECIAL
 POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PERIODES CRITIQUES

Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée

AVIS DE DEBOURSEMENT DU PRÊT

CET AVIS DOIT ÊTRE PRODUIT À L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC DANS LES DIX JOURS DE LA DATE DU DEBOURSEMENT TOTAL DU PRÊT.

N.B.: LE DÉBOURSEMENT DOIT ÊTRE FAIT AVANT LE 1ER MARS 1976, SAUF POUR LA PARTIE DU PRÊT AFFECTÉE À LA CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS DE FERME, AUQUEL CAS CETTE PARTIE DOIT ÊTRE DÉBOURSEE AVANT LE 1ER JUILLET 1976.

.....
 (NOM DU PRÊTEUR) (ADRESSE POSTALE COMPLÈTE)

 (NO DE TRANSIT) (NO DE TÉLÉPHONE)

 (NOM DE L'EMPRUNTEUR) (ADRESSE POSTALE COMPLÈTE)

NUMÉRO DU DOSSIER: NUMÉRO DU CERTIFICAT:

MONTANT DU PRÊT: \$ TAUX D'INTÉRÊT: FLUCTUANT OU FIXE À%

DATE DU DEBOURSEMENT:

A) SI DÉBOURSE EN ENTIER LE MÊME JOUR, EN INDIQUER LA DATE:

B) SI DÉBOURSE PAR TRANCHES, MENTIONNER LES DATES ET LES MONTANTS:

<u>DATES</u>	<u>MONTANTS</u>
.....
.....
.....

DANS LES DIX JOURS SUIVANT UN REMBOURSEMENT TOTAL OU PARTIEL D'UN EMPRUNT EFFECTUÉ AVANT LE 1ER JUILLET 1976, LE PRÊTEUR EN AVISERA L'OFFICE.

DATE:
 (SIGNATURE D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRÊTEUR)

NOTE: PRIÈRE DE JOINDRE UNE COPIE OU UNE PHOTOCOPIE DU BILLET (4)CS-3 OU (4)CS-3A OU DE LA RECONNAISSANCE DE DETTE (4)CS-4 OU (4)CS-4A, SELON LE CAS.

WHEN COMPLETED,
THIS FORM IS TO BE SENT TO:

THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU
FARM IMPROVEMENT SERVICE
945, TURNBULL
QUÉBEC 4, QUÉ.
GIR 2X6

GOVERNMENT OF QUÉBEC

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

NOTICE OF DISBURSEMENT OF LOAN

THIS NOTICE MUST BE SENT TO THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU WITHIN TEN DAYS OF THE DATE OF COMPLETE
DISBURSEMENT OF THE LOAN.

N.B.: DISBURSEMENT MUST BE MADE BEFORE MARCH 1ST 1976, EXCEPT FOR THAT PART OF THE LOAN WHICH IS USED FOR
THE ERECTION OF FARM BUILDINGS, IN WHICH CASE SUCH PART MUST BE DISBURSED BEFORE JULY 1ST 1976.

..... (NAME OF LENDER) (LENDER'S FULL POSTAL ADDRESS)

..... (TRANSIT NUMBER) (TELEPHONE NUMBER)

..... (NAME OF BORROWER) (BORROWER'S FULL POSTAL ADDRESS)

FILE NUMBER: CERTIFICATE NUMBER:

AMOUNT OF LOAN: \$ RATE OF INTEREST: VARIABLE OR FIXED AT %

DATE OF DISBURSEMENT:

A) IF DISBURSED IN FULL ON ONE DAY, GIVE THE DATE:

B) IF DISBURSED IN INSTALMENTS, STATE DATES AND AMOUNTS:

<u>DATES</u>	<u>AMOUNTS</u>
.....
.....
.....

IF A LOAN IS REPAYED, EITHER PARTLY OR FULLY, BEFORE JULY 1ST 1976, THE LENDER IS REQUIRED TO NOTIFY THE BUREAU OF
THE FACT WITHIN TEN DAYS OF SUCH REPAYMENT.

DATE: (SIGNATURE OF RESPONSIBLE OFFICER OF LENDER)

NOTE: PLEASE ENCLOSE A COPY OR PHOTOCOPY OF THE NOTE FORM (4)CS-3 OR (4)CS-3A OR OF THE ACKNOWLEDGEMENT OF DEBT
FORM (4)CS-4 OR (4)CS-4A, AS THE CASE MAY BE.

ADRESSER À:
L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC
SERVICE DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
945, TURNBULL,
QUÉBEC 4, QUÉ.
GIR 2X6

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(4) CS-6

LOI FAVORISANT UN CREDIT SPECIAL
POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PERIODES CRITIQUES

Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée

AVIS DE REMBOURSEMENT INTEGRAL

..... (NOM DU PRÊTEUR) (ADRESSE POSTALE COMPLÈTE)
..... (NO DE TRANSIT) (NO DE TÉLÉPHONE)
..... (NOM DE L'EMPRUNTEUR) (ADRESSE POSTALE COMPLÈTE)

NUMÉRO DU DOSSIER: NUMÉRO DU CERTIFICAT:

NUMÉRO DE LA DEMANDE: MONTANT INITIAL DU PRÊT: \$

SOLDE DU PRÊT REMBOURSÉ: \$ DATE DU REMBOURSEMENT:

DATE:
.....
(SIGNATURE D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRÊTEUR)

(4) CS-6

WHEN COMPLETED,
THIS FORM IS TO BE SENT TO:

THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU
FARM IMPROVEMENT SERVICE
945, TURNBULL
QUÉBEC 4, QUÉ.
GIR 2X6

GOVERNMENT OF QUÉBEC

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

NOTIFICATION OF REPAYMENT IN FULL

.....
 (NAME OF LENDER) (FULL POSTAL ADDRESS)

 (TRANSIT NUMBER) (TELEPHONE NUMBER)

 (NAME OF BORROWER) (FULL POSTAL ADDRESS)

FILE NUMBER: CERTIFICATE NUMBER:

APPLICATION NUMBER: INITIAL AMOUNT OF LOAN: \$.....

AMOUNT OF OUTSTANDING
BALANCE REPAYD : \$..... DATE OF REPAYMENT:

DATE:
 (SIGNATURE OF RESPONSIBLE OFFICER OF THE LENDER)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(4) CS-7

LOI FAVORISANT UN CREDIT SPECIAL
POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PERIODES CRITIQUES

Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée

RECLAMATION CONCERNANT UN PRET EN DEFAULT

NUMERO DU DOSSIER

POUR LE PRETEUR		
NO DE TRANSIT	NUMERO DU CERTIFICAT	NUMERO DE LA DEMANDE

DE

(NOM DU PRETEUR)

.....

(SUCCURSALE)

.....

(ADRESSE)

.....

(NOM DE L'EMPREUNTEUR)

.....

(ADRESSE)

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC
SERVICE DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
945, TURNBULL,
QUÉBEC 4, QUÉ.
GIR 2X6

EN VERTU DE LA GARANTIE DU GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC SOUS LE RÉGIME DE LA LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PÉRIODES CRITIQUES ET DU RÈGLEMENT CONCERNANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AYANT SUBI DES DOMMAGES CAUSÉS PAR DES TORNADES OU PAR UN GLISSEMENT DE TERRAIN AU COURS DE L'ANNÉE 1975 DANS LA RÉGION DÉSIGNÉE, LE SOUSSIGNÉ RÉCLAME PAR LES PRÉSENTES LE MONTANT DE LA PERTE SUBIE PAR LE PRÊTEUR SUSMENTIONNÉ PAR SUITE D'UN PRÊT GARANTI EN VERTU DE LADITE LOI ET CONSENTI À L'EMPREUNTEUR CI-DESSUS NOMMÉ.

- (1) LE MONTANT IMPAYÉ DU PRÊT \$
- (2) TOUTS FRAIS TAXÉS OU TAXABLES NON PERÇUS AINSI QUE TOUTS DÉBOURSÉS RELATIFS AUX ACCESSOIRES À TOUTES PROCÉDURES JUDICIAIRES OU AUTRES SE RAPPORTANT AU PRÊT; ET \$
- (3) LES HONORAIRES, DÉPENS ET DÉBOURSÉS JUDICIAIRES TAXABLES OU NON QUE LE PRÊTEUR A RÉELLEMENT EFFECTUÉS, QU'IL Y AIT EU LITIGE OU NON, EN RECOURANT OU EN TENTANT DE RECOUVRER LE PRÊT EN SOUFFRANCE..... \$
- (4) L'INTÉRÊT COURU, MAIS NON PERÇU SUR \$ CALCULÉ AU TAUX DE % L'AN À COMPTER DU JOUR D 19... JUSQU'À LA DATE OÙ LE PAIEMENT DE LA PRÉSENTE RÉCLAMATION SERA APPROUVÉ.

LE SOUSSIGNÉ PRODUIT PAR LES PRÉSENTES LES PIÈCES SUIVANTES:

- A) ÉTAT INDICANT LES DATES ET LES MONTANTS INITIAUX DES BILLETS OU DES RECONNAISSANCES DE DETTE EN POSSESSION DU SOUSSIGNÉ À L'ÉGARD DUDIT PRÊT, ET LES DATES ET MONTANTS DES VERSEMENTS DU PRINCIPAL ET DE L'INTÉRÊT, RESPECTIVEMENT, FAITS AU SOUSSIGNÉ PAR L'EMPREUNTEUR;
- B) ÉTAT DONNANT LES DÉTAILS DE TOUTE GARANTIE NON RÉALISÉE OU DES JUGEMENTS NON EXÉCUTÉS À L'ÉGARD DUDIT PRÊT;
- C) RÉCÉPISSÉS OU CHÈQUES ENCAISSÉS SUIVANT L'ÉTAT CI-JOINT, ACTES DE CESSION OU DE NANTISSEMENT AGRICOLE ET TOUTES AUTRES PIÈCES JUSTIFICATIVES FOURNIS PAR L'EMPREUNTEUR.

DE L'AVIS DU PRÊTEUR, LE SOLDE DUDIT PRÊT N'EST PAS RECOUVRABLE DE L'EMPREUNTEUR.

.....

(NOM DU PRÊTEUR)

..... 19.....

(DATE)

..... PAR:.....

(SIGNATURE D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRÊTEUR)

GOVERNMENT OF QUÉBEC

(4) CS-7

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

CLAIM ON DEFAULTED LOAN

FILE NUMBER	FOR THE LENDER		
	TRANSIT NUMBER	CERTIFICATE NUMBER	APPLICATION NUMBER

FROM (NAME OF LENDER) (NAME OF BORROWER)

..... (BRANCH) (ADDRESS)

..... (ADDRESS)

QUEBEC FARM CREDIT BUREAU
FARM IMPROVEMENT SERVICE
945, TURNBULL
QUÉBEC 4, QUÉ.
G1R 2X6

PURSUANT TO THE GUARANTEE OF THE GOVERNMENT OF QUEBEC UNDER THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS AND THE REGULATION CONCERNING SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRODUCERS IN THE DESIGNATED AREA WHO SUFFERED LOSSES FROM TORNADOES OR A LANDSLIDE IN 1975, THE UNDERSIGNED HEREBY CLAIMS REIMBURSEMENT OF THE LOSS SUSTAINED BY THE ABOVE-MENTIONED LENDER AS A RESULT OF A LOAN, GUARANTEED UNDER THE SAID ACT, WHICH WAS MADE TO THE ABOVE-NAMED BORROWER, AS FOLLOWS:

- (1) THE UNPAID PRINCIPAL OF THE LOAN \$
- (2) THE UNCOLLECTED TAXED OR TAXABLE COSTS AND ANY DISBURSEMENTS FOR OR INCIDENTAL TO LEGAL OR OTHER PROCEEDINGS IN CONNECTION WITH THE LOAN
- (3) THE LEGAL FEES, COSTS AND DISBURSEMENTS, WHETHER TAXABLE OR NOT, ACTUALLY INCURRED BY THE LENDER, WITH OR WITHOUT LITIGATION, IN COLLECTING OR ENDEAVOURING TO COLLECT THE OUTSTANDING LOAN \$
- (4) THE UNCOLLECTED, ACCRUED INTEREST ON \$ CALCULATED AT THE RATE OF % PER ANNUM FROM THE DAY OF 19... UP TO THE DATE WHEN PAYMENT OF THIS CLAIM IS APPROVED.

THE UNDERSIGNED SUBMITS HERewith THE FOLLOWING:

- A) STATEMENT SHOWING THE DATES AND ORIGINAL AMOUNTS OF THE NOTES OR ACKNOWLEDGEMENTS OF DEBT HELD BY THE LENDER IN RESPECT OF THE SAID LOAN, AND THE DATES AND AMOUNTS OF THE PAYMENTS OF PRINCIPAL AND INTEREST MADE TO THE LENDER BY THE BORROWER;
- B) STATEMENT SHOWING PARTICULARS OF ANY UNREALIZED SECURITY OR UNENFORCED JUDGMENTS IN RESPECT OF SAID LOAN;
- C) RECEIPTS OR CASHED CHEQUES, AS PER STATEMENT HERewith, DEEDS OF ASSIGNMENT OR OF PLEDGE OF AGRICULTURAL PROPERTY, AND ALL SUPPORTING DOCUMENTS FURNISHED BY THE BORROWER.

IN THE OPINION OF THE LENDER, THE BALANCE OF THE AFORESAID LOAN IS NOT RECOVERABLE FROM THE BORROWER.

..... (NAME OF LENDER)

..... 19... PER (RESPONSIBLE OFFICER OF THE LENDER)

(DATE)

ADRESSER À:

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC
 SERVICE DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
 945, TURNBULL,
 QUÉBEC 4, QUÉ.
 G1R 2X6

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(4) CS-8

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPECIAL
 POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PERIODES CRITIQUES

Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée

RECONNAISSANCE DE REMBOURSEMENT D'UNE PERTE

NUMERO DU DOSSIER

POUR LE PRETEUR		
NO DE TRANSIT	NUMÉRO DU CERTIFICAT	NUMÉRO DE LA DEMANDE

..... 19

..... (NOM DU PRÊTEUR) ACCUSE RÉCEPTION PAR LES PRÉSENTES
 DU PAIEMENT DE LA SOMME DE DOLLARS (\$)
 EFFECTUÉ PAR L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC EN CONFORMITÉ DE LA LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES
 PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PÉRIODES CRITIQUES ET DU RÈGLEMENT CONCERNANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRO-
 DUCTEURS AGRICOLES AYANT SUBI DES DOMMAGES CAUSÉS PAR DES TORNADES OU PAR UN GLISSEMENT DE TERRAIN AU COURS DE
 L'ANNÉE 1975 DANS LA RÉGION DÉSIGNÉE, À L'ÉGARD DE LA PERTE SUBIE PAR LEDIT PRÊTEUR PAR SUITE D'UN PRÊT GARANTI
 EN VERTU DE LADITE LOI ET CONSENTI PAR LEDIT PRÊTEUR

À
 (NOM DE L'EMPRUNTEUR)
 DE
 (ADRESSE COMPLETE)

.....
 ET SUBROGE LEDIT OFFICE DANS TOUS LES DROITS, ACTIONS ET RÉCLAMATIONS QUE LEDIT PRÊTEUR PEUT AVOIR CONTRE L'EM-
 PRUNTEUR PRÉCITÉ, À RAISON DE LA CRÉANCE DONT LE PAIEMENT EST ICI RECONNU.

LE BILLET OU LA RECONNAISSANCE DE DETTE DE L'EMPRUNTEUR AVEC L'ENDOSSEMENT SANS RECOURS OU
 LE TRANSPORT SANS GARANTIE EN FAVEUR DU GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC OU, SELON LE CAS, L'ACTE DE PRÊT
 OU UNE COPIE CERTIFIÉE DUDIT ACTE EST CI-ANNEXÉ.

.....
 (NOM DU PRÊTEUR)

PAR
 (SIGNATURE D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRÊTEUR)

.....
 (ADRESSE DU SUCCURSALE)

PLEASE SEND COMPLETED FORM TO:

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU
FARM IMPROVEMENT SERVICE
945, TURNBULL
QUÉBEC 4, QUÉ.
G1R 2X6

(4) CS-8

GOVERNMENT OF QUEBEC

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS

Regulation concerning special credit to agricultural
producers in the designated area who suffered losses
from tornadoes or a landslide in 1975

ACKNOWLEDGEMENT OF REIMBURSEMENT FOR LOSS

FILE NUMBER

FOR THE LENDER		
TRANSIT NUMBER	CERTIFICATE NUMBER	APPLICATION NUMBER

..... 19...

.....
..... (NAME OF LENDER) HEREBY ACKNOWLEDGES RECEIPT OF
THE SUM OF DOLLARS(\$)

FROM THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU IN ACCORDANCE WITH THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRODUCERS
DURING CRITICAL PERIODS AND WITH THE REGULATION CONCERNING SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRODUCERS IN THE DESI-
GNATED AREA WHO SUFFERED LOSSES FROM TORNADOES OR A LANDSLIDE IN 1975, IN RESPECT OF THE LOSS SUSTAINED AS A RE-
SULT OF A LOAN, GUARANTEED UNDER THE SAID ACT, WHICH WAS MADE

TO
..... (NAME OF BORROWER)
OF
..... (COMPLETE ADDRESS)

AND THE ABOVE-NAMED LENDER RECOGNIZES THAT THE SAID BUREAU IS SUBROGATED IN ALL RIGHTS, ACTIONS, RECOURSES AND
CLAIMS THAT HE MAY HAVE AGAINST THE SAID BORROWER BY REASON OF THE LATTER'S INDEBTEDNESS, PAYMENT OF COMPENSATION
FOR WHICH IS HEREBY ACKNOWLEDGED.

HEREWITH ATTACHED IS THE BORROWER'S NOTE OR ACKNOWLEDGEMENT OF DEBT DULY ENDORSED WITHOUT
RECOURSE OR TRANSFERRED WITHOUT WARRANTY TO THE GOVERNMENT OF QUEBEC OR, AS THE CASE MAY BE, THE DEED OF LOAN OR
A CERTIFIED COPY THEREOF.

.....
..... (NAME OF LENDER)

PER
..... (RESPONSIBLE OFFICER OF THE LENDER)

.....
..... (ADDRESS OR BRANCH)

15-10-75



A.C. 4306-75, 24 septembre 1975
Règ. 75-496, 26 septembre 1975

LOI DE LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
(1972, ch. 49)

Règlement relatif à la gestion des déchets liquides

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un Règlement relatif à la gestion des déchets liquides.

ATTENDU QUE la Loi de la qualité de l'environnement (1972, ch. 49) prévoit au paragraphe *a* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, classifier les contaminants et les sources de contamination;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *b* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire des catégories de contaminants ou de sources de contamination à l'application de la présente loi ou de toute partie de celle-ci;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *c* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prohiber, limiter et contrôler les sources de contamination de même que l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement de toute catégorie de contaminants pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *d* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer pour toute catégorie de contaminants ou de sources de contamination une quantité ou une concentration maximale permmissible d'émission, de dépôt, de dégagement ou de rejet dans l'environnement pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *e* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir des normes de protection et de qualité de l'environnement ou de l'une de ses parties pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *h* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les méthodes de prélèvement, d'analyse et de calcul de toute émission, dépôt, dégagement ou rejet d'un contaminant;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *e* de l'article 53 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les méthodes d'incinération et leurs conditions d'utilisation;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au premier alinéa de l'article 67 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir les catégories de déchets de nature chimi-

O.C. 4306-75, 24 September 1975
Reg. 75-496, 26 September 1975

ENVIRONMENT QUALITY ACT
(1972, ch. 49)

Regulation respecting liquid waste management

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting liquid waste management.

WHEREAS under paragraph *a* of section 31 of the Environment Quality Act (1972, ch. 49), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, classify contaminants and sources of contamination;

WHEREAS under paragraph *b* of section 31 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, withdraw classes of contaminants or sources of contamination from the application of this act or from any part of it;

WHEREAS under paragraph *c* of section 31 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, prohibit, limit and control sources of contamination as well as the emission, deposit, issuance or discharge into the environment of any class of contaminants throughout all or part of the territory of the province of Québec;

WHEREAS under paragraph *d* of section 31 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine for any class of contaminants or sources of contamination a maximum permissible quantity or concentration of emission, deposit, issuance or discharge into the environment throughout all or part of the territory of the province of Québec;

WHEREAS under paragraph *e* of section 31 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, define standards for the protection and quality of the environment or any of its parts throughout all or part of the territory of the province of Québec;

WHEREAS under paragraph *h* of section 31 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the methods for collecting, analysing and computing any emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant;

WHEREAS under paragraph *e* of section 53 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the methods of incineration and their conditions of use;

WHEREAS under the first paragraph of section 67 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, define the classes of waste of a chemical or radio-

que ou radioactive dont les lieux d'élimination, d'entreposage ou de traitement peuvent faire l'objet d'un permis spécial du ministre émis pour une durée maximale de 25 ans;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *b* de l'article 70 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire une ou plusieurs parties d'un système de gestion de déchets de l'ensemble ou d'une partie de la section VII;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *c* de l'article 70 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les méthodes de gestion des déchets;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *d* de l'article 70 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des normes de localisation à l'égard des installations utilisées pour l'exploitation d'un système de gestion des déchets ou d'une partie de celui-ci et déterminer toute partie de territoire où de telles installations ne peuvent être établies;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *f* de l'article 70 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer la manière dont doivent être exploités et entretenus les lieux d'élimination des déchets;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *g* de l'article 70 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les modalités selon lesquelles le Directeur peut émettre un permis d'exploitation d'un système de gestion des déchets ou d'une partie de celui-ci et le montant de la garantie exigée à cette fin;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *h* de l'article 70 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, classer les déchets et soustraire certaines catégories à l'ensemble ou à une partie de la présente loi et des règlements;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *k* de l'article 70 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la vente, le transport, le dépôt, l'entreposage, l'utilisation, le traitement ou le recyclage de toute catégorie de déchets pour l'ensemble ou toute partie du territoire du Québec;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 124 de ladite Loi, un projet de règlement relatif à la gestion des déchets liquides a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 13 novembre 1974, 106^e année, numéro 29, pages 4619 à 4625, avec avis qu'à l'expiration des 60 jours qui suivent cette publication, il serait présenté pour adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu que le lieutenant-gouverneur en conseil réglemente la gestion des déchets liquides dans l'ensemble du territoire du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Environnement:

QUE le règlement annexé au présent arrêté en conseil soit approuvé et entre en vigueur lors de sa publication dans la

active nature whose sites for the elimination, storage or treatment may be the object of a special permit of the Minister issued for a maximum duration of 25 years;

WHEREAS under paragraph *b* of section 70 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, withdraw one or more parts of a waste management system from all or part of Division VII;

WHEREAS under paragraph *c* of section 70 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine waste management methods;

WHEREAS under paragraph *d* of section 70 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, prescribe standards for the choice of sites for the installations used to operate a waste management system or part of it and determine any part of the territory where such installations cannot be established;

WHEREAS under paragraph *f* of section 70 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the manner in which sites for elimination of waste must be operated and maintained;

WHEREAS under paragraph *g* of section 70 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the terms and conditions whereunder the Director may issue a permit for operating a waste management system or part of it and the amount of the guarantee required for that purpose;

WHEREAS under paragraph *h* of section 70 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, classify waste and withdraw certain classes from all or part of this Act and the regulations;

WHEREAS under paragraph *k* of section 70 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, govern the sale, transport, deposit, storage, use, treatment or recycling of any class of waste for all or part of the territory of the province of Québec;

WHEREAS in accordance with section 124 of the said Act, a draft regulation respecting liquid waste management was published in the *Québec Official Gazette* of 13 November 1974, 106th year, No. 29, pages 4619 to 4625, with a notice that at the expiry of the 60 days following such publication it would be presented for adoption by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that the Lieutenant-Governor in Council regulate liquid waste management throughout all of the territory of the province of Québec;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of the Environment:

THAT the Regulation annexed to this Order in Council be approved and come into force upon its publication in

Gazette officielle du Québec, conformément à l'article 124 de la Loi de la qualité de l'environnement;

QUE l'arrêté en conseil numéro 4076-75 du 10 septembre 1975 et le règlement qui y est annexé soient abrogés.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement relatif à la gestion des déchets liquides

Section I

INTERPRÉTATION

1. Définitions: Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

- a) «certificat»: un certificat délivré par le Directeur selon l'article 54 de la Loi pour un système de gestion de déchets liquides;
- b) «déchet liquide»: tout produit résiduaire liquide ou semi-liquide à 20°C composé de matières organiques ou inorganiques, même mélangées avec de l'eau, à l'exclusion des déchets agricoles, du sérum de lait, des boues de fosse septique ou de puisard, des boues d'usine d'épuration ou de filtration, des résidus de puisards de rue, du sang, des eaux usées sanitaires, des boues et résidus des procédés de fabrication des pâtes et papiers, des résidus d'amidon en solution dans l'eau, des résidus de cellulose et des adhésifs constitués de protéines animales;
- c) «Directeur»: le Directeur des services de protection de l'environnement;
- d) «entreposage»: le dépôt dans un ou plusieurs réservoirs de déchets liquides provenant de plusieurs producteurs, sans égard à ce qu'il s'y opère ou non une décantation naturelle des déchets ainsi déposés;
- e) «établissement»: un bâtiment ou un réservoir destiné à l'élimination, au traitement, à l'entreposage ou à l'incinération de déchets liquides provenant de plusieurs producteurs ou transporteurs;
- f) «garantie»: la garantie visée au paragraphe g de l'article 11;
- g) «huile abat-poussière»: une huile conforme aux normes établies à l'article 5 et destinée à stabiliser et rabattre la poussière là où circulent des véhicules-automobiles;
- h) «Loi»: la Loi de la qualité de l'environnement (1972, ch. 49);
- i) «permis d'exploitation»: un permis délivré par le Directeur selon l'article 55 de la Loi pour l'exploitation d'un système de gestion de déchets liquides;

the *Québec Official Gazette*, in accordance with section 124 of the Environment Quality Act.

THAT Order in Council 4076-75 dated 10 September 1975 and the Regulation annexed thereto be revoked.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting liquid waste management

Division I

INTERPRETATION

1. Definitions: In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions means:

- (a) "certificate": a certificate issued by the Director under section 54 of the Act for a liquid waste management system;
- (b) "liquid waste": any liquid or semi-liquid waste product at 20°C composed of organic or inorganic matter, even diluted with water, with the exception of agricultural waste, whey, sludge from septic pits or catch basins, residues from street catch basins, blood, sanitary waste water, sludge and residues from the manufacture of pulp and paper processes, residues of starch in water solutions, residues of cellulose and adhesives constituted of animal proteins;
- (c) "Director": the Director of environment protection services;
- (d) "storage": the deposit in one or several tanks of liquid waste originating from several producers, regardless of whether or not there is a natural filtration of the waste thus-deposited;
- (e) "establishment": a building or a tank intended for the elimination, treatment, storage or incineration of liquid waste originating from several producers or carriers;
- (f) "guarantee": the guarantee contemplated in paragraph g of section 11;
- (g) "dust control oil": an oil which complies with the standards established in section 5 and intended to stabilize and reduce dust wherever motor vehicles operate;
- (h) "Act": The Environment Quality Act (1972, ch. 49);
- (i) "operating permit": a permit issued by the Director under section 55 of the Act for the operation of a liquid waste management system;

j) «producteur»: quiconque, n'étant pas un transporteur, produit des déchets liquides ou doit se défaire de déchets liquides.

2. Application du règlement: Le présent règlement ne s'applique pas aux déchets liquides qui sont traités dans une usine de traitement dont la construction a été autorisée selon le premier alinéa des articles 22 ou 32 de la Loi ou qui, en raison de leur volume, ne peuvent pas être transportés par camion pour fins d'élimination.

Section II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3. Prohibitions: Sauf dans les cas prévus aux articles 4 et 7, nul ne peut rejeter, déposer ou déverser directement ou indirectement un déchet liquide dans l'environnement. Cette prohibition est établie au sens de l'article 20 de la Loi.

Sous réserve des dispositions du règlement relatif aux rejets dans les réseaux d'égout établi en vertu de la Loi, la même prohibition s'applique au rejet, dépôt ou déversement de déchets liquides dans un réseau d'égout exploité par une municipalité ou par une personne visée en troisième alinéa de l'article 32 de la Loi.

4. Épandage d'huile abat-poussière: Nonobstant les dispositions de l'article 3, l'épandage d'huile abat-poussière sur une voie de circulation pour véhicules-automobiles est autorisé entre le 1er mai et le 1er novembre de chaque année pour réduire les émissions de poussière dans l'atmosphère, à la condition expresse toutefois que cette épandage ait été requis par une municipalité, la Couronne, un organisme gouvernemental ou le propriétaire ou le locataire d'un terrain ou d'une route, le tout sous réserve des dispositions du deuxième alinéa *in fine* de l'article 20 de la Loi.

L'épandage d'huile abat-poussière sur une route recouverte de pierre ou de terre est pareillement autorisé, pour les fins de la Loi, dans le cas où le propriétaire ou l'occupant d'une propriété riveraine d'une telle route veut prévenir les soulèvements de poussières mais uniquement, dans ce cas, si celui-ci en obtient la permission de la part du responsable de la route.

L'épandage d'huile abat-poussière ne peut se faire à raison de plus de 1.25 l/m² de route.

5. Caractéristiques de l'huile abat-poussière: L'huile abat-poussière qu'il est permis d'épandre sur le sol selon l'article 4 doit posséder les caractéristiques suivantes:

- la viscosité SUS (Sayboldt Universelle Seconde) à 38°C doit être comprise entre 100 et 500;
- le point d'éclair doit être 70°C minimum;
- le pourcentage d'eau doit être compris entre 0 et 10%.

(j) "producer": whosoever, not being a carrier, produces liquid waste or must dispose of liquid waste.

2. Scope of the Regulation: This Regulation shall not apply to liquid waste which is treated in a treatment plant whose construction has been authorized under the first paragraph of sections 22 or 32 of the Act or which, because of its volume, may not be transported by truck for elimination purposes.

Division II

GENERAL PROVISIONS

3. Prohibitions: Except as provided in sections 4 and 7, no person shall discharge, deposit or dump directly or indirectly liquid waste into the environment. This prohibition is established within the meaning of section 20 of the Act.

Subject to the provisions of the Regulation respecting discharges into sewer networks made under the Act, the same prohibition shall apply to the discharge, deposit or dumping of liquid waste into a sewer network operated by a municipality or person contemplated in the third paragraph of section 32 of the Act.

4. Spreading of dust control oil: Notwithstanding the provisions of section 3, the spreading of dust control oil on a traffic lane for motor vehicles is authorized between 1 May and 1 November each year for reducing the emission of dust into the atmosphere, on the express condition however that such spreading be required by a municipality, the Crown, a governmental body or the owner or lessee of a land or road, the whole subject to the provisions of the second paragraph *in fine* of section 20 of the Act.

The spreading of dust control oil on a road covered with stone or earth is also authorized, for the purposes of the Act, where the owner or occupant of a riverain property on such road wishes to prevent the rising of dust but only, in such case, where the latter obtains permission therefor from the person responsible for the road.

The spreading of dust control oil may not be made at more than 1.25 l/m² from the route.

5. Characteristics of dust control oil: Dust control oil whose spreading on the soil has been permitted under section 4 must possess the following characteristics:

- the SUS viscosity (Sayboldt Universal Second) at 38°C must be located between 100 and 500;
- the flash point must be 70°C minimum;
- the percentage of water must be between 0 and 10%.

6. Méthode d'analyse: La viscosité, le point d'éclair et le pourcentage d'eau de l'huile abat-poussière doivent être déterminés respectivement selon les méthodes D-88, D-92 et D-95-58 prévues dans l'ouvrage intitulé *ASTM Standards on Petroleum Products and Lubricants*, volume 1, 37^e édition, publié en octobre 1960 par l'*American Society for Testing and Materials*.

7. Incinération, traitement, élimination ou entreposage: Nul ne peut incinérer, traiter, éliminer ou entreposer des déchets liquides ailleurs que dans un établissement détenteur d'un permis en vigueur ou d'un certificat délivré en vertu des articles 54, 55 ou 67 de la Loi.

8. Mélanges: Il est interdit de mélanger des déchets liquides à l'effluent d'une usine.

9. Déversement: Le responsable d'un déversement de déchets liquides dans l'environnement doit procéder au nettoyage de ce déversement, même si les déchets liquides ont été déposés accidentellement.

Section III

PERMIS D'EXPLOITATION

10. Demande de permis d'exploitation: Toute personne qui sollicite auprès du Directeur un permis d'exploitation pour un système de gestion des déchets liquides ou une partie d'un tel système autre que l'enlèvement et le transport des déchets liquides, doit soumettre les renseignements et documents suivants:

- le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant;
- un plan indiquant le numéro cadastral du lot, les mesures et la superficie du terrain, l'emplacement des équipements, machineries, bâtiments et réservoirs, des voies de circulation ainsi que des aires de chargement et de déchargement;
- une copie des plans et devis des équipements, installations et procédés de traitement, d'entreposage, d'incinération ou d'élimination des déchets liquides, y compris tout appareil ou ouvrage destiné à réduire, prévenir ou éliminer l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement;
- un rapport indiquant la nature et la quantité des déchets liquides qu'on prévoit recevoir, les modalités d'exploitation, d'entreposage, de traitement ou d'élimination prévues ainsi que les méthodes d'évacuation, d'élimination ou de décantation des résidus;
- dans le cas où le requérant est une corporation, une résolution du conseil d'administration qui autorise la présentation de la demande;

6. Method of analysis: The viscosity, the flash point and the percentage of water in the dust control oil must be determined respectively according to methods D-88, D-92 and D-95-58 prescribed in the work entitled *ASTM Standards on Petroleum Products and Lubricants*, Volume 1, 37th Edition, published in October 1960 by the *American Society for Testing and Materials*.

7. Incineration, treatment, elimination or storage: No person shall incinerate, treat, eliminate or store liquid waste other than in an establishment holding a permit in force or a certificate issued under sections 54, 55 or 67 of the Act.

8. Mixtures: It is prohibited to mix liquid waste with the effluent of a plant.

9. Dumping: The person responsible for the dumping of liquid waste into the environment must clean such dumping, even if the liquid waste has been dumped accidentally.

Division III

OPERATING PERMIT

10. Application for an operating permit: Every person who applies to the Director for a permit to operate a liquid waste management system or part of it, other than to remove and transport liquid waste, must furnish the following information and documents:

- the complete name, address and telephone number of the applicant;
- a plan indicating the cadastral number of the lot, the measurements and surface area of the land, the location of the equipment, machinery, buildings, tanks and traffic lanes as well as loading and unloading areas;
- a copy of the plans and specifications of the equipment, installations and processes for the treatment, storage, incineration or elimination of liquid waste, including any devices or work designed to abate, prevent or eliminate the emission, deposit, issuance or discharge of contaminants into the environment;
- a report stating the estimated nature and quantity of liquid waste to be received, the mode of operation, storage, treatment or elimination contemplated and also the methods of disposal, elimination or filtration of residues;
- in the case where the applicant is a corporation, a resolution of the board of directors authorizing the filing of the application;

f) un exemplaire du registre que le requérant projète utiliser, conformément à l'article 28 du règlement.

11. Enlèvement et transport: Toute personne qui sollicite un permis d'exploitation pour l'enlèvement et le transport des déchets liquides, doit soumettre les renseignements, documents et garanties suivantes:

a) le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant;

b) un rapport indiquant le nombre, la capacité et le type des véhicules utilisés par le requérant pour enlever et transporter des déchets liquides;

c) l'adresse des garages utilisés par le requérant pour y remiser ses véhicules;

d) une déclaration indiquant la nature et la quantité des déchets que le requérant projète enlever et transporter;

e) dans le cas où le requérant est une corporation, une résolution du conseil d'administration qui autorise la présentation de la demande;

f) un exemplaire du registre que le requérant projète utiliser, conformément à l'article 30 du règlement;

g) une garantie d'au moins \$50,000 constituée d'un chèque visé, d'obligations négociables du Gouvernement du Québec ou du Canada ou d'une municipalité québécoise ou d'une police de garantie émise par un assureur dûment autorisé à faire des opérations au Québec conformément à la Loi des assurances (S.R.Q., 1964, ch. 295).

12. Utilisation de la garantie: Le ministre peut utiliser la garantie pour exécuter des travaux aux frais du requérant dans tous les cas prévus aux articles 59, 81, 82, 113, 114 et 115 de la Loi.

13. Préavis: Avant d'utiliser la garantie, le ministre doit donner au détenteur du permis d'exploitation un avis préalable de 30 jours et, à l'expiration de ce délai, la garantie devient confisquée au profit du ministre à moins que le détenteur du permis d'exploitation n'ait, dans les entrefaites, effectué les travaux mentionnés à l'article 12.

14. Remise de la garantie: La garantie est remise au requérant à la date d'échéance de son permis d'exploitation.

15. Renouvellement de permis: Toute personne qui veut renouveler un permis d'exploitation doit soumettre sa demande de renouvellement au moins 3 mois avant l'échéance de son permis d'exploitation et l'accompagner d'une nouvelle garantie.

(f) a copy of the register which the applicant proposes to use, in accordance with section 28 of the Regulation.

11. Removal and transport: Every person who applies for an operating permit for the removal and transport of liquid waste, must furnish the following information, documents and guarantees:

(a) the complete name, address and telephone number of the applicant;

(b) a report stating the number, capacity and type of vehicles used by the applicant for the removal and transportation of liquid waste;

(c) the address of the garages used by the applicant to put his vehicles away;

(d) a declaration indicating the estimated nature and quantity of waste to be removed and transported by the applicant;

(e) in the case where the applicant is a corporation, a resolution of the board of directors authorizing the filing of the application;

(f) a copy of the register which the applicant proposes to use, in accordance with section 30 of the Regulation;

(g) a guarantee of not less than \$50,000 in the form of a certified cheque, negotiable bonds of the Government of Québec or of Canada or of a Québec municipality, or a guarantee policy issued by an insurer duly authorized to carry on operations in Québec in accordance with the Insurance Act (R.S.Q., 1964, ch. 295).

12. Utilization of the guarantee: The Minister may utilize the guarantee to carry out work at the expense of the applicant in all cases prescribed in sections 59, 81, 82, 113, 114 and 115 of the Act.

13. Notice: Before making use of the guarantee, the Minister must give prior notice of 30 days to the operating permit holder and, upon the expiry of such period, the guarantee shall be seized for the benefit of the Minister unless the operating permit holder has, meanwhile, carried out the work referred to in section 12.

14. Remittance of the guarantee: The guarantee shall be returned to the applicant on the date of expiry of his operating permit.

15. Permit renewal: Every person who wishes to renew an operating permit must submit his application for renewal at least 3 months before the expiry of his operating permit and accompany it with a new guarantee.

16. Permis du ministre: Le ministre peut délivrer un permis en vertu de l'article 67 de la Loi pour l'élimination et le traitement des déchets liquides visés à l'article 1a.

Section IV

NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS ET MODIFICATIONS AUX ÉTABLISSEMENTS

17. Demande de certificat: Quiconque sollicite un certificat du Directeur pour un nouvel établissement ou une modification à un établissement, doit soumettre les renseignements et documents suivants:

- a) le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant;
- b) le numéro cadastral du lot ou des lots qui seront utilisés;
- c) un plan détaillé indiquant les mesures et la superficie du terrain, l'emplacement des équipements, machineries, réservoirs et bâtiments futurs et actuels ainsi que des aires de chargement et de déchargement;
- d) un plan général indiquant:
 - i) le terrain projeté pour le nouvel établissement ou les modifications proposées;
 - ii) le territoire avoisinant dans un périmètre de 400 mètres du terrain de l'établissement ainsi que le zonage de ce territoire;
 - iii) le tracé des voies publiques, des voies d'accès, des cours d'eau ou des lacs et l'emplacement de toute construction et terrain de camping dans un périmètre de 150 mètres de l'établissement;
- e) les plans et devis des équipements de traitement, d'incinération ou d'élimination, y compris tout appareil ou ouvrage destiné à réduire, contrôler, contenir ou prévenir l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement;
- f) un rapport décrivant les conditions d'exploitation et d'entreposage, le fonctionnement des équipements et machineries ainsi que les méthodes d'évacuation, d'élimination ou de décantation des résidus ou déchets;
- g) une évaluation de la nature et de la quantité des déchets liquides qu'on prévoit recevoir ainsi que des résidus dont on prévoit se débarrasser.

Dans le cas d'une modification à un établissement, il n'est pas nécessaire de soumettre à nouveau les documents déjà fournis lors d'une demande de permis d'exploitation, de certificat ou autre permis présentée antérieurement pour le même établissement auprès du Directeur, du ministre ou du ministère des Affaires municipales.

16. Permit issued by the Minister: The Minister may issue a permit under section 67 of the Act for the elimination and treatment of liquid waste contemplated in section 1a.

Division IV

NEW ESTABLISHMENTS AND ALTERATIONS TO ESTABLISHMENTS

17. Application for a certificate: Whoever applies for a certificate from the Director for a new establishment or alteration to an establishment must furnish the following information and documents:

- (a) the complete name, address and telephone number of the applicant;
- (b) the cadastral number of the lot or lots that will be utilized;
- (c) a detailed plan indicating the measurements and surface area of the land, the location of the equipment, machinery, tanks and buildings present and future, as well as loading and unloading areas;
- (d) a general plan indicating:
 - (i) the land intended for the new establishment or proposed alterations;
 - (ii) the neighbouring territory within a perimeter of 400 metres from the land of the establishment and also the zoning of such territory;
 - (iii) the layout of public highways, access roads, water-courses or lakes and the emplacement of every structure and camping ground within a perimeter of 150 metres from the establishment;
- (e) the plans and specifications of the treatment, incineration or elimination equipment, including any devices or work designed to abate, control, contain or prevent the emission, deposit, issuance or discharge of contaminants into the environment;
- (f) a report describing the operating and storage conditions, the operation of the equipment and machinery, and also the methods of disposal, elimination or filtration of residue or waste;
- (g) an evaluation of the estimated nature and quantity of liquid waste to be received and also the estimated residue to be disposed of.

In the case of an alteration to an existing establishment, it shall not be necessary to resubmit the documents already furnished with a previous application for an operating permit, certificate or other permit filed for the same establishment with the Director, Minister or Department of Municipal Affairs.

18. Certificat pour l'enlèvement et le transport: Celui qui sollicite un certificat du Directeur pour l'enlèvement et le transport de déchets liquides, doit fournir les renseignements et documents prévus à l'article II du règlement.

Section V

NORMES DE LOCALISATION DES ÉTABLISSEMENTS

19. Zonage et distances: Il est interdit d'ériger ou d'installer un établissement dans un territoire zoné par l'autorité municipale pour fins résidentielles, commerciales ou mixte (résidentielles-commerciales) et à moins de 350 mètres d'un tel territoire.

Cette distance est cependant de 150 mètres dans le cas de réservoirs d'entreposage.

Tout établissement doit de plus être situé à une distance minimale de 150 mètres de toute construction utilisée, même partiellement, à des fins d'habitation, de toute institution d'enseignement, de toute église, de tout terrain de camping ou de tout établissement visé par la Loi des services de santé et des services sociaux (1971, ch. 48) ainsi que tout ruisseau, rivière, fleuve, lac, étang, marécage, source ou puits.

20. Superficie: Le terrain sur lequel on érige ou installe une usine destinée à l'incinération des déchets liquides doit posséder en tout temps une superficie d'au moins 25 hectares.

21. Agrandissements: Les articles 19 et 20 ne s'appliquent pas dans le cas de l'agrandissement ou de l'augmentation de la capacité d'un établissement déjà construit à la date d'entrée en vigueur de ce règlement.

Section VI

DISPOSITIONS DIVERSES

22. Produits halogénés: Un incinérateur de déchets liquides ne doit pas émettre ou permettre l'émission de plus de 150 ppm (en volume) d'acide chlorhydrique dans l'atmosphère.

L'acide chlorhydrique est mesuré selon la méthode décrite dans le document intitulé «Proposed Method of Test for Inorganic Chlorides in the Atmosphere», 1973 Annual Book of the American Society for Testing and Materials Standards, Part 23, Water and Atmospheric Analysis, à la page 1061.

Les déchets liquides contenant des substances halogénées ne peuvent être brûlés par un incinérateur que si celui-ci est muni d'un dispositif de traitement des gaz conçu de façon à contrôler l'émission de produits halogénés dans l'atmosphère.

18. Certificate for removal and transportation: A person who applies for a certificate from the Director for the removal and transportation of liquid waste must furnish the information and documents prescribed in section 11 of the Regulation.

Division V

SITING STANDARDS FOR ESTABLISHMENTS

19. Zoning and distances: It is prohibited to erect or install an establishment in a territory zoned for residential, commercial or mixed purposes (residential-commercial), and within 350 metres of such territory. This distance shall however be 150 metres for storage tanks.

Every establishment must in addition be situated at a minimum distance of 150 metres from any construction used, even partially, for dwelling purposes, of any teaching establishment, church, camping ground or establishment contemplated in the Act respecting health services and social services (1971, ch. 48) as well as from any stream, river, lake, pond, swamp, spring or well.

20. Area: The land on which a plant for the incineration of liquid waste is erected must at all times have an area of at least 25 hectares.

21. Extensions: Sections 19 and 20 shall not apply in the case of the extension or increase in the capacity of an establishment already built on the date of the coming into force of this Regulation.

Division VI

MISCELLANEOUS

22. Halogenous products: A liquid waste incinerator must not emit or allow the emission of more than 150 ppm (in volume) of hydrochloric acid into the atmosphere.

The hydrochloric acid shall be measured in accordance with the method described in the document entitled "Proposed Method of Test for Inorganic Chlorides in the Atmosphere", 1973 Annual Book of the American Society for Testing and Materials Standards, Part 23, Water and Atmospheric Analysis, on page 1061.

Liquid waste containing halogenous substances shall be burned by an incinerator only if the latter is equipped with a gas treatment device so designed as to control the emission of halogenous products into the atmosphere.

23. Entreposage: Le détenteur d'un permis d'exploitation visé à l'article 10 doit entreposer les déchets liquides dans des réservoirs fermés, étanches et, dans le cas de réservoirs de surface, complètement entourés d'une digue destinée à contenir tout déversement accidentel.

La cuvette de cette digue doit être conforme aux dispositions de tous les paragraphes de l'article 95 sauf le paragraphe *b* dudit article, du règlement concernant le commerce des produits pétroliers adopté par l'arrêté en conseil numéro 463-73 du 14 février 1973 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 4 avril 1973, en vertu de la Loi sur le commerce des produits pétroliers (1971, ch. 33).

24. Camions-citernes: Les camions-citernes utilisés pour le transport de déchets liquides par le détenteur d'un permis d'exploitation visé à l'article 11 doivent être munis d'une vanne de sécurité conformément aux normes des articles 106 et 107 du règlement concernant le commerce des produits pétroliers mentionné à l'article 23 du présent règlement.

25. Entretien: Les équipements, réservoirs et machines utilisées pour la gestion de déchets liquides doivent toujours être en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

26. Conformité: Un système de gestion des déchets liquides doit toujours être exploité conformément aux renseignements et aux données soumises en vue d'obtenir un permis d'exploitation ou un certificat.

27. Réception des déchets liquides: Un établissement ne peut prendre livraison de déchets liquides sans recevoir du producteur ou du transporteur un document indiquant la quantité et la nature des déchets liquides livrés. Le producteur ou le transporteur, le cas échéant, sont tenus de délivrer ce document.

L'établissement doit conserver ce document pendant une période de 2 ans.

28. Registre: Le détenteur d'un permis d'exploitation visé à l'article 10 doit tenir un registre indiquant la nature et la quantité des déchets liquides reçus, les dates de livraison, les noms du producteur et du transporteur, l'utilisation qui est faite desdits déchets ainsi que la destination des résidus.

Copie de ce registre doit être transmise au Directeur à tous les mois.

29. Registre des producteurs: Tout producteur de déchets liquides doit tenir un registre indiquant la nature et la quantité des déchets qu'il produit ainsi que le nom de celui qui les enlève, le cas échéant.

Ce registre doit être conservé par le producteur pendant une période de 2 ans.

30. Registre des transporteurs: Le détenteur d'un permis d'exploitation visé à l'article 11 doit remplir un registre

23. Storage: The holder of an operating permit contemplated in section 10 must store the liquid waste in closed and sealed tanks and, in the case of above ground tanks, completely surrounded by a dike designed to retain any accidental overflow.

The basin of such dike must comply with the provisions of all paragraphs of section 95, with the exception of paragraph *b* of the said section, of the Regulation under the Petroleum Products Trade Act made under Order in Council 463-73 dated 14 February 1973 and published in the *Québec Official Gazette* dated 4 April 1973, under the Petroleum Products Trade Act (1971, ch. 33).

24. Tank trucks: The tank trucks used for the transport of liquid waste by the operating permit holder contemplated in section 11 must be provided with a safety valve in compliance with the standards of sections 106 and 107 of the Regulation under the Petroleum Products Trade Act referred to in section 23 of this Regulation.

25. Maintenance: The equipment, tanks and machinery used for liquid waste management must always be in perfect maintenance and operating order.

26. Conformity: A liquid waste management system must always be operated in accordance with the information and data submitted for the purpose of obtaining an operating permit or a certificate.

27. Receiving of liquid waste: An establishment shall not take delivery of liquid waste without receiving from the producer or carrier a document stating the quantity and nature of the delivered liquid waste. The producer and the carrier, where applicable, shall be responsible for the issuance of such document.

The establishment must retain the document for a period of 2 years.

28. Register: The holder of the operating permit contemplated in section 10 must keep a register indicating the nature and quantity of the liquid waste received, the date of delivery, the names of the producer and carrier, the use which is made of the said waste and the destination of the residues.

A copy of this register must be sent to the Director each month.

29. Producers' register: Every producer of liquid waste must keep a register indicating the nature and quantity of waste which he produces and also the name of the person who removes it, where applicable.

This register must be kept by the producer for a period of 2 years.

30. Carriers' register: The operating permit holder contemplated in section 11 must keep a register indicating the

indiquant la nature des déchets liquides reçus, le nom de celui dont il les a reçus, la quantité reçue, leur destination ou l'utilisation qui en est faite et les dates de réception et de livraison desdits déchets.

Copie de ce registre doit être transmise au Directeur à tous les mois.

31. Municipalités et gouvernement: Les exigences et normes d'exploitation imposées par le présent règlement aux détenteurs de permis d'exploitation s'appliquent également à toute municipalité, organisme gouvernemental ou ministère du gouvernement qui exploite un système de gestion de déchets liquides ou une partie d'un tel système.

Avant d'émettre un certificat, le Directeur doit s'assurer que le projet d'un tel exploitant est conforme à ces exigences et normes.

32. Exclusion: Les sections III à V et les articles 7, 23, 24, 26 à 28, 30 et 31 ne s'appliquent pas aux producteurs qui éliminent, traitent, incinèrent ou transportent eux-mêmes les déchets liquides qu'ils produisent au cours de leurs activités régulières.

33. Contrats: Tout contrat, convention ou entente relative à l'élimination, l'incinération ou au traitement des déchets liquides doit être rédigé par écrit et comporter une disposition déclarant que ces déchets doivent être éliminés, incinérés ou traités en conformité à la Loi et au présent règlement.

34. Analyse: L'exploitant d'un établissement peut exiger de celui qui y livre ou y dépose des déchets liquides, une analyse chimique de ceux-ci.

35. Remplacement: Le présent règlement remplace le règlement concernant la disposition des déchets combustibles adopté par l'arrêté en conseil numéro 1967-72 du 4 juillet 1972 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 22 juillet 1972 à la page 6074, en vertu de la Loi de l'hygiène publique (S.R.Q., 1964, ch. 161).

nature of the liquid waste received, the name of the person from whom he received it, the quantity received, the destination or use made thereof and the dates of receipt and delivery of the said waste.

A copy of this register must be sent to the Director each month.

31. Municipalities and government: The operating requirements and standards imposed under this Regulation upon operating permit holders shall also apply to any municipality, governmental body or government department which operates a liquid waste management system or a part of such system

Before issuing a certificate, the Director must ensure that the project of such operator complies with such requirements and standards.

32. Exclusion: Divisions III to V and section 7, 23, 24, 26 to 28, 30 and 31 do not apply to producers who eliminate, treat, incinerate or transport their own liquid waste which they produce in the course of their regular activities.

33. Contracts: Every contract, covenant or agreement relating to the elimination, incineration or treatment of liquid waste must be in writing and contain a provision stating that the said waste must be eliminated, incinerated or treated in accordance with the Act and this Regulation.

34. Analysis: The operator of an establishment may require that the person delivering or depositing liquid waste at such establishment make a chemical analysis of that waste.

35. Replacement: This Regulation replaces the Regulation respecting the disposal of chemical and combustible waste material made under Order in Council 1967-72 dated 4 July 1972 and published in the *Québec Official Gazette* of 22 July 1972 on page 6074, under the Public Health Act (R.S.Q., 1964, ch. 161).

A.C. 4338-75, le 24 septembre 1975
Règ. 75-497, le 26 septembre 1975

LOI DES TRANSPORTS
 (1972, ch. 55)

Transport des explosifs et autres matières dangereuses dans les tunnels de la région de Montréal.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transport des explosifs et autres matières dangereuses dans les tunnels de la région de Montréal.

ATTENDU QUE le transport des explosifs et autres matières dangereuses dans le tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine et dans les sections en tunnels de l'autoroute Ville-Marie, constitue un danger réel et permanent;

ATTENDU QU'il est essentiel d'interdire en tout temps le transport d'explosifs et autres matières dangereuses dans ces tunnels;

ATTENDU QU'il est opportun d'abroger le paragraphe c de l'article 8 de l'article 9 du Règlement de la circulation, du dépannage et du remorquage sur certaines voies de communication de la région de Montréal, adopté par l'arrêté en conseil numéro 255-74 du 24 janvier 1974, qui font double emploi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le règlement concernant le transport des explosifs et autres matières dangereuses dans les tunnels de la région de Montréal, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
 GUY COULOMBE.

Règlement concernant le transport des explosifs et autres matières dangereuses dans les tunnels de la région de Montréal

Section I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le paragraphe a de l'article 5 de la Loi des transports, 1972, ch. 55, qui dispose que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement établir des normes, conditions ou modalités de construction, d'utilisation, de garde, d'entretien, de propriété de possession ou de location de tout moyen ou système de transport qu'il indique, est la disposition législative habilitante pour faire le présent règlement.

O.C. 4338-75, 24 September 1975
Reg. 75-497, 26 September 1975

TRANSPORT ACT
 (1972, ch. 55)

Transport of explosives and other dangerous substances through the tunnels in the Montreal region

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the transport of explosives and other dangerous substances through the tunnels in the Montreal region.

WHEREAS the transport of explosives and other dangerous substances through the Louis-Hippolyte Lafontaine tunnel and the in-tunnel sections of the Ville-Marie autoroute constitutes a real and permanent hazard;

WHEREAS it is essential to prohibit at all times the transport of explosives and other dangerous substances through these tunnels;

WHEREAS it is expedient to revoke paragraph c of section 8 and section 9 of the Regulation respecting traffic, emergency repairs and towing on certain main arteries of the Montreal region, made under Order in Council 255-74 dated 24 January 1974, which are redundant;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the Regulation respecting the transport of explosives and other dangerous substances through the tunnels in the Montreal region, a copy of which is annexed to this Order in Council, be enacted.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the transport of explosives and other dangerous substances through the tunnels in the Montreal region

Division I

GENERAL PROVISIONS

1. Subparagraph a of section 5 of the Transport Act, 1972, ch. 55, which provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, establish standards, conditions or modes of construction, use, safe-keeping, upkeep, ownership, possession or rent of any means of transport or transport system which he indicates, is the enabling legislative provision governing the making of this Regulation.

2. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

- a) «**explosif**»: tout explosif auquel s'applique la Loi concernant les explosifs (1970, ch. 13);
- b) «**matières dangereuses**»: toute matière autre qu'un explosif, qui est désignée à l'article 72.5 de l'ordonnance 0.29 de la Commission des transports du Canada, intitulée: «**transportation of Dangerous Commodities by Rail**», de même que les contenants vides, tels que boîtes, caisses, fûts, citernes et autres de même genre, ayant servi à transporter des liquides inflammables, des poisons, des matières oxydantes radioactives ou corrosives;
- c) «**véhicule**»: tout moyen de transport qui, le plus souvent est autonome.

3. Les tunnels désignés par le présent règlement sont:

- a) le tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine (A-20); et
- b) les sections en tunnels de l'autoroute Ville-Marie (A-20)

4. Les explosifs et matières dangereuses sont classifiés dans les catégories suivantes:

- a) **explosifs**: toute substance, mélange ou dispositif capable de produire une explosion violente, un dégagement subit de gaz ou d'énergie. Ceci comprend les explosifs brisants, les explosifs déflagrants, les munitions, les pièces pyrotechniques et autre du même genre qui sont énumérées à l'annexe 1 du Règlement Numéro Quatre (4) (A.C. 2602-72 du 7 septembre 1972) relatif à la Loi concernant les explosifs (1970, ch. 13);
- b) **gaz comprimé inflammable**: tout gaz inflammable dont la pression absolue dans le contenant dépasse 40 livres par pouce carré, à 38°C;
- c) **gaz comprimé ininflammable**: tout gaz ou mélange de gaz dont la pression absolue, dans le contenant, dépasse 40 livres par pouce carré, à 21°C, ou 104 livres par pouce carré, à 54°C;
- d) **liquide inflammable**: tout liquide dont le point d'éclair mesuré à l'essai Tagliabue (open cup), est au-dessous de 35°C, de même que tout liquide pyrophorique, susceptible de s'enflammer, suite à un accident de transport, s'il est exposé aux conditions atmosphériques normales.
- e) **solide inflammable**: toute substance, autre qu'un explosif, susceptible de s'enflammer par friction, par absorption d'humidité, par réaction chimique spontanée, par accumulation de chaleur, ou toute substance facilement inflammable qui, lorsqu'elle prend feu, brûle vigoureusement et avec persistance;

2. In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "explosive": any explosive to which the Act respecting explosives (1970, ch. 13) applies;
- (b) "dangerous substance": any substance other than an explosive, which is designated in section 72.5, General Order 0.29 of the Canadian Transport Commission entitled "Transportation of Dangerous Commodities by Rail", and also empty containers such as boxes, cases, drums, tanks and other of the same type previously used for the shipment of flammable liquids, poisons, oxidizing materials, radioactive materials or corrosive materials;
- (c) "vehicle": any means of transport which, most frequently, is self-propelled.

3. The tunnels designated under this Regulation are:

- (a) the Louis-Hippolyte Lafontaine tunnel (A-20); and
- (b) the in-tunnel sections of the Ville-Marie Autoroute (A-20).

4. Explosives and dangerous substances are classified as follows:

- (a) **explosives**: any chemical compound, mixture or device the primary purpose of which is to function by explosion, i.e., with substantially instantaneous release of gas or heat. These include the primary explosives, those which function by rapid combustion, ammunitions, fire-works and others listed in Schedule 1 to Regulation 4 (O.C. 2602-72 dated 7 September 1972) under the Act respecting explosives (1970, ch. 13);
- (b) **flammable compressed gas**: any flammable material having in the container an absolute pressure exceeding 40 psi at 38°C;
- (c) **nonflammable compressed gas**: any nonflammable material or mixture having in the container an absolute pressure exceeding 40 psi at 21°C, or 104 psi at 54°C;
- (d) **flammable liquid**: any liquid which gives off flammable vapours as determined by Tagliabue's open cup test below 35°C, or any pyroforic liquid that becomes self-igniting when exposed to normal atmospheric conditions incident to transportation;
- (e) **flammable solid**: any solid material, other than an explosive, which is liable to cause fires through friction, absorption of moisture, spontaneous chemical changes, retained heat, or which can be ignited readily and when ignited burns vigorously and persistently;

- f) matière oxydante:** toute matière qui dégage facilement de l'oxygène et est, de ce fait, capable de stimuler la combustion de matière organique;
- g) poison:** toute substance considérée comme fatale, susceptible de porter atteinte à la santé ou présumée toxique à l'homme, tout gaz lacrymogène, toute substance irritante et toute substance qui au contact de l'air ou de la flamme dégage des fumées irritantes;
- h) matière radioactive:** toute matière qui émet des radiations à un taux supérieur à 0.002 microcuries par gramme;
- i) matière corrosive:** toute substance qui peut détruire le tissu humain, tout liquide qui peut provoquer la corrosion rapide de l'acier, toute substance capable de mettre le feu au contact de matières organiques et autres produits chimiques.
- (f) oxidizing material:** any substance that yields oxygen readily to stimulate the combustion of organic matter;
- (g) poisons:** any substance which is lethal, or so toxic or presumed to be toxic to man as to afford a hazard to health, tear gas, irritating substances or any substance which, upon contact with fire or when exposed to air, gives off dangerous or irritating fumes;
- (h) radioactive materials:** any material that emits ionizing radiation, and having a specific activity greater than 0.002 microcuries per gram;
- (i) corrosive materials:** any substance that causes destruction of living tissue, any liquid that has a severe corrosion rate on steel or any substance liable to cause fire when in contact with organic matter or certain chemicals.

5. Pour les fins du présent règlement, ne sont pas considérés comme explosifs et matières dangereuses, les carburants contenus dans le réservoir d'opération des véhicules, les bonbonnes de gaz propanes faisant partie intégrante des roulottes et autres véhicules de camping et les gaz comprimés inertes.

Section II

6. Nul ne peut utiliser un véhicule pour transporter un explosif ou autres matières dangereuses dans un tunnel désigné à l'article 3.

Section III

7. Le paragraphe c de l'article 8 et l'article 9 du Règlement de la circulation, du dépannage et du remorquage sur certaines voies de communication de la région de Montréal, adopté par l'arrêté en conseil 255-74 du 24 janvier 1974, sont abrogés.

8. Quiconque enfreint l'une des dispositions du présent règlement est passible de peines prévues à la Loi des transports, ch. 55, 1972, et ses amendements.

9. Le présent règlement entrera en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

5. For the purposes of this Regulation, the fuel contained in the tank and used to operate the vehicles, propane gas-bottles forming an integral part of trailers or other camping vehicles, and inert compressed gas, shall not be considered explosives and dangerous substances.

Division II

6. No person shall use a vehicle to transport explosives or other dangerous substances through a tunnel designated in section 3.

Division III

7. Paragraph c of section 8 and section 9 of the Regulation respecting traffic, emergency repairs and towing on certain main arteries of the Montreal region, made under Order in Council 255-74 dated 24 January 1974, are revoked.

8. Whoever contravenes any provision of this Regulation is liable to the penalties prescribed in the Transport Act, ch. 55, 1972, and its amendments.

9. This Regulation shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.



Règ. 75-498, 26 septembre 1975

CHARTRE DE
L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
(1966/67, ch. 129)

Avis est donné que les statuts de l'Université de Montréal sont modifiés en remplaçant le deuxième alinéa de l'article 50.07 par le suivant:

« Ces règlements déterminent notamment le quorum, la fréquence des réunions, le mode de convocation et le nombre de membres requis pour convoquer une réunion spéciale. »

Le procureur de l'Université de Montréal:
MARC BRIÈRE, C.R.

870-o

Reg. 75-498, 26 September 1975

CHARTER OF THE
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
(1966/67, ch. 129)

Notice is given that the statutes of the Université de Montréal are amended by replacing the second paragraph of section 50.07 by the following:

"These by-laws determine more particularly the quorum, the frequency of meetings, their mode of convocation and the number of members required to convoke a special meeting."

MARC BRIÈRE, Q.C.,
Attorney for the Université de Montréal.

870-o

A.C. 4283-75, 24 septembre 1975
Règ. 75-499, 26 septembre 1975

**LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL
 POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES
 AU COURS DE PÉRIODES CRITIQUES**
 (1972, ch. 39)

**Application de la Loi favorisant un crédit spécial
 pour les producteurs agricoles au cours des
 périodes critiques**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'application de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques dans le cas des producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1 de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (1972, ch. 39), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de l'application de ladite loi:

- a) de reconnaître, pour le temps qu'il indique, une «période critique»;
- b) de désigner toute partie du territoire agricole du Québec comme «région désignée»;

ATTENDU QU'il est opportun pour le lieutenant-gouverneur en conseil de reconnaître la période du 15 octobre au 31 décembre 1975 comme «période critique» au sens de ladite loi et aux fins de son application pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée;

ATTENDU QU'il est opportun pour le lieutenant-gouverneur en conseil de désigner, au sens de ladite loi et aux fins de son application, pour lesdits producteurs, comme «région désignée»: les municipalités des paroisses de Saint-Bonaventure, Saint-David et Saint-Joachim-de-Courval dans le comté municipal d'Yamaska; les municipalités du village de Saint-Ambroise et de la paroisse de Shipshaw dans le comté municipal de Chicoutimi; la municipalité de Chambord dans le comté municipal de Lac Saint-Jean-ouest; les municipalités de Métabetchouan, Hébertville, Saint-Bruno, canton Bourget, du village d'Hébertville-Station et des paroisses de Saint-Gédéon et Larouche dans le comté municipal de Lac Saint-Jean-est; les municipalités des paroisses de Saint-Rémi et Saint-Michel dans le comté municipal de Napierville; la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore dans le comté municipal de Laprairie; la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare dans le comté municipal de Joliette;

O.C. 4283-75, 24 September 1975
Reg. 75-499, 26 September 1975

**ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
 TO AGRICULTURAL PRODUCERS
 DURING CRITICAL PERIODS**
 (1972, ch. 39)

**Application of the Act to promote
 special credit to agricultural producers
 during critical periods**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the application of the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods in the case of agricultural producers in the designated area who suffered losses from tornadoes or a landslide in 1975.

WHEREAS under section 1 of the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods (1972, ch. 39), the Lieutenant-Governor in Council may, for the purpose of the application of the said Act:

- (a) acknowledge, for the time he indicates, a "critical period";
- (b) designate any part of the agricultural land of the Province of Québec as "designated area";

WHEREAS it is expedient that the Lieutenant-Governor in Council acknowledge the period from 15 October to 31 December 1975 as a "critical period", within the meaning of the said Act and for the purposes of its application, for agricultural producers the designated area who suffered losses from tornadoes or a landslide in 1975;

WHEREAS it is expedient that the Lieutenant-Governor in Council designate, within the meaning of the said Act and for the purposes of its application, for the said producers, as "designated area": the municipalities of the parishes of St. Bonaventure, St. David and St. Joachim-de-Courval in the municipal county of Yamaska; the municipalities of the village of St. Ambroise and the parish of Shipshaw in the municipal county of Chicoutimi; the municipality of Chambord in the municipal county of Lake St. John West; the municipalities of Métabetchouan, Hébertville, St. Bruno, township of Bourget, the village of Hébertville-Station and the parishes of St. Gédéon and Larouche in the municipal county of Lake St. John East; the municipalities of the parishes of St. Rémi and St. Michel in the municipal county of Napierville; the municipality of the parish of St. Isidore in the municipal county of Laprairie; the municipality of the parish of St. Ambroise de Kildare in the municipal county of Joliette;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE la période du 15 octobre 1975 au 31 décembre 1975 soit reconnue comme une «période critique», au sens de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (1972, ch. 39) et aux fins de l'application de ladite loi pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région ci-après désignée;

QUE soient désignées au sens de ladite loi et aux fins de son application pour lesdits producteurs, comme «région désignée»: les municipalités des paroisses de Saint-Bonaventure, Saint-David et Saint-Joachim-de-Courval dans le comté municipal d'Yamaska; les municipalités du village de Saint-Ambroise et de la paroisse de Shipshaw dans le comté municipal de Chicoutimi; la municipalité de Chambord dans le comté municipal de Lac Saint-Jean-ouest; les municipalités de Métabetchouan, Hébertville, Saint-Bruno, canton Bourget, du village d'Hébertville-Station et des paroisses de Saint-Gédéon et Larouche dans le comté municipal de Lac Saint-Jean-est; les municipalités des paroisses de Saint-Rémi et Saint-Michel dans le comté municipal de Napierville; la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore dans le comté municipal de Laprairie; la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare dans le comté municipal de Joliette;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le 15 octobre 1975.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

865-o

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT the period from 15 October 1975 to 31 December 1975 be recognized as a "critical period", within the meaning of the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods (1972, ch. 39) and for the purposes of the application of the said Act, for agricultural producers who suffered losses from tornadoes or a landslide in the area hereafter designated in 1975;

THAT, within the meaning of the said Act and for the purposes of its application, for the said producers the following be designated as "designated area": the municipalities of the parishes of St. Bonaventure, St. David and St. Joachim-de-Courval in the municipal county of Yamaska; the municipalities of the village of St. Ambroise and the parish of Shipshaw in the municipal county of Chicoutimi; the municipality of Chambord in the municipal county of Lake St. John West; the municipalities of Métabetchouan, Hébertville, St. Bruno, township of Bourget, of the village of Hébertville-Station and the parishes of St. Gédéon and Larouche in the municipal county of Lake St. John East; the municipalities of the parishes of St. Rémi and St. Michel in the municipal county of Napierville; the municipality of the parish of St. Isidore in the municipal county of Laprairie; the municipality of the parish of St. Ambroise de Kildare in the municipal county of Joliette;

THAT this Order in Council come into force on 15 October 1975.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

865-o

A.C. 4284-75, 24 septembre 1975
Règ. 75-500, 26 septembre 1975

LOI DE L'EXÉCUTIF
 (S.R.Q., 1964, ch. 9)

**Direction des Relations culturelles
 du ministère des Affaires culturelles**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la direction des Relations culturelles du ministère des Affaires culturelles.

ATTENDU QU'aux termes de l'article 10 de la Loi du ministère des Affaires intergouvernementales, le Ministre des Affaires intergouvernementales a la responsabilité de tout ce qui a trait aux relations extérieures du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE le Ministre, aux termes de l'article 35 de la même loi, doit voir en collaboration avec les ministères intéressés à l'élaboration et à la réalisation des programmes de coopération avec l'étranger;

ATTENDU QU'il existe au ministère des Affaires culturelles du Québec une direction des Relations culturelles;

ATTENDU QU'il convient de rattacher cette direction au ministère des Affaires intergouvernementales, tel que prévu à l'article 40 de la loi de ce ministère;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la loi de l'exécutif, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut transférer un service d'un ministère à un autre et qu'en vertu de l'article 63 de la loi de la Fonction publique, il peut ordonner que les deniers votés pour l'administration de tel service soient transportés au ministère qui en prend charge;

EN CONSÉQUENCE, il est ordonné, sur la proposition conjointe du Ministre des Affaires culturelles et du Ministre des Affaires intergouvernementales:

QUE la direction des Relations culturelles relevant présentement du ministère des Affaires culturelles soit transférée au ministère des Affaires intergouvernementales;

QUE les employés cités à l'annexe «A», faisant partie de cette direction, soient mutés avec les postes qu'ils occupent du ministère des Affaires culturelles au ministère des Affaires intergouvernementales;

QUE le solde des deniers votés pour l'année financière en cours en rapport avec la direction des Relations culturelles soit transféré du ministère des Affaires culturelles au ministère des Affaires intergouvernementales.

QUE le présent arrêté en conseil à l'exception de son annexe A soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
 GUY COULOMBE.

O.C. 4284-75, 24 September 1975
Reg. 75-500, 26 September 1975

EXECUTIVE POWER ACT
 (R.S.Q., 1964, ch. 9)

**Cultural Relations Branch of the
 Department of Cultural Affairs**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Cultural Relations Branch of the Department of Cultural Affairs.

WHEREAS under section 10 of the Intergovernmental Affairs Department Act, the Minister of Intergovernmental Affairs is responsible for everything which relates to the external relations of the Government of Québec;

WHEREAS the Minister, under section 35 of the same Act, must in cooperation with the interested departments see to the elaboration and implementation of cooperation programmes with foreigners;

WHEREAS a Cultural Relations Branch exists at the Department of Cultural Affairs of Québec;

WHEREAS it is expedient to attach this Branch to the Department of Intergovernmental Affairs, as prescribed in section 40 of the Act of such Department;

WHEREAS under section 7 of the Executive Power Act, the Lieutenant-Governor in Council may transfer one branch of any department to another and whereas under section 63 of the Civil Service Act, he may order that the sums voted for the administration of such service be transferred to the Department that is taking over the service;

IT IS ORDERED, therefore, upon the joint recommendation of the Minister of Cultural Affairs and the Minister of Intergovernmental Affairs:

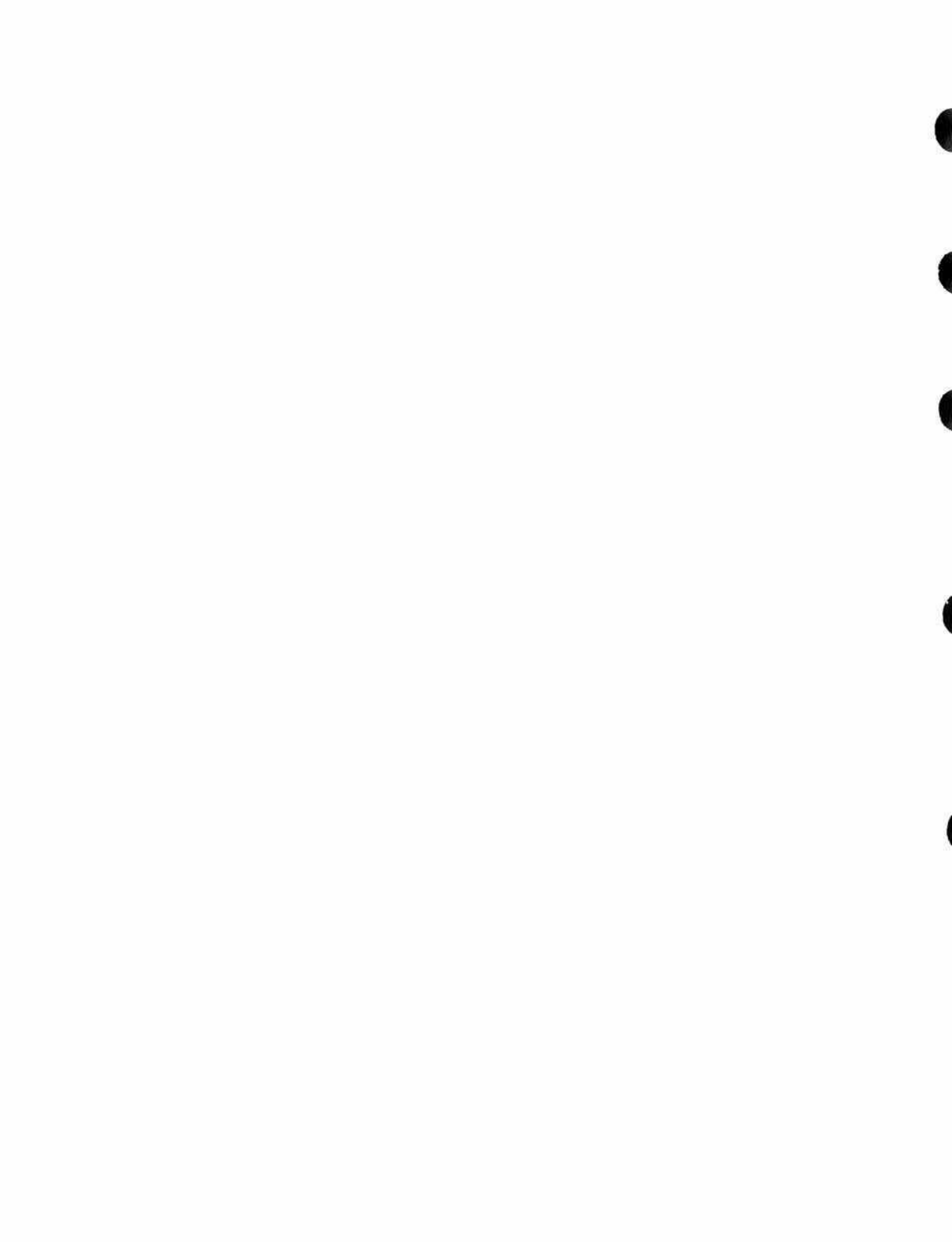
THAT the Cultural Relations Branch presently under the jurisdiction of the Department of Cultural Affairs be transferred to the Department of Intergovernmental Affairs;

THAT the employees listed in Schedule "A", who belong to this Branch, be transferred with the offices they hold from the Department of Cultural Affairs to the Department of Intergovernmental Affairs;

THAT the remainder of the sums voted for the current fiscal year in relation to the Cultural Relations Branch be transferred from the Department of Cultural Affairs to the Department of Intergovernmental Affairs.

THAT this Order in Council, with the exception of its Schedule "A", be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.



Avis

Notices

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS

(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle» adopté par le Bureau de l'Ordre des architectes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 23 juillet 1975, aux pages 3805 à 3809, a été approuvé le 17 septembre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 4214-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de
l'application des lois professionnelles,*
BERNARD LACHAPELLE.

860-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE

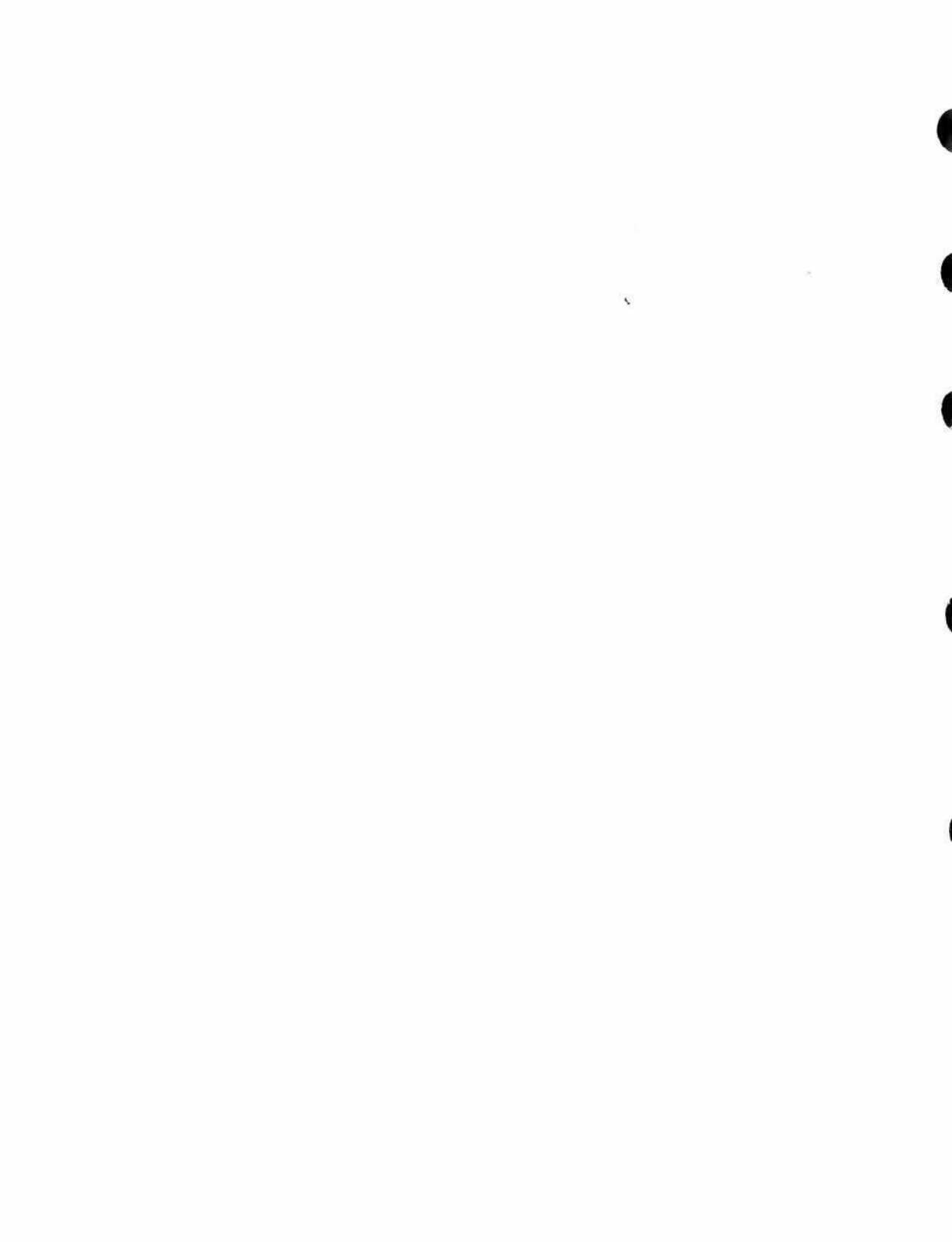
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code, that the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee" made by the Bureau of the Order of Architects of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 23 July 1975, pages 3805 to 3809, was approved on 17 September 1975 under Order in Council 4214-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

860-o



AVIS DE MODIFICATION AUX STATUTS

Carton ondulé

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Gérald Harvey, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am), que l'article 2.00 des statuts du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec, approuvé par l'arrêté en conseil 1043-F du 28 septembre 1955 et ses modifications ultérieures, a été modifié par l'arrêté en conseil 4286-75 du 24 septembre 1975 pour se lire de la façon suivante:

«2.00 Le nom du comité paritaire est en français: Comité paritaire de l'industrie des produits de papiers et cartons ondulés, et en anglais: Joint Committee of the Corrugated Paper Products Industry. Le comité est ci-après désigné sous le nom de «comité paritaire».»

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

Ministère du Travail et
de la Main-d'oeuvre.

863-o

NOTICE OF AMENDMENT TO THE STATUTES

Corrugated Paper Products

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Gérald Harvey, hereby gives notice that section 2.00 of the statutes of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Québec, approved by Order in Council No. 1043-F of September 28, 1955 and all future amendments thereto, has been amended by Order in Council 4286-75 of September 24, 1975 to read as follows:

“2.00 The name of the Joint Committee in French is “Comité paritaire de l'industrie des produits de papier et cartons ondulés” and in English, Joint Committee of the Corrugated Paper Products Industry. The Committee is hereinafter mentioned under the name of “Joint Committee”.”

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Department of Labour
and Manpower.

863-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS

(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes » adopté par le Bureau de l'Ordre des chiropraticiens du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 9 juillet 1975, aux pages 3543 à 3553, a été approuvé le 17 septembre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 4216-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de
l'application des lois professionnelles,*
BERNARD LACHAPELLE.

860-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE

(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice, in accordance with section 93 of the Professional Code, that the "Regulation respecting the procedure for the conciliation and arbitration of accounts" made by the Bureau of the Order of Chiropractors of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 9 July 1975, pages 3543 to 3553, was approved on 17 September 1975 under Order in Council 4216-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

860-o

Proclamations

Proclamations

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss (chapitre 67 des lois de 1974) a été sanctionnée le 13 décembre 1974;

ATTENDU QUE l'article 11 de cette loi édicte que:

«La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.»

ATTENDU QUE cette loi est entrée en vigueur par proclamation le 12 février 1975 à l'exception des articles 4 et 8;

ATTENDU QU'il y a lieu que les articles 4 et 8 entrent en vigueur le 24 septembre et qu'une proclamation soit lancée à cet effet;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 4367-75, du 24 septembre 1975, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières:

QUE les articles 4 et 8 de la Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss (chapitre 67 des lois de 1974) entrent en vigueur le 24 septembre 1975.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Act to amend the Trust Companies Act (Statutes of 1974, Chapter 67) was assented to on 13th December 1974;

WHEREAS section 11 of the said act stipulates that:

"This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council."

WHEREAS the said act, with the exception of sections 4 and 8, came into force on 12th February 1975;

WHEREAS it is expedient to order that the said sections 4 and 8 shall come into force on 24th September and that a proclamation be published to that effect;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in Order number 4367-75, dated September 24, 1975, We have ordered and, upon the recommendation of the Minister of Consumers Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, do hereby order:

THAT sections 4 and 8 of the Act to amend the Trust Companies Act (Statutes of 1974, Chapter 67) shall come into force on 24th September 1975.

All Our loyal subjects and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly;

IN WITNESS WHEREOF We have caused these letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-quinze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
LYSE LEMIEUX.

Libro: 502

Folio: 207

871-o

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-five and in the twenty-fourth year of Our Reign.

By command,

LYSE LEMIEUX,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 502

Folio: 207

871-o

Projets de règlement

Draft Regulations

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 88 du Code des professions, le «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle», dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de
l'application des lois professionnelles,*
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement déterminant la procédure
du comité d'inspection professionnelle

Section 1

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- (a) «comité»: le comité d'inspection professionnelle;
- (b) «corporation»: la Corporation professionnelle des diététistes du Québec;
- (c) «diététiste»: quiconque est inscrit au tableau de la corporation;
- (d) «dossiers»: les dossiers, livres et registres que tient un diététiste dans l'exercice de sa profession, ainsi que:
 - i) les documents auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur, incluant un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, ch. 48); et
 - ii) un bien qui lui a été confié par un client;
- (e) «enquêteur»: le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

DRAFT REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Professional Corporation of Dieticians of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, ch. 43), that it made, pursuant to section 88 of the Professional Code, the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Regulation determining the procedure
of the professional inspection committee

Division 1

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "committee": the professional inspection committee;
- (b) "corporation": the Professional Corporation of Dieticians of Québec;
- (c) "dietician": whoever is entered on the roll of the corporation;
- (d) "records": the records, books and registers which a dietician keeps in the practice of his profession:
 - (i) the documents in which he has in fact collaborated in the records, books and registers of his colleagues or his employer, including an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, ch. 48); and
 - (ii) a property that has been entrusted to him by a client;
- (e) "investigator": the committee, one of its members or a person authorized to assist the committee in the exercise of its functions.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2

LE COMITÉ

2.01 Le comité est formé de 5 membres nommés par le Bureau parmi les diététistes exerçant depuis au moins 3 ans.

2.02 Le quorum du comité est de 3 membres.

2.03 Le comité tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou par son président. Il en détermine aussi la fréquence.

2.04 Le Bureau de la corporation désigne le secrétaire du comité et détermine la durée du mandat des membres.

2.05 Le secrétariat du comité est situé au siège social de la corporation. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

Section 3

CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

3.01 Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque membre de la corporation qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

3.02 Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques et de l'expérience du diététiste, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il a fait l'objet en vertu du présent règlement.

3.03 Un diététiste a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

Section 4

SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

4.01 Le comité surveille l'exercice de la profession par les membres de la corporation suivant le programme qu'il détermine.

4.02 Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin de la corporation le programme de surveillance générale du comité.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2

THE COMMITTEE

2.01 The committee is composed of 5 members appointed by the Bureau from among the dietitians who have been practising for at least 3 years.

2.02 The quorum of the committee shall be 3 members.

2.03 The committee shall hold its sittings on the dates and at the places determined by it or its chairman. It shall also determine the frequency thereof.

2.04 The Bureau of the corporation designates the secretary of the committee and determines the duration of the term of office of the members.

2.05 The office of the committee is situated at the corporate seat of the corporation. All the minutes, reports and other documents of the committee are kept at the said office.

Division 3

DRAWING UP OF A PROFESSIONAL RECORD

3.01 As its activities progress, the committee shall draw up and keep up-to-date a professional record for each member of the corporation who is the object of an inspection under this Regulation.

3.02 The professional record contains a summary of the dietician's academic qualifications and experience as well as all the records pertaining to the inspection of which he is the object under this Regulation.

3.03 A dietician is entitled to consult his record and to obtain a copy thereof.

Division 4

GENERAL SUPERVISION OF THE PRACTICE OF THE PROFESSION

4.01 The committee shall supervise the practice of the profession by the members of the corporation according to the programme established by it.

4.02 Each year, the Bureau shall publish the committee's general supervision programme in the bulletin of the corporation.

4.03 Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un diététiste par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au diététiste visé, sous pli recommandé, un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

4.04 Si un diététiste ne peut recevoir un enquêteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

4.05 Lorsqu'un enquêteur constate que le diététiste n'a pas pu prendre connaissance de l'avis mentionné à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise le diététiste.

4.06 Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

4.07 Le diététiste dont les dossiers font l'objet d'une vérification peut être présent ou se faire représenter par un mandataire.

4.08 S'il a des raisons de croire que le comité devrait soumettre un diététiste à une enquête particulière, l'enquêteur dresse un état de vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

Section 5

ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN DIÉTÉTISTE

5.01 À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une enquête particulière sur la compétence d'un diététiste ou, à cette fin, désigne un enquêteur.

5.02 Au moins 5 jours francs avant la date de l'enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au diététiste visé, sous pli recommandé, un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

Dans le cas où la transmission d'un avis au diététiste pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, le comité peut autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

5.03 Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au représentant ou préposé d'un diététiste de lui donner accès aux dossiers de ce diététiste.

5.04 Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, le diététiste doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

4.03 At least 15 days before the date fixed for the inspection of a dietician's records by an investigator, the committee shall, through its secretary, send the dietician, by registered mail, a notice in accordance with the form in Schedule A.

4.04 If a dietician cannot receive an investigator on the prescribed date, he must, upon receipt of the notice, notify the secretary of the committee and decide on another date with him.

4.05 When an investigator ascertains that the dietician was unable to take cognizance of the notice referred to in section 4.03, he shall so inform the committee which shall fix a new date for the inspection and notify the dietician thereof.

4.06 An investigator must, if so required to do, submit a certificate attesting to his qualifications, signed by the secretary of the committee.

4.07 The dietician whose records are the object of inspection may be present or be represented by a mandatory.

4.08 If he has reason to believe that the committee should subject a dietician to a special inquiry, the investigator shall draw up an inspection report and forward it to the committee for study within 15 days following his inspection.

Division 5

SPECIAL INQUIRY INTO THE COMPETENCE OF A DIETICIAN

5.01 At the request of the Bureau or on its own initiative, the committee or one of its members shall make a special inquiry into the competence of a dietician, or designate an investigator for such purpose.

5.02 At least 5 clear days before the date of the special inquiry, the committee shall, through its secretary, send to the dietician in question, by registered mail, a notice in accordance with the form in Schedule B.

Where the sending of a notice to the dietician could jeopardize the objects for which a special inquiry is to be held, the committee may authorize an investigator to make the inquiry without such notice.

5.03 An investigator may give the employer, representative or employee of a dietician notice of the order to allow him access to the records of that dietician.

5.04 Where records are held by a third party, the dietician must, at the investigator's request, authorize the latter to take cognizance or a copy thereof.

5.05 Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

5.06 Si le diététiste refuse de recevoir un enquêteur, le comité en avise immédiatement le syndic.

5.07 L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude dans les 30 jours de la fin de son enquête.

5.08 Les articles 4.06 et 4.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

Section 6

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

6.01 Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un diététiste à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce diététiste d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et le diététiste visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

6.02 Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un diététiste à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce diététiste d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il doit permettre au diététiste visé de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

6.03 À cette fin, le comité convoque le diététiste et lui transmet, sous pli recommandé, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants:

- a) un avis précisant la date et l'heure de l'audition;
- b) un exposé des faits et motifs qui entraînent sa convocation devant le comité, et
- c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

6.04 Un diététiste ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

6.05 Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle du diététiste et des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

5.05 An investigator may request that a person who makes a declaration to him relative to an inquiry attest such declaration under oath or by solemn affirmation.

5.06 If the dietician refuses to receive an investigator, the committee shall immediately notify the syndic.

5.07 The investigator shall draw up a report and forward it to the committee for study within 30 days after termination of his inquiry.

5.08 Sections 4.06 and 4.07 shall apply *mutatis mutandis* to an inquiry held under this Division.

Division 6

RECOMMENDATIONS OF THE COMMITTEE

6.01 Where the committee, after study of an investigator's report, has reason to believe that it is not necessary to recommend to the Bureau that a dietician be required to serve a period of refresher training and that the right of such dietician to engage in professional activities during such period be limited, it shall notify the Bureau and the dietician in question within 15 days following its decision.

6.02 Where the committee, after study of an investigator's report, has reason to believe that it is expedient to recommend to the Bureau that a dietician be required to serve a period of refresher training and that the right of such dietician to engage in professional activities during such period be limited, it must permit the dietician in question to present a full and complete defence relative to the appraisal of his competence.

6.03 For such purpose, the committee shall convene the dietician and send him, by registered mail, 15 days before the date fixed for the hearing, the following information and documents:

- (a) a notice specifying the date and hour of the hearing;
- (b) a statement of the facts and reasons for convening him before the committee, and
- (c) a copy of the report made by the investigator concerning him.

6.04 A dietician or witness summoned before the committee may be assisted by an advocate.

6.05 The committee shall administer the oath or receive the solemn affirmation of the dietician and the witnesses through the intermediary of a commissioner for oaths.

6.06 L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande du diététiste, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

6.07 Le comité peut procéder par défaut si le diététiste ne se présente pas à la date et à l'heure prévues.

6.08 Les dépositions sont enregistrées à la demande du diététiste ou du comité.

6.09 Le comité et le diététiste acquittent leurs propres frais, à l'exception des frais d'enregistrement qui sont partagés à parts égales entre eux. Cependant, lorsque le comité demande l'enregistrement des dépositions, il en assume tous les frais.

6.10 Dans ses recommandations concernant un diététiste, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par ce diététiste.

6.11 Les recommandations du comité sont formulées à la majorité de ses membres dans les 90 jours de la fin de l'audition. Elles sont motivées, signées par les membres du comité qui y concourent et transmises sans délai au Bureau et au diététiste visé.

6.12 Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que la corporation organise pour ses membres.

6.13 Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte au sens de l'article 114 du Code des professions, pourrait être formulée contre un diététiste, il en avise le syndic de la corporation.

6.06 The hearing shall be held *in camera* unless the committee, at the request of the dietician, considers that it is in the public interest that it not be held in this manner.

6.07 The committee may proceed *ex parte* if the dietician does not appear on the date and at the hour prescribed.

6.08 The depositions shall be recorded at the request of the dietician or of the committee.

6.09 The committee and the dietician shall pay their own costs, with the exception of recording expenses which shall be shared equally between them. However, where the recording of depositions is made at the request of the committee, the latter shall assume the expenses thereof.

6.10 In its recommendations concerning a dietician, the committee shall take into account the type of professional activities in which the dietician is generally engaged.

6.11 The recommendations of the committee are made by the majority of its members within 90 days after the end of the hearing. The reasons shall be given on which they are based, signed by the members of the committee who concurred in them, and forwarded to the Bureau and the dietician in question without delay.

6.12 The committee may also make recommendations to the Bureau on the continuing refresher training periods organized by the corporation for its members.

6.13 When the committee has reason to believe that a complaint within the meaning of section 114 of the Professional Code might be laid against a dietician, it shall notify the syndic of the corporation.

ANNEXE A

CORPORATION PROFESSIONNELLE DES DIÉTÉTISTES DU QUÉBEC COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Avis de vérification

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur de notre comité procédera à la vérification de vos dossiers, livres et registres, le
19.... à heure.

Signé à
ce, 19....

Le comité d'inspection professionnelle

Par:

Secrétaire du comité

SCHEDULE A

PROFESSIONAL CORPORATION OF DIETICIANS OF QUÉBEC PROFESSIONAL INSPECTION COMMITTEE

Notice of inspection

Notice is given that, within the framework of the programme for general supervision of the practice of the profession, an investigator from our Committee will examine your records, books and registers on
19.... at o'clock.

Signed at
on 19....

The Professional Inspection Committee

Per:

Secretary of the Committee

ANNEXE B

**CORPORATION PROFESSIONNELLE DES
DIÉTÉTISTES DU QUÉBEC
COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE**

Avis d'enquête particulière

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le
19.... à heure.

Signé à,
ce, 19....

Le comité d'inspection professionnelle

Par:

Secrétaire du comité

860-o

SCHEDULE B

**PROFESSIONAL CORPORATION OF
DIETICIANS OF QUÉBEC
PROFESSIONAL INSPECTION COMMITTEE**

Notice of special inquiry

Notice is given that, at the request of the Bureau (or on its own initiative), the Committee has designated an investigator to make a special inquiry into your professional competence on
19.... at o'clock.

Signed at,
on, 19....

The Professional Inspection Committee

Per:

Secretary of the Committee

860-o

PROJET DE RÈGLEMENT**CODE DES PROFESSIONS**
(1973, ch. 43)**Projet de règlement**

Le Bureau de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 86 du Code des professions, le « Règlement concernant la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes », dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,*
BERNARD LACHAPELLE.

**Règlement concernant la procédure
de conciliation et
d'arbitrage des comptes**

Section 1**DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- a) « corporation »: la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec;
- b) « secrétaire »: le secrétaire de la corporation;
- c) « ergothérapeute »: le membre de la corporation dont le compte fait l'objet d'un différend avec un client;
- d) « arbitre »: l'arbitre nommé en vertu de la section 3;
- e) « syndic »: le syndic, le syndic adjoint ou l'un des syndics correspondants de la corporation.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2**CONCILIATION**

2.01 Le syndic doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

DRAFT REGULATION**PROFESSIONAL CODE**
(1973, ch. 43)**Draft regulation**

The Bureau of the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, ch. 43) that it made, pursuant to section 86 of the Professional Code, the "Regulation respecting the procedure for the conciliation and arbitration of accounts", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
*Minister responsible for the application of
the laws respecting the professions.*

**Regulation respecting the procedure
for the conciliation and
arbitration of accounts**

Division 1**DEFINITIONS AND INTERPRETATION**

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "corporation": the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec;
- (b) "secretary": the secretary of the Corporation;
- (c) "occupational therapist": the member of the corporation whose account is the object of a dispute with a client;
- (d) "arbitrator": the arbitrator appointed under Division 3;
- (e) "syndic": the syndic, assistant syndic or one of the corresponding syndics of the Corporation.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2**CONCILIATION**

2.01 The syndic shall forward a copy of this Regulation to every person who so requests.

2.02 Un client qui a un différend avec un membre de la corporation quant au montant d'un compte pour services professionnels, doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du syndic en lui transmettant par courrier recommandé la formule prévue à l'annexe 1 dûment complétée.

2.03 La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au client d'une réclamation en justice de la part de l'ergothérapeute concernant le compte contesté.

2.04 Dans les 5 jours de la date où il reçoit la demande de conciliation, le syndic transmet à l'ergothérapeute une copie de cette demande par courrier recommandé.

2.05 Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

2.06 Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, le syndic expédie aux deux parties un rapport de sa conciliation.

2.07 Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du syndic ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 45 jours de la réception de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section 3.

Section 3

ARBITRAGE

Sous-section 1

ACTE DE COMPROMIS

3.01.01 Un client demande l'arbitrage en déposant chez le secrétaire 2 exemplaires d'un « acte de compromis » rédigé selon la formule prévue à l'annexe 2, dûment complété et portant sa signature.

3.01.02 Dans les 5 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le secrétaire transmet à l'ergothérapeute, par courrier recommandé, un exemplaire de l'acte de compromis signé par le client.

3.01.03 Dans les 10 jours de la réception de cet exemplaire, l'ergothérapeute doit le signer et le retourner au secrétaire.

2.02 A client who has a dispute with a member of the Corporation with respect to the amount of an account for professional services must, before seeking arbitration, apply for conciliation by the syndic by forwarding to him by registered mail the form prescribed in Schedule 1 duly completed.

2.03 The application for conciliation must be sent before the day on which an action for a claim concerning the account contested is served by the occupational therapist upon the client.

2.04 Within 5 days from the date on which he receives the application for conciliation, the syndic shall forward the occupational therapist a copy of such application by registered mail.

2.05 The syndic shall act upon the conciliation in the manner he deems most appropriate.

2.06 The syndic shall send a report of his conciliation to both parties as soon as possible and not later than 30 days from the date of receipt of the application for conciliation.

2.07 Should the conciliation not result in an agreement between the parties, the client may, within 15 days from the date of receipt of the syndic's report or, in default of such report, within 45 days from the date of receipt of his application for conciliation, have recourse to arbitration in accordance with Division 3.

Division 3

ARBITRATION

Subdivision 1

SUBMISSION TO ARBITRATION

3.01.01 A client shall request arbitration by filing with the secretary 2 copies of a "submission to arbitration" drafted in the form prescribed in Schedule 2, duly completed and bearing his signature.

3.01.02 Within 5 days from the receipt of the request for arbitration, the secretary shall forward to the occupational therapist, by registered mail, a copy of the submission to arbitration signed by the client.

3.01.03 Within 10 days from the receipt of such copy, the occupational therapist shall sign it and return it to the secretary.

Sous-section 2

NOMINATION DE L'ARBITRE

3.02.01 Pour statuer sur le différend entre le client et l'ergothérapeute, le Bureau désigne un membre de la corporation à titre d'arbitre. Le Bureau nomme également un greffier pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions.

3.02.02 Le greffier avise les parties de la nomination de l'arbitre.

3.02.03 Une demande de récusation à l'endroit de l'arbitre ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du *Code de procédure civile* et doit être communiquée par écrit au greffier, à l'arbitre et à l'autre partie dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la partie qui l'invoque.

Le Bureau dispose de la demande de récusation et, le cas échéant, désigne un nouvel arbitre.

3.02.04 Avant d'agir, l'arbitre prête le serment ou fait l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe II du Code des professions.

3.02.05 Au cas de décès ou d'incapacité d'agir de l'arbitre, le Bureau nomme un nouvel arbitre.

Sous-section 3

AUDITION

3.03.01 L'arbitre fixe la date, l'heure et le lieu d'audition. Le greffier en avise, par écrit, les parties au moins 10 jours avant cette date.

3.03.02 L'arbitre peut demander à chacune des parties de lui remettre, dans un délai imparti, un exposé de ses prétentions avec pièces à l'appui.

3.03.03 L'arbitre convoque les parties, les entend, reçoit leur preuve ou, le cas échéant, constate leur défaut.

3.03.04 L'arbitre procède en toute diligence à l'instruction du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

3.03.05 Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que l'arbitre ou l'une des parties ne le requière. Dans ce dernier cas, cette partie en assume le coût.

3.03.06 Le greffier dresse le procès-verbal d'audition et le fait signer par l'arbitre.

Le procès-verbal fait preuve *prima facie* de son contenu.

Subdivision 2

APPOINTMENT OF ARBITRATOR

3.02.01 In order to settle the dispute between the client and the occupational therapist, the Bureau shall designate a member of the corporation as arbitrator. The Bureau shall also appoint a clerk to assist him in the exercise of his functions.

3.02.02 The clerk shall notify the parties of the appointment of the arbitrator.

3.02.03 A motion for recusation of an arbitrator shall only be made for one of the causes set forth in Article 234 of the *Code of Civil Procedure* and must be forwarded in writing to the clerk, the arbitrator and the other party within 10 days from the day on which the party who invokes it becomes aware of the cause for recusation.

The Bureau shall decide on the motion for recusation and, where applicable, designate a new arbitrator.

3.02.04 Before acting, the arbitrator must take the oath or make the affirmation of discretion prescribed in Schedule II to the Professional Code.

3.02.05 In the case of the death or inability to act of the arbitrator, the Bureau shall appoint a new arbitrator.

Subdivision 3

HEARING

3.03.01 The arbitrator shall fix the date, hour and place of the hearing. The clerk shall notify the parties in writing at least 10 days prior to such date.

3.03.02 The council may ask each party to submit, within a given time limit, a statement of his pretensions with documents in support thereof.

3.03.03 The arbitrator shall convene the parties, hear them, receive their evidence or, if they offer none, record their default.

3.03.04 The arbitrator shall proceed with dispatch to the hearing of the dispute according to the procedure and mode of evidence it deems appropriate.

3.03.05 The evidence shall not be recorded unless the arbitrator or one of the parties so requests. In the latter case, such party shall assume the cost thereof.

3.03.06 The clerk shall draw up the minutes of the hearing and have them signed by the arbitrator.

The minutes shall constitute *prima facie* proof of their content.

3.03.07 Les articles 945 et 947 du *Code de procédure civile* s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

Sous-section 4

DÉCISION ARBITRALE

3.04.01 L'arbitre doit rendre sa décision dans les 60 jours de la fin de l'audition, à moins que les parties ne s'entendent par écrit pour prolonger ce délai.

3.04.02 L'arbitre statue comme amiable compositeur et rend la décision qui lui semble la plus appropriée.

3.04.03 La décision doit être motivée et signée par l'arbitre.

Le greffier transmet la décision aux parties sans délai.

3.04.04 Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

3.04.05 La décision doit adjuger sur les frais d'arbitrage.

Le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 10% du montant faisant l'objet de l'arbitrage tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la décision de l'arbitre ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

3.04.06 La décision est finale et sans appel.

3.04.07 Le dossier complet de l'arbitrage est déposé chez le secrétaire qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau.

3.03.07 Articles 945 and 947 of the *Code of Civil Procedure* shall apply *mutatis mutandis* to the arbitration held in virtue of this Regulation.

Subdivision 4

DECISION OF ARBITRATOR

3.04.01 The arbitrator must render his decision within 60 days following the end of the hearing, unless the parties agree in writing to extend that time period.

3.04.02 The arbitrator decides as mediator and renders the decision he considers most appropriate.

3.04.03 The decision must give reasons therefor and be signed by the arbitrator.

The clerk shall forward the decision to the parties without delay.

3.04.04 The expenses incurred by the parties for the holding of the arbitration shall be assumed by each of them respectively and cannot be claimed by the adverse party.

3.04.05 The decision must adjudge on the arbitration fees.

The total amount of the arbitration fees shall in no case exceed 10% of the amount which is the object of the arbitration as fixed in section 3 of the submission to arbitration.

Where an agreement is reached between the parties before the decision of the arbitrator is rendered, the latter shall nevertheless adjudge on the arbitration fees in accordance with this section.

3.04.06 The decision is final.

3.04.07 The complete record of arbitration is filed with the secretary who, unless explicitly authorized by the parties, shall issue a copy thereof in whole or in part only to the latter, their advocate, the syndic and members of the Bureau.

ANNEXE 1

Demande de conciliation

Je, soussigné,
(nom et adresse)

personnellement ou (le cas échéant) représentant

..... pour les fins de cette demande,
comme en fait foi l'autorisation annexée à la présente, dé-
clare solennellement (ou étant dûment assermenté, déclare):

1) Monsieur me réclame la
(nom de l'ergothérapeute)

somme de pour des services professionnels
rendus entre le et le

comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la
présente;

2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s)
suivant(s):

.....
.....
.....
mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de ...
relativement aux services professionnels mentionnés dans
ce compte;

3) Je demande la conciliation du syndic en vertu de la sec-
tion 2 du *Règlement concernant la procédure de concilia-
tion et d'arbitrage des comptes* de la Corporation profes-
sionnelle des ergothérapeutes du Québec, dont je déclare
avoir reçu copie et pris connaissance.

Déclaré solennellement ou Et j'ai signé
assermenté devant moi

à
(signature du client ou de son
ce 19..... représentant dûment autorisé)

.....
Commissaire à l'assermentation

Schedule 1

APPLICATION FOR CONCILIATION

I, the undersigned,
(name and address)

in person or (where applicable) representing

..... for the purposes of this
application, as attested to by the authorization annexed
hereto, solemnly declare (or being duly sworn, declare
that):

(1) Mr. has claimed from me the
(name of occupational therapist)

sum of for professional services rendered
between and as attested to

in the account annexed hereto.

(2) I refuse to pay that account for the following reason(s):

.....
.....
.....
but (where applicable) I acknowledge that I owe the sum
of for the professional services referred to in
such account;

(3) I apply for conciliation by the syndic under Division 2
of the *Regulation respecting the procedure for the con-
ciliation and arbitration of accounts* made by the Profes-
sional Corporation of Occupational Therapists of Québec,
of which I declare to have received a copy and taken cog-
nizance.

Sworn or solemnly declared And I have signed
before me

at
(Signature of client or his duly
this 19 authorized representative)

.....
Commissioner for oaths

ANNEXE 2

Schedule 2

Acte de compromis

SUBMISSION TO ARBITRATION

Intervenu entre:

Entered into by:

.....
(nom et adresse)

personnellement ou (le cas échéant) représentant
pour les fins du présent acte, comme en fait foi l'autorisa-
tion annexée au présent acte,
ci-après désigné «partie de première part»,

et

.....
(nom et adresse)

membre de la Corporation professionnelle des ergothéra-
peutes du Québec, ci-après désigné «partie de seconde
part»,

lesquels font les déclarations et conventions suivantes:

1) La partie de seconde part réclame de la partie de pre-
mière part la somme de pour des services pro-
fessionnels rendus entre le et le,
comme en fait foi le compte dont copie est annexée au
présent acte;

2) La partie de première part refuse d'acquitter ce compte
pour le(s) motif(s) suivant(s):
.....
.....
.....

.....
mais (le cas échéant) la partie de première part reconnaît
devoir la somme de relativement aux services
professionnels mentionnés dans ce compte, et renonce au
bénéfice du temps écoulé quant à la prescription de cette
somme;

3) Le différend entre les parties porte sur la totalité du
compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui
excède ce que la partie de première part reconnaît devoir
à la partie de seconde part, c'est-à-dire sur la somme de .
.....;

4) Le différend entre les parties sera résolu par arbitrage
tenu conformément à la section 3 du Règlement concernant
la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes de
la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du

.....
(name and address)

in person or (where applicable) representing
for the purposes of this submission, as attested to by the
authorization annexed hereto,
hereinafter referred to as "party of the first part".

and

.....
(name and address)

member of the Professional Corporation of Occupational
Therapists of Québec, hereinafter referred to as "party of
the second part",

who make the following declarations and covenants;

(1) The party of the second part claims from the party of
the first part the sum of for professional ser-
vices rendered between and
as attested to by the account a copy of which is annexed
hereto;

(2) The party of the first part refuses to pay this account
for the following reason(s):
.....
.....
.....

.....
but (where applicable) the party of the first part acknowl-
edges that he owes the sum of for the profes-
sional services referred to in such account, and renounces
to the benefit of any time elapsed with respect to the pre-
scription of that sum;

(3) The dispute between the parties bears on the entire
account or (where applicable) on that part of the account
which exceeds that which the party of the first part acknowl-
edges that he owes to the party of the second part, namely
the sum of

(4) The dispute between the parties will be settled by arbi-
tration held in accordance with Division 3 of the Regulation
respecting the procedure for the conciliation and arbitra-
tion of accounts made by the Professional Corporation of

Québec, dont les parties déclarent avoir reçu copie et pris connaissance;

5) La partie de seconde part s'engage, pendant la durée de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux civils la partie du compte qui fait l'objet du différend;

6) La décision arbitrale lie les parties et les règles prévues au Livre septième du *Code de procédure civile* s'appliquent à son exécution;

7) Le présent acte ne peut être résilié que du consentement écrit des parties.

.....
(signature du client ou de son
représentant dûment autorisé)

.....
(signature de l'ergothérapeute)

Signé à Signé à

le 19.... le 19....

860-o

Occupational Therapists of Québec, of which the parties declare to have received a copy and taken cognizance;

(5) The party of the second part binds himself, for the duration of the arbitration, not to claim before the civil courts that part of the account which is the object of the dispute;

(6) The arbitrary decision binds the parties and the rules set forth in Book Seven of the *Code of Civil Procedure* shall apply to its enforcement;

(7) This submission may be annuled only with the written consent of the parties.

.....
(signature of client or his duly
authorized representative)

.....
(signature of occupational therapist)

Signed at Signed at

this 19.... this 19....

860-o



PROJET DE RÈGLEMENT

Avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a adopté, lors d'une assemblée tenue le 18 septembre 1975, le règlement concernant l'assurance de la luzerne de culture commerciale.

Conformément à l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, ch. 31), ce règlement sera soumis pour approbation au Lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des quinze (15) jours suivant la présente publication.

Le secrétaire,
JEAN-MARC DUCHARME.

Québec, le 18 septembre 1975

Règlement concernant l'assurance de la luzerne de culture commerciale

— SOMMAIRE —

SECTION I	Définitions
SECTION II	Admissibilité
SECTION III	Protection
SECTION IV	Durée de la protection
SECTION V	Rendement moyen
SECTION VI	Demande d'assurance et certificat d'assurance
SECTION VII	Modification de programme agricole
SECTION VIII	Avis et constatation de dommages
SECTION IX	Travaux urgents et compensation
SECTION X	Expertise individuelle
SECTION XI	Indemnité
SECTION XII	Dispositions finales

Section I

DÉFINITIONS

I. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

- a) producteur: le propriétaire, locataire ou occupant d'une exploitation agricole;
- b) Loi: la Loi sur l'assurance-récolte (1974, ch. 31);
- c) Régie: la Régie de l'assurance-récolte du Québec;
- d) assuré: le producteur qui est admissible à recevoir ou qui détient un certificat d'assurance;

DRAFT REGULATION

Notice is given that the Régie de l'assurance-récolte du Québec made, at a regular meeting held on 18 September 1975, the Regulation respecting the insurance of commercial crop alfalfa.

In accordance with section 75 of the Crop Insurance Act (1974, ch. 31), this Regulation will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval upon the expiry of fifteen (15) days after this publication.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secretary.

Québec, 18 September 1975.

Regulation respecting the insurance of commercial crop alfalfa

— SUMMARY —

DIVISION I	Definitions
DIVISION II	Eligibility
DIVISION III	Protection
DIVISION IV	Duration of protection
DIVISION V	Average yield
DIVISION VI	Application for insurance and insurance certificate
DIVISION VII	Alteration of agricultural program
DIVISION VIII	Notice and verification of damage
DIVISION IX	Emergency measures and compensation
DIVISION X	Individual appraisal
DIVISION XI	Indemnity
DIVISION XII	Final provisions

Division I

DEFINITIONS

I. In this Regulation, the following words and expressions mean:

- (a) producer: the owner, lessee or occupant of a cultivated farm;
- (b) Act: the Crop Insurance Act (1974, ch. 31);
- (c) Régie: the Régie de l'assurance-récolte du Québec;
- (d) insured: the producer who is eligible to receive or who holds an insurance certificate;

- | | |
|---|--|
| <p>e) inspecteur: toute personne autorisée par la Régie à procéder à l'inspection des récoltes et à l'expertise individuelle;</p> <p>f) rendement: quantité de récolte exprimée en poids à 15% d'humidité;</p> <p>g) rendement moyen: le rendement établi conformément à la section V du présent règlement;</p> <p>h) rendement assuré: le rendement qui correspond à 80% du rendement moyen, compte tenu, s'il y a lieu, de l'ajustement prévu à la section XI du présent règlement;</p> <p>i) rendement réel: le rendement établi par expertise individuelle, y compris, s'il y a lieu, le rendement attribué pour une perte non assurée;</p> <p>j) plan de ferme: document déposé par un producteur et qui délimite les étendues dont il est propriétaire, locataire ou occupant, y compris, la superficie cultivée par champ;</p> <p>k) modification de programme agricole: changement proposé par l'assuré à la demande d'assurance et nécessitant une révision du rendement assuré ou une réévaluation de la cotisation exigible;</p> <p>l) champ: une étendue de terre sur laquelle on cultive une récolte dont l'apparence offre un caractère d'homogénéité aux fins de l'expertise individuelle.</p> | <p>(e) inspector: any person authorized by the Régie to inspect crops and to make an individual appraisal;</p> <p>(f) yield: quantity of crop expressed in weight at 15% moisture;</p> <p>(g) average yield: yield determined in accordance with Division V of this Regulation;</p> <p>(h) insured yield: yield which corresponds to 80% of the average yield, account taken, where applicable, of the adjustment prescribed in Division XI of this Regulation;</p> <p>(i) actual yield: yield determined by individual appraisal including, where applicable, the yield attributed for a non-insured loss;</p> <p>(j) plan of the farm: document filed by a producer which delimits the areas of which he is the owner, lessee or occupant, including the area cultivated per field;</p> <p>(k) alteration of agricultural program: change proposed by the insured to the application for insurance and which requires a revision of the insured yield or re-evaluation of the assessment payable;</p> <p>(l) field: land on which a crop is cultivated whose appearance is homogeneous for the purposes of the individual appraisal.</p> |
|---|--|

Section II ADMISSIBILITÉ

- 2.** Est assurable, en vertu du présent programme, la prairie de luzerne dont la récolte est destinée principalement au commerce.
- 3.** Une prairie de luzerne est admissible à l'assurance si:
- a) elle est âgée d'au moins un an et d'au plus 3 ans;
 - b) elle est constituée d'au moins 20 plants de luzerne au pied carré pour une prairie de première année et d'au moins 10 plants de luzerne au pied carré pour une prairie de deuxième ou de troisième année;
 - c) elle est destinée principalement au commerce;
 - d) elle est cultivée sur une superficie minimum de 10 acres;
 - e) elle est délimitée au moyen d'un plan de ferme acceptable par la Régie;
 - f) elle provient de variétés de semences recommandées par le Conseil des productions végétales du Québec ou acceptées par la Régie;

Division II ELIGIBILITY

- 2.** The alfalfa prairie whose crop is mainly intended for trade is insurable under this program.
- 3.** An alfalfa prairie is eligible for insurance where:
- (a) it is at least one year old and not more than 3 years old;
 - (b) it is constituted of at least 20 alfalfa plants per square foot for a first year prairie and of at least 10 alfalfa plants per square foot for a second or third year prairie;
 - (c) it is mainly intended for trade;
 - (d) it is cultivated over a minimum area of 10 acres;
 - (e) it is delimited by means of a plan of the farm accepted by the Régie;
 - (f) it is derived from varieties of seeds recommended by the Plants Production Council of Québec or accepted by the Régie;

g) elle est cultivée selon les techniques et les normes généralement reconnues et recommandées par le Conseil des productions végétales du Québec ou par la Régie.

4. Outre les conditions prévues à l'article 3 du présent règlement, une prairie de luzerne est admissible à l'assurance pourvu que, après une inspection exécutée par la Régie au plus tard le 1^{er} novembre précédant l'année d'assurance, elle soit jugée suffisamment établie ou implantée.

5. Le producteur doit assurer toute l'étendue cultivée en prairies de luzerne assurables.

Section III

PROTECTION

6. L'assurance, pendant qu'elle est en vigueur, protège la prairie de luzerne contre une perte de rendement imputable à l'action nuisible des éléments naturels suivants:

- a) la neige;
- b) la grêle;
- c) l'ouragan;
- d) l'excès de pluie;
- e) la sécheresse;
- f) le gel;
- g) les animaux sauvages;
- h) la crue des eaux pourvu qu'elle survienne pendant que l'assurance est en vigueur et qu'elle constitue un événement exceptionnel provoqué par l'un des éléments naturels énumérés ci-dessus;
- i) le gel du sol ou la formation de glace dans le sol au cours des mois de novembre à avril précédents, pourvu que le producteur signe la demande d'assurance et paie la cotisation exigible au plus tard le 1^{er} novembre précédant l'année d'assurance;
- j) les insectes suivants:
criquets (*Locusta Migratoria*)
mineuse de la luzerne (*Agromyza Frontella*)
nématodes (*Ditylencus dipsaci*);
- k) les maladies des plantes suivantes:
Verticilliose (*Verticilium Albo-atrum*)
Mildiou (*Peronospora trifoliorum* de Bary).

7. Nonobstant l'énumération des paragraphes *j* et *k* de l'article 6, la prairie de luzerne est également protégée contre la perte de rendement résultant de l'action nuisible de tout insecte ou maladie de plantes qui se présente sous forme d'invasion ou d'épidémie et qui nécessite des moyens de protection collectifs.

(g) it is cultivated according to techniques and standards generally recognized and recommended by the Plant Production Council of Québec or by the Régie;

4. In addition to the conditions prescribed in section 3 of this Regulation, an alfalfa prairie is eligible for insurance provided that, after an inspection carried out by the Régie not later than on 1 November preceding the year of insurance, it is deemed sufficiently established or implanted.

5. The producer must insure every area cultivated in insurable alfalfa prairies.

Division III

PROTECTION

6. While in force the insurance shall protect the prairie alfalfa against a loss in yield due to the harmful effect of the following forces of nature:

- (a) snow;
- (b) hail;
- (c) hurricane;
- (d) excessive rain;
- (e) drought;
- (f) frost;
- (g) wild animals;
- (h) flood, provided that it occurs while the insurance is in force and is an exceptional occurrence caused by one of the forces of nature listed above;
- (i) freezing of the soil or the formation of ice on the soil during the preceding months of November to April, provided the producer signs the application for insurance and pays the assessment payable not later than 1 November preceding the year of insurance;
- (j) the following insects:
crickets (*Locusta Migratoria*)
lucerne miner (*Agromyza Frontella*)
nematodes (*Ditylencus dipsaci*);
- (k) the following plant diseases:
Verticilliosis (*Verticilium Albo-atrum*)
Mildiou (*Peronospora trifoliorum* de Bary).

7. Notwithstanding the list in paragraphs *j* and *k* of section 6 the prairie alfalfa shall also be protected against a loss in yield due to the harmful effect of any insect or plant disease which occurs in the form of infestation or epidemic and which requires collective means of protection.

8. L'assurance protège 80% du rendement moyen des prairies de luzerne assurées.

8. The insurance shall protect 80% of the average yield of the prairie alfalfa insured.

Section IV

DURÉE DE LA PROTECTION

9. Sous réserve quant au gel du sol des modalités prévues au paragraphe *i* de l'article 6 du présent règlement, l'assurance est en vigueur, chaque année, à compter du début de la végétation jusqu'à la fin des récoltes.

9. Subject, as regards the freezing of the soil, to the terms and conditions prescribed in paragraph *i* of section 6 of this Regulation, the insurance shall be in force, every year, from the beginning of vegetation to the end of the harvest.

10. La prairie de luzerne n'est pas protégée par l'assurance pour les dommages résultant d'éléments naturels couverts qui se produisent après le 31 octobre.

10. The alfalfa prairie shall not be protected by the insurance for damage resulting from forces of nature which are covered but which occur after 31 October.

Toutefois, lorsqu'il y a impossibilité de compléter la dernière coupe de luzerne à la date indiquée ci-dessus en raison d'éléments naturels couverts qui se sont produits antérieurement et que l'assuré se conforme à l'article 44 du présent règlement, la protection est prolongée.

However, when it is impossible to complete the last cutting of alfalfa on the date indicated above because of forces of nature which are covered but which occurred prior thereto and the insured complies with section 44 of this Regulation, the protection shall be extended.

Section V

RENDEMENT MOYEN

11. Le rendement moyen, exprimé en poids et calculé sur un cycle de production de 5 années, est établi comme suit:

11. The average yield, expressed in weight and calculated on a 5 year production cycle, shall be established as follows:

- 1) **pour un nouvel assuré:** d'après la moyenne régionale qui est déterminée annuellement par la Régie.
- 2) **pour un ancien assuré:** d'après la moyenne obtenue sur sa propre exploitation au cours des années antérieures et consignée à son dossier, en ajoutant, pour chaque année où il n'était pas assuré, la moyenne régionale qui est déterminée annuellement par la Régie.

- (1) **In the case of a person newly insured:** according to the regional average determined annually by the Régie.
- (2) **In the case of a person insured previously:** according to the average obtained on his own farm during the previous years and entered in his record, in addition, for each year he was not insured, the regional average determined annually by the Régie.

Ce rendement moyen comprend toutes les coupes de luzerne susceptibles d'être effectuées au cours d'une année d'assurance.

This average yield includes all cuttings of alfalfa likely to be made during one year of insurance.

12. Sous réserve des modalités prévues à l'article 52 de la Loi, la Régie peut, avant la délivrance du certificat d'assurance, modifier le rendement moyen proposé à la demande d'assurance, lorsque, par suite d'une inspection de l'exploitation, elle constate des déficiences dans l'application des techniques de production et de gestion.

12. Subject to the terms and conditions prescribed in section 52 of the Act, the Régie may, prior to the issuance of the insurance certificate, modify the average yield proposed in the application for insurance where, following inspection of the farm, it discovers deficiencies in the application of production and management techniques.

Section VI

DEMANDE D'ASSURANCE ET CERTIFICAT D'ASSURANCE

13. Le producteur désireux d'assurer ses prairies de luzerne doit, avant le 30 avril de l'année où la protection sera en vigueur, en faire la demande à la Régie sur la formule prescrite à cette fin et payer la cotisation exigible.

Division IV

DURATION OF PROTECTION

Division V

AVERAGE YIELD

Division VI

APPLICATION FOR INSURANCE AND INSURANCE CERTIFICATE

13. A producer who wishes to ensure his alfalfa prairies must, prior to 30 April of the year during which the protection will be in force, submit an application therefor to the Régie on the form prescribed for such purpose and pay the assessment payable.

14. La demande d'assurance accompagnée d'un plan de ferme doit contenir les renseignements suivants:

- a) l'identification du producteur (nom, prénom, adresse);
- b) l'identification de l'exploitation (numéro de cadastre);
- c) le statut du producteur (propriétaire, locataire ou occupant);
- d) l'âge, la superficie et le rendement moyen des prairies de luzerne assurables;
- e) la cotisation exigible;
- f) l'attestation par le producteur de l'exactitude des renseignements qui y sont inscrits ainsi qu'un engagement à fournir tout autre renseignement pertinent et à se conformer à la Loi et au règlement;
- g) la date et l'endroit où elle est remplie et signée;
- h) tout autre renseignement pertinent à la mise à exécution de l'assurance.

15. La demande d'assurance doit porter la signature du producteur ou de son préposé ainsi que celle du représentant mandaté par la Régie.

16. Lorsqu'une demande d'assurance est formulée pour une même récolte, par 2 ou plusieurs personnes, la Régie, après avoir permis à chacune de faire valoir son point de vue, délivre un seul certificat d'assurance au nom de celle qui répond à la définition de producteur au sens de la Loi.

17. Le certificat d'assurance délivré au producteur qui a droit doit contenir les renseignements suivants:

- a) l'identification du producteur (nom, prénom, adresse);
- b) la superficie cultivée et le rendement moyen des prairies de luzerne assurables;
- c) le rendement assuré, la valeur assurée et le prix unitaire;
- d) la cotisation du producteur et la contribution du gouvernement.

18. Le certificat d'assurance doit porter la signature du président et directeur général de la Régie.

19. Si 2 ou plusieurs certificats d'assurance sont délivrés à un producteur, seul le dernier en date est considéré en vigueur.

20. Sous réserve des modalités prévues à l'article 52 de la Loi, la demande d'assurance est annulée et la cotisation remboursée lorsqu'un producteur refuse ou ne peut respecter les conditions auxquelles un certificat d'assurance peut lui être délivré.

14. The application for insurance accompanied by a plan of the farm must contain the following information:

- (a) the identification of the producer (name, given name, address);
- (b) the identification of the farm (cadastre number);
- (c) the status of the producer (owner, lessee or occupant);
- (d) the age, area and average yield of the insurable alfalfa prairies;
- (e) the assessment payable;
- (f) the attestation by the producer of the accuracy of the information entered therein and also a commitment to furnish any other pertinent information and to comply with the Act and the Regulation;
- (g) the date and place where it is completed and signed;
- (h) any other pertinent information for putting the insurance into effect.

15. The application for insurance must bear the signature of the producer or his employee as well as that of the representative authorized by the Régie:

16. When an application for insurance is submitted for the same crop by 2 or several persons, the Régie, having allowed each of them to be heard, shall issue a single insurance certificate in the name of the person who meets the definition of "producer" within the meaning of the Act.

17. The insurance certificate issued to the producer entitled thereto must contain the following information:

- (a) the identification of the producer (name, given name, address);
- (b) the area cultivated and the average yield of the insurable alfalfa prairies;
- (c) the insured yield, the insured value and the unit price;
- (d) the producer's assessment and the contribution of the government.

18. The insurance certificate must bear the signature of the president and general manager of the Régie.

19. If 2 or more insurance certificates are issued to a producer, only the most recent shall be deemed to be in force.

20. Subject to the terms and conditions prescribed in section 52 of the Act, the application for insurance shall be cancelled and the assessment repaid where a producer refuses or cannot comply with the conditions under which and insurance certificate may be issued to him.

Section VII

MODIFICATION DE PROGRAMME AGRICOLE

21. L'assuré, dès qu'il procède à une modification de programme agricole, doit en aviser la Régie, sans délai au plus tard le 1er juillet de l'année d'assurance.

22. L'avis signalant une modification de programme agricole peut être formulé verbalement ou par écrit. Pour être acceptable, l'avis formulé verbalement doit être confirmé par écrit.

Section VIII

AVIS ET CONSTATATION DE DOMMAGES

23. L'assuré dès qu'il constate que l'un des éléments naturels visés aux articles 6 et 7 du présent règlement produit des effets de nature à réduire le rendement de la récolte assurée, doit en aviser la Régie, dans les plus brefs délais.

La formulation d'un avis de dommages est nécessaire chaque fois que l'un ou l'autre parmi ces éléments naturels produit de tels effets.

24. L'avis de dommages doit être formulé à une époque qui permette à la Régie d'effectuer les constatations d'usage dans le champ, soit, selon le cas, avant l'exécution des travaux urgents et au plus tard le 1er juin en ce qui concerne le gel du sol ou avant le fauchage de la récolte destinée à être livrée ou engrangée.

25. Sous réserve de l'article 24, la date ultime d'acceptabilité d'un premier avis de dommages est fixée au 31 octobre.

26. L'avis de dommages peut être formulé verbalement ou par écrit. L'avis de dommages formulé verbalement est acceptable s'il est confirmé par écrit.

27. L'avis de dommages doit indiquer l'étendue affectée et la cause de la perte de rendement anticipée.

28. L'assuré, qui néglige de donner un avis de dommages dans la forme et le délai prescrits, ne peut réclamer le paiement d'une compensation ou d'une indemnité.

29. Sur réception d'un avis de dommages conforme à la présente section, la Régie procède à la constatation des dommages par l'entremise d'un inspecteur.

30. La constatation des dommages permet de vérifier l'étendue et la récolte affectées, d'évaluer l'ampleur du sinistre et d'en établir la cause.

De plus l'inspecteur collige, sur le rapport qu'il doit compléter et signer, tout renseignement pertinent à l'évaluation de la réclamation.

Division VII

ALTERATION OF AGRICULTURAL PROGRAM

21. As soon as the insured alters an agricultural program, he must notify the Régie thereof without delay not later than on 1 July of the year of the insurance.

22. The notice of an alteration of agricultural program may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice given verbally must be confirmed in writing.

Division VIII

NOTICE AND VERIFICATION OF DAMAGE

23. Whenever the insured discovers that any of the forces of nature contemplated in sections 6 and 7 of this Regulation produces effects that could reduce the yield of the insured crop, he must notify the Régie thereof without delay.

A notice of damage must be given every time any of these forces of nature produces such effects.

24. The notice of damage must be given at a time when it is possible for the Régie to make routine investigations in the fields, that is, before the carrying out of emergency measures and not later than 1 June as regards the freezing of the soil, or before the harvesting of the crop to be delivered or garnered, as the case may be.

25. Subject to section 24 the latest acceptable date for a first notice of damage is fixed at 31 October.

26. The notice of damage may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice of damage given verbally must be confirmed in writing.

27. The notice of damage must describe the area affected and the cause of the anticipated loss in yield.

28. The insured who fails to give notice of damage in the prescribed form and time limit cannot claim payment of compensation or an indemnity.

29. Upon receipt of a notice of damage in compliance with this Division, the Régie shall carry out a verification of damage through an inspector.

30. The verification of damage permits verification of the area and the yield affected, an evaluation of the extent of damage and the determination of its cause.

The inspector shall also indicate, in the report to be completed and signed by him, any information relevant to the assessment of the claim.

Section IX

TRAVAUX URGENTS ET COMPENSATION

31. Les travaux urgents qui peuvent donner ouverture au paiement d'une compensation sont classifiés comme suit:

- a) réparation: travaux destinés à favoriser la reprise de la végétation et à protéger la croissance normale de la prairie de luzerne affectée, lorsque les dommages sont légers ou dispersés;
- b) rénovation: travaux destinés à établir la prairie de luzerne affectée, lorsque les dommages sont importants.

32. Le paiement d'une compensation pour travaux de rénovation se limite aux prairies de luzerne de première et de deuxième année.

33. Pour réclamer le paiement d'une compensation l'assuré doit:

- a) avoir formulé l'avis de dommages, dans les plus brefs délais;
- b) avoir permis la constatation des dommages par la Régie;
- c) avoir reçu l'autorisation préalable de la Régie quant à l'exécution des travaux urgents;
- d) avoir exécuté les travaux urgents conformément aux recommandations de la Régie.

34. Le montant de la compensation est calculé d'après les taux suivants:

Travaux exécutés	Taux à l'acre
Hersage	\$ 4.00
Semis	26.00

Section X

EXPERTISE INDIVIDUELLE

35. Aux fins de déterminer le rendement réel de la récolte endommagée, la Régie procède à une expertise individuelle de cette récolte par l'entremise d'un inspecteur.

36. L'expertise individuelle est exécutée par la méthode d'échantillonnage de la récolte sur le champ.

Lorsque, à la suite de circonstances exceptionnelles hors de la volonté de la Régie ou de l'assuré, la méthode d'échantillonnage de la récolte sur le champ s'avère impossible à appliquer, l'expertise individuelle peut être exécutée par le décompte physique de la récolte engrangée, ensilée ou livrée.

Division IX

EMERGENCY MEASURES AND COMPENSATION

31. The emergency measures which may give rise to the payment of compensation are classified as follows:

- (a) repairs: measures intended to promote the regrowth of vegetation and to protect the normal growth of the prairie alfalfa affected, when damage is slight or scattered;
- (b) renovations: measures intended to restore the prairie alfalfa affected, when the damage is severe.

32. The payment of compensation for renovations shall be limited to first and second year alfalfa prairies.

33. To claim payment of compensation, the insured must:

- (a) have given the notice of damage without delay;
- (b) have permitted the verification of damage by the Régie;
- (c) have received the prior authorization of the Régie to carry out emergency measures;
- (d) have carried out such emergency measures in accordance with the recommendations of the Régie.

34. The amount of the compensation is computed according to the following rates:

Measures carried out	Rate per acre
Harrowing	\$ 4.00
Sowing	26.00

Division X

INDIVIDUAL APPRAISAL

35. For the purpose of determining the actual yield of the damaged crop, the Régie shall carry out an individual appraisal of such crop through an inspector.

36. The individual appraisal is made by the on the spot method for sampling crop.

When, due to exceptional circumstances outside the Régie's or the insured's power, it is impossible to use the on the spot method for sampling crop, the individual appraisal may be made by deduction of volume of the crop that has been garnered, siloed or delivered.

37. L'échantillonnage de la récolte dans le champ est exécuté selon les méthodes et procédures suivantes:

1) Établissement des emplacements à échantillonner: La superficie du champ étant connue, on établit les coordonnées des 4 emplacements à échantillonner par l'utilisation de la table des nombres au hasard.

2) Prélèvement des échantillons: On prélève, au moyen d'instruments de mesures standards, la quantité de luzerne qui se trouve dans chacun des 4 emplacements à échantillonner. On coupe la luzerne à environ 4 pouces du sol.

3) Analyse des échantillons et calcul du rendement réel: On pèse les échantillons recueillis sur chacun des emplacements et on en fait le test d'humidité; on ajuste ensuite ce poids, s'il y a lieu, pour qu'il corresponde en quantité à de la luzerne contenant 15% d'humidité. On étend le rendement ainsi obtenu sur la surface échantillonnée pour connaître le rendement réel à l'acre.

38. L'inspecteur qui procède à l'expertise individuelle informe l'assuré des motifs de sa visite et lui fait signer un document reconnaissant l'exécution de cette expertise individuelle.

L'absence de l'assuré ou de son préposé au cours de cette visite doit être notée sur le document.

39. À moins qu'une expertise individuelle démontre un rendement réel supérieur, le rendement réel d'une coupe de luzerne pour laquelle il n'y a pas eu d'avis de dommage correspond au rendement estimé pour cette coupe.

Section XI INDEMNITÉ

40. Pour réclamer le paiement d'une indemnité, l'assuré doit:

- a) avoir formulé l'avis de dommages, dans les plus brefs délais;
- b) avoir permis la constatation des dommages et l'expertise individuelle par la Régie.

41. Tout dommage qui se produit sur une prairie de luzerne de troisième année par suite de l'action nuisible du gel du sol et dont l'importance nécessite, selon la Régie, l'abandon ou la destruction d'une partie ou de la totalité de cette prairie de luzerne, entraîne le paiement d'une indemnité équivalant à \$35.00 l'acre ainsi abandonnée ou détruite.

L'assurance est annulée pour la partie abandonnée ou détruite et le rendement assuré est modifié de façon à ne couvrir que les étendues qui restent en culture.

37. Sampling of the crop in the fields is carried out according to the following methods and procedures:

(1) Determination of sites to be sampled: Given the area of the field, the co-ordinates of the 4 sites to be sampled are established by means of the table of random numbers.

(2) Taking of samples: The quantity of alfalfa on each of the 4 sites to be sampled is taken by means of standard measuring instruments.
The alfalfa is cut to about 4 inches from the soil.

(3) Analysis of samples and computation of actual yield: The samples taken on each site are weighed and the moisture test is made; this weight is then adjusted, where necessary, so that it corresponds in quantity to alfalfa containing 15% moisture. The yield thus obtained is applied over the sampled surface to know the actual yield per acre.

38. The inspector who makes an individual appraisal informs the insured of the reasons for his visit and has him sign a document to acknowledge the carrying out of such individual appraisal.

The absence of the insured or his employee during such visit must be indicated on the document.

39. Unless an individual appraisal shows a greater actual yield, the actual yield of a cut of alfalfa for which there was no notice of damage shall correspond to the estimated yield for such cut.

Division XI INDEMNITY

40. To claim payment of an indemnity, the insured must:

- (a) have given the notice of damage without delay;
- (b) have permitted a verification of damage and an individual appraisal by the Régie.

41. Every loss on a third year alfalfa prairie as a result of the harmful effect of freezing of the soil and whose seriousness requires, according to the Régie, the abandonment or destruction of a part or all of that alfalfa prairies, entails the payment of an indemnity equal to \$35.00 per acre thus abandoned or destroyed.

The insurance is cancelled for the part abandoned or destroyed and the insured yield is modified in such a way as to cover only the areas which remain harvested.

42. Sous réserve de l'article 41 du présent règlement, l'indemnité à laquelle l'assuré a droit est établie d'après la différence entre le rendement assuré et le rendement réel qui sont évalués sur la base du prix unitaire fixé par la Régie en vertu de l'article 27 de la Loi et indiqué au certificat d'assurance.

Section XII

DISPOSITIONS FINALES

43. Lorsqu'un assuré abandonne ou détruit une étendue en totalité ou en partie, sans l'autorisation écrite de la Régie, l'assurance est annulée pour cette étendue et, s'il y a lieu, le rendement assuré est modifié de façon à ne couvrir que les étendues qui restent en culture. Dans ce cas la révision du rendement assuré ne peut donner droit à un remboursement de cotisation.

44. L'assuré, dès qu'il réalise son impossibilité à exécuter la dernière coupe de luzerne à la date prévue à l'article 10 du présent règlement, doit en aviser la Régie, dans les plus brefs délais, en précisant les causes de cet état de fait. L'avis peut être formulé verbalement ou par écrit. L'avis formulé verbalement est acceptable s'il est confirmé par écrit.

45. Si l'action nuisible de l'un ou l'autre des éléments contre lesquels la récolte est assurée résulte du fait d'un tiers, la Régie, en effectuant le paiement de l'indemnité, a droit à la cession des droits de recours de l'assuré contre le tiers et peut, en intentant une action au nom de l'assuré, invoquer ces droits.

46. Une terre cultivée de façon occasionnelle est celle à laquelle le producteur n'accorde pas l'attention et les soins que requiert normalement un tel type d'exploitation.

47. L'équivalence en usage aux fins de l'application du présent programme d'assurance est la suivante:
1 tonne de foin sec de luzerne = 2,000 livres à 15% d'humidité.

864-o

42. Subject to section 41 of this Regulation, the indemnity to which the insured is entitled is determined according to the difference between the insured yield and the actual yield, valued on the basis of the unit price fixed by the Régie under section 27 of the Act and indicated on the insurance certificate.

Division XII

FINAL PROVISIONS

43. When an insured abandons or destroys all or part of an area without the written authorization of the Régie, the insurance covering that area is cancelled and, if necessary, the insured yield is modified so as to cover only the areas still under cultivation. In such case, a revision of the insured yield does not entitle the insured to a repayment of assessment.

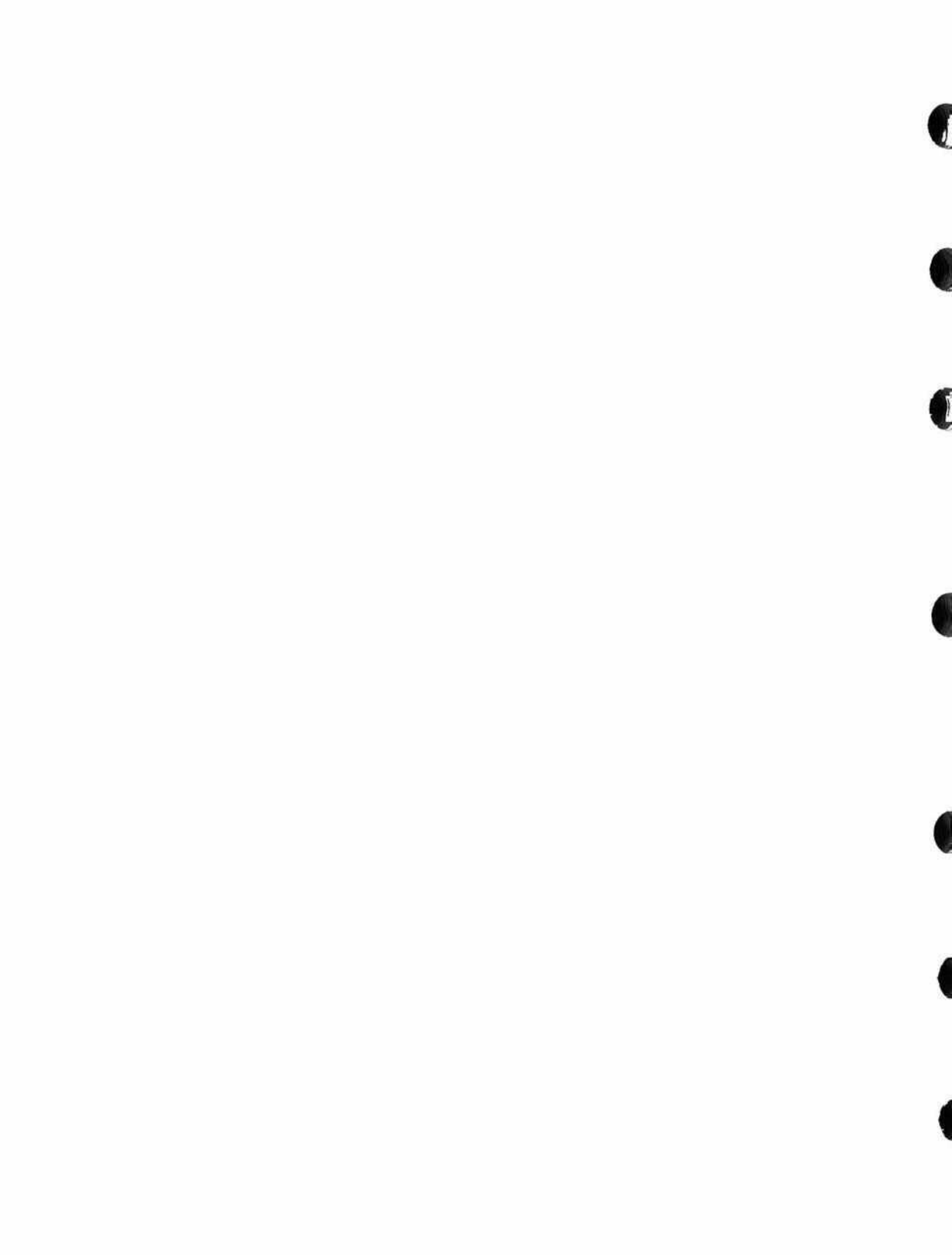
44. As soon as the insured realizes that he cannot complete the last alfalfa cut by the date prescribed in section 10 of this Regulation, he must notify the Régie without delay specifying his reasons therefor. The notice may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice given verbally must be confirmed in writing.

45. If the harmful effect of one or other of the forces against which the crop is insured is caused by a third party, the Régie, in paying the indemnity, is entitled to obtain a transfer of the insured's rights of recourse against the third party and may, in taking an action on the name of the insured, invoke such rights.

46. Land cultivated on an occasional basis is land to which the producer does not give the attention and care normally required for such type of operation.

47. The standard equivalence used for the purpose of application of this insurance program is the following:
1 ton of dry alfalfa hay = 2,000 lbs at 15% moisture.

864-o



AVIS

Avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a adopté, lors d'une assemblée tenue le 16 septembre 1975, le règlement concernant la régie interne de la Régie de l'assurance-récolte du Québec.

Conformément à l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, ch. 31), ce règlement sera soumis pour approbation au Lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des quinze (15) jours suivant la présente publication.

Le secrétaire,
JEAN-MARC DUCHARME.

Québec, le 18 septembre 1975.

Règlement concernant la régie interne de la Régie de l'assurance-récolte du Québec

SOMMAIRE

SECTION I	Siège social
SECTION II	Séances de la Régie
SECTION III	Organisation et responsabilités de la Régie
SECTION IV	Fonctions et responsabilités du président et directeur général
SECTION V	Fonctions et responsabilités du secrétaire
SECTION VI	Comité des directeurs
SECTION VII	Renseignements

Section I

SIÈGE SOCIAL

1. Le siège social de la Régie est situé au 352 Avenue St-Sacrement, à Québec. Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou d'une localité adjacente, par résolution de la Régie.

Section II

SÉANCES DE LA RÉGIE

2. La Régie se réunit aussi souvent que l'intérêt l'exige, mais au moins une fois par mois, au siège social ou en tout autre endroit de la province fixé par la convocation.

3. Toute séance de la Régie est convoquée par le président ou, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, par le vice-président.

NOTICE

Notice is given that the Régie de l'assurance-récolte du Québec made, at a meeting held on 16 September 1975, the Regulation respecting the internal management of the Régie de l'assurance-récolte du Québec.

In accordance with section 75 of the Crop Insurance Act (1974, ch. 31), this Regulation will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval upon the expiry of fifteen (15) days following the present publication.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secretary.

Québec, 18 September 1975.

Regulation respecting the internal management of the Régie de l'assurance-récolte du Québec

SUMMARY

DIVISION I	Corporate seat
DIVISION II	Sittings of the Régie
DIVISION III	Organization and responsibilities of the Régie
DIVISION IV	Duties and responsibilities of the president and general manager
DIVISION V	Duties and responsibilities of the secretary
DIVISION VI	Committee of directors
DIVISION VII	Information

Division I

CORPORATE SEAT

1. The corporate seat of the *Régie* is situated at 352 Avenue St-Sacrement, Québec City. It may be transferred, by a resolution of the *Régie*, to any other place in the same city or adjoining locality.

Division II

SITTINGS OF THE RÉGIE

2. The *Régie* shall meet as often as required but at least once a month at the corporate seat or at any other place in the province fixed in the convocation.

3. Every sitting of the *Régie* shall be convened by the president or, if the president is unable to act by reason of absence or illness, by the vice-president.

Le président est tenu de convoquer une séance de la Régie sur demande écrite de trois (3) membres et s'il n'accède pas à leur requête dans les 48 heures de la réception d'une telle demande, ces membres peuvent convoquer eux-mêmes cette séance.

4. Toute convocation doit être faite, par écrit, au moins 3 jours francs avant la tenue de la séance et adressée à chaque membre à la dernière adresse connue du secrétaire.

En cas d'urgence, la convocation peut être faite par téléphone ou par télégramme. Le délai de convocation n'est alors que d'un jour franc.

5. Il peut être dérogé aux formalités de convocation si tous les membres de la Régie y consentent par écrit.

6. Les séances de la Régie sont présidées par le président ou, au cas d'incapacité d'agir de ce dernier par suite d'absence ou de maladie, par le vice-président.

7. Le quorum de la Régie est formé de 3 membres dont le président ou le vice-président.

S'il n'y a pas quorum, une demi-heure après l'heure indiquée sur l'avis de convocation, la séance est remise. Un nouvel avis de convocation est envoyé.

Toutefois le président ou le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, peut prolonger d'une demi-heure au maximum ce délai d'attente, s'il le juge à propos.

8. Les décisions de la Régie sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas d'égalité des voix, le président ou le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, a un vote prépondérant sur toute question soumise à la Régie.

Le président ou le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, peut exercer ou ne pas exercer son droit au vote prépondérant.

9. Toute séance peut être ajournée, par résolution, à une date subséquente et un nouvel avis de convocation n'est pas alors nécessaire.

Section III

ORGANISATION ET RESPONSABILITÉS DE LA RÉGIE

10. La Régie, formée de cinq membres dont un président et un vice-président, a pour objet d'administrer l'assurance-récolte prévue par la Loi sur l'assurance-récolte (1974, chapitre 31).

The president is bound to convene a sitting of the Régie upon the written request of three (3) members and if, within 48 hours following the receipt of their request, he does not accede thereto, the members may themselves convene the sitting.

4. Every convocation must be made in writing at least 3 clear days prior to the holding of the sitting and be mailed to each member at the latest address known to the secretary.

In case of emergency, the convocation may be made by telephone or telegramme. The convocation deadline shall then be one clear day only.

5. The terms and conditions for convocation may be waived if all the members of the Régie agree thereto in writing.

6. The sittings of the Régie shall be chaired by the president or, if the latter is unable to act by reason of absence or illness, by the secretary.

7. Three members including the president or the vice-president constitute a quorum of the Régie.

If a quorum has not been reached one half-hour after the time indicated on the notice of convocation, the sitting shall be postponed. A new notice of convocation shall then be sent.

However, the president or the vice-president, if the president is unable to act by reason of absence or illness, may extend such waiting period by not more than one half-hour if he so deems appropriate.

8. The decision of the Régie shall be taken by majority vote of the members present.

In the case of a tie-vote, the president, or the vice-president if the president is unable to act by reason of absence or illness, shall have a casting-vote on any matter submitted to the Régie. The president, or the vice-president if the latter is unable to act by reason of absence or illness, may or may not exercise his right to a casting-vote.

9. Every sitting may be postponed, by resolution, to a later date and a further notice of convocation shall not then be necessary.

Division III

ORGANIZATION AND RESPONSIBILITIES OF THE RÉGIE

10. The object of the Régie, composed of five members including a president and a vice-president, is to administer the crop insurance provided for by the Crop Insurance Act (1974, ch. 31).

11. Les membres de la Régie réunis en séance régulièrement convoquée assument, entre autres, les fonctions et responsabilités suivantes:

- a) statuer sur toute question relative à la mise en vigueur des programmes d'assurance, y compris les conditions d'application de ces programmes d'assurance et la réglementation pertinente.
- b) statuer sur toute question relative à l'administration des programmes d'assurance mis en vigueur notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, l'établissement des taux de cotisation et prix unitaires, la sélection des risques assurables, l'évaluation des réclamations,
- c) statuer sur toute question relative à l'administration du fonds d'assurance constitué des cotisations perçues des assurés et des contributions versées par le gouvernement,
- d) désigner, sur la recommandation du président et directeur général, les personnes qui sont autorisées à agir et à signer tout acte ou document au nom de la Régie et fixer les conditions d'exercice de leur mandat.

Section IV

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DU PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

12. Le président qui est directeur général de la Régie est responsable de l'administration de la Régie dans le cadre de ses règlements.

13. Le président et directeur général assume, entre autres, les fonctions et responsabilités suivantes:

- a) convoquer et présider les séances de la Régie,
- b) s'assurer que les décisions de la Régie sont exécutées,
- c) exercer la gérance et le contrôle du budget administratif de la Régie,
- d) diriger et coordonner les politiques administratives de la Régie notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, son financement, ses dépenses d'opération, ses structures administratives, l'organisation et le fonctionnement de ses divers services, le recrutement et la répartition des tâches de son personnel.

14. Le vice-président qui est directeur général adjoint de la Régie assume les fonctions et responsabilités du président et directeur général, au cas d'incapacité d'agir de ce dernier par suite d'absence ou de maladie.

11. The duties and responsibilities of the members of the Régie who are meeting at a sitting regularly convened are, *inter alia*:

- (a) to decide on any matter relating to the putting into force of insurance programmes, including the conditions of application of such insurance programmes and the regulations pertaining thereto;
- (b) to decide, in particular, on any matter relating to the administration of insurance programmes which were put into force, but without restricting the generality of the foregoing, the establishment of assessment rates and unit prices, the selection of insurable risks, and the assessment of claims;
- (c) to decide on any matter relating to the administration of the insurance fund made up of the assessments collected from the insured and the contributions paid by the government;
- (d) to designate, upon the recommendation of the president and general manager, the persons who are authorized to act and to sign any deed or document on behalf of the Régie and to fix the conditions of exercise of their terms of office.

Division IV

DUTIES AND RESPONSIBILITIES OF THE PRESIDENT AND GENERAL MANAGER

12. The president who is the general manager of the Régie shall be responsible for the administration of the Régie within the scope of its regulations.

13. The duties and responsibilities of the president and general manager are, *inter alia*:

- (a) to convene and chair the sittings of the Régie;
- (b) to ensure that the decisions of the Régie are carried out;
- (c) to exercise the management and control of the administrative budget of the Régie;
- (d) to direct and coordinate in particular the administrative policies of the Régie, but without restricting the generality of the foregoing, its financing, operating expenditures, administrative structures, the organizing and the operation of its various services, the recruiting and distribution of the tasks of its personnel.

14. The vice-president who is the assistant general manager of the Régie shall assume the duties and responsibilities of the president and general manager if the latter is unable to act by reason of absence or illness.

Section V

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS
DU SECRÉTAIRE

15. Le secrétaire assume, entre autres, les fonctions et responsabilités suivantes:

- a) donner tous les avis de convocation;
- b) rédiger et conserver les procès-verbaux des séances de la Régie;
- c) conserver les archives;
- d) certifier avec le président et directeur général ou avec le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, les procès-verbaux approuvés par la Régie;
- e) maintenir à date la liste complète des membres de la Régie avec leur dernière adresse;
- f) remplir toute autre fonction ou responsabilité relative à ses fonctions ainsi que celles que la Régie ou le président peuvent lui assigner.

Section VI

COMITÉ DES DIRECTEURS

16. Les directeurs de services et leur adjoint composent le comité des directeurs qui est dirigé par le président et directeur général ou le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie.

17. Le comité des directeurs doit se réunir aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par mois.

18. Le comité des directeurs a pour principales fonctions de favoriser l'échange d'idées sur le fonctionnement et la coordination des divers services et d'assister le président et directeur général dans l'exercice des fonctions et responsabilités qui lui sont dévolues.

Section VII

RENSEIGNEMENTS

19. Le président ou le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, doit fournir au Ministre de l'Agriculture tout renseignement que ce dernier requiert sur les opérations de la Régie.

Division V

DUTIES AND RESPONSIBILITIES
OF THE SECRETARY

15. The duties and responsibilities of the secretary are, *inter alia*:

- (a) to give all notices of convocation;
- (b) to draw up and retain the minutes of the sittings of the Régie;
- (c) to keep the records;
- (d) to certify with the president and general manager, or with the vice-president if the president is unable to act by reason of absence or illness, the minutes approved by the Régie;
- (e) to keep up-to-date the complete list of the members of the Régie with their latest addresses;
- (f) to perform any other duty or responsibility relating to his duties and also those which the Régie or the president may assign to him.

Division VI

COMMITTEE OF DIRECTORS

16. The committee of directors is composed of the directors of services and their assistants and such committee shall be directed by the president and general manager or the vice-president, if the president is unable to act by reason of absence or illness.

17. The committee of directors shall meet as often as possible and at least once a month.

18. The main duties of the committee of directors shall be to promote the exchange of ideas with respect to the operation and coordination of the various services and to assist the president and general manager in the performance of the duties and responsibilities devolving upon him.

Division VII

INFORMATION

19. The president, or the vice-president if the president is unable to act by reason of absence or illness, must furnish to the Minister of Agriculture all information required by him with respect to the operations of the Régie.

ERRATUM

Gazette officielle du Québec, no 20 du 28 mai 1975.
Règlement concernant le tarif des commissions sous le
Grand Sceau et autres documents.

Page 2285, dans la 5^e ligne de l'avant-dernier paragraphe,
ajouter après le mot «reine», le mot «soit».

Page 2286, dans la première ligne du dernier paragraphe,
remplacer le mot «législation» par le mot «légalisation».

857-o

ERRATA**Order of chartered accountants of Québec**

1. *Québec Official Gazette*, Part 2, 11 June 1975, Vol. 107, No. 22, pp. 2859 to 2861. Draft Regulation. Professional Code. Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meetings.

In the title of the Regulation, replace the word "on" by the word "out".

In line 2 of section 1.02, delete the word "its".

In line 3 of section 2.03, replace the word "a" by the word "are".

In line one of section 2.04, replace the word "on" by the word "in".

In line one of section 5.05, the word immediately preceding the word "notice" is to read "any".

In line 2 of section 5.05, replace the word "order" by the word "Order".

2. *Québec Official Gazette*, Part 2, 11 June 1975, Vol. 107, No. 22, p. 2863. Draft Regulation. Professional Code. Regulation respecting the terms and conditions for election.

In line 2 of section 1.01, delete the word "its".

In line 2 of section 2.02, insert the words "of the" before the word "deadline".

3. *Québec Official Gazette*, Part 2, 11 June 1975, Vol. 107, No. 22, pp. 2867 and 2868. Draft Regulation. Professional Code. Regulation respecting the dues payable to the Order by candidates for the practice of the profession.

In line 2 of section 1.01, delete the word "its".

In line 3 of section 2.01 (e) (2), insert the dollar sign "\$" before the figure "200".

857-o

ERRATA**Ordre des comptables agréées du Québec**

1. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 11 juin 1975, Vol. 107, no 22, p. 2861. Projet de règlement. Code des professions. Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales.

À la 2e ligne de l'article 5.05, il faut lire « l'Ordre » au lieu de « L'Orre ».

857-o

ERRATA**Ordre des pharmaciens du Québec**

1. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 août 1975, vol. 107, no 30, p. 4595. Avis d'approbation de règlement. Code des professions:

À la troisième ligne de la version française du deuxième alinéa de l'avis d'approbation, il faut lire « publication » au lieu de « publications ».

2. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 août 1975, vol. 107, no 30, p. 4595. Avis d'approbation de règlement. Code des professions:

À la cinquième ligne de la version française de l'article 1.01, il faut lire « Loi » au lieu de « loi ».

3. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 août 1975, vol. 107, no 30, p. 4598. Avis d'approbation de règlement. Code des professions:

À la troisième ligne de la version française de deuxième alinéa du paragraphe (03) de l'article 4.04, il faut lire « appropriés » au lieu de « approprié ».

4. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 août 1975, vol. 107, no 30, p. 4599. Avis d'approbation de règlement. Code des professions:

Dans le titre de la version française de la Section 1, il faut lire « DISPOSITION GÉNÉRALE », au lieu de « DISPOSITIONS GÉNÉRALES ».

5. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 août 1975, vol. 107, no 30, p. 4599. Avis d'approbation de règlement. Code des professions:

À la première ligne de la version française de l'article 1.01, il faut lire « Loi » au lieu de « loi ».

Ordre des médecins vétérinaires du Québec

12. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 août 1975, vol. 107, no 30, p. 4655. Projet de règlement. Code des professions:

ERRATA**Order of Pharmacists of Québec**

4. *Québec Official Gazette*, Part 2, 13 August 1975, Vol. 107, No. 30, p. 4599. Notice of approval of a Regulation. Professional Code:

In the title of the English version of Division 1, replace the words "GENERAL PROVISIONS" by the words "GENERAL PROVISION".

Order of Veterinary Surgeons of Québec

À la première ligne de la version française de l'article 3.01, il faut lire «suit» au lieu de «sui».

13. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 août 1975, vol. 107, no 30, p. 4657. Projet de règlement. Code des professions:

À la première ligne de la version anglaise de l'article 4.06, il faut lire «soon» au lieu de «sson».

14. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 août 1975, vol. 107, no 30, p. 4658. Projet de règlement. Code des professions:

Après l'article 6.01 de la version française, il faut lire «Section 7» au lieu de «Section 1».

15. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 août 1975, vol. 107, no 30, p. 4659. Projet de règlement. Code des professions:

À la troisième ligne de la version française du serment de discrétion, il faut lire «ferai» au lieu de «fera».

857-o

13. *Québec Official Gazette*, Part 2, 13 August 1975, Vol. 107, No. 30, p. 4657. Draft Regulation. Professional Code:

In the first line of the English version of section 4.06, replace the word "sson" by the word "soon".

857-o

ERRATUM

Proclamation sur la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction

Gazette officielle numéro 33 du 10 septembre 1975, page 5035, 4ième paragraphe, 1ère ligne, nous aurions dû lire: «Que les sections I, II et VII» au lieu de: «Que les sections I, II, III.».

857-o



INDEX	Textes réglementaires (Règlements) Statutory Instruments (Regulations)	Abréviations: A — Abrogé
		Abbreviations: Abroged
		N — Nouveau New
		M — Modifié Modified

Règlements — Regulations Lois — Statutes	No	Enregistrement Registration Date	Page	Commentaires Comments
Affaires culturelles, ministère — Direction des Relations culturelles (Loi de l'exécutif, S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-500	26-09-75	5309	
Agricultural producers — Special credit to agricultural producers in the designated area who suffered losses from tornados or a landslide in 1975 (Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods, 1972, ch. 39)	Reg. 75-494	26-09-75	5257	N
Agricultural producers — Application of the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods (1972, ch. 39)	Reg. 75-499	26-09-75	5307	N
Alfalfa (Crop Insurance Act, 1974, ch. 31)			5333	Draft
Architects — Procedure of the professional inspection committee (Professional Code, 1973, ch. 43)			5311	Notice
Architectes — Procédure du comité d'inspection professionnelle (Code des professions, 1973, ch. 43)			5311	Avis
Assurance-récolte, Loi de l' . . . — Luzerne (1974, ch. 31)			5333	Projet
Assurance-récolte, Loi de l' . . . — Règlement concernant la régie interne de la Régie de l'assurance-récolte du Québec (1974, ch. 31)			5343	Projet
Carton ondulé — Québec — Statuts (Mod.) (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			5313	Avis
Chartered Accountants — Business of the Bureau and general meetings (Draft) (Professional Code, 1973, ch. 43)			5348	Erratum
Chartered Accountants — Dues payable to the Order by candidates for the practice of the profession (Draft) (Professional Code, 1973, ch. 43)			5347	Erratum
Chartered Accountants — Terms and conditions for election (Draft) (Professional Code, 1973, ch. 43)			5347	Erratum

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Chiropractors — Procedure for the conciliation and arbitration of accounts (Professional Code, 1973, ch. 43)			5315	Notice
Chiropraticiens — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (Code des professions, 1973, ch. 43)			5315	Avis
Code des professions — Architectes — Procédures du comité d'inspection professionnelle (1973, ch. 43)			5311	Avis
Code des professions — Chiropraticiens — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (1973, ch. 43)			5315	Avis
Code des professions — Comptables agréés — Affaires du Bureau et assemblées générales (Projet) (1973, ch. 43)			5348	Erratum
Code des professions — Ergothérapeutes — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (1973, ch. 43)			5325	Projet
Code des professions — Diététistes — Procédure du comité d'inspection professionnelle (1973, ch. 43)			5319	Projet
Code des professions — Médecins vétérinaires — Affaires du Bureau et assemblées générales (Projet) (1973, ch. 43)			5348	Erratum
Code des professions — Pharmaciens — Conservation, utilisation ou destruction de dossiers, livres et registres d'un pharmacien cessant d'exister (Avis) (1973, ch. 43)			5348	Erratum
Code des professions — Pharmaciens — Étiquetage des médicaments et des poisons (Avis) (1973, ch. 43)			5348	Erratum
Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la (P.L. 57)			5193	
Commission des transports du Québec — Règ. 2C — Règles de pratique et de régie interne (Loi des transports, 1972, ch. 55)	Règ. 75-485	19-09-75	5235	M
Compagnies de fidéicommiss, Loi des . . . — Modifiée — Entrée en vigueur des articles 4 et 8 le 24 septembre 1975 (1974, ch. 67)			5317	Proclamation

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	No	Enregistrement Registration	Date	Page	Commentaires Comments
Comptables agréés — Affaires du Bureau et assemblées générales (Projet) (Code des professions, 1973, ch. 43)				5348	Erratum
Construction, Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de . . . — Entrée en vigueur des sections I, II et VII le 13 août 1975 (1975, ch. . . .)				5349	Erratum
Corrugated paper products — Québec — Statutes (Amend.) (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)				5313	Notice
Crédit aux pêcheries maritimes, Loi du . . . — Prêts pour la construction, l'achat, la réparation ou le réaménagement de bateaux et d'équipement de pêche commerciale (S.R.Q. 1964, ch. 210)	Règ. 75-492		26-09-75	5245	
Crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, Loi favorisant un . . . — Producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée (1972, ch. 39)	Règ. 75-494		26-09-75	5257	N
Crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, Loi favorisant un . . . — Application de la Loi (1972, ch. 39)	Règ. 75-499		26-09-75	5307	N
Crop Insurance Act — Alfalfa (1974, ch. 31)				5333	Draft
Crop Insurance Act — Regulation respecting the internal management of the Régie de l'assurance-récolte du Québec (1974, ch. 31)				5343	Draft
Cultural Affairs Department — Cultural Relations Branch. (Executive Power Act, R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-500		26-09-75	5309	
Déchets liquides (Loi de la qualité de l'environnement, 1972, ch. 49)	Règ. 75-496		26-09-75	5291	N
Diététistes — Procédure du comité d'inspection professionnelle (Code des professions, 1973, ch. 43)				5319	Projet
Dieticians — Procedure of the professional inspection committee (Professional Code, 1973, ch. 43)				5319	Projet

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Éducation — Prêts et bourses aux étudiants (Loi des prêts et bourses aux étudiants, 1966/67, ch. 70)	Règ. 75-491	26-09-75	5243	M
Education — Student loans and scholarships (Students Loans and Scholarships Act, 1966/67, ch. 70)	Reg. 75-491	26-09-75	5243	M
Egg producers — Joint plan (Farm Products Marketing Act, 1974, ch. 36)	Reg. 75-490	24-09-75	5241	M
Environnement, Loi de la qualité de l' . . . — Gestion des déchets liquides (1972, ch. 49)	Règ. 75-496	26-09-75	5291	N
Environment Quality Act — Liquid waste management (1972, ch. 49)	Reg. 75-496	26-09-75	5291	N
Ergothérapeutes — Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (Code des professions, 1973, ch. 43)			5325	Projet
Exécutif, Loi de l' . . . — Direction des Relations culturelles, ministère des Affaires culturelles (S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-500	26-09-75	5309	
Executive Power Act — Cultural Relations Branch, Department of Cultural Affairs (R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-500	26-09-75	5309	
Farm Products Marketing Act — Egg producers — Joint plan (1974, ch. 36)	Reg. 75-490	24-09-75	5241	M
Forestry Merit Act — Order and competition — Regulation (R.S.Q. 1964, ch. 99)	Reg. 75-493	26-09-75	5251	N
Hotels Act — Hotel establishments and restaurants (R.S.Q. 1964, ch. 205)	Reg. 75-470	15-09-75	5201	N
Hôtellerie, Loi de l' . . . — Établissements hôteliers et restaurants (S.R.Q. 1964, ch. 205)	Règ. 75-470	15-09-75	5201	N
Justice, Loi du ministère . . . — Tarif des commissions sous le Grand Sceau et autres documents (1965, sess. 1, ch. 16)	Règ. 75-195	15-05-75	5347	Erratum
Lands and Forests Act — Protection of forests against fire (R.S.Q. 1964, ch. 92)	Reg. 75-484	19-09-75	5227	N
Liquid waste management (Environment Quality Act, 1972, ch. 49)	Reg. 75-496	26-09-75	5291	N

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Loans for the construction, purchase, repair of refitting of commercial fishing-boats and fishing equipment (Maritime Fisheries Credit Act, S.R.Q. 1964, ch. 210)	Reg. 75-492	26-09-75	5245	
Luzerne (Loi de l'assurance-récolte, 1974, ch. 31)			5333	Projet
Maritime Fisheries Credit Act - Loans for the construction, purchase, repair or refitting of commercial fishing-boats and fishing equipment	Reg. 75-492	26-09-75	5245	
Médecins vétérinaires - Affaires du Bureau et assemblées générales (Projet) (Code des professions, 1973, ch. 43)			5348	Erratum
Mérite forestier, Loi du . . . - Ordre et concours - Règlement (S.R.Q. 1964, ch. 99)	Règ. 75-493	26-09-75	5251	N
Mise en marché des produits agricoles, Loi sur la . . . - Producteurs d'oeufs - Plan conjoint (1974, ch. 36)	Règ. 75-490	24-09-75	5241	M
Montreal Urban Community Transit Commission, An Act to ensure users the resumption of the (Bill 57)			5193	
Occupational Therapists - Procedure for the conciliation and arbitration of accounts (Professional Code, 1973, ch. 43)			5325	Draft
Order of Forestry Merit-Competitions - Regulation (Forestry Merit Act, R.S.Q. 1964, ch. 99)	Reg. 75-493	26-09-75	5251	N
Ordre du mérite forestier - Concours - Règlement (Loi du mérite forestier, S.R.Q. 1964, ch. 99)	Règ. 75-493	26-09-75	5251	N
Pharmaciens - Conservation, utilisation ou destruction des dossiers, livres et registres d'un pharmacien cessant d'exercer (Avis) (Code des professions, 1973, ch. 43)			5348	Erratum
Pharmaciens - Étiquetage des médicaments et poisons (Avis) (Code des professions, 1973, ch. 43)			5348	Erratum
Pharmacists - Labelling of medications and poisons (Notice) (Professional Code, 1973, ch. 43)			5348	Erratum
Prêts et bourses aux étudiants, Loi des . . . - Règlements . . . (1966 / 67, ch. 70)	Règ. 75-491	26-09-75	5243	M

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Prêts pour la construction, l'achat, la réparation ou le réaménagement de bateaux et d'équipement de pêche commerciale. (Loi du crédit aux pêcheries maritimes, S.R.Q. 1964, ch. 210)	Règ. 75-492	26-09-75	5245	
Producteurs agricoles — Application de la Loi favorisant un crédit spéciale pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques. (1972, ch. 39)	Règ. 75-499	26-09-75	5307	N
Producteurs agricoles — Crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée. (Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, 1972, ch. 39)	Règ. 75-494	26-09-75	5257	N
Producteurs d'oeufs — Plan conjoint. (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, ch. 36)	Règ. 75-490	24-09-75	5241	M
Professional Code — Architects — Procedure of the professional inspection committee. (1973, ch. 43)			5311	Notice
Professional Code — Chartered Accountants — Business of the Bureau and general meetings. (1973, ch. 43)			5348	Erratum
Professional Code — Chartered Accountants — Dues payable to the Order by candidates for the practice of the profession (Draft). (1973, ch. 43)			5347	Erratum
Professional Code — Chartered Accountants — Terms and conditions for election (Draft). (1973, ch. 43)			5347	Erratum
Professional Code — Chiropractors Procedure for the conciliation and arbitration of accounts. (1973, ch. 43)			5315	Notice
Professional Code — Dieticians — Procedure of the professional inspection committee. (1973, ch. 43)			5319	Draft
Professional Code — Occupational Therapists — Procedure for the conciliation and arbitration of accounts. (1973, ch. 43)			5325	Draft

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	No	Enregistrement Registration Date	Page	Commentaires Comments
Professional Code — Pharmacists — Labelling of medications and poisons (Notice) (1973, ch. 43)			5348	Erratum
Professional Code — Veterinary Surgeons — Business of the Bureau and general meetings (Draft)			5348	Erratum
Protection des forêts contre le feu (Loi des terres et forêts, S.R.Q. 1964, ch. 92)	Règ. 75-484	19-09-75	5227	N
Protection of forests against fire (Lands and Forests Act, R.S.Q. 1964, ch. 92)	Reg. 75-484	19-09-75	5227	N
Qualité de l'environnement, Loi de la . . . — Gestion des déchets liquides (1972, ch. 49)	Règ. 75-496	26-09-75	5291	N
Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, Loi sur la . . . — Entrée en vigueur des sections I, II et VII le 13 août 1975 (1975, ch. . . .)			5349	Erratum
Québec Transport Commission — Reg. 2D — Rules of practice and rules for the internal management (Transport Act, 1972, ch. 55)	Reg. 75-485	19-09-75	5235	M
Régie de l'assurance-récolte du Québec — Règlement concernant la régie interne (Loi de l'assurance-récolte, 1974, ch. 31)			5343	Projet
Régie de l'assurance-récolte du Québec — Regulation respecting the internal management (Crop Insurance Act, 1974, ch. 31)			5343	Draft
Restaurants et établissements — Hôteliers (Loi de l'hôtellerie, S.R.Q. 1964, ch. 205)	Règ. 75-470	15-09-75	5201	N
Restaurants and hotel establishments (Hotels Act, R.S.Q. 1964, ch. 205)	Reg. 75-470	15-09-75	5201	N
Special credit to agricultural producers during critical periods, Act to promote. . . — Agricultural producers in the designated area who suffered losses from tornados or a landslide in 1975 (1972, ch. 39)	Reg. 75-494	26-09-75	5257	N
Special credit to agricultural producers during critical periods, Act to promote. . . — Application of the Act (1972, ch. 39)	Reg. 75-499	26-09-75	5307	N
Students Loans and Scholarships Act — Regulations (1966/67, ch. 70)	Reg. 75-491	26-09-75	5243	M

INDEX — Fin / Concluded

Règlements — Regulations Lois — Statutes	No	Enregistrement Registration Date	Page	Commentaires Comments
Tarif des commissions sous le Grand Sceau et autres documents (Loi du ministère de la Justice, 1965, sess. 1, ch. 16)	Règ. 75-195	15-05-75	5347	Erratum
Terres et forêts, Loi des . . . — Protection des forêts contre le feu (S.R.Q. 1964, ch. 92)	Règ. 75-484	19-09-75	5227	N
Transport Act — Reg. 2D — Rules of practice and rules for the internal management of the Q.T.C. (1972, ch. 55)	Reg. 75-485	19-09-75	5235	M
Transport Act — Transport of explosives and other dangerous substances through the tunnels in the Montreal region (1972, ch. 55)	Reg. 75-497	26-09-75	5301	N
Transport des explosifs et autres matières dangereuses dans les tunnels de la région de Montréal (Loi des Transports, 1972, ch. 55)	Règ. 75-497	26-09-75	5301	N
Transport of explosives and other dangerous substances through the tunnels in the Montreal region (Transport Act, 1972, ch. 55)	Reg. 75-497	26-09-75	5301	N
Transports, Loi des . . . — Règ. 2D — Règles de pratique et de régie interne de la C.T.Q. (1975, ch. 55)	Règ. 75-485	19-09-75	5235	M
Transports, Loi des . . . — Transport des explosifs et autres matières dangereuses dans les tunnels de la région de Montréal (1972, ch. 55)	Règ. 75-497	26-09-75	5301	N
Trust Companies Act — Amended — Coming into force of sections 4 and 8 on 24th of September 1975 (1974, ch. 67)			5317	Proclamation
Université de Montréal — Statuts (Charte de l'Université de Montréal, 1966/67, ch. 129)	Règ. 75-498	26-09-75	5305	M
Université de Montréal — Statutes (Charter of the Université de Montréal, 1966/67, ch. 129)	Reg. 75-498	26-09-75	5305	M
Veterinary Surgeons — Business of the Bureau and general meetings (Draft) (Professional Code, 1973, ch. 43)			5348	Erratum

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 75-470	4069-75	Tourisme, chasse et pêche	Établissements hôteliers et restaurants / <i>Hotel establishments and restaurants</i>	5201
Règ. 75-484	4170-75	Terres et forêts	Protection des forêts contre le feu / <i>Protection of forests against fire</i>	5227
Règ. 75-485	4198-75	Transports	Règles de pratique et de régie interne de la C.T.Q. / <i>Rules of practice and rules for the internal management of the Q.T.C. (Mod. / Amend.)</i>	5235
Règ. 75-490		R.M.A.Q.	Producteurs d'oeufs / <i>Egg producers - Plan conjoint Joint plan (Mod. / Amend.)</i>	5241
Règ. 75-491	4263-75	Éducation	Prêts et bourses aux étudiants / <i>Student loans and scholarships (Mod. / Amend.)</i>	5243
Règ. 75-492	4269-75	Industrie et commerce	Prêts pour la construction, l'achat, la réparation ou le réaménagement de bateaux et d'équipement de pêche commerciale / <i>Loans for the construction, purchase, repair or refitting of commercial fishing-boats and equipment</i>	5245
Règ. 75-493	4274-75	Terres et forêts	Ordre et concours du mérite forestier / <i>Order and competition of Forestry Merit - Règlement / Regulation</i>	5251
Règ. 75-494	4282-75	Agriculture	Crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des tornades ou par un glissement de terrain au cours de l'année 1975 dans la région désignée / <i>Special credit to agricultural producers in the designated area who suffered losses from tornados or a landslide in 1975</i>	5257
Règ. 75-496	4306-75	Environnement	Gestion des déchets liquides / <i>Liquid waste management</i>	5291
Règ. 75-497	4338-75	Transports	Transport des explosifs et autres matières dangereuses dans les tunnels de la région de Montréal / <i>Transport of explosives and other dangerous substances through the tunnels in the Montreal region</i>	5301
Règ. 75-498			Université de Montréal - Statuts / <i>Statutes - (Mod. Amend.)</i>	5305

TABLE DES MATIÈRES — Suite / TABLE OF CONTENTS — Continued

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page	
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document		
Rég. 75-499	4283-75	Agriculture	Application de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques / <i>Application of the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods</i>	5307	
Rég. 75-500	4284-75	Affaires culturelles Affaires inter-gouvernementales	Direction des Relations culturelles, ministère des Affaires culturelles / <i>Cultural Relations Branch, Department of Cultural Affairs</i>	5309	
AVIS			NOTICES		
Architectes - Procédure du comité d'inspection professionnel			Architects - Procedure of the professional inspection committee.....	5311	
Carton ondulé - Statuts (Mod.).....			Corrugated paper products - Statutes (Amend.).....	5313	
Chiropraticiens - Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes			Chiropractors - Procedure for the conciliation and arbitration of accounts.....	5315	
LOI			ACT		
No	Titre		No	Title	
57	Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal (P.L. 57)		57	An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission (Bill 57).....	5193
PROCLAMATION			PROCLAMATION		
Compagnies de fidéicommis, Loi des... - Modifiée - Entrée en vigueur des articles 4 et 8 le 24 septembre 1975			Trust Companies Act - Amended - Coming into force of sections 4 and 8 on September 24th 1975.....	5317	
PROJETS DE RÈGLEMENT			DRAFT REGULATIONS		
Diététistes - Procédure du comité d'inspection professionnelle			Dieticians - Procedure of the professional inspection committee.....	5319	
Ergothérapeutes - Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes			Occupational Therapists - Procedure for the conciliation and arbitration of accounts.....	5325	
Luzerne de culture commerciale - Assurance.....			Commercial crop alfalfa - Insurance.....	5333	
Régie de l'assurance-récolte du Québec - Règlement concernant la régie interne			Régie de l'assurance-récolte du Québec - Regulation respecting the internal management.....	5343	

TABLE DES MATIÈRES — Fin / TABLE OF CONTENTS — Concluded

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
ERRATA			ERRATA	
Règ. 75-195		Justice	Tarif des commissions sous le Grand Sceau et autres documents.....	5347
			Chartered Accountants - Dues payable to the Order by candidates for the practice of the profession (Draft)	5347
			Chartered Accountants - Terms and conditions for election (Draft).....	5347
Comptables agréés - Affaires du Bureau et assemblées générales (Projet)			Chartered Accountants - Business of the Bureau and general meetings (Draft).....	5348
Médecins vétérinaires - Affaires du Bureau et assemblées générales (Projet)			Veterinary Surgeons - Business of the Bureau and general meetings (Draft).....	5348
Pharmaciens - Conservation, utilisation ou destruction des dossiers, livres et registres d'un pharmacien cessant d'exercer (Avis).....				5348
Pharmaciens - Étiquetage des médicaments et des poisons (Avis)			Pharmacists - Labelling of medications and poisons (Notice).....	5348
Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, Loi sur la... - Entrée en vigueur des sections I, II et VII le 13 août 1975.....				5349

